



**PREFET  
DU FINISTERE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°29-2024-033

PUBLIÉ LE 22 MARS 2024

# Sommaire

## **2901-PREFECTURE DU FINISTERE / CABINET**

- 29-2024-03-19-00004 - Arrêté préfectoral du 18 mars 2024 relatif à la circulation d'un petit train routier touristique à Quimper (5 pages) Page 5
- 29-2024-03-19-00003 - Arrêté préfectoral du 18 mars 2024 relatif à la circulation de petits trains routiers touristiques à Concarneau (6 pages) Page 10
- 29-2024-03-19-00005 - Arrêté préfectoral du 18 mars 2024 relatif à la circulation d'un petit train routier touristique à Bénodet (4 pages) Page 16

## **2901-PREFECTURE DU FINISTERE / DIRECTION DE LA CITOYENNETE ET DE LA LEGALITE**

- 29-2024-03-19-00012 - Arrêté préfectoral du 19 mars 2024 portant modification des statuts de la communauté de communes Douarnenez communauté (9 pages) Page 20

## **2901-PREFECTURE DU FINISTERE / DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL**

- 29-2024-03-18-00006 - Arrêté du 18 mars 2024 portant déclaration d'utilité publique l'acquisition par voie d'expropriation d'unités foncières situées sur le secteur de la rue michel de cornouaille sur le territoire de la commune de Briec pour la création d'une gendarmerie, de logements pour les gendarmes et la construction de logements sociaux et cessibilité des parcelles nécessaires à ce projet. (5 pages) Page 29
- 29-2024-03-19-00006 - Arrêté préfectoral du 19 mars 2024 portant autorisation de pénétrer dans les propriétés privées pour la réalisation d'un atlas de la biodiversité communale sur le territoire de la commune de Rosporden (16 pages) Page 34
- 29-2024-03-21-00003 - Arrêté préfectoral du 21 mars 2024 portant autorisation d'occupation temporaire de propriétés privées sur la commune de Logonna-Daoulas dans le cadre de l'ouverture d'une servitude de passage des piétons le long du littoral - secteur Yelen (4 pages) Page 50

## **2901-PREFECTURE DU FINISTERE / SOUS-PREFECTURE DE MORLAIX**

- 29-2024-03-19-00001 - Arrêté du 19 mars 2024 portant renouvellement d'habilitation dans le domaine funéraire (2 pages) Page 54
- 29-2024-03-19-00007 - Arrêté du 19 mars 2024 portant renouvellement d'habilitation dans le domaine funéraire (2 pages) Page 56

## **2903-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS / SERVICE ALIMENTATION**

- 29-2024-03-21-00009 - Arrêté du 21 mars 2024 portant interdiction temporaire de la pêche, du ramassage, du transfert, de la purification, de l'expédition, de la distribution, de la commercialisation de tous coquillages ainsi que du pompage de l'eau de mer à des fins aquacoles provenant de la zone marine « baie de Douarnenez - eaux profondes » (n° 40) (4 pages) Page 58

29-2024-03-21-00006 - Arrêté du 21 mars 2024 portant interdiction temporaire de la pêche, du ramassage, du transfert, de la purification, de l'expédition, de la distribution, de la commercialisation de tous coquillages ainsi que du pompage de l'eau de mer à des fins aquacoles provenant de la zone marine « baie de Douarnenez estran » n°40. (4 pages) Page 62

#### **2904-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER / PÔLE LITTORAL ET AFFAIRES MARITIMES DE BREST-MORLAIX**

29-2024-03-18-00007 - Arrêté du 18 mars 2024 approuvant la convention de transfert de gestion pour une dépendance du domaine public maritime destinée à l'accès unique de 5 propriétés, d'un parking et d'une cale de mise à l'eau au lieu dit «Pors ar Vil» sur le littoral de la commune de Plougastel-Daoulas. (11 pages) Page 66

#### **2904-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER / SERVICE EAU ET BIODIVERSITE**

29-2024-02-19-00004 - Arrêté du 19 février 2024 portant dérogation aux dispositions des articles L.411-1 et L.411-2 du Code de l'environnement dans le cadre des travaux de bâtiments sur la commune de Brest (6 pages) Page 77

29-2024-03-21-00005 - Arrêté du 21 mars 2024 portant dérogation aux dispositions des articles L.411-1 et L.411-2 du Code de l'environnement dans le cadre des travaux d'aménagement d'un lotissement, des voiries et stationnements associés sur le secteur de Kerlagatu sur la commune de Quimper (9 pages) Page 83

29-2024-03-21-00004 - Arrêté du 21 mars 2024 portant dérogation aux dispositions des articles L.411-1 et L.411-2 du Code de l'environnement dans le cadre des travaux de redimensionnement des voiries et de passage de réseaux au droit des voies communales 14 et 27 sur la commune de Guipavas (8 pages) Page 92

#### **2904-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER / SERVICE ECONOMIE AGRICOLE**

29-2024-03-20-00002 - Arrêté préfectoral du 20 mars 2024 portant agrément de parcelles agricoles destinées à l'épandage des produits retirés du marché - la SICA Saint-Pol-de-Léon au titre de 2024 (26 pages) Page 100

29-2024-03-20-00003 - Arrêté préfectoral du 20 mars 2024 portant agrément de parcelles agricoles destinées à l'épandage des produits retirés du marché - LA BRETONNE au titre de 2024 (3 pages) Page 126

#### **2906-AGENCE REGIONALE DE SANTE-DELEGATION DEPARTEMENTALE DU FINISTERE / DEPARTEMENT ANIMATION TERRITORIALE**

29-2024-03-19-00008 - Arrêté modifiant la composition nominative du conseil de surveillance du centre hospitalier régional et universitaire de Brest (Finistère) (3 pages) Page 129

**2908-DIRECTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L EDUCATION  
NATIONALE /**

29-2024-03-22-00001 - Arrêté portant création du collège public Charles de  
Gaulle à Landerneau (2 pages)

Page 132





**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**SÉCURITÉ  
ROUTIÈRE VIVRE,  
ENSEMBLE**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 28 MARS 2024  
RELATIF À LA CIRCULATION  
D'UN PETIT TRAIN ROUTIER TOURISTIQUE  
À QUIMPER**

**LE PRÉFET DU FINISTÈRE**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de la route, et notamment ses articles R317-21, R411-3 à R411-6 et R411-8 ;

**VU** l'arrêté du 4 juillet 1972 modifié relatif aux feux spéciaux des véhicules à progression lente ;

**VU** l'arrêté du 22 janvier 2015 définissant les caractéristiques et les conditions d'utilisation des véhicules autres que les autocars et les autobus, destinés à des usages de tourisme et de loisirs ;

**VU** l'arrêté préfectoral AP 29-2023-08-21-00005 du 21 août 2023 portant délégation de signature à Monsieur Denis REVEL, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Finistère ;

**VU** la demande présentée le 17 janvier 2024 par la SARL « Celtic'Train » pour l'exploitation d'un petit train routier sur la commune de Quimper ;

**VU** la licence n° 2021/53/0000384 valable du 01/07/2021 au 30/06/2026, pour le transport intérieur de personnes par route pour compte d'autrui du demandeur ;

**VU** le procès-verbal de visite technique initiale délivré par la DREAL en date du 03/01/2023 annexé ;

**VU** le règlement de sécurité d'exploitation de l'entreprise relatif à l'itinéraire demandé ;

**VU** l'avis favorable de la maire de Quimper en date du 19 février 2024 ;

Sur proposition du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Finistère,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :**

La SARL « Celtic'Train » dont le siège social se situe au 6 rue Alfred Leray à Concarneau (29 900), est autorisée à mettre en circulation sur la commune de Quimper (29 000), à des fins touristiques ou de loisirs un petit train routier touristique de catégorie 3, immatriculé FS-255-BX, FQ-262-HZ, FQ-233-HZ, et FQ-114-JA, pour la période du lundi 1<sup>er</sup> avril 2024 au mercredi 30 octobre 2024 inclus (sous réserve de présentation d'un contrôle technique annuel valide du 21 juin 2024 au 20 juin 2025), sur l'itinéraire suivant :

42, boulevard Dupleix  
29320 QUIMPER Cedex  
Tél : 02 98 76 29 29  
[www.finistere.gouv.fr](http://www.finistere.gouv.fr)

**Circuit initial :**

- Départ Rue du Roi Gradlon,
- Place Saint-Corentin,
- Rue Kéréon,
- Place Médard et Pont Médard,
- Place terre au Duc,
- Rue de la Herse,
- Rue du Chapeau Rouge (située en zone piétonne sensible nécessitant une vigilance accrue de la part du conducteur),
- Rue de Falkirk,
- Rue Amiral Ronarc'h,
- Rue du préfet Collignon,
- Quai de l'Odet,
- Pont de la cale Saint-Jean,
- Allées de Locmaria,
- Bd Dupleix,
- Pont du Théâtre,
- Bd Amiral de Kerguelen,
- Rue de Juniville,
- Rue Luzel haute,
- Place Alexandre Massé,
- Rue Toul Ar Laër,
- Rue de la Mairie,
- Rue du Frou,
- Rue de Juniville ou Rue Luzel Basse,
- Rue de Juniville,
- Bd Amiral de Kerguelen,
- Arrêt rue du Roi Gradlon (arrêt le long du musée breton).

**Circuit Place de la Tour d'Auvergne :** *En partie circuit initial plus :*

*Nota : Toute modification du trajet ou de ses caractéristiques routières, ainsi que toute modification des véhicules entraîne la perte de validité du présent arrêté.*

**ARTICLE 2 :**

Les déplacements sans voyageurs pour les besoins d'exploitation du service, à savoir (sauf si présence de manifestations publiques Place saint Corentin) :

**En fin de journée :**

- Rue du Roi Gradlon,
- Place Saint-Corentin,
- Rue du Frou,
- Rue Luzel Haute,
- Rue de Brest.

**En début de journée :**

- Rue de Brest.
- Rue de Juniville,
- Bd Amiral de Kerguelen,
- Arrêt rue du Roi Gradlon.

sont couverts par le présent arrêté, en application de l'article 4 de l'arrêté du 22 janvier 2015 susvisé.

- Rue Saint-Marc,
- Rue du Couédic,
- Place de la Tour D'auvergne,
- Place du 118 ème Régiment Infanterie,
- Rue Laennec,
- Rue Vis.

**Circuit embarcadère des Vedettes de l'Odet :**

*En partie circuit initial plus :*

- Quai de l'Odet,
- Rue Mme de Pompery,
- Embarcadère pour Bénodet,
- Quai Neuf (arrêt toléré emplacement cars).

**Circuit faïencerie HB-Henriot :** *En partie circuit initial plus :*

- Rue du Parc,
- Pont Max Jacob,
- Allées de Locmaria,
- Rue Haute,
- Place Denis Bérardier,
- Rue Chanoine Moreau,
- Rue Jean-Baptiste Bousquet,
- Place du Stivel,
- Rue Haute.

**Circuit Gare Routière :** *En partie circuit initial plus :*

- Avenue de la Gare,
- Parking de la Gare Routière
- Rue Jacques Cartier.

ARTICLE 3 :

Le secrétaire général de la préfecture, la maire de Quimper, le directeur interdépartemental de la police nationale du Finistère, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,  
Pour le préfet,  
L'adjoint au directeur de cabinet,  
Le directeur des sécurités

Corentin BURGER

SIGNÉ

Destinataires :

Préfecture/Réglementation  
Mairie de Quimper  
Direction départementale de la sécurité publique (DDSP29)  
DREAL/Contrôle des transports  
SARL Celtic Train de Concarneau

## ANNEXE 1

Procès-verbal de visite technique initiale délivré par la DREAL en date du 03/01/2023 du véhicule immatriculé FS-255-BX, FQ-262-HZ, FQ-233-HZ, et FQ-114-JA

### ANNEXE II b

~~La direction régionale et interdépartementale de l'énergie et de l'environnement (DRIEE) (\*)/ La direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) (\*)/ La direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) (\*)/ Le constructeur (\*) :~~

N° de réception par type nationale du véhicule tracteur : TL-0006-19-00

N° de réception par type nationale du véhicule remorqué : T-0015-13-01

#### Procès-verbal de visite technique initiale d'un petit train routier touristique (Document à annexer à l'arrêté préfectoral d'autorisation)

1. Catégorie (s) du petit train routier touristique : III

2. Composition de l'ensemble en fonction de la catégorie :

~~Catégorie I : 1 véhicule tracteur et ... remorque (s) (\*)~~

~~Catégorie II : 1 véhicule tracteur et ... remorque (s) (\*)~~

Catégorie III : 1 véhicule tracteur TX9DEAXXLS067019 et 3 remorques TX9XXFPXLS067043/  
TX9XXFPXLS067044 / TX9XXFPMLS067045 (\*)

~~Catégorie IV : 1 véhicule tracteur et ... remorque (s) (\*)~~

2. 1. Véhicule tracteur : TX9DEAXXLS067019

Marque : DELTRAIN

Type : ECO

Genre : VASP

Carrosserie : NON SPEC

Accompagnateur : 1

2. 2. Remorque n° 1 : TX9XXFPXLS067043

Marque : DELTRAIN

Type : FRESH

Genre : RESP

Carrosserie : NON SPEC

2. 3. Remorque n° 2 : TX9XXFPXLS067044

Marque : DELTRAIN

Type : FRESH

Genre : RESP

Carrosserie : NON SPEC

2. 4. Remorque n° 3 : TX9XXFPMLS067045

Marque : DELTRAIN

Type : FRESH

Genre : RESP

Carrosserie : NON SPEC

3. Nombre de passagers transportables en fonction de la catégorie :

	I	II	III	IV
Passagers dans la première remorque :			20	
Passagers dans la deuxième remorque :			20	
Passagers dans la troisième remorque :			15	

Date Sesimbra, le 03/01/2023

Signature: ~~DRIEE-DREAL-DEAL~~ Constructeur (\*)

(\*) Barrer la mention inutile.



DELTRAIN  
R. A. G. G. P. P. N. M. A. C. H.  
70-516 Sesimbra  
PORT. C. I.  
C. I. N. I. S. T. A. N. C. I. A. S. S. A. M. E. N. T. A. S.

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 28 MARS 2024  
RELATIF À LA CIRCULATION  
DE PETITS TRAINS ROUTIERS TOURISTIQUES  
À CONCARNEAU

LE PREFET DU FINISTERE  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de la route, et notamment ses articles R317-21, R411-3 à R411-6 et R411-8 ;

**VU** l'arrêté du 4 juillet 1972 modifié relatif aux feux spéciaux des véhicules à progression lente ;

**VU** l'arrêté du 22 janvier 2015 définissant les caractéristiques et les conditions d'utilisation des véhicules autres que les autocars et les autobus, destinés à des usages de tourisme et de loisirs ;

**VU** l'arrêté préfectoral AP 29-2023-08-21-00005 du 21 août 2023 portant délégation de signature à Monsieur Denis REVEL, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Finistère ;

**VU** la demande présentée le 16 janvier 2024 par la SARL « Celtic'Train » pour l'exploitation d'un petit train routier sur la commune de Concarneau ;

**VU** la licence n° 2021/53/0000384 valable du 01/07/2021 au 30/06/2026, pour le transport intérieur de personnes par route pour compte d'autrui du demandeur ;

**VU** les procès-verbaux de visite technique initiale délivrés par la DREAL en date du 28/08/2012 et 20/03/2017 annexés ;

**VU** le règlement de sécurité d'exploitation de l'entreprise relatif à l'itinéraire demandé ;

**VU** l'avis favorable du maire de Concarneau, en date du 23 février 2024 ;

Sur proposition du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Finistère,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :**

La SARL « Celtic'Train » dont le siège social se situe au 6 rue Alfred Leray à Concarneau (29 900), est autorisée à mettre en circulation sur la commune de Concarneau (29 900), à des fins touristiques ou de loisirs de deux petits trains routiers touristiques de catégorie 3, immatriculés, pour le premier véhicule : EL-889-FQ, EL-908-FQ, EL-915-FQ et EL-926-FQ et pour le second véhicule : 5707 YQ 29, 5705 YQ 29, 5704

YQ 29 et 5703 YQ 29, pour la période du lundi 1<sup>er</sup> avril 2024 au jeudi 31 octobre 2024 inclus (sous réserve de présentation d'un contrôle technique annuel valide du 21 juin 2024 au 20 juin 2025 pour le premier véhicule et d'un contrôle technique annuel valide du 2 avril 2024 au 1<sup>er</sup> avril 2025 pour le second train), sur l'itinéraire suivant :

**Itinéraire principal :**

**Circuit aller :**

**Départ Place Jean Jaurès :** *(sauf les jours de marchés et les jours d'animations ponctuelles où le stationnement se fera quai d'Aiguillon près de l'office du tourisme, le petit train empruntera alors une partie de l'avenue Pierre Gueguin),*

- Rue Hélène Hascoët,
- Rue Dumont d'Urville, *(ou Av Dr Nicolas et rue A. Le Ray en cas de fermeture de la rue Dumont d'Urville),*
- Rue Bayard,
- Bd Bougainville,
- Bd Katherine Wylie (sauf jour de la fête du sport si elle a lieu),
- Bd Alfred Guillou,
- Rue des Sables Blancs
- Demi-tour giratoire des Sables Blancs avec arrêt possible à l'arrêt de bus du giratoire de l'avenue du Dorlett.

**Circuit retour :**

- Rue des Sables Blancs,
- Bd Alfred Guillou,
- Bd Katherine Wylie (sauf jour de la fête du sport si elle a lieu),

*Nota : Toute modification du trajet ou de ses caractéristiques routières, ainsi que toute modification des véhicules entraîne la perte de validité du présent arrêté.*

**ARTICLE 2 :**

Les déplacements sans voyageurs pour les besoins d'exploitation du service, à savoir :

**Routes d'accès aux garages :**

- 108 Avenue de la Gare : Parking Pizzeria PiliPizz
- Rue de Quimper, rue de Keriolet : Station service Leclerc
- 24 Quai Carnot : Local technique du petit train
- Avenue Alain Le Lay

sont couverts par le présent arrêté, en application de l'article 4 de l'arrêté du 22 janvier 2015 susvisé.

- Bd Bougainville,
- Quai de la Croix,
- Quai Pénéroff,
- Stationnement Place Jean Jaurès ou Quai d'Aiguillon (Office de tourisme)

**Jours du marché et animations temporaires :**

- Départ Office du tourisme,
- Quai d'Aiguillon,
- Avenue Pierre Gueguen.

**Itinéraire ponctuel :** *à la demande de groupes sur le domaine portuaire sous réserve de l'avis favorable des autorités concessionnaire et gestionnaire des voies ainsi que du propriétaire des espaces portuaires.*

En partie circuit initial plus :

- Avenue Pierre Gueguen,
- Quai Carnot,
- Bas de l'Avenue Alain Le Lay,
- Rue du Port,
- Quai du Moros rive droite,
- Quai du Moros rive gauche,
- Rue du Moros,
- Aller et retour vers le centre-ville.

ARTICLE 3 :

Le secrétaire général de la préfecture, le maire de Concarneau, le directeur interdépartemental de la police nationale du Finistère, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,  
Pour le préfet,  
L'adjoint au directeur de cabinet,  
Le directeur des sécurités

Corentin BURGER

SIGNÉ

Destinataires :

Préfecture/Réglementation  
Mairie de Concarneau  
Direction départementale de la sécurité publique (DDSP29)  
DREAL/Contrôle des transports  
SARL Celtic Train de Concarneau



## ANNEXE 1

Procès-verbal de visite technique initiale délivré par la DREAL en date du 20/03/2017 pour le véhicule immatriculé EL-889-FQ, EL-908-FQ, EL-915-FQ et EL-926-FQ

HU

### ANNEXE II b

~~La direction régionale et interdépartementale de l'énergie et de l'environnement (DRIEE) (\*)/ La direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) (\*)/ La direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) (\*)/ Le constructeur (\*) :~~

N° de réception par type nationale du véhicule tracteur : T-0008-14-00

N° de réception par type nationale du véhicule remorqué : T-0015-13-00

#### Procès-verbal de visite technique initiale d'un petit train routier touristique (Document à annexer à l'arrêté préfectoral d'autorisation)

1. Catégorie (s) du petit train routier touristique : III

2. Composition de l'ensemble en fonction de la catégorie :

~~Catégorie I : 1 véhicule tracteur et ... remorque (s) (\*)~~

~~Catégorie II : 1 véhicule tracteur et ... remorque (s) (\*)~~

Catégorie III : 1 véhicule tracteur TX9DLAXXXGS067017 et 3 remorques TX9XXXFBXGS067018/  
TX9XXXFBXGS067019 / TX9XXXFBMGS067020 (\*)

~~Catégorie IV : 1 véhicule tracteur et ... remorque (s) (\*)~~

2. 1. Véhicule tracteur : TX9DLAXXXGS067017

Marque : DELTRAIN

Type : DELGA III

Genre : VASP

Carrosserie : NON SPEC

Accompagnateur : 1

2. 2. Remorque n° 1 : TX9XXXFBXGS067018

Marque : DELTRAIN

Type : FRESH

Genre : RESP

Carrosserie : NON SPEC

2. 3. Remorque n° 2 : TX9XXXFBXGS067019

Marque : DELTRAIN

Type : FRESH

Genre : RESP

Carrosserie : NON SPEC

2. 4. Remorque n° 3 : TX9XXXFBMGS067020

Marque : DELTRAIN

Type : FRESH

Genre : RESP

Carrosserie : NON SPEC

3. Nombre de passagers transportables en fonction de la catégorie :

	I	II	III	IV
Passagers dans la première remorque :			20	
Passagers dans la deuxième remorque :			20	
Passagers dans la troisième remorque :			15	

Date Sesimbra, le 20/03/2017

Signature: ~~DRIEE-DREAL-DEAL~~-Constructeur (\*)

(\*) Barrer la mention inutile.



ANNEXE 2

Procès-verbal de visite technique initiale délivré par la DREAL en date du 23/08/2012 pour le second véhicule immatriculé 5707 YQ 29, 5705 YQ 29, 5704 YQ 29 et 5703 YQ 29

**PROCES-VERBAL DE VISITE TECHNIQUE INITIALE  
D'UN PETIT TRAIN ROUTIER TOURISTIQUE**

*(Document à annexer à l'arrêté préfectoral d'autorisation)*

1 - Catégorie(s) du petit train routier touristique : **CATEGORIE I**

2 - Composition de l'ensemble en fonction de la catégorie :

**Catégorie I : 1 véhicule tracteur et 3 remorque(s) (\*)**  
**Catégorie II : 1 véhicule tracteur et ..... remorque(s) (\*)**  
**Catégorie III : 1 véhicule tracteur et ..... remorque(s) (\*)**  
**Catégorie IV : 1 véhicule tracteur et ..... remorque(s) (\*)**

**2.1. Véhicule tracteur :**

N° de série : **000ORIGIN0659459P**  
Marque : **PIL AKVAL**  
Type : **ORIGINAL**  
Genre : **VASP**  
Carrosserie : **NON SPEC**  
Accompagnateur : **0**

**2.2 Remorque n° 1**

N° de série : **000ORIGIN0639459P**  
Marque : **PIL AKVAL**  
Type : **ORIGINAL**  
Genre : **RESP**  
Carrosserie : **NON SPEC**

**2.3 Remorque n° 2**

N° de série : **000ORIGIN0629459P**  
Marque : **PIL AKVAL**  
Type : **ORIGINAL**  
Genre : **RESP**  
Carrosserie : **NON SPEC**

**2.4 Remorque n°3**

N° de série : **000ORIGIN0649459P**  
Marque : **PIL AKVAL**  
Type : **ORIGINAL**  
Genre : **RESP**  
Carrosserie : **NON SPEC**

3. Nombre de passagers transportables en fonction de la catégorie :

	I	II	III	IV
Passagers dans la première remorque :	18			
Passagers dans la deuxième remorque :	18			
Passagers dans la troisième remorque :	18			

(\*) Rayer la mention inutile

Date 23/08/2012

Le Technicien Supérieur Principal  
De l'Industrie et des Mines  
**JM GAZORLA**





**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**SÉCURITÉ  
ROUTIÈRE VIVRE,  
ENSEMBLE**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 18 MARS 2024  
RELATIF À LA CIRCULATION  
D'UN PETIT TRAIN ROUTIER TOURISTIQUE  
À BÉNODET

LE PRÉFET DU FINISTÈRE  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de la route, et notamment ses articles R317-21, R411-3 à R411-6 et R411-8 ;

**VU** l'arrêté du 4 juillet 1972 modifié relatif aux feux spéciaux des véhicules à progression lente ;

**VU** l'arrêté du 22 janvier 2015 définissant les caractéristiques et les conditions d'utilisation des véhicules autres que les autocars et les autobus, destinés à des usages de tourisme et de loisirs ;

**VU** l'arrêté préfectoral AP 29-2023-08-21-00005 du 21 août 2023 portant délégation de signature à Monsieur Denis REVEL, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Finistère ;

**VU** la demande présentée le 17 janvier 2024 par la SARL « Celtic'Train » pour l'exploitation d'un petit train routier sur la commune de Bénodet ;

**VU** la licence n° 2021/53/0000384 valable du 01/07/2021 au 30/06/2026, pour le transport intérieur de personnes par route pour compte d'autrui du demandeur ;

**VU** le procès-verbal de visite technique initiale délivré par la DREAL en date du 22/08/2012 annexé ;

**VU** le règlement de sécurité d'exploitation de l'entreprise relatif à l'itinéraire demandé ;

**VU** l'avis favorable du maire de Bénodet en date du 26 janvier 2023 ;

Sur proposition du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Finistère,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :**

La SARL « Celtic'Train » dont le siège social se situe au 6 rue Alfred Leray à Concarneau (29 900), est autorisée à mettre en circulation sur la commune de Bénodet (29 950), à des fins touristiques ou de loisirs un petit train routier touristique de catégorie 3, immatriculé AR-340-WJ, AR-917-WJ, AR-004-WJ et AR-086-WJ, pour la période du lundi 1<sup>er</sup> avril 2024 au mardi 31 décembre 2024 inclus (sous réserve de présentation d'un contrôle technique annuel valide du 2 avril 2024 au 1<sup>er</sup> avril 2025), sur l'itinéraire suivant :

**Circuit principal n°1 : Départ et arrivée Avenue de l'Odet**

- Avenue de l'Odet,
- Rue de l'Église,
- Avenue de la plage,
- Corniche de la plage,
- Corniche de la mer,
- Camping de la pointe Saint-Gilles,
- Route de Poulmic,
- Rue du Poulquer,
- Corniche de la plage,
- Avenue de la plage,
- Avenue du fort,
- Corniche de l'estuaire,
- Avenue de l'Odet.

**Circuit principal n°2 : Départ et arrivée Camping de la pointe Saint-Gilles**

- Camping de la pointe Saint-Gilles,
- Route de Poulmic,
- Rue du Poulquer,
- Corniche de la plage,
- Avenue de la plage,
- Avenue du fort,
- Corniche de l'estuaire,
- Avenue de l'Odet,
- Rue de l'Église,
- Avenue de la plage,
- Corniche de la plage,
- Corniche de la mer,
- Camping de la pointe Saint-Gilles.

**Circuit principal n°3 :**

Départ et retour : Casino,

- Corniche de la Plage,
- Corniche de la Mer,
- Camping de la Pointe Saint-Gilles,
- Rue du Poulmic,
- Rue du Poulquer,
- Corniche de la Plage,
- Avenue de la Plage,
- Avenue du Fort,
- Corniche de l'Estuaire,
- Avenue de l'Odet,
- Rue de l'Église,
- Avenue de la Plage,
- Corniche de la Plage.

*Le circuit occasionnel ci-dessous permet de répondre à des demandes ponctuelles émises par des groupes constitués et vient en complément d'un circuit principal.*

**Rues pouvant compléter les circuits principaux :**

- Rue Haute Fontaine,
- Quai Commandant l'Herminier,
- Rue Kerguelen,
- Avenue de l'Odet,
- Avenue de Kercreven,
- Port de Plaisance,
- Rue Menez Frost.

*Nota : Toute modification du trajet ou de ses caractéristiques routières, ainsi que toute modification des véhicules entraîne la perte de validité du présent arrêté.*

**ARTICLE 2 :**

Les déplacements sans voyageurs pour les besoins d'exploitation du service, à savoir :

**Itinéraire aller et retour au lieu de remisage :**

- Rue Jean Charcot ;
- Rue de Cornouaille ;
- Avenue de Fouesnant : Station Carburant Carrefour ;
- Zone artisanale de Kéranguyon : Stationnement nocturne du petit train.

sont couverts par le présent arrêté, en application de l'article 4 de l'arrêté du 22 janvier 2015 susvisé.

ARTICLE 3 :

Le secrétaire général de la préfecture, le maire de Bénodet, la commandante du groupement de gendarmerie départementale du Finistère, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,  
Pour le préfet,  
L'adjoint au directeur de cabinet,  
Le directeur des sécurités

Corentin BURGER

SIGNÉ

Destinataires :

Préfecture/Réglementation

Mairie de Bénodet

Groupement de gendarmerie départementale du Finistère (GGD29)

DREAL/Contrôle des transports

ANNEXE 1

Procès-verbal de visite technique initiale délivré par la DREAL en date du 20/03/2017 du véhicule immatriculé AR-340-WJ, AR-917-WJ, AR-004-WJ et AR-086-WJ

**PROCES-VERBAL DE VISITE TECHNIQUE INITIALE  
D'UN PETIT TRAIN ROUTIER TOURISTIQUE**

*(Document à annexer à l'arrêté préfectoral d'autorisation)*

1 - Catégorie(s) du petit train routier touristique : **CATEGORIE III**

2 - Composition de l'ensemble en fonction de la catégorie :

Catégorie I : 1 véhicule tracteur et ..... remorque(s) (\*)  
 Catégorie II : 1 véhicule tracteur et ..... remorque(s) (\*)  
**Catégorie III : 1 véhicule tracteur et 3 remorque(s) (\*)**  
 Catégorie IV : 1 véhicule tracteur et ..... remorque(s) (\*)

**2.1. Véhicule tracteur :**

N° de série : **VF9L1D2AXYX637007**  
 Marque : **PRAT**  
 Type : **L1D2AX**  
 Genre : **VASP**  
 Carrosserie : **NON SPEC**  
 Accompagnateur : **1**

**2.2 Remorque n° 1**

N° de série : **VF9WS03XXYX637001**  
 Marque : **PRAT**  
 Type : **WS03**  
 Genre : **RESP**  
 Carrosserie : **NON SPEC**

**2.3 Remorque n° 2**

N° de série : **VF9WS03XXYX637002**  
 Marque : **PRAT**  
 Type : **WS03**  
 Genre : **RESP**  
 Carrosserie : **NON SPEC**

**2.4 Remorque n°3**


N° de série : **VF9WS03XXYX637003**  
 Marque : **PRAT**  
 Type : **WS03**  
 Genre : **RESP**  
 Carrosserie : **NON SPEC**

3. Nombre de passagers transportables en fonction de la catégorie :

	I	II	III	IV
Passagers dans la première remorque :			20	
Passagers dans la deuxième remorque :			20	
Passagers dans la troisième remorque :			20	

(\*) Rayer la mention inutile

**NOTA : CET ENSEMBLE DE CATEGORIE III NE PEUT CIRCULER QUE SUR DES ITINERAIRES NE COMPORTANT AUCUNE PENTE SUPERIEURE A 15%**  
 Date 22/08/2012



Le Technicien Supérieur Principal  
De l'Industrie et des Mines  
JM CAZORLA



**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction  
de la citoyenneté  
et de la légalité**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 19 MARS 2024  
PORTANT MODIFICATION DES STATUTS  
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DOUARNENEZ COMMUNAUTÉ**

LE PRÉFET DU FINISTÈRE  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-17 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 27 décembre 1993 modifié portant création de la communauté de communes du pays de Douarnenez ;

**VU** la délibération du conseil communautaire en date du 21 décembre 2023 et les délibérations des communes membres de la communauté de communes approuvant le transfert de la compétence facultative « construction et gestion d'abattoirs (y compris l'exploitation du service public associé) » ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions de majorité requises sont réunies pour approuver le transfert de compétence et la modification des statuts de la communauté de communes Douarnenez communauté ;

**SUR** la proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : A l'article 5 des statuts de la communauté de communes Douarnenez communauté, au paragraphe « B. Compétences facultatives », il est ajouté la compétence suivante : « Construction et gestion d'abattoirs (y compris l'exploitation du service public associé) ».

**ARTICLE 2** : Les nouveaux statuts de la communauté de communes Douarnenez communauté, ci-annexés, sont approuvés et se substituent aux précédents.

**ARTICLE 3** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Finistère dans le délai de deux mois suivant sa publication. Un recours contentieux peut être introduit auprès du tribunal administratif de Rennes dans les mêmes conditions de délai, par voie postale ou par l'application *Télérecours citoyens* accessible sur le site internet <https://www.telerecours.fr>.

**ARTICLE 4** : Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le directeur départemental des finances publiques, la présidente de la communauté de communes Douarnenez communauté et les maires des communes membres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le préfet,  
Pour le préfet,  
Le secrétaire général,

*signé*

François DRAPÉ

42, boulevard Dupleix  
29320 QUIMPER Cedex  
Tél : 02 90 77 20 00  
[www.finistere.gouv.fr](http://www.finistere.gouv.fr)





# STATUTS

(21/12/2023)

## Article 1 : Composition

En application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L-5214-1 à L-5214-29, il est créé entre les communes de Douarnenez, Le Juch, Kerlaz, Pouldergat et Poullan sur Mer, une Communauté de Communes qui prend le nom de « **Douarnenez Communauté** ».

## Article 2 : Durée

La durée de la Communauté de Communes est illimitée.

## Article 3 : Siège

Le siège de Douarnenez Communauté est fixé à Douarnenez, 75 rue Ar Véret.

Le Conseil Communautaire et son Bureau peuvent se réunir dans chaque commune adhérente.

## Article 4 : Objet de la Communauté

La Communauté de Communes exprime la volonté des 5 communes adhérentes de travailler ensemble sur des objectifs déterminés et de créer un espace de solidarité dans le respect de l'identité de chacune d'elle.

## Article 5 : Compétences

La Communauté de Communes exerce de plein droit les compétences suivantes :

### **A. COMPETENCES OBLIGATOIRES**

#### **1. Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire**

- 1-1** Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) et schéma de secteur
- 1-2** Réalisation d'études et analyses générales intéressant l'ensemble du territoire communautaire
- 1-3** Zones d'aménagement concerté d'intérêt communautaire  
Sont d'intérêt communautaire les zones d'aménagement concerté consacrées à l'exercice d'une ou de plusieurs compétences de la communauté de communes

1

**1-4** La définition d'une politique foncière et la constitution de réserves foncières pour la mise en œuvre de la politique communautaire

**1-5** Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale

## **2. Développement économique et touristique**

**2-1** Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

**2-2** Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L.4251-17 du CGCT, dont

- Immobilier d'entreprises : la construction, l'acquisition, l'entretien, la location et la vente de bâtiments à vocation économique
- La réhabilitation de friche industrielle dont la surface est consacrée à l'exercice d'une compétence de la communauté de communes

**2-3** La politique locale du commerce et le soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire

**2-4** La promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme

## **3. Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage**

## **4. Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés**

## **5. Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI)**

- Aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique (alinéa 1),
- Entretien et aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau (alinéa 2),
- Défense contre les inondations et contre la mer (alinéa 5),
- Protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines (alinéa 8).

## **6. Assainissement**

Comprenant l'assainissement collectif s'exerçant pour la collecte, le transport et le traitement des eaux usées, sur les réseaux et stations,

Comprenant l'assainissement non collectif s'exerçant pour le contrôle et l'animation des opérations de réhabilitation,

Comprenant les eaux pluviales urbaines correspondant à la collecte, au transport, au stockage, au traitement des eaux pluviales des aires urbaines.

## **7. Eau**

Comprenant la production, le traitement, l'adduction et la distribution d'eau potable s'exerçant sur les réseaux et ouvrages, du captage jusqu'aux réservoirs, y compris les périmètres de protection.

## **B. COMPETENCES FACULTATIVES**

### **1. Protection et mise en valeur de l'environnement, le cas échéant dans le cadre de schémas départementaux, et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie**

### **2. Politique du logement et du cadre de vie**

- 2-1** Elaboration et mise en œuvre d'un Programme Local de l'Habitat (PLH)
- 2-2** Mise en œuvre et participation aux opérations visant à améliorer le cadre de vie et la qualité de logements privés, type Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) ou Programme d'Intérêt Général (PIG)
- 2-3** Observatoire de l'habitat
- 2-4** Participation financière aux organismes HLM pour les opérations de construction et de réhabilitation des logements sociaux
- 2-5** Réalisation ou participation aux études et analyses générales liées au logement et à l'habitat intéressant l'ensemble du territoire communautaire

### **3. Création, aménagement et entretien de la voirie :**

**La création, l'aménagement et l'entretien de la voirie d'intérêt communautaire.**

Sont déclarés d'intérêt communautaire :

**3-1** Les **nouvelles voiries** ainsi que leurs antennes de desserte reliant les zones et parcs d'activités économiques aux axes de circulation structurants...

#### **3-2 L'ensemble des voies communales soit :**

- Les *voiries communales* telles que définies dans le Code de la Voirie Routière, c'est à dire celles qui sont classées dans le domaine public routier communal et qui sont classées comme telles.
- Les *places publiques* lorsque leur affectation à l'usage public leur donne le caractère d'annexe à la voie publique.
- Les *chemins ruraux* qui font partie du réseau des voies de circulation des communes mais appartiennent à leur domaine privé (non classés comme voie communale).

#### **Les ouvrages constitutifs des voies d'intérêt communautaire sont les suivants :**

- L'**emprise** (surface totale du domaine routier affectée à la route et ses dépendances) : elle comprend l'**assiette** de la voie, c'est-à-dire la surface de terrain réellement occupée par la route (jusqu'aux talus de déblai et de remblai et la surface extérieure des ouvrages indispensables à la route).

#### **Plus précisément, l'emprise de la voie comprend :**

- La chaussée : couche roulement, poutres de rives et ancienne chaussée
- Les accotements, terre-pleins, fossés, talus, arbres plantés sur talus, trottoirs
- Les ouvrages d'art : ponts, murs de soutènement, cave, galerie, carrefours et giratoires

- Les bandes cyclables, bandes d'arrêts d'urgence, aires de repos, service ...
- Les ouvrages d'écoulement des eaux pluviales comprenant les antennes, grilles, avaloirs..., à l'exclusion des collecteurs qui relèvent de la compétence assainissement
- La signalisation, les équipements de sécurité.

**Ces différents éléments seront intégralement transférés à la communauté à l'exclusion :**

- De certaines installations accessoires de voirie : arrêts bus, candélabres, mobilier urbain.
- De l'éclairage public
- Des espaces verts non liés aux parcs et zones d'activités.
- De toutes les charges financières ou autres liées à ces équipements antérieures au 01 janvier 2010.

**4. Construction, fonctionnement et entretien d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire**

Sont d'intérêt communautaire :

Les équipements sportifs situés sur les terrains cadastrés AO 194, 195, 196 et 197 situés sur la commune de Douarnenez dont la liste suit :

- Stade Aquatique
- Salle multisports

**5. Action sociale d'intérêt communautaire**

- 5-1** La mise en œuvre ou le soutien d'une politique d'insertion professionnelle et sociale en faveur des jeunes
- 5-2** Actions d'insertion en faveur des ressortissants du RSA dans le cadre du plan départemental
- 5-3** Recherche de coordination des actions dans le domaine de la santé afin de permettre la réalisation d'un projet territorial de santé
- 5-4** Politique en faveur de la petite enfance
- 5-5** Gestion et animation des relais assistantes maternelles
- 5-6** Construction, aménagement, entretien et gestion de la Maison de la Petite Enfance, structure d'accueil des enfants de moins de 6 ans (hors accueil périscolaire et accueil de loisirs)
- 5-7** Jeunesse : coordination, prévention et information jeunesse. Actions en faveur de la jeunesse en partenariat avec les acteurs associatifs et institutionnels

**6. Actions de développement économique**

- 6-1** La conduite d'actions de promotion et de communication du territoire communautaire à destination des porteurs de projets
- 6-2** La recherche et l'accompagnement d'investisseurs et de porteurs de projets en vue de l'implantation et le développement d'activités économiques

- 6-3** Mise en œuvre ou participation aux opérations collectives de valorisation et de soutien aux activités commerciales, artisanales, agricoles, dès lors qu'elles portent sur l'ensemble du territoire communautaire

## **7. Technologies de l'Information et de la Communication (TIC)**

- 7-1** Développement de l'usage des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et de l'administration électronique sur le territoire,

- 7-2** Communications électroniques :  
« En matière de communications électroniques : l'établissement, l'exploitation, l'acquisition et la mise à disposition d'infrastructures et réseaux de télécommunications à très haut débit, ainsi que toutes les opérations nécessaires pour y parvenir, dans les conditions prévues à l'article L.1425-1 du Code général des collectivités territoriales. »

- 7-3** Aménagement numérique du territoire

## **8. Participation à la vie de la Communauté et des habitants**

Participation à des actions menées sur l'ensemble du territoire communautaire par des organismes habilités ou des associations, notamment L'ULAMIR DU GOYEN, la MJC de Douarnenez (Maison des Jeunes et de la Culture), l'Ecole de Musique de Douarnenez.

## **9. Elaboration, mise en place et suivi d'actions concertées pour la reconquête de la qualité des eaux des bassins versants du territoire communautaire.**

Elaboration, suivi et animation en partenariat, si nécessaire, avec d'autres structures, d'un schéma d'aménagement et de gestion des eaux.

## **10. Prestations de service**

La Communauté de Communes peut exercer des prestations de service à l'intérieur de son périmètre :

- travaux de réfection et d'entretien de platelage des pontons,
- travaux de maçonnerie et de marquage de peinture sur les domaines privé et public des communes membres,
- travaux de marquage de peinture des terrains de sport et aires de jeux des écoles, collèges et lycées,
- travaux ponctuels de voirie et de maçonnerie sur le domaine des HLM,
- travaux ponctuels de voirie et de maçonnerie sur le domaine des AFR,
- travaux ponctuels pour le compte des particuliers.

## **11. Financement du contingent SDIS**

## **12. La création, l'aménagement et l'entretien de sentiers de randonnée d'intérêt communautaire**

Sont déclarés d'intérêt communautaire :

- les sentiers inscrits ou présentant les caractéristiques pour être inscrits au PDIPR
- les sentiers permettant de relier entre eux les sentiers inscrits ou présentant les caractéristiques pour être inscrits au PDIPR

- le sentier côtier GR34 à l'exception du secteur allant des Plomarc'h au vallon Saint-Pierre inclus

Dans ce cadre, la Communauté de communes prend en charge :

- la coordination de la mise aux normes du balisage et de la signalétique randonnée
- la restauration, mise en sécurité et confort d'entretien des sentiers
- l'entretien régulier des itinéraires
- la pose d'équipements et de mobiliers, dans le cadre d'un schéma d'aménagement
- la promotion de l'offre randonnée

### **13. Compétences liées au grand cycle de l'eau**

En vue de l'atteinte des objectifs environnementaux, et en complément de l'exercice de la compétence GEMAPI, les mesures suivantes (présentées à l'article L. 211-7 du code de l'environnement) :

- La maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols (alinéa 4),
- La lutte contre la pollution (alinéa 6),
- La mise en place et l'exploitation des dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques (alinéa 11),
- L'animation et la concertation dans les domaines de la prévention du risque d'inondation ainsi que de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique (alinéa 12).

### **14. Compétence mobilité – Organisation de la mobilité, en tant qu'AOM (Autorité Organisatrice de la Mobilité) locale**

### **15. Compétence « Construction et gestion d'abattoirs (y compris l'exploitation du service public associé) ».**

## **Article 6 : Conseil Communautaire**

La Communauté de Communes est administrée par un Conseil de Communauté composé de 26 délégués en application de l'arrêté préfectoral n°2019-2076-00008 du 03/10/2019, en conformité avec les dispositions de l'article L5211-6-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La représentation du nombre de délégués par communes est la suivante :

- DOUARNENEZ : 13
- LE JUCH : 2
- KERLAZ : 2
- POULDERGAT : 4
- POUILLAN/MER : 5

En cas d'absence ou d'empêchement, un délégué peut donner procuration à un autre délégué pour le représenter.

Ces délégués du Conseil communautaire suivent le sort de leur assemblée quant à la durée de leur mandat.

## **Article 7 : Bureau Communautaire**

Le Bureau est constitué d'un Président, d'un ou plusieurs vice-présidents et de membres élus par le conseil communautaire. Le nombre de vice-présidents et des membres est défini par délibération du Conseil de la Communauté. Toutes les Communes sont représentées.

Le Conseil Communautaire peut déléguer une partie de ses attributions au Bureau, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

## **Article 8 : Rôle du Président**

Le Président de la Communauté de Communes est chargé d'assurer l'exécution des délibérations du Conseil Communautaire. Il ordonne les dépenses, prescrit l'exécution des recettes, assure l'administration. Sur avis du Bureau, le Président intente et soutient les actions judiciaires, nomme le personnel de la Communauté de Communes, prend toutes les décisions concernant les marchés, présente le budget et les comptes au Conseil de Communauté qui a seul qualité pour les voter et les approuver. Il délègue certaines fonctions aux Vice-Présidents et éventuellement aux autres membres du Bureau de la Communauté.

## **Article 9 : Règlement intérieur**

Les règles de fonctionnement du Conseil de Communauté, les droits des élus au sein du Conseil, les modalités d'exercice de la démocratie locale au travers du Conseil de Communauté sont définies dans le règlement intérieur de la Communauté de Communes voté dans les 6 mois qui suivent la mise en place de chaque nouveau Conseil de Communauté.

## **Article 10 : Modification de la Communauté de Communes et des statuts**

Le Conseil de Communauté décide de l'admission de nouvelles collectivités ou du retrait et des modifications aux présents statuts, dans les formes et selon les procédures prévues au Code Général des Collectivités Territoriales.

## **Article 11**

Les règles de la comptabilité des Communes s'appliquent à la comptabilité de la Communauté de Communes. Les fonctions de Receveur de Communauté sont exercées par Monsieur Le Trésorier Principal de DOUARNENEZ.

## **Article 12 : Le budget communautaire comprend :**

### **1. Ressources de la Communauté de Communes**

Les recettes du budget de la Communauté de Communes comprennent :

- La Fiscalité Professionnelle Unique (FPU) ;
- Le revenu des biens meubles ou immeubles de la Communauté de Communes ;
- Les sommes qu'elle perçoit des administrations publiques des collectivités territoriales, des établissements publics, des collectivités locales, des associations, des particuliers en échange d'un service rendu ou sur la base d'une convention ;
- Les produits des dons et des legs ;
- Le produit des redevances et contributions correspondant aux services assurés ;

- Le produit des emprunts ;
- Les subventions ;
- La dotation globale de fonctionnement ;
- La dotation globale d'équipement ;
- Le fonds de compensation de la TVA ;
- DETR (Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux) ;
- Les ventes de bâtiments, terrains et cessions de matériel ;
- La Taxe de Séjour Communautaire.

## **2. En dépenses**

- Les frais d'administration de la Communauté de Communes ;
- Les dépenses résultant des activités propres à la Communauté de Communes telles qu'elles peuvent résulter des dispositions de l'article 2 des présents statuts ;
- Les dotations compensatrices au sens de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts ;
- Les dotations de solidarité aux communes de la Communauté.

### **Article 13 : Adhésion de la Communauté de Communes à un syndicat mixte**

Conformément à l'article L.5214-27 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Communauté de Communes a la possibilité d'adhérer à un syndicat mixte.

### **Article 14 :**

Les présents statuts sont annexés aux délibérations des Conseils Municipaux décidant la création de la Communauté de Communes ou l'adhésion à celle-ci.





**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
des politiques publiques  
et de l'appui territorial**

ARRÊTÉ DU 18 MARS 2024

PORTANT DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE L'ACQUISITION PAR VOIE  
D'EXPROPRIATION D'UNITÉS FONCIÈRES SITUÉES SUR LE SECTEUR DE LA RUE MICHEL DE  
CORNOUAILLE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE BRIEC POUR LA CRÉATION D'UNE  
GENDARMERIE, DE LOGEMENTS POUR LES GENDARMES ET LA CONSTRUCTION DE  
LOGEMENTS SOCIAUX ET CESSIBILITÉ DES PARCELLES NÉCESSAIRES À CE PROJET

**LE PRÉFET DU FINISTÈRE**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

**VU** la délibération en date du 1<sup>er</sup> mars 2022 par laquelle le conseil d'administration de l'Établissement Public Foncier de Bretagne (EPF Bretagne) autorise sa directrice à mener une procédure de déclaration d'utilité publique en vue de l'acquisition par voie d'expropriation des unités foncières du secteur de la rue Michel de Cornouaille;

**VU** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Alain ESPINASSE en qualité de préfet du Finistère ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 29-2024-02-26-00005 du 26 février 2024 donnant délégation de signature à M. François DRAPÉ, secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

**VU** les pièces du dossier constitué en application des articles R112-5, R131-1 et suivants du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2023 prescrivant l'ouverture des enquêtes parcellaire et préalable à la déclaration d'utilité publique relatives à l'opération susvisée ;

**VU** les notifications individuelles faites aux propriétaires des parcelles concernées par courrier recommandé avec accusé de réception

**VU** la demande de déclaration d'utilité publique en date du 7 mars 2024 par l'EPF Bretagne bénéficiaire de la déclaration d'utilité publique ;

**CONSIDÉRANT** les conclusions favorables, sans réserves, en date du 29 février 2024 émises par le commissaire enquêteur sur l'utilité publique de l'opération et la cessibilité des parcelles nécessaires à sa réalisation ;

**CONSIDÉRANT** que la commune souhaite réaliser un projet d'aménagement urbain par la création d'une gendarmerie, de logements pour les gendarmes et la construction de logements sociaux ;

**CONSIDÉRANT** que la maîtrise foncière des parcelles AB 382 et AB 263P, situées à proximité de la mairie et des principaux équipements publics, permettrait la réalisation du projet d'aménagement urbain précité sans étendre l'urbanisation et en densifiant le centre bourg;

**CONSIDÉRANT** que les avantages attendus de cette opération d'aménagement pour, notamment, respecter les objectifs de densification fixés par les documents d'urbanisme ainsi que le développement d'un programme de logements mixte intégrant des logements locatifs sociaux, sont supérieurs aux inconvénients qu'elle est susceptible d'engendrer ;

**CONSIDÉRANT** que l'intérêt public justifie l'opération, et que les atteintes à la propriété privée, le coût financier et les inconvénients d'ordre social qu'elle comporte ne sont pas excessifs eu égard à l'intérêt qu'elle présente ;

**CONSIDÉRANT** que l'enquête publique n'a fait apparaître aucun élément nouveau susceptible de remettre en cause l'utilité publique du projet ;

**CONSIDÉRANT** que toutes les formalités prescrites par la loi ont été remplies ;

**SUR** la proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

### **ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : est déclaré d'utilité publique le projet d'acquisition des parcelles nécessaires au projet de création d'une gendarmerie, de logements pour les gendarmes et des logements sociaux sur le territoire de la commune de Briec conformément au plan cadastral annexé au présent arrêté. Sont concernées les parcelles cadastrées AB 382 et AB 263P.

Le projet a pour but la construction d'une gendarmerie et de 10 logements pour les gendarmes et leurs familles, une chambre d'hébergement pour un gendarme adjoint et un bâtiment collectif de 8 logements sociaux (type PLUS - PLAI).

**ARTICLE 2** : Sont déclarés cessibles les parcelles désignées sur le plan et l'état parcellaire annexés au présent arrêté et qui sont nécessaires au projet susvisé.

**ARTICLE 3** : la présente déclaration d'utilité publique et de cessibilité est prononcée au profit de l'EPF Bretagne.

**ARTICLE 4** : l'EPF Bretagne est autorisé à acquérir par voie amiable, ou s'il y a lieu, par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à l'exécution du projet susvisé.

**ARTICLE 5** : la présente déclaration d'utilité publique est considérée comme nulle et non avenue si les expropriations ne sont pas réalisées dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

**ARTICLE 6** : la présente décision peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publicité pour les tiers intéressés :

- d'un recours gracieux auprès du préfet du Finistère ou hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires ; l'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception par l'autorité administrative vaut décision implicite de rejet ; la décision rejetant ce recours peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rennes,

selon les voies citées ci-dessous, dans un délai de deux mois à compter de la réception d'une décision expresse ou de la date à laquelle naît une décision implicite ;

- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rennes, par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr>."

**ARTICLE 7 :** Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, la directrice de l'EPF Bretagne et le maire de Briec sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La présente décision sera, par les soins du maire, affichée à la mairie de Briec et publiée par tous moyens en usage dans la commune, pendant au moins deux mois. Un certificat d'affichage produit par le maire justifiera de l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

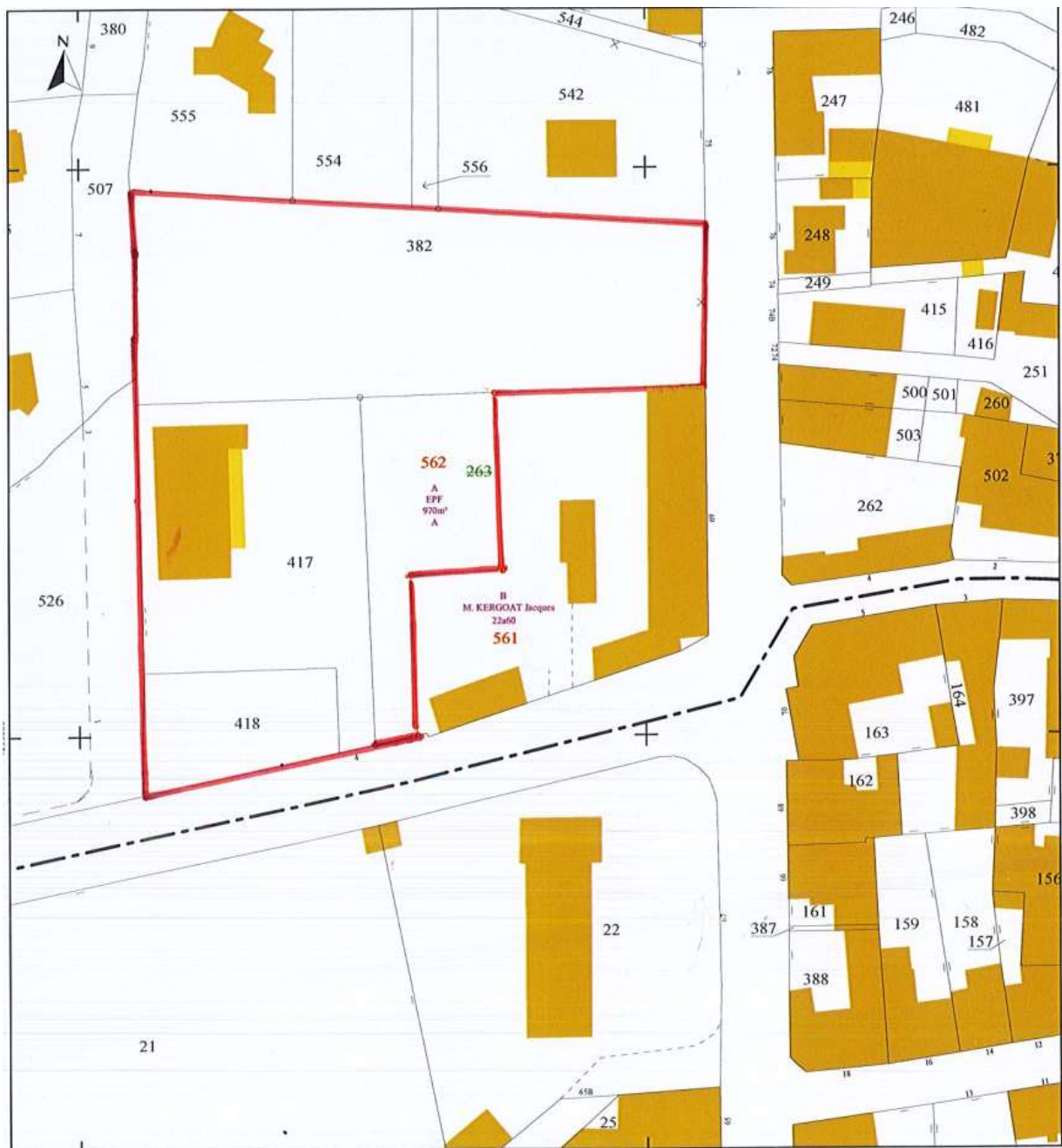
Fait à Quimper le 18 mars 2024

Le Préfet,  
Pour le préfet,  
Le secrétaire général

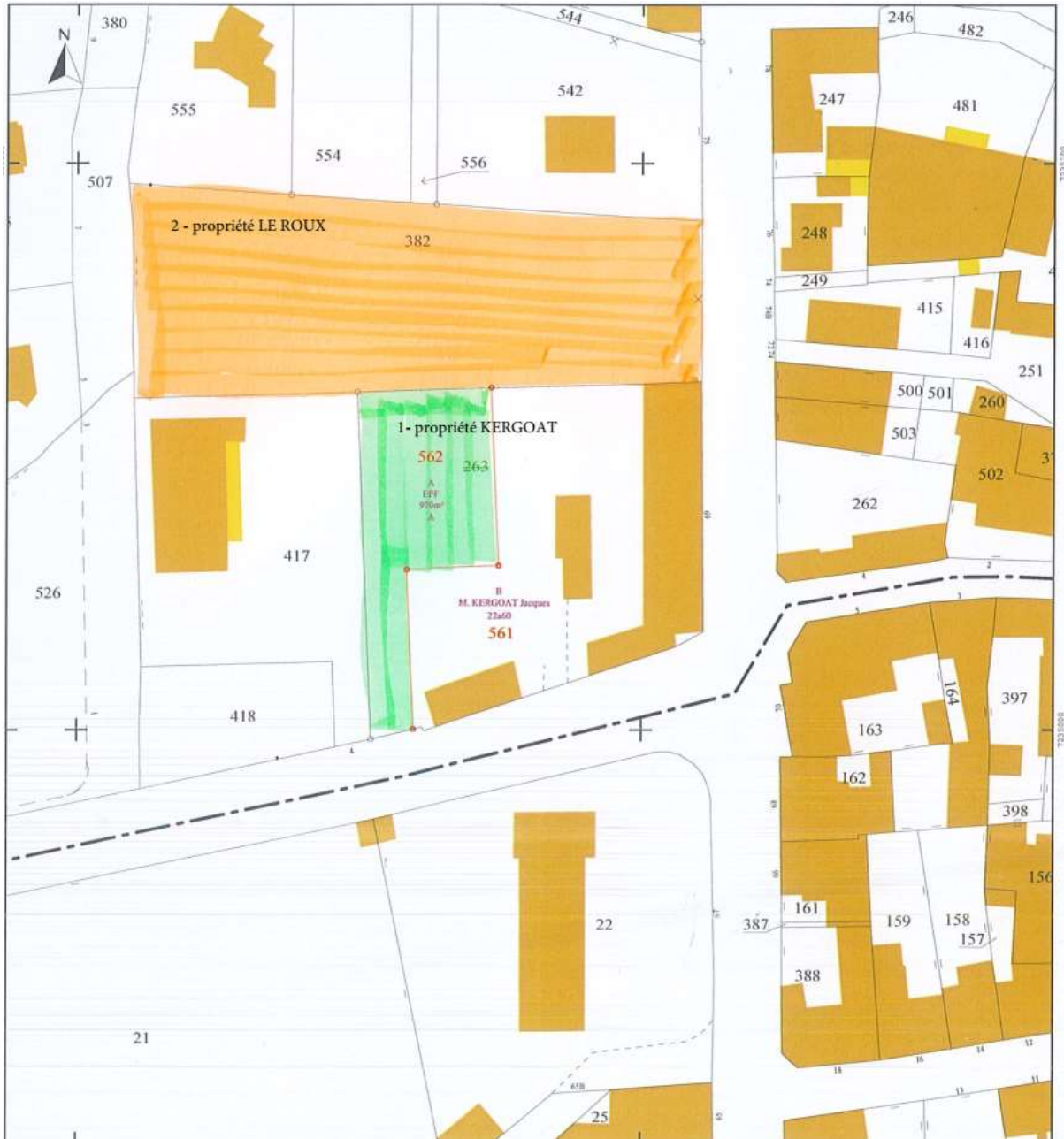
SIGNÉ

François DRAPÉ

## Briec Secteur de la rue Michel de Cornouaille Périmètre de la DUP



## Briec Secteur de la rue Michel de Cornouaille Plan parcellaire





**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial**  
Bureau de la coordination

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 19 MARS 2024  
PORTANT AUTORISATION DE PÉNÉTRER DANS LES PROPRIÉTÉS PRIVÉES POUR LA RÉALISATION D'UN  
ATLAS DE LA BIODIVERSITÉ COMMUNALE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE ROSPORDEN

LE PREFET DU FINISTERE  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de justice administrative ;

**VU** le code pénal et notamment son article 433-11 ;

**VU** le code de l'environnement ;

**VU** le code forestier ;

**VU** la loi du 29 décembre 1892 modifiée relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics et notamment son article 1<sup>er</sup> ;

**VU** la loi du 6 juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères, modifiée par la loi n°57.391 du 28 mars 1957 ;

**VU** le décret du 7 juin 2023 portant nomination de M. François DRAPÉ en qualité de secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

**VU** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Alain ESPINASSE en qualité de Préfet du Finistère ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 26 février 2024 portant délégation de signature à M. François DRAPÉ, secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

**VU** la délibération du 22 mars 2022 autorisant le maire de la commune de Rosporden à présenter sa candidature dans le cadre de l'appel à projet « Atlas de la biodiversité communale 2022 » porté par l'Office Français de la Biodiversité ;

**VU** la demande en date du 31 janvier 2024 de M. le Maire de Rosporden sollicitant un arrêté préfectoral d'autorisation de pénétrer dans les propriétés privées afin de permettre la réalisation d'un inventaire du patrimoine naturel dans le cadre du projet d'atlas de la biodiversité communale sur la commune de Rosporden ;

**CONSIDÉRANT** que la commune de Rosporden s'engage de façon récurrente dans des études et procédures ayant pour objet de répertorier et de préserver le patrimoine naturel et la biodiversité de son territoire ;

**CONSIDÉRANT** que la commune de Rosporden souhaite, dans le cadre de la mise en œuvre de cet atlas, sensibiliser et mobiliser les élus, les acteurs socio-économiques et les citoyens à la biodiversité ; mieux connaître la biodiversité sur le territoire d'une commune et identifier les enjeux spécifiques liés ; faciliter la prise en compte de la biodiversité lors de la mise en place des politiques communales ou intercommunales ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L411-A du code de l'environnement précise que la loi du 29 décembre 1892 est applicable à l'exécution des opérations nécessaires à la conduite des inventaires du patrimoine naturel en ce qui concerne les dommages à la propriété privée ;

**CONSIDÉRANT** que pour réaliser cet inventaire du patrimoine naturel, les agents de la commune de Rosporden ou les personnes auxquelles le Maire de Rosporden déléguerait ses droits, sont dans l'obligation de pénétrer dans les propriétés privées ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de prendre toute mesure pour que le personnel des structures mandatées et accréditées par le Maire de Rosporden, chargé de la réalisation d'un inventaire du patrimoine naturel sur la commune de Rosporden dans le cadre du projet d'atlas de la biodiversité communale, n'éprouvent aucun empêchement de la part des propriétaires ou exploitants des terrains concernés dans l'exercice des missions qui leur sont confiées dans le cadre de l'opération précitée ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

## **ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Les personnels mandatés et accrédités par le Maire de Rosporden sont autorisés à pénétrer dans les propriétés privées non closes sises sur le territoire de la commune de Rosporden afin de procéder à des inventaires du patrimoine naturel s'inscrivant dans la démarche de production d'un atlas de la biodiversité communale, tels que décrits dans l'annexe ci-jointe.

Ces inventaires sont mis en œuvre par les personnels des structures mandatées et accréditées par la commune, notamment les personnels du bureau d'études Foxaly sis 69 route du Guern – 56 870 Baden. Ils sont réalisés selon les protocoles usuels en la matière, conformément aux guides méthodologiques relatifs aux atlas de la biodiversité communale et dans le respect de la réglementation sur les espèces protégées.

Cette autorisation de pénétrer dans les propriétés privées ne pourra excéder une durée de deux ans à compter de la date de signature du présent arrêté et sera périmée de plein droit si elle n'est pas suivie d'exécution dans les six mois qui suivent sa date de signature.

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté est affiché immédiatement en mairie de Rosporden au moins dix jours avant le commencement des opérations (ce délai ne comprenant ni le jour de l'affichage ni celui de la mise à exécution). Le maire de la commune concernée adresse au préfet un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité.

**ARTICLE 3** : Les agents et les personnes visés à l'article 1 du présent arrêté ne pourront pénétrer dans les propriétés closes que cinq jours après notification de l'arrêté aux propriétaires, ou, en son absence, au gardien de la propriété ; ce délai de cinq jours ne comprenant ni le jour de la notification, ni celui de la mise à exécution.

À défaut de gardien connu, demeurant dans la commune, le délai ne court qu'à partir de la notification au propriétaire faite en mairie ; ce délai expiré, si personne ne se présente pour permettre l'accès, lesdits agents ou délégués peuvent entrer avec l'assistance du juge du tribunal judiciaire ou d'un officier de police judiciaire exerçant sur le territoire de la commune concernée.

La notification au maire concerné est faite par le préfet.

**ARTICLE 4** : Défense est faite aux propriétaires de générer des troubles ou d'empêcher les agents et les personnels chargés des travaux cités l'article 1 de cet arrêté, d'arracher ou de déplacer les différents dispositifs de dénombrement qui seront établis dans leur propriété.

Le Maire de Rosporden ainsi que les services de gendarmerie et les gardes forestiers sont invités à prêter leur concours et au besoin l'appui de leur autorité pour écarter les difficultés auxquelles pourrait donner lieu l'exécution des opérations susvisées.

Les personnes bénéficiant de l'autorisation mentionnée à l'article 1 du présent arrêté peuvent faire appel aux agents de la force publique pour l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 5** : À la fin de l'opération, tout dommage éventuellement causé par les études est réglé entre le propriétaire et l'administration dans les formes indiquées du code de justice administrative.

**ARTICLE 6** : Les personnes mentionnées à l'article 1 devront être en possession d'une copie du présent arrêté qui devra être présentée à toute réquisition.



ARTICLE 7 : Le présent acte peut être contesté par toute personne ayant un intérêt à agir dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité du présent arrêté :

- par recours gracieux auprès du préfet ou par recours hiérarchique adressé au ministre concerné. L'absence de réponse dans un délai de deux mois constitue une décision implicite de rejet susceptible d'être contestée devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois ;
- par recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes conformément aux articles R421-1 et suivants du code de justice administrative

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessibles par le site : <https://www.telerecours.fr>

ARTICLE 8 : Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le Maire de Rosporden, la Colonelle commandante du groupement de gendarmerie du Finistère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général

**Signé**

François DRAPÉ



# Stratégie d'inventaire de la biodiversité

## ABC de Rosporden

Version du document : 13/02/2024

*Le plan de prospection détermine les types, lieux, périodes et durées des inventaires nécessaires au diagnostic et conduit à programmer le travail de terrain dans le temps. Le plan de prospection n'est pas figé, il peut évoluer à mesure des avancées de la prospection. La méthodologie générale sera retranscrite dans le document final de l'Atlas de la Biodiversité Communale de Rosporden.*

### Contexte et objectifs

La réalisation d'un ABC passe par la réalisation d'un inventaire du patrimoine naturel communal. Cet inventaire se base sur un recueil préliminaire d'informations (analyse bibliographique s'appuyant sur les données publiques, les études réalisées préalablement par la commune...) puis sur la réalisation d'inventaires de terrain.

L'objectif principal est d'obtenir une plus grande connaissance de la biodiversité sur un territoire afin de pouvoir identifier et localiser les enjeux liés.

Conformément aux souhaits de la commune, des priorités d'inventaires ont été données sur les taxons suivants :

- La flore
- L'avifaune
- Les mammifères (chauves-souris déjà identifiées sur certains sites et micromammifères)
- Les amphibiens et mammifères aquatiques
- Les invertébrés

La commune souhaitant agir en priorité sur les milieux ci-dessous, ceux-ci feront l'objet d'une attention particulière :

- Zones humides du territoire
- Cours d'eau
- Etangs de Rosporden
- Abords du bourg de Kernével

La synthèse bibliographique réalisée par Foxaly en 2023 mettait en avant :

- Une bonne connaissance de la diversité floristique et faunistique : 492 espèces végétales et 334 espèces animales ;
- Un besoin d'actualiser ces connaissances : entre 34% et 41% des taxons n'ayant pas été revus depuis plus de 10 ans ;
- Un besoin de compléter ou d'actualiser les connaissances sur des espèces à enjeux de conservation ou à enjeux réglementaires ;
- Une lacune de connaissance concernant les habitats naturels : seules données de terrain issues d'une étude d'impact datant de 2021.

- Une lacune de connaissance concernant la fonge, les lichens et les mousses.
- Des lacunes de connaissances concernant les orthoptères, les poissons d'eau douce et les crustacés décapodes.

Le patrimoine naturel de Rosporden s'articule au travers des vallées et vallons dessinées par les nombreux cours d'eau présents sur la commune, et des boisements attenants à ces cours d'eau. Les principales vallées boisées sont celle de l'Aven, passant notamment par les étangs de Rosporden, et celle du Stêr Goz, qui constituent des zones cœur de biodiversité sur le territoire comme en témoignent les ZNIEFF couvrant ces espaces (Zones Naturelles d'Intérêt Faunistique et Floristique) (Figure 1). Les autres vallons y jouent un rôle de réservoir de biodiversité à plus petite échelle, et offrent d'autres espaces naturels ou de liaisons naturelles sur le territoire communale. Le maillage bocager de la commune est en revanche altéré, et le centre bourg de Rosporden constitue une rupture écologique importante sur le territoire.

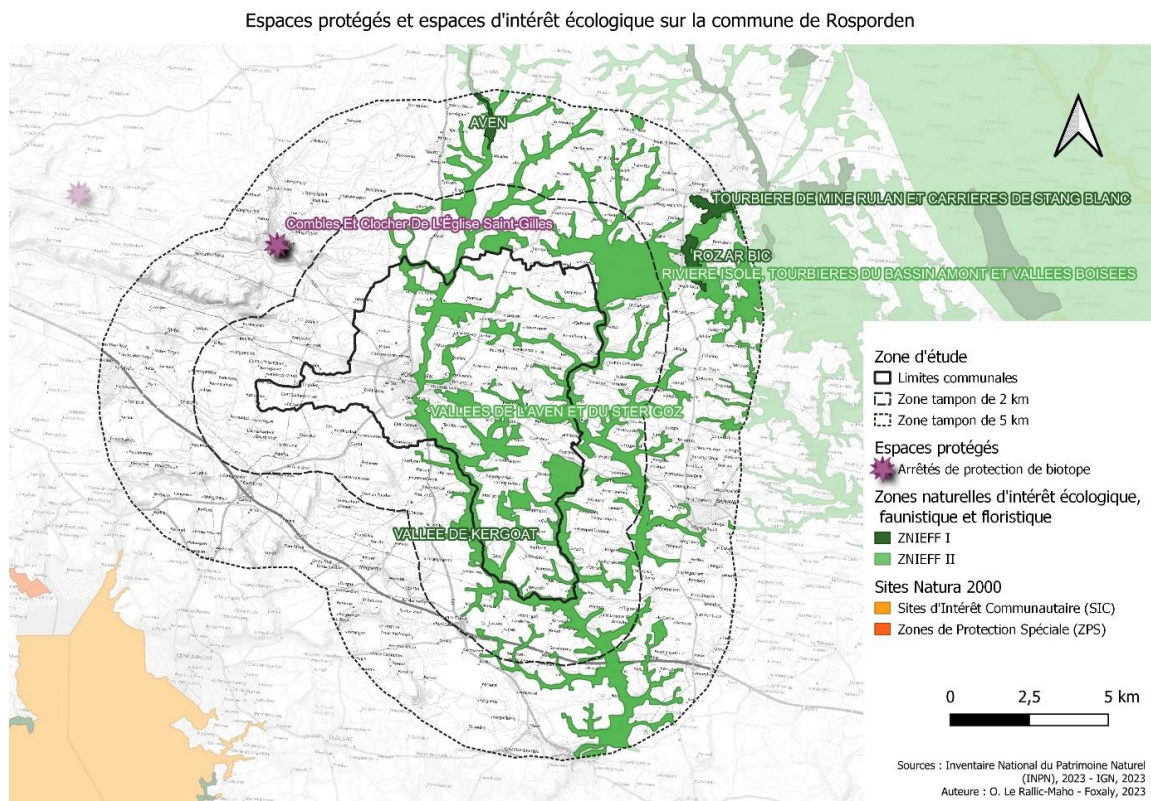


Figure 1. Vallée de l'Aven et Vallée du Stêr Goz identifiées en ZNIEFF sur la commune de Rosporden.

Ce document vise ainsi à définir le plan de prospection pour la réalisation de ces inventaires en tenant compte de ces éléments, afin de refléter au mieux le patrimoine naturel communal.

## Plan de prospection

### 1- Groupes biologiques ciblés

Plusieurs taxons feront l'objet des inventaires complémentaires, à savoir :

- Habitats naturels\*
- Flore vasculaire
- Avifaune
- Reptiles
- Amphibiens
- Chiroptères
- Mammifères
- Micro-mammifères
- Insectes : papillons de jours, libellules et demoiselles, criquets, grillons et sauterelles, coléoptères.

\*à valider avec la commune.

Le choix des groupes couvre la demande initialement formulée par la commune (voir plus haut), et inclus des propositions faites par Foxaly : les habitats naturels, pour leur rôle structurant et de support de la biodiversité, ainsi que les reptiles, groupe très bien connu présentant notamment des enjeux réglementaires. Ces deux compétences sont notamment détenues par le bureau d'études.

D'autres données d'autres taxons pourront également être collectées de façon opportune à l'occasion des prospections sur le terrain.

#### Limites des inventaires :

Les inventaires réalisés par Foxaly couvrent les groupes prioritaires identifiés par la commune ainsi que des groupes complémentaires dont la connaissance peut être complétée ou actualisée. En revanche, certains groupes ne sont pas pris en compte dans les inventaires, bien que les données soient lacunaires : c'est le cas notamment de la fonge, des lichens, des crustacés et des poissons. Ces groupes nécessitent des compétences spécifiques souvent détenues par des spécialistes, ou des moyens d'inventaire plus lourds et plus coûteux à mettre en place.

### 2- Méthodes de sélection des sites

Le patrimoine naturel de Rosporden étant structuré autour du réseau hydrographique parcourant la commune, notamment par les vallées de l'Aven, du Ster Goz ainsi que de leurs affluents et des milieux humides qui leurs sont associés, la méthode d'approche s'articule autour de deux axes principaux :

- La prospection sur des **milieux naturels représentatifs de la richesse du territoire** : ceci permettant d'avoir une vision globale de la diversité présente (espèces et milieux naturels). Ce critère s'appuie sur la carte des grands types de végétation (CGTV) du CBN de Brest<sup>1</sup> ;

---

<sup>1</sup> Carte des grands types de végétation du Conservatoire botanique national de Brest (2020). Pour en savoir plus : <https://www.cbnbrest.fr/nos-actions-phares/335>

- La prospection sur des **zones d'habitats favorables au Campagnol amphibie (*Arvicola sapidus*)**. En effet, le Campagnol amphibie est mammifère semi-aquatique et une espèce dite « parapluie » dont la conservation permet de protéger des milieux naturels de la « trame turquoise » (interface terrestre/aquatique) tels que les prairies humides en rives des cours d'eau, mais aussi de protéger un grand nombre d'autres espèces. Ce critère s'appuie sur les données de la Trame Mammifères du GMB<sup>2</sup>.

Les données associées à ces deux axes ont été croisées afin d'identifier une trame de milieux d'intérêt écologique sur la commune.

Cette trame a ensuite été découpée manuellement en différents sites à prospector, permettant d'échantillonner les différents espaces naturels de la commune.

Lors de la sélection des sites d'inventaires, une attention a été portée à l'accessibilité des sites en plus des milieux naturels présents. Par ailleurs, les sites ont été sélectionnés pour leur intérêt en tant qu'élément de **connaissance** du patrimoine naturel de la commune (zones cœur de biodiversité), de leur fonction de **corridor** écologique (liaisons naturelles) ou éventuellement en raison d'un enjeu **d'aménagement ou d'une proximité à des zones urbaines**.

Ces sites ont ensuite été hiérarchisés par ordre d'intérêt prioritaire pour la prospection de la façon suivante :

- **Priorité 1 / très forte** : échantillon d'entités « connaissance », correspondant à des espaces naturels d'importance écologique pour la commune de Rosporden, et entités contenant des habitats rares (landes humides par exemple), répartis sur les différents éléments naturels de la commune (Vallée de l'Aven, Vallée du Ster Goz, Vallée de Ste-Véronique, Bois de Goarlot, bois de Kerminy, étangs de Rosporden), ou entités « péri-urbaine ».
- **Priorité 2 / forte** : entités « corridors », sélectionnés selon leur richesse en habitats naturels ou leur connexion avec deux autres entités naturelles.
- **Priorité 3 / modérée** : entités « connaissance » complémentaires non prioritaires, entités « corridor » plus isolées ou moins riches en habitats naturels

#### **Méthode détaillée de sélection des sites de prospection :**

1. Sélection des habitats favorables pour le Campagnol amphibie sur la commune de Rosporden. Ces espaces d'habitats favorables englobent notamment les cœurs d'habitats de la Loutre (*Lutra lutra*) et sont représentatifs des habitats favorables aux mammifères semi-aquatiques.
2. Sélection des végétations « naturelles » de la CTGV afin de constituer une trame naturelle sur l'emprise de la commune.
3. Sélection par localisation des végétations de la trame naturelle qui intersectent les habitats favorables du Campagnol amphibie.
4. Délimitation d'entités naturelles regroupant les végétations de la trame naturelle, en s'appuyant sur les éléments naturels, les contours de parcelles, les routes.
5. Classement des entités naturelles en trois types :
  - **connaissance** : entités naturelles constituant des réservoirs de biodiversité et caractéristiques des espaces naturels de la commune
  - **corridor** : entités naturelles plutôt linéaires, constituées notamment de cours d'eau et leurs vallons, reliant d'autres entités naturelles entre elles
  - **péri-urbaine** : zone / entité naturelle située dans un secteur avec des enjeux d'aménagement potentiels (proximité du bourg de Kernével) ou des pressions anthropiques

<sup>2</sup> Trame mammifères de Bretagne (TMB) du Groupe Mammalogique Breton (GMB), 2018.

6. Hiérarchisation des entités naturels selon la priorité de prospection.
- Priorité 1 : échantillon d'entités « connaissance », correspondant à des espaces naturels d'importance écologique pour la commune de Rosporden, et entités contenant des habitats rares (landes humides par exemple), répartis sur les différents éléments naturels de la commune (Vallée de l'Aven, Vallée du Ster Goz, Vallée de Ste-Véronique, Bois de Goarlot, bois de Kerminy, étangs de Rosporden), ou entités « péri-urbaine ».
  - Priorité 2 : entités « corridors », sélectionnés selon leur richesse en habitats naturels ou leur connexion avec deux autres entités naturelles.
  - Priorité 3 : entités « connaissance » complémentaires non prioritaires, entités « corridor » plus isolées ou moins riches en habitats naturels.

Ainsi les sites sélectionnés sont les suivants :

Identifiant	Nom du site	Priorité
A2	Kernével	1 : très forte
C1	Coat Culoden	1 : très forte
N1	Bois de Goarlot	1 : très forte
N2	Lanveur	1 : très forte
N3	Kermen Païc	1 : très forte
N4	Etangs	1 : très forte
N5	Vallée du Ster Goz : Moulins du Duc et de Rozoz	1 : très forte
N6	Vallée de la Ste-Véronique : de Goarlot à Quilhouarn	1 : très forte
N7	Kerangoc à Kerriou	1 : très forte
N8	Prairies rte Cadol	1 : très forte
N9	Kerminy	1 : très forte
N10	Vallée de l'Aven : Kergoat / Barbary	1 : très forte
N11	Vallée de l'Aven : Toullouarnec	1 : très forte
C2	Dour ar Paon	2 : forte
C3	Penkerlen	2 : forte
C4	Pont ar Marc'had	2 : forte
C5	Kersalliou	2 : forte
C6	Stang Moustoir	2 : forte
C7	Kermen Guirzit	2 : forte
C8	Névars	2 : forte
N12	Kerfouennec / Pont ar marc'had	2 : forte
N13	Kerandemezet	2 : forte
N14	Kerouac	2 : forte
C9	Kerlepine	3 : modérée
C10	Ster Roudou	3 : modérée
C11	Le Roudou	3 : modérée
C12	Keroule	3 : modérée
C13	Vallée de l'Aven : Moulin de Guiller	3 : modérée
N15	Kerander / affluent du Jet	3 : modérée
N16	Vallée de Ste-Véronique : de Stang Trébalay à Kerlégan	3 : modérée
N17	Vallée de l'Aven : moulin de Coat Canton	3 : modérée



N18	Vallée de l'Aven : Kerjariou	3 : modérée
N19	Vallée de l'Aven : Goël	3 : modérée
N20	Vallée de l'Aven : Kervezic	3 : modérée

Les inventaires professionnels réalisés par Foxaly permettront *a minima* de couvrir les sites de priorité 1. Une fois ces sites inventoriés, ceux-ci pourront se poursuivre sur les sites de priorité 2, voire 3.

La carte ci-dessous précise la localisation des sites sélectionnés.

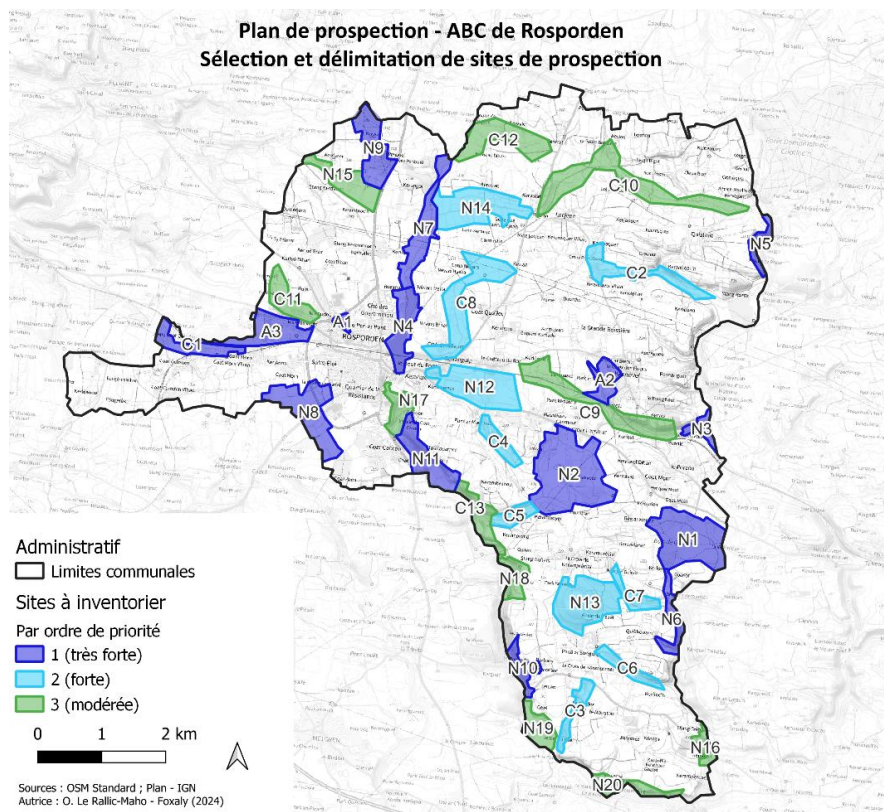


Figure 2. Plan de prospection de la commune de Rosporden dans le cadre de son ABC.

La carte ci-après détaille la localisation des sites de priorité 1, qui seront inventoriés en priorité.

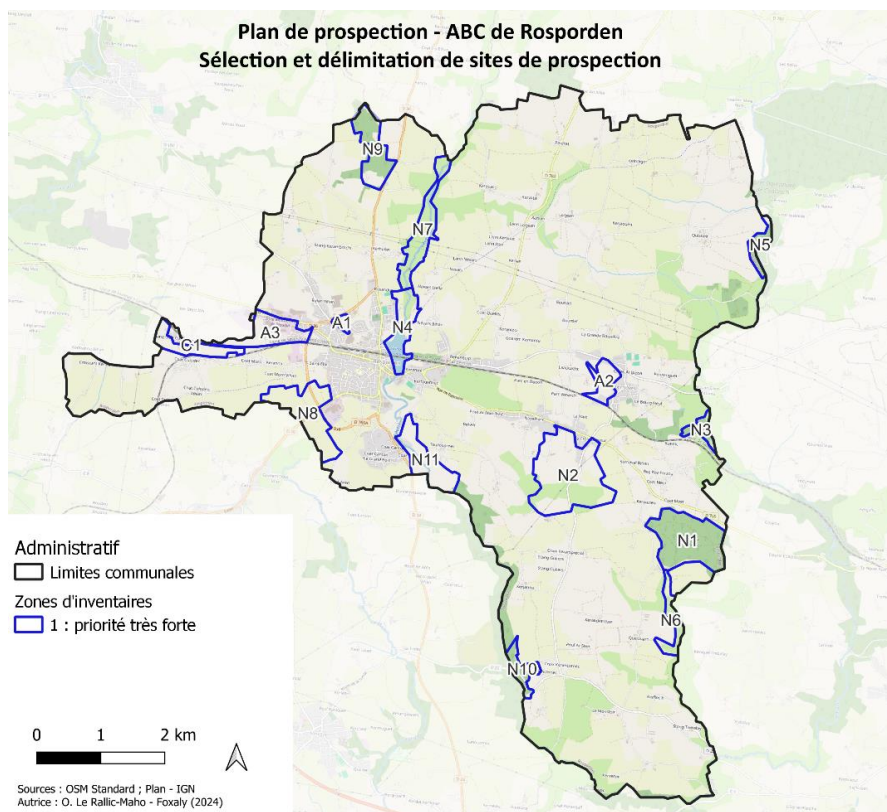


Figure 3. Plan de prospection de la commune de Rosporden dans le cadre de son ABC, détail des zones de priorité très forte.

### 3- Méthodes de collecte des données

- *Cartographie des habitats naturels*

*La cartographie d'habitats naturels est un travail fastidieux qui ne peut pas être réalisé sur l'ensemble du territoire communal. Aussi, dans un objectif d'opérationnalité, la cartographie des habitats naturels ne sera réalisée que sur des zones présentant un enjeu ou un projet d'aménagement, dans la limite d'une centaine d'hectares à couvrir (fractionnables).*

Chaque unité homogène du point de vue de sa physionomie et de sa composition floristique sera cartographiée en s'appuyant sur des fonds de carte Scan 25 ou de photographies aériennes. Ces habitats naturels ou semi-naturels seront rattachés à la typologie EUNIS au niveau XX.x *a minima*, et idéalement au niveau XX.xx. L'état de conservation de l'habitat sera apprécié selon la typicité de l'habitat et des pressions ou menaces auxquelles il est soumis.

- *Inventaire de la flore vasculaire :*

Un parcours sera réalisé dans chaque site et fera l'objet d'un relevé floristique général. Ce parcours veillera à contacter le maximum d'habitats différents afin de maximiser le nombre d'espèces observées et refléter la diversité des milieux présents, dans la limite des accès possibles.

Les espèces à enjeux de conservation (espèces menacées ou protégées à l'échelle régionale ou nationale ou européenne, espèces déterminantes de ZNIEFF, autres espèces d'intérêt

écologique) seront localisées (sur carte ou sur GPS) et caractérisées (abondance, nombre, état de la population). De même, si des espèces exotiques envahissantes seront rencontrées, elles seront localisées, et l'opérateur·ice renseignera la taille de la population (abondance, nombre).

Au total, pour les inventaires de la flore et des habitats naturels, 12 jours seront répartis sur 3 passages de terrain et sur deux années d'inventaire (2024 et 2025), en avril-mai, juin et août-septembre pour couvrir l'ensemble des phénologies du taxon.

- *Inventaire de l'avifaune*

L'inventaire de l'avifaune sera réalisé par point d'écoutes diurnes et nocturnes répartis sur les différents habitats prospecter afin d'identifier les cortèges d'espèces présents. Lors des points d'écoutes, les espèces sont relevés par observation et écoute. Le statut reproducteur des espèces sera caractérisé selon un code atlas.

Au total, pour les inventaires de l'avifaune, 6 jours seront répartis en 2 campagnes de 3 jours, la première début avril et la seconde après la mi-mai pour identifier et localiser les nicheurs précoces et tardif. Les inventaires pour ce groupe seront réalisés sur l'année 2024

- *Inventaire des reptiles*

L'inventaire de reptiles sera réalisé par arpentage et recherches orientées dans les milieux favorables à ce groupe (lisières, zones de transition ensoleillée, landes...). Les espèces observées seront identifiées et localisées.

Au total, 6 jours sont alloués à la recherche des reptiles sur la commune. Les inventaires pour ce groupe seront réalisés sur l'année 2024.

- *Inventaire des amphibiens*

L'inventaire des amphibiens sera réalisé par recherches diurnes et nocturne, par observation directe d'adultes, larves, têtards ou pontes mais également par réalisation de points d'écoutes à proximité d'habitats aquatiques (mares, lavoirs).

Une demande de dérogation a été adressé à la DREAL Bretagne pour permettre la capture (avec relâché immédiat) pour l'identification des espèces si cela s'avère nécessaire (dans le cas où l'identification à vue simple n'est pas possible).

Les inventaires diurnes seront couplés avec les 6 passages dédiés aux reptiles. En complément, six nuits de prospection, réparties entre mars et juin sur l'année 2024.

- *Inventaire des Chiroptères*

L'inventaire des chiroptères sera réalisé par écoute active nocturnes et analyse des ultrasons enregistrés lors des sessions d'écoute pour identifier les espèces présentes. Il sera réalisé au cours de 6 nuits d'écoutes entre avril et septembre 2025.

- *Inventaire des mammifères*



L'inventaire des mammifères sera réalisé par recherche d'indices de présence lors des passages de jours sur le terrain et par recherche de contact direct lors des prospection nocturnes. En complément, des pièges photographiques seront disposés à proximité de lieux favorables à la présence de grands mammifères ou mammifères semi-aquatiques pour compléter l'inventaire. Ces recherches seront réalisées en complément des inventaires des autres taxons, en 2024 et 2025.

- *Inventaires des insectes*

L'inventaire des insectes sera réalisé par chasse à vue par temps sec et chaud. Il sera complété par la recherches d'indices de présence (chenilles, mues,...). Les groupes ciblés sont les suivants : papillons de jour, libellules et demoiselles, criquets, grillons et sauterelles, coléoptères saproxylophages.

L'ensemble des observations d'espèces faunistiques sera localisé.

Les données collectées seront saisies dans un tableur Excel compatible au SINP (Système d'information de l'inventaire du patrimoine naturel).

#### 4- Période d'inventaire / calendrier

Inventaires	2023				2024												2025												
	Se pt	O ct	N ov	D ec	Ja n	F ev	Mar	Avr	Mai	Ju i	Ju i	AO u	Se pt	O ct	N ov	D ec	Ja n	F ev	Mar	Avr	Mai	Ju i	Ju i	AO u	Se pt	O ct	N ov	D ec	
Repérages																													
Flore																													
Faune																													
Avifaune																													
Reptiles																													
Amphibiens																													
Chiroptères																													
Mammifères																													
Insectes																													

Recherches ciblées
Relevés opportunistes

## Rendus attendus

A l'issue des inventaires, les éléments suivants seront attendus :

- Liste exhaustive des espèces recensées, contenant a minima le nom de l'espèce, la date d'observation, le nom de l'observateur, les différents statuts juridiques et reconnus de l'espèce, l'état de conservation / menace de l'espèce (listes rouges, directive Habitats) ;

-Base de données des observations faites lors des inventaires, au format SINP (standard régional compatible au niveau national) ;

- Informations géographiques concernant la localisation des espèces patrimoniales, des espèces exotiques envahissantes.

## Collecte de données participatives

Des données participatives seront également collectées et prises en compte dans l'inventaire final de la commune.

Les habitant·e·s de la commune seront encouragé·e·s à partager leurs observations *via* l'outil participatif « [INPN Espèces](#) », outil développé et piloté par Patrinat (MNHN).

La validation des données collectées sur *INPN Espèces* sera assurée par Foxaly.

Des quêtes pourront être éventuellement lancées sur l'application afin de cibler la recherche de certaines espèces, comme le rend possible l'application.

Dans le cadre des actions de sensibilisation menées par Bretagne Vivante, des données supplémentaires pourront être collectées auprès du public, notamment via les stands sur le marché et à l'occasion des sorties grand public. Ces données seront fournies à Foxaly au format SINP ou seront directement versées sur l'outil "INPN Espèces".

## Dérogation d'espèces protégées

Une demande de dérogation pour la manipulation d'amphibiens (espèces protégées) a été soumise à la DDTM du Finistère (envoi le 09/01/2024) et validée le 06/02/2024.

**ARRÊTÉ DE DÉROGATION DU - 6 FEV. 2024**  
AUX ARTICLES L. 4111-1 ET L. 4111-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT,  
DÉROGATION POUR CAPTURE, DESTRUCTION OU PERTURBATION INTENTIONNELLE  
D'ESPÈCES ANIMALES PROTÉGÉES.

LE PREFET DU FINISTÈRE  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le Code de l'environnement, notamment ses articles L.411-1 et L.411-2, L.415-1, L. 415-3, L172-5, L172-11 et R411-1 à R411-14
- VU le décret du 28 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'État dans les régions et départements,
- VU l'arrêté interministériel du 19 février modifié 2007 fixant les conditions de commande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L.411-2 du Code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées,
- VU l'arrêté interministériel du 19 novembre 2007 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,
- VU l'arrêté ministériel du 18 décembre 2014 fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations à l'interdiction de capture de spécimens d'espèces animales protégées peuvent être accordées par les préfets pour certaines opérations pour lesquelles la capture est suivie d'un relâcher immédiat,
- VU la demande de dérogation au régime de protection des espèces établie en date du 4 janvier 2024, présentée par Mme Camille Pilisi, représentant le bureau d'études techniques en écologie, biodiversité et environnement Foxaly SAS, concernant la capture et le relâcher immédiat, sur place d'amphibiens,

Considérant les objectifs d'évitement de tout impact défavorable sur la population des espèces concernées,

Considérant que ces opérations n'auront pas d'incidence significative sur l'environnement, et qu'il n'y a donc pas lieu de soumettre la demande de dérogation à la participation du public,

Considérant que la présente dérogation ne nuira pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle,

SUR Proposition du directeur départemental des territoires et de la mer,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Mme Camille Pilisi est autorisée à capturer et à relâcher sur place, aux fins d'enseignement et d'inventaire de population, les espèces d'amphibiens cités dans sa demande.

Les opérations se déroulent sur le territoire de la commune de Rosporden sur les années 2024 et 2025.

### **ARTICLE 2 : conditions**

Les bénéficiaires de la présente dérogation doivent respecter les dispositions de l'arrêté du 18 décembre 2014 qui fixe les conditions et limites dans lesquelles des dérogations à l'interdiction de capture de spécimens d'espèces animales protégées peuvent être accordées. Ces opérations de capture doivent en particulier être strictement limitées à ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif recherché et ne pas entraîner de perturbation dans le cycle biologique des espèces concernées.

### **ARTICLE 3 :**

Un rapport des opérations est adressé à la DDTM (Service eau et biodiversité-unité nature forêt-2 bd du Finistère-CS 96018-29325 Quimper cedex) et à la DREAL Service patrimoine naturel-DBGP-L'Armorique-10 rue Maurice Fabre-35065 Rennes cedex) avant le 31 décembre de chaque année.

### **ARTICLE 4 : recours**

En cas de contestation de cette décision, peut être déposé dans un délai de deux mois à compter de la date de publication de cet arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère :

- soit un recours gracieux auprès du préfet, ou un recours hiérarchique adressé au ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire. L'absence de réponse du ministre ou du préfet dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif de Rennes dans les deux mois suivants
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes.

Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr>

### **ARTICLE 5 :**

Le secrétaire général de la préfecture, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité et le directeur départemental des territoires et de la mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,



## Accès aux propriétés privées

1. Lorsque cela est possible, les propriétaires sont contactés en amont ;
2. Un affichage sera réalisé pour informer de l'opération dans les zones concernées ;
3. Une demande d'accès aux parcelles non clôturées sera réalisée.



**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial**  
Bureau de la coordination

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 21 MARS 2024  
PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DE PROPRIÉTÉS PRIVÉES SUR LA COMMUNE DE  
LOGONNA-DAOULAS DANS LE CADRE DE L'OUVERTURE D'UNE SERVITUDE DE PASSAGE DES PIÉTONS  
LE LONG DU LITTORAL – SECTEUR YELEN

LE PREFET DU FINISTERE  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le Code de justice administrative ;

**VU** le Code pénal, notamment les articles 322-1, 322-3, 322-4 et 433-11 ;

**VU** le Code de l'urbanisme, notamment les articles L121-31 à L121-37 et R121-9 à R121-32 ;

**VU** la loi du 29 décembre 1892 modifiée, sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics, et notamment son article 3 ;

**VU** la loi du 6 juillet 1943 modifiée relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères, modifiée et validée par la loi n°57-391 du 28 mars 1957 ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** la délibération du 29 juin 2023 du conseil municipal de la commune de Logonna-Daoulas ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°29-2023-08-10-00001 du 10 août 2023 portant approbation de modification de la servitude de passage des piétons le long du littoral de la commune de Logonna-Daoulas – secteur Yelen ;

**VU** la demande en date du 7 mars 2024 formulée par le Directeur départemental des territoires et de la mer (DDTM) en vue d'obtenir l'autorisation d'occupation temporaire des propriétés privées sur le territoire de la commune de Logonna-Daoulas (secteur Yelen) dans le cadre de l'ouverture d'une servitude de passage des piétons le long du littoral (SPPL) ;

**CONSIDÉRANT** que les interventions préparatoires à l'ouverture d'une servitude de passage des piétons le long du littoral (SPPL) sont de nature à justifier légalement une autorisation d'occuper des propriétés privées dans les conditions prévues par la loi du 29 décembre 1892 modifiée susvisée ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de prendre toutes les mesures nécessaires pour que les agents de la DDTM, les élus et agents des services techniques de la mairie de Logonna-Daoulas auxquels le Directeur départemental des territoires et de la mer délègue ses droits dans le cadre de l'ouverture d'une servitude de passage des piétons le long du littoral (SPPL) n'éprouvent aucun empêchement de la part des propriétaires ou exploitants des terrains concernés dans l'exercice des missions qui leur sont confiées dans le cadre de l'opération précitée ;

**SUR** la proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Finistère ;

### **ARRÊTE**

#### **ARTICLE 1<sup>ER</sup>** :

Le Directeur départemental des territoires et de la mer (DDTM) ainsi que les agents de la DDTM, les élus et agents des services techniques de la mairie de Logonna-Daoulas auxquels il délègue ses droits et dont les noms figurent sur une liste agréée par le préfet du Finistère, sont autorisés à occuper temporairement les parcelles cadastrées de la commune de Logonna-Daoulas reportées dans le tableau ci-dessous et sur le plan parcellaire annexé au présent arrêté afin d'y réaliser :

l'implantation de balises, jalons, repères ou piquets pour la matérialisation du sentier, débroussaillage, décapage sur l'assiette du sentier, déplacement et/ou installation de clôtures et portail, implantation de la signalétique nécessaires dans le cadre de l'ouverture d'une servitude de passage des piétons le long du littoral (SPPL).

REFERENCES CADASTRALES		NOMS DES PROPRIETAIRES
SECTION	N°	
AT	16	M. KERMAREC Guy, François, Marie
AT	26	M. MIORCEC DE Kerdanet Erwann, Jean, Marie

Les accès aux parcelles concernées se feront par la route du Yelen.

**ARTICLE 2 :**

Chaque personne mentionnée à l'article 1 est munie d'une copie du présent arrêté qu'il doit présenter à toute réquisition.

**ARTICLE 3 :**

L'occupation temporaire, qui porte sur la totalité de l'emprise des parcelles cadastrées de la commune de Logonna-Daoulas listées dans le tableau de l'article 1 du présent arrêté et reportées sur le plan parcellaire annexé au présent arrêté est autorisée pour une durée de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

La présente autorisation est périmée de plein droit si elle n'est pas suivie d'exécution dans les six mois de sa date.

**ARTICLE 4 :**

La notification du présent arrêté au maire de la commune concernée est faite par le préfet.

Dans le cas où les travaux visés à l'article 1er requéraient de pénétrer dans des propriétés privées, le présent arrêté est notifié aux propriétaires concernés par le maire de la commune concernée, et, en leur absence, au gardien de la propriété et, à défaut de gardien connu dans la commune aux propriétaires en mairie, au moins cinq jours avant l'opération. Ce délai expiré, si personne ne se présente pour permettre l'accès, les agents mentionnés à l'article 1er pourront y pénétrer avec l'assistance du juge du tribunal d'instance de Quimper.

L'arrêté et le plan parcellaire restent déposés à la mairie pour être directement communiqués aux intéressés sur leur demande.

**ARTICLE 5 :**

Après l'accomplissement des formalités qui précèdent et à défaut de convention amiable, le directeur départemental des territoires et de la mer (DDTM) fait au propriétaire du terrain, préalablement à toute occupation du terrain désigné, une notification par lettre recommandée, indiquant le jour et l'heure où les personnes visées à l'article 1 comptent se rendre sur les lieux ou à s'y faire représenter.

Il l'invite à s'y trouver ou à s'y faire représenter lui-même pour procéder contradictoirement à la constatation de l'état des lieux. En même temps, il informe par écrit le maire de la commune de la notification par lui faite au propriétaire.

Entre cette notification et la visite des lieux, il doit y avoir un intervalle de dix jours au moins.

**ARTICLE 6 :**

Si le propriétaire ne peut être présent sur les lieux, le maire concerné désigne d'office un représentant pour opérer contradictoirement avec celui du directeur départemental des territoires et de la mer (DDTM).

Le procès-verbal de l'opération, qui doit fournir les éléments nécessaires pour évaluer le dommage, est dressé en trois exemplaires destinés l'une à être déposée à la mairie, les deux autres à être remises aux parties intéressées.

Si les parties ou les représentants sont d'accord, les travaux autorisés par l'arrêté peuvent être commencés aussitôt. Dans le cas contraire, un expert pourra être désigné par le tribunal administratif à la demande de l'administration.

Dès le début de la procédure, ou au cours de celle-ci, le président du tribunal administratif désigne, à la demande de l'administration, un expert qui, en cas de refus par le propriétaire ou par son représentant de signer le procès-verbal, ou en cas de désaccord sur l'état des lieux, dresse d'urgence le procès-verbal prévu ci-dessus.

Les travaux peuvent commencer aussitôt après le dépôt du procès-verbal. En cas de désaccord sur l'état des lieux, la partie la plus diligente conserve néanmoins le droit de saisir le tribunal administratif sans que cette saisine puisse faire obstacle à la continuation des travaux.

#### ARTICLE 7 :

Le présent acte peut être contesté par toute personne ayant un intérêt à agir dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité du présent arrêté :

- ❑ par recours gracieux auprès du préfet ou par recours hiérarchique adressé au ministre concerné. L'absence de réponse dans un délai de deux mois constitue une décision implicite de rejet susceptible d'être contestée devant un tribunal administratif dans un délai de deux mois, par voie postale ou par l'application Télérecours citoyen accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr> ;
- ❑ par recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes, par voie postale ou par l'application Télérecours citoyen accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr>, conformément aux articles R421-1 et suivants du code de justice administrative.

#### ARTICLE 8 :

Il est interdit, sous peine d'application des sanctions prévues par les articles 322-2 et 433-11 du code pénal, d'apporter aux travaux des agents visés à l'article 1er du présent arrêté, trouble ou empêchement, ou de détruire, détériorer, déplacer les signaux, bornes et repères placés par eux.

#### ARTICLE 9 :

Le Secrétaire Général de la préfecture du Finistère, le Directeur départemental des territoires et de la mer, le Maire de Logonna-Daoulas, Mme la Commandante du groupement de gendarmerie du Finistère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général

**Signé**

François DRAPÉ





**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

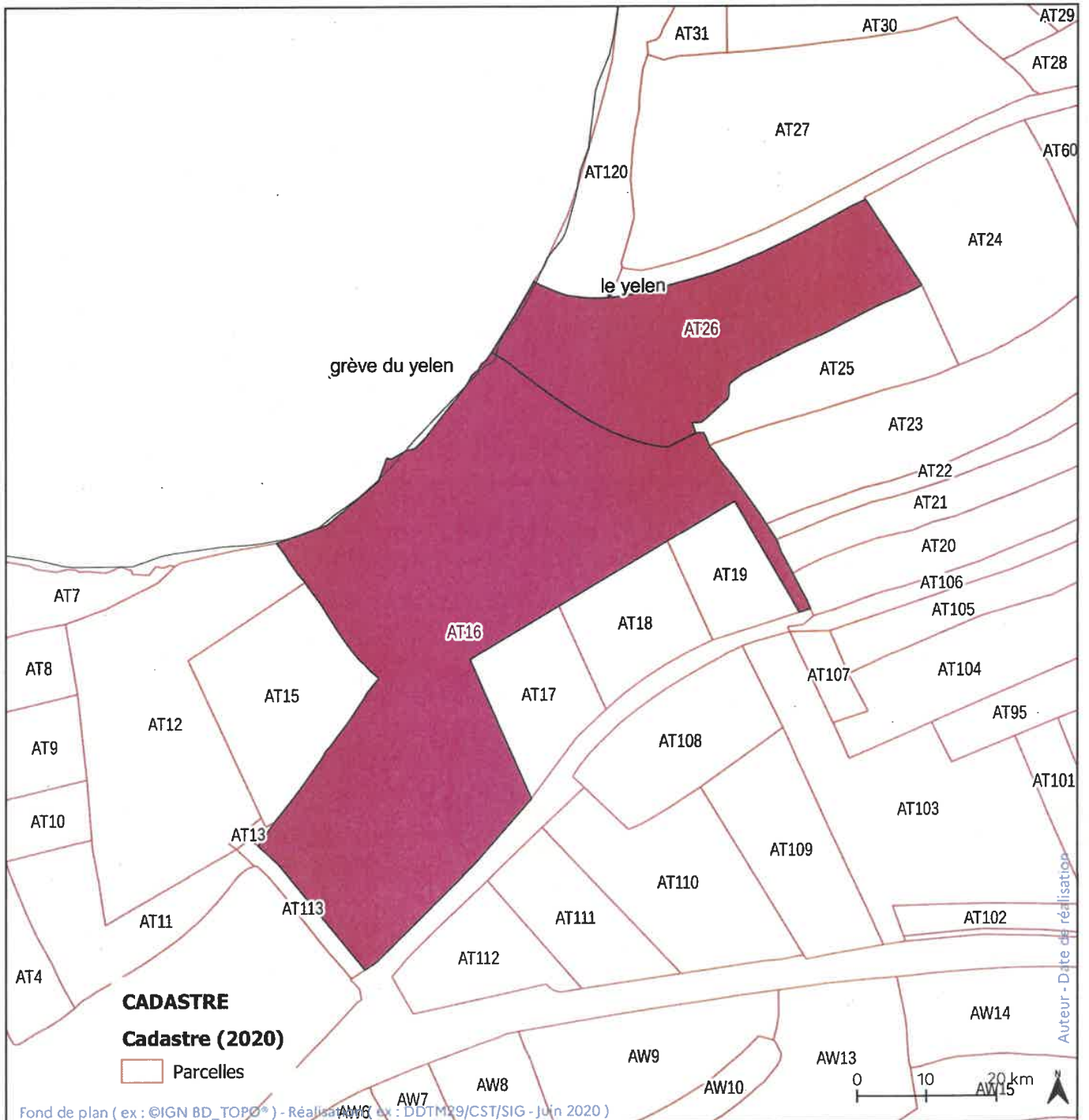
*Liberté  
Egalité  
Fraternité*

Direction  
Départementale des  
Territoires et de la Mer

**PLAN PARCELLAIRE**

# LOGONNA-DAOULAS

## SECTEUR YELEN





**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Sous-Préfecture de Morlaix**  
Pôle sécurité et libertés publiques

ARRÊTÉ DU 19 MARS 2024  
PORTANT RENOUELEMENT D'HABILITATION  
DANS LE DOMAINE FUNÉRAIRE

LE PREFET DU FINISTERE  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2223-23 et R. 2223-56 ;

**VU** le décret n° 95-330 du 21 mars 1995 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 29-2020-12-15-001 du 15 décembre 2020 modifié portant organisation des services de la préfecture et des sous-préfectures du Finistère ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 29-2024-02-26-00009 du 26 février 2024 donnant délégation de signature à Mme Françoise PLOUVIEZ-DIAZ, sous-préfète de l'arrondissement de Morlaix ;

**VU** la demande reçue le 15 février 2024, complétée le 13 mars 2024, de Madame Caroline MENEZ, représentante légale de l'entreprise «POMPES-FUNÈBRES MENEZ» dont le siège social est situé 35 rue du Maréchal Joffre à LANDIVISAU (Finistère) qui sollicite l'habilitation prévue dans le domaine funéraire pour le service extérieur des pompes funèbres de l'établissement «BRETAGNE FUNÉRAIRE» sis, 35 rue du Maréchal Joffre à Landivisiau

**SUR** la proposition de la sous-préfète de Morlaix,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : L'établissement «BRETAGNE FUNERAIRE» sis 35 rue du Maréchal JOFFRE exploité par Madame Caroline MENEZ est habilité à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- transport de corps avant et après mise en bière
- organisation des obsèques
- soins de conservation
- fourniture de housses, de cercueils, de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes funéraires
- gestion et utilisation des chambres funéraires
- fourniture des corbillards et des voitures de deuil
- fourniture de personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations

9, avenue de la République - CS 87139  
29671 MORLAIX Cedex  
Tél : 02 90 82 71 63  
[www.finistere.gouv.fr](http://www.finistere.gouv.fr)

**ARTICLE 2** : Les exploitants sont tenus de vérifier les conditions de capacité professionnelle suivantes des personnes déléguées par les entreprises d'intérim co-contractantes :

- attestation de formation professionnelle
- certificat d'aptitude physique de la médecine du travail
- copie du permis de conduire (chauffeurs)

**ARTICLE 3** : L'habilitation est délivrée sous le numéro **24-29-0071**.

**ARTICLE 4** : La durée de la présente habilitation est fixée à **cinq ans**, à compter de la date du présent arrêté.

**ARTICLE 5** : Il est expressément rappelé que le fait de diriger en droit ou en fait une régie, une entreprise ou une association ou un établissement sans l'habilitation prévue aux articles L. 2223-23 (opérateur fournissant des prestations du service extérieur des pompes funèbres), L. 2223-41 (crématorium) et L. 2223-43 (établissement de santé) ou lorsque celle-ci est suspendue ou retirée en application de l'article L. 2223-25, est puni d'une amende d'un montant de 75 000 €.

**ARTICLE 6** : La sous-préfète de MORLAIX est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère, transmis à Madame Caroline MENEZ et dont copie sera adressée au maire de LANDIVISIAU.

La sous-préfète de Morlaix

signé

Françoise PLOUVIEZ-DIAZ

#### VOIES DE RECOURS :

La présente décision peut faire l'objet des recours suivants :

- Un recours gracieux motivé peut être adressé au signataire de la décision.  
- Un recours hiérarchique peut être introduit auprès du Ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction des libertés locales et de la police administrative – 11, rue des Saussaies 75800 PARIS CEDEX 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux peut être formé - dans le délai de 2 mois suivant la date de notification de la présente décision (ou bien dans les 2 mois suivant la date du rejet du recours gracieux ou hiérarchique) - devant le tribunal administratif de Rennes, 3, Contour de la Motte, CS 44416, 35044 Rennes Cedex ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision contestée



**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Sous-Préfecture de Morlaix**  
Pôle sécurité et libertés publiques

ARRÊTÉ DU 19 MARS 2024  
PORTANT RENOUELEMENT D'HABILITATION  
DANS LE DOMAINE FUNÉRAIRE

LE PREFET DU FINISTERE  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2223-23 et R. 2223-56 ;  
**VU** le décret n° 95-330 du 21 mars 1995 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire ;  
**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
**VU** l'arrêté préfectoral n° 29-2020-12-15-001 du 15 décembre 2020 modifié portant organisation des services de la préfecture et des sous-préfectures du Finistère ;  
**VU** l'arrêté préfectoral n° 29-2024-02-26-00009 du 26 février 2024 donnant délégation de signature à Mme Françoise PLOUVIEZ-DIAZ, sous-préfète de l'arrondissement de Morlaix ;  
**VU** la demande reçue le 26 février 2024, complétée le 14 mars 2024, de Monsieur David ESNAULT, représentant légale de l'entreprise «TRO AR NEVET» dont le siège social est situé 3 rue de Peronnic à PLOGONNEC (Finistère) qui sollicite l'habilitation prévue dans le domaine funéraire pour le service extérieur des pompes funèbres de son établissement,

**SUR** la proposition de la sous-préfète de Morlaix,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : L'établissement «TRO AR NEVET» sis 3 rue de Pont Peronnic à PLOGONNEC exploité par Monsieur David ESNAULT est habilité à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- transport de corps avant et après mise en bière
- organisation des obsèques
- fourniture de housses, de cercueils, de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes funéraires
- gestion et utilisation des chambres funéraires
- fourniture des corbillards et des voitures de deuil
- fourniture de personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations

9, avenue de la République - CS 87139  
29671 MORLAIX Cedex  
Tél : 02 90 82 71 63  
[www.finistere.gouv.fr](http://www.finistere.gouv.fr)

**ARTICLE 2** : Les exploitants sont tenus de vérifier les conditions de capacité professionnelle suivantes des personnes déléguées par les entreprises d'intérim co-contractantes :

- attestation de formation professionnelle
- certificat d'aptitude physique de la médecine du travail
- copie du permis de conduire (chauffeurs)

**ARTICLE 3** : L'habilitation est délivrée sous le numéro **23-29-0105**.

**ARTICLE 4** : La durée de la présente habilitation est fixée à **cinq ans**, à compter de la date du présent arrêté.

**ARTICLE 5** : Il est expressément rappelé que le fait de diriger en droit ou en fait une régie, une entreprise ou une association ou un établissement sans l'habilitation prévue aux articles L. 2223-23 (opérateur fournissant des prestations du service extérieur des pompes funèbres), L. 2223-41 (crématorium) et L. 2223-43 (établissement de santé) ou lorsque celle-ci est suspendue ou retirée en application de l'article L. 2223-25, est puni d'une amende d'un montant de 75 000 €.

**ARTICLE 6** : Le secrétaire général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère, transmis à Monsieur David ESNAUL et dont copie sera adressée au maire de PLOGONNEC.

La sous-préfète de Morlaix

Signé

Françoise PLOUVIEZ-DIAZ

#### VOIES DE RECOURS :

La présente décision peut faire l'objet des recours suivants :

- Un recours gracieux motivé peut être adressé au signataire de la décision.  
- Un recours hiérarchique peut être introduit auprès du Ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction des libertés locales et de la police administrative – 11, rue des Saussaies 75800 PARIS CEDEX 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- Un recours contentieux peut être formé - dans le délai de 2 mois suivant la date de notification de la présente décision (ou bien dans les 2 mois suivant la date du rejet du recours gracieux ou hiérarchique) - devant le tribunal administratif de Rennes, 3, Contour de la Motte, CS 44416, 35044 Rennes Cedex ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision contestée

**ARRÊTÉ DU 21 MARS 2024**

**PORTANT INTERDICTION TEMPORAIRE DE LA PÊCHE, DU RAMASSAGE, DU  
TRANSFERT, DE LA PURIFICATION, DE L'EXPÉDITION, DE LA DISTRIBUTION, DE LA  
COMMERCIALISATION DE TOUS COQUILLAGES AINSI QUE DU POMPAGE DE L'EAU  
DE MER À DES FINS AQUACOLES PROVENANT DE LA ZONE MARINE  
« BAIE DE DOUARNENEZ – EAUX PROFONDES » (N° 40)**

**LE PRÉFET DU FINISTÈRE**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires notamment son article 19 ;

**VU** le règlement n°853/2004 du 29 avril 2004 du Parlement européen et du Conseil fixant les règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées d'origine animale ;

**VU** le règlement n°625/2017 du 15 mars 2017 du Parlement européen et du Conseil concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation alimentaire et de la législation relative aux aliments pour animaux ainsi que des règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques ;

**VU** le règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n° 1774/2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux) ;

**VU** le code rural et de la pêche maritime, notamment son article L. 232-1 ainsi que la partie réglementaire du livre IX ;

**VU** le code de la santé publique ;

**VU** le décret n° 84-428 du 5 juin 1984 relatif à la création, à l'organisation et au fonctionnement de l'institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** l'arrêté du 6 novembre 2013 relatif au classement, à la surveillance et à la gestion sanitaire des zones de production et des zones de reparcage de coquillages vivants ;

**VU** l'arrêté du 6 novembre 2013 fixant les conditions sanitaires de transfert et de traçabilité des coquillages vivants ;

**VU** l'arrêté du 6 novembre 2013 fixant les tailles maximales des coquillages juvéniles récoltés en zone C et les conditions de captage et de récolte du naissain en dehors des zones classées ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 29-2023-04-06-00001 du 06 avril 2023 portant interdiction temporaire de la pêche, du ramassage, du transfert, de la purification, de l'expédition, de la distribution, de la commercialisation de tous coquillages à l'exclusion des amandes, des spisules et des gastéropodes marins non filtreurs provenant de la zone « Baie de Douarnenez Eaux Profondes » N°40 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°29-2023-06-20-0003 du 20 juin 2023 portant classement de salubrité et surveillance sanitaire des zones de production de coquillages vivants dans le département du Finistère ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°29-2023-08-21-00019 du 21 août 2023 donnant délégation de signature à Monsieur François POUILLY, directeur départemental de la protection des populations du Finistère ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°29-2023-08-30-00005 du 30 août 2023 donnant subdélégation de signature à des fonctionnaires de la direction départementale de la protection des populations du Finistère ;

**VU** le bulletin d'alerte REPHYTOX diffusé par l'IFREMER le 21 mars 2024.

**CONSIDÉRANT** que les prélèvements d'eau de mer effectués par l'IFREMER en baie de DOUARNENEZ en semaine 12 ont mis en évidence la présence de phytoplancton *Pseudo-nitzschia australis* (62600 cellules / litres);

**CONSIDÉRANT** que les résultats des analyses effectuées par LABOCEA sur les tellines prélevées le 19 mars 2024 au point « Kervel » dans la zone « baie de Douarnenez eaux profondes » (n°40) ont démontré leur toxicité par présence de toxines amnésiantes (ASP) à un taux de 26,29 mg d'équivalent AD / kg de chair de coquillage supérieur au seuil sanitaire réglementaire fixé à 20 mg d'équivalent AD / kg de chair de coquillage par le règlement (CE) 853/2004, et que ces coquillages sont donc susceptibles d'entraîner un risque pour la santé humaine en cas d'ingestion ;

**CONSIDÉRANT** que les toxines de type ASP sont très dangereuses pour la santé humaine ;

**SUR** avis de Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer ;

**SUR** avis de l'Agence régionale de santé ;

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur départemental de la protection des populations ;

## **ARRÊTE**



## ARTICLE 1<sup>ER</sup> : FERMETURE DE LA ZONE

Sont provisoirement interdits, à partir du 21 mars 2024, la pêche maritime professionnelle et récréative, le ramassage, le transfert, la purification, l'expédition, la distribution et la commercialisation de tous les coquillages en provenance du secteur délimité comme suit :

- à l'est d'une ligne joignant le Cap de la Chèvre (Crozon) à la pointe de Beuzec (commune de Beuzec-Cap-Sizun) ;

- Incluant partiellement la zone de production n°29.05.010 « Mer d'Iroise et baie de Douarnenez ».

## ARTICLE 2: MESURES DE RETRAIT DES COQUILLAGES CONCERNÉS

Tous les coquillages récoltés et/ou pêchés dans la zone « baie de Douarnenez eaux profondes » (n°40) depuis le 19 mars 2024, date du prélèvement ayant révélé leur toxicité, sont considérées comme impropres à la consommation humaine.

Tout professionnel qui a depuis cette date commercialisé ces espèces de coquillages, doit engager immédiatement sous sa responsabilité leur retrait/rappel du marché en application de l'article 19 du règlement (CE) n°178/2002, et en informer la Direction départementale de la protection des populations. Ces produits doivent être détruits, selon les modalités fixées par le règlement (CE) n° 1069/2009.

## ARTICLE 3 : UTILISATION DE L'EAU DE MER PROVENANT DE LA ZONE FERMÉE

### Article 3.1. Mesures générales

Il est interdit d'utiliser pour l'immersion des coquillages et quelles que soient leurs provenances, l'eau de mer provenant de la zone « baie de Douarnenez eaux profondes » (n°40), tant que celle-ci reste fermée.

Seules les opérations de lavage des coquillages, sans immersion, sont possibles.

Compte tenu des risques associés, cette interdiction est également applicable pour l'eau de mer qui aurait été pompée dans cette zone depuis le 19 mars 2024 et stockée dans les bassins et réserves des établissements. Les coquillages qui seraient déjà immergés dans cette eau sont considérés comme contaminés et ne peuvent être commercialisés pour la consommation humaine.

Ces coquillages peuvent cependant être ré immergés sans délai dans la zone fermée en attente de sa réouverture, sous réserve de l'accord de Direction départementale de la protection des populations. A défaut, ces coquillages doivent être détruits (sous-produits de catégorie 2).

### Article 3.2 Mesures particulières

Les établissements, qui peuvent justifier auprès de la direction départementale de la protection des populations un approvisionnement en eau de mer non contaminée (du fait par exemple des dates et lieux de pompage), peuvent continuer à commercialiser des coquillages qui proviennent soit de zones ouvertes soit de la zone fermée mais « mis à l'abri » avant la période de toxicité retenue.

## ARTICLE 4 : EXCLUSIONS

Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas aux activités des écloséries et aux transferts de naissains et juvéniles. Les opérations nécessaires à l'élevage (tri, pré-calibrage, ...) restent possibles sur les parcs ou dans les ateliers conchylicoles.

## ARTICLE 5 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, soit par voie postale (3, Contour de la Motte, CS 44416, 35 044 Rennes Cedex) ou par l'application télécours accessible par le site internet <https://www.telercours.fr>



## ARTICLE 6 : ABROGATION

L'arrêté préfectoral n° 29-2023-04-06-00001 du 06 avril 2023 est abrogé.

## ARTICLE 7

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, la sous-préfète de l'arrondissement de Châteaulin, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur départemental des territoires et de la mer adjoint délégué à la mer et au littoral, le délégué départemental de l'agence régionale de santé, le commandant du groupement de gendarmerie du Finistère et les maires des communes de Crozon, Telgruc-sur-Mer, Argol, Saint Nic, Plomodiern, Ploeven, Plonevez Porzay, Kerlaz, Douarnenez, Poullan-sur-Mer et Beuzec-Cap-Sizun sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Fait à Quimper, le 21 mars 2024

Pour le préfet et par délégation,  
le directeur départemental  
de la protection des populations,  
par empêchement, la cheffe de service

*signé*

Aline SCALABRINO

**ARRÊTÉ DU 21 MARS 2024**

**PORTANT INTERDICTION TEMPORAIRE DE LA PÊCHE, DU RAMASSAGE, DU  
TRANSFERT, DE LA PURIFICATION, DE L'EXPÉDITION, DE LA DISTRIBUTION, DE LA  
COMMERCIALISATION DE TOUS COQUILLAGES AINSI QUE DU POMPAGE DE L'EAU  
DE MER À DES FINS AQUACOLES PROVENANT DE LA ZONE MARINE  
« BAIE DE DOUARNENEZ ESTRAN » N°40.**

**LE PRÉFET DU FINISTÈRE**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires notamment son article 19 ;

**VU** le règlement n°853/2004 du 29 avril 2004 du Parlement européen et du Conseil fixant les règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées d'origine animale ;

**VU** le règlement n°625/2017 du 15 mars 2017 du Parlement européen et du Conseil concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation alimentaire et de la législation relative aux aliments pour animaux ainsi que des règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques ;

**VU** le règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n° 1774/2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux) ;

**VU** le code rural et de la pêche maritime, notamment son article L. 232-1 ainsi que la partie réglementaire du livre IX ;

**VU** le code de la santé publique ;

**VU** le décret n° 84-428 du 5 juin 1984 relatif à la création, à l'organisation et au fonctionnement de l'institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** l'arrêté du 6 novembre 2013 relatif au classement, à la surveillance et à la gestion sanitaire des zones de production et des zones de reparcage de coquillages vivants ;

**VU** l'arrêté du 6 novembre 2013 fixant les conditions sanitaires de transfert et de traçabilité des coquillages vivants ;

**VU** l'arrêté du 6 novembre 2013 fixant les tailles maximales des coquillages juvéniles récoltés en zone C et les conditions de captage et de récolte du naissain en dehors des zones classées ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°29-2023-06-20-0003 du 20 juin 2023 portant classement de salubrité et surveillance sanitaire des zones de production de coquillages vivants dans le département du Finistère ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°29-2023-08-21-00019 du 21 août 2023 donnant délégation de signature à Monsieur François POUILLY, directeur départemental de la protection des populations du Finistère ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°29-2023-08-30-00005 du 30 août 2023 donnant subdélégation de signature à des fonctionnaires de la direction départementale de la protection des populations du Finistère ;

**VU** le bulletin d'alerte REPHYTOX diffusé par l'IFREMER le 21 mars 2024.

**CONSIDÉRANT** que les résultats des analyses effectuées par LABOCEA sur les tellines prélevées le 19 mars 2024 au point « Kervel » dans la zone « Baie de Douarnenez estran » n°40 ont démontré leur toxicité par présence de toxines amnésiantes (ASP) à un taux de 26,29 mg d'équivalent AD / kg de chair de coquillage supérieur au seuil sanitaire réglementaire fixé à 20 mg d'équivalent AD / kg de chair de coquillage par le règlement (CE) 853/2004, et que ces coquillages sont donc susceptibles d'entraîner un risque pour la santé humaine en cas d'ingestion ;

**CONSIDÉRANT** que les toxines de type ASP sont très dangereuses pour la santé humaine ;

**SUR** avis de Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer ;

**SUR** avis de l'Agence régionale de santé ;

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur départemental de la protection des populations ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1<sup>ER</sup> : FERMETURE DE LA ZONE**

Sont provisoirement interdits, à partir du 21 mars 2024, la pêche maritime professionnelle et récréative, le ramassage, le transfert, la purification, l'expédition, la distribution et la commercialisation de tous les coquillages en provenance du secteur délimité comme suit :

- **Estran de la Baie de Douarnenez** du Cap de la Chèvre (Crozon) à la pointe de Beuzec (commune de Beuzec-Cap-Sizun) ;

Incluant la zone de production « Estran Baie de Douarnenez » n°29.05.040.

## ARTICLE 2 : MESURES DE RETRAIT DES COQUILLAGES CONCERNÉS

Tous les coquillages récoltés et/ou pêchés dans la zone « Baie de Douarnenez estran » n°40 depuis le 19 mars 2024, date du prélèvement ayant révélé leur toxicité, sont considérées comme impropres à la consommation humaine.

Tout professionnel qui a depuis cette date commercialisé ces espèces de coquillages, doit engager immédiatement sous sa responsabilité leur retrait/rappel du marché en application de l'article 19 du règlement (CE) n°178/2002, et en informer la Direction départementale de la protection des populations. Ces produits doivent être détruits, selon les modalités fixées par le règlement (CE) n° 1069/2009.

## ARTICLE 3 : UTILISATION DE L'EAU DE MER PROVENANT DE LA ZONE FERMÉE

### Article 3.1. Mesures générales

Il est interdit d'utiliser pour l'immersion des coquillages et quelles que soient leurs provenances, l'eau de mer provenant de la zone « Baie de Douarnenez estran » (n°40), tant que celle-ci reste fermée.

Seules les opérations de lavage des coquillages, sans immersion, sont possibles.

Compte tenu des risques associés, cette interdiction est également applicable pour l'eau de mer qui aurait été pompée dans cette zone depuis le 19 mars 2024 et stockée dans les bassins et réserves des établissements. Les coquillages qui seraient déjà immergés dans cette eau sont considérés comme contaminés et ne peuvent être commercialisés pour la consommation humaine.

Ces coquillages peuvent cependant être ré immergés sans délai dans la zone fermée en attente de sa réouverture, sous réserve de l'accord de Direction départementale de la protection des populations. A défaut, ces coquillages doivent être détruits (sous-produits de catégorie 2).

### Article 3.2 Mesures particulières

Les établissements, qui peuvent justifier auprès de la direction départementale de la protection des populations un approvisionnement en eau de mer non contaminée (du fait par exemple des dates et lieux de pompage), peuvent continuer à commercialiser des coquillages qui proviennent soit de zones ouvertes soit de la zone fermée mais « mis à l'abri » avant la période de toxicité retenue.

## ARTICLE 4 : EXCLUSIONS

Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas aux activités des écloséries et aux transferts de naissains et juvéniles. Les opérations nécessaires à l'élevage (tri, pré-calibrage, ...) restent possibles sur les parcs ou dans les ateliers conchylicoles.

## ARTICLE 5 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Rennes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, soit par voie postale (3, Contour de la Motte, CS 44416, 35 044 Rennes Cedex) ou par l'application télécours accessible par le site internet <https://www.telercours.fr>

## ARTICLE 6

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, la sous-préfète de l'arrondissement de Châteaulin, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur départemental des territoires et de la mer adjoint délégué à la mer et au littoral, le délégué départemental de l'agence régionale de santé, le commandant du groupement de gendarmerie du Finistère et les maires des communes de Crozon, Telgruc-sur-Mer, Argol, Saint Nic, Plomodiern, Ploeven, Plonevez Porzay, Kerlaz, Douarnenez,

Poullan-sur-Mer et Beuzec-Cap-Sizun sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Fait à Quimper, le 21 mars 2024

Pour le préfet et par délégation,  
le directeur départemental  
de la protection des populations,  
par empêchement, la cheffe de service

*signé*

Aline SCALABRINO

ARRÊTÉ DU 18 MARS 2024

approuvant la convention de transfert de gestion  
pour une dépendance du domaine public maritime destinée à l'accès unique de 5 propriétés,  
d'un parking et d'une cale de mise à l'eau au lieu dit «Pors ar Vil» sur le littoral de la commune  
de Plougastel-Daoulas.

Le préfet du Finistère  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L. 2121-1, L. 2122-1, L. 2123-3 à L. 2123-6, R. 2123-9 à R. 2123-14, R. 2124-56, R. 2125-1 et suivants,
- VU le code du domaine de l'État,
- VU le code de l'environnement, notamment l'article L. 219-7
- VU le code général des collectivités territoriales,
- VU le plan d'action pour le milieu marin de la sous-région marine Nord Atlantique-Manche Ouest,
- VU la délibération du conseil municipal de Plougastel Daoulas, du 15/12/2022, sollicitant auprès de l'État l'autorisation d'occuper une dépendance du domaine public maritime au lieu-dit « Pors ar Vil », afin de régulariser une dépendance de 3050 m<sup>2</sup> constituée d'une voie d'accès, d'un enrochement, un parking et d'une cale de mise à l'eau.
- VU l'avis conforme du préfet maritime de l'Atlantique du 11/01/2024,
- VU l'avis conforme du commandant de la zone maritime de l'Atlantique en application de sa note n° 0-3104-2023 du 31 janvier 2023
- VU l'avis du maire de la commune de Plougastel-Daoulas réputé conforme du 12/02/2024,
- VU l'avis et la décision du directeur départemental des finances publiques du Finistère/service local du Domaine du Finistère fixant, en l'espèce, le montant de la redevance domaniale.
- VU l'avis du responsable de l'unité du service aménagement, unité d'application du droit des sols du 12/01/2024,
- VU la convention de transfert de gestion acceptée par le maire de Plougastel-Daoulas, le 29/02/2024,

CONSIDÉRANT que l'activité projetée sur le domaine public maritime est compatible avec les objectifs environnementaux du plan d'action pour le milieu marin de la sous-région marine Nord Atlantique, Manche Ouest.

CONSIDERANT que l'installation, les aménagements publics sont existants.

CONSIDERANT qu'un transfert de gestion est adapté à la gestion d'ouvrages ayant vocation à l'accès de 5 propriétés et qu'il s'agit d'une opération présentant un caractère d'intérêt général,

SUR proposition du directeur départemental des territoires et de la mer ;

## ARRETE

### Article 1 :

La présente décision approuve la convention de transfert de gestion du 18 mars 2024 et dont les limites sont définies au plan de masse qui demeure annexé à ladite convention.

### Article 2 :

Le transfert de gestion susvisé est consenti aux clauses et conditions de la convention ci-jointe qui demeurera annexée à la présente décision.

Il ne vaut que pour l'objet défini dans ladite convention.

### Article 3 :

Le présent acte peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour le bénéficiaire ou à compter de sa publication pour les tiers intéressés :

- d'un recours gracieux auprès du préfet du Finistère ou hiérarchique auprès du ministre compétent ; l'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception par l'autorisation administrative vaut décision implicite de rejet ; la décision rejetant ce recours peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rennes, selon les voies citées ci-dessous, dans un délai de deux mois à compter de la réception d'une décision expresse ou de la date à laquelle naît une décision implicite ;
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Rennes, par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr>

### Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère, le maire de Plougastel-Daoulas sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fait l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère. Le document est consultable dans le service de la direction départementale des territoires et de la mer.

En outre, cet arrêté doit être publié par voie d'affichage durant 15 jours en mairie, certifié par le maire.

A Quimper, le 18 mars 2024  
Pour le préfet et par délégation,  
le chef du service du littoral,

SIGNE

Philippe LANDAIS

### Destinataires :

- Commune ou communauté de communes de Plougastel-Daoulas, bénéficiaire de la convention
- Direction départementale des finances publiques du Finistère/service local du Domaine
- Direction interrégionale de la mer – Nord Atlantique – Manche Ouest/Division infrastructures et équipements de sécurité maritime/subdivision des phares et balises de Brest
- Direction départementale des territoires et de la mer/délégation à la mer et au littoral/pôle littoral et affaires maritimes de Brest-Morlaix
- Direction départementale des territoires et de la mer/délégation à la mer et au littoral/ service du littoral

Annexe : convention

Convention de transfert de gestion établie entre l'État et la commune de Plougastel-Daoulas sur une dépendance du domaine public maritime destinée à l'accès unique de 5 propriétés et d'une cale de mise à l'eau au lieu-dit « PORS AR VIL » sur le littoral de la commune de Plougastel-Daoulas.

Entre

L'État, représenté par le préfet du Finistère, concédant et la commune de Plougastel-Daoulas, SIRET : 21290189600010, sis 1 rue Jean Fournier 29470 PLOUGASTEL-DAOULAS, désignée par la suite sous le nom du bénéficiaire, représenté par monsieur CAP Dominique, en qualité de maire.

### TITRE I : Objet, nature et durée du transfert de gestion

#### ARTICLE 1-1 : Objet

La présente convention a pour objet de fixer les clauses et conditions d'octroi au bénéficiaire, d'un transfert de gestion d'une dépendance du domaine public maritime d'une superficie totale de 3050 m<sup>2</sup> au lieu-dit « Pors ar Vil » entre l'état et la commune de Plougastel-Daoulas, sur le littoral de la commune de Plougastel-Daoulas.

Le plan de localisation et le tableau des coordonnées géo-référencées du transfert de gestion susvisé figurent, respectivement en annexes 2 et 3 de la présente convention.

Le transfert de gestion concerne l'occupation du domaine public maritime d'une voie soutenue et renforcée par un enrochement et un parking situé au lieu dit « Pors ar Vil », destinée à l'accès unique de 5 propriétés et d'une cale de mise à l'eau.

La présente convention ne vaut pas pour les études et travaux préparatoires liés à l'objet du transfert de gestion.

#### ARTICLE 1-2 : Nature

Le transfert de gestion est accordé à titre précaire et révocable.

Le bénéficiaire est réputé bien connaître la consistance de la dépendance qui ne peut être utilisée pour un usage autre que celui mentionné à l'article susvisé.

Le bénéficiaire est gestionnaire de la dépendance susvisée. Il doit en assurer une gestion conforme aux règles applicables à son propre domaine public de même destination.

Le transfert de gestion n'est pas constitutif de droits réels au sens des articles L. 2122-6 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques.

#### ARTICLE 1-3 : Durée

Le présent transfert de gestion subsiste tant que l'État n'exerce pas son droit de révocation ou qu'il présente une utilité pour le bénéficiaire et que les termes de la convention sont respectés.

### TITRE II : Conditions générales

#### Article 2-1 : Dispositions générales

1. Le bénéficiaire est tenu de se conformer :

- aux lois, règlements et règles existants ou à intervenir, en obtenant notamment les autorisations qui y sont exigées.
- aux prescriptions relatives à la lutte contre les risques de pollutions et de nuisances de toutes sortes pouvant résulter non seulement de l'exécution des travaux mais aussi de l'exploitation de la dépendance.



- aux mesures qui lui sont prescrites pour la signalisation des ouvrages maritimes donnant accès à la dépendance. Ces mesures n'ouvrent droit à aucune indemnité au profit du bénéficiaire.
2. Le bénéficiaire s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour donner en tout temps, libre accès en tout point aux agents des différents services de l'État chargés du contrôle de la présente convention.
  3. Le bénéficiaire doit préserver la continuité de circulation du public sur le rivage.
  4. La circulation et le stationnement des véhicules terrestres à moteur sont interdits sur le domaine public maritime en dehors des limites des ouvrages faisant l'objet de la présente convention.
  5. Le bénéficiaire n'est fondé à élever aucune réclamation dans le cas où l'établissement et l'exploitation d'autres ouvrages, constructions ou installations seraient autorisés à proximité de ceux faisant l'objet de la présente convention.
  6. En aucun cas, la responsabilité de l'État ne peut être recherchée par le bénéficiaire, pour quelque cause que ce soit, en cas de dommages causés aux tiers, à la dépendance ou de gêne apportée à son exploitation par des tiers, notamment en cas de pollution des eaux de la mer.
  7. Le bénéficiaire ne peut élever contre l'État aucune réclamation liée au trouble résultant soit de mesures temporaires d'ordre public et de police, soit de travaux exécutés par l'État sur le domaine public.

#### Article 2-2 : Risques divers

Le bénéficiaire répond des risques divers (incendie, etc.) liés à l'occupation ou l'utilisation de la dépendance notamment aux ouvrages, constructions, installations, matériels s'y trouvant. Il garantit l'État contre le recours des tiers.

#### Article 2-3 : Prescriptions spécifiques à la zone Nord Atlantique-Manche Ouest

Le littoral de la Manche ouest et de l'Atlantique a fait l'objet de minages défensifs et de bombardements durant la seconde guerre mondiale. A ce titre, la problématique d'une possible pollution pyrotechnique du site doit être prise en compte.

Tout site concerné par une AOT qui n'est habituellement pas utilisé pour des activités militaires, pourra toujours l'être par les unités de la Marine nationale en mission de protection des personnes et des biens ou de défense du territoire.

### TITRE III :

#### Travaux et entretien de la dépendance

##### Article 3-1 : Mesures préalables

Lors des travaux, des opérations techniques de visite et d'entretien exécutés dans le cadre du transfert de gestion, le bénéficiaire informe le service gestionnaire du domaine public maritime :

- avec un préavis minimum de 15 jours, des jours d'intervention notamment afin de pouvoir effectuer des contrôles,
- au moins 48 h avant, du début et de la fin des travaux notamment sur l'estran afin qu'il puisse s'assurer de la remise en état du site.

De plus, toute découverte de biens culturels maritimes gisant à la surface des fonds sous-marins ou enfouis doit être signalée, dans les délais réglementaires, aux autorités compétentes.

Pour les travaux et les opérations nécessitant la circulation et le stationnement de véhicules à moteur sur le domaine public maritime :

- au moins un mois avant le début de ces travaux, l'entreprise retenue pour les réaliser doit solliciter une autorisation de circuler et stationner avec un ou des véhicules terrestres à moteur sur le domaine public maritime auprès du service gestionnaire du domaine public maritime. Cette demande doit en outre comporter les renseignements suivants : dates et heures d'intervention, accès empruntés, nombre et type de véhicules et leur immatriculation, nom de la personne responsable du chantier ainsi que son numéro de téléphone,

##### Article 3-2 : Travaux

Tous les travaux doivent être exécutés conformément aux projets approuvés, en matériaux de bonne qualité mis en œuvre suivant les règles de l'art.

Les travaux ne doivent pas présenter de danger pour les tiers.

Le bénéficiaire est tenu de soumettre à l'agrément du service gestionnaire du domaine public maritime et de la préfecture maritime de l'Atlantique, en vue de leur approbation, les projets d'interventions sur la dépendance sans que cet agrément puisse en aucune manière engager la responsabilité de l'État. Ces projets doivent comprendre tous les plans, dessins, mémoires explicatifs nécessaires pour définir les travaux envisagés et préciser leur mode d'exécution.

Le service gestionnaire du domaine public maritime et la préfecture maritime de l'Atlantique peuvent prescrire les éventuelles modifications nécessaires à la bonne gestion du domaine public maritime.

L'agrément des projets est tacite en cas de défaut de réponse dans le délai de 2 mois.

#### Article 3-3 : Entretien

Le bénéficiaire est tenu d'entretenir dans les règles de l'art la dépendance ainsi que les ouvrages, constructions et installations se rapportant à la présente convention. A défaut, il peut y être pourvu d'office après mise en demeure restée sans effet dans les délais prescrits et à la diligence du service gestionnaire du domaine public maritime, aux frais, risques et périls du bénéficiaire.

Les travaux d'entretien doivent faire l'objet d'une déclaration adressée au service gestionnaire du domaine public maritime et à la préfecture maritime de l'Atlantique, et répondre à ses leurs prescriptions.

#### Article 3-4 : Réparation des dommages causés au domaine public maritime

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux et des opérations d'entretien, le bénéficiaire est tenu d'enlever les dépôts de toute nature, ainsi que les ouvrages provisoires, et de réparer immédiatement les dommages qui peuvent être causés au domaine public maritime ou à ses dépendances, en se conformant, le cas échéant, aux instructions qui lui sont données par le service gestionnaire du domaine public maritime.

En cas d'inexécution, il peut y être pourvu d'office et à ses frais, risques et périls, et après mise en demeure restée sans effet dans les délais prescrits et à la diligence du service gestionnaire du domaine public maritime.

### TITRE IV : Terme mis au transfert de gestion

#### Article 4-1 : Remise en état des lieux et reprise de la dépendance

En cas d'absence de nouvelle autorisation, en cas de révocation ou de résiliation de la présente convention, le bénéficiaire doit, à ses frais et après en avoir informé l'État, remettre les lieux en leur état naturel. Toute trace d'occupation (ouvrages, constructions, installations, etc.) doit être enlevée, qu'elle soit ou non du fait du bénéficiaire.

Faute pour le bénéficiaire d'y pourvoir, il y est procédé d'office et à ses frais par l'État, après mise en demeure restée sans effet, après procédure de contravention de grande voirie.

Toutefois l'État peut, s'il le juge utile, exiger le maintien partiel ou total des ouvrages, constructions, installations, etc. ; ces derniers doivent alors être remis en parfait état par le bénéficiaire et deviennent la propriété de l'État sans qu'il y ait lieu à indemnité à ce titre, ni à passation d'un acte pour constater ce transfert. L'État se trouve alors subrogé dans tous les droits du bénéficiaire. Il entre immédiatement et gratuitement en leur possession.

#### Article 4-2 : Révocation du transfert de gestion prononcée par l'État

##### a) Révocation dans un but d'intérêt général

A quelque époque que ce soit, l'État a le droit de retirer le transfert de gestion dans un but d'intérêt général se rattachant à la conservation ou à l'usage du domaine public maritime moyennant un préavis minimal de six mois.

Dans ce cas, il est dressé contradictoirement la liste des divers ouvrages, constructions voire installations à caractère immobilier ayant fait l'objet des déclarations prévues au titre « travaux et entretien de la dépendance ».

##### b) Revocation pour inexécution des clauses de la convention

Le transfert de gestion peut être révoqué, sans indemnisation, un mois après une mise en demeure par simple lettre recommandée restée sans effet en cas d'inexécution des clauses et conditions de la présente convention. Dans ce cas-là, les dispositions de l'article « remise en état des lieux et reprise de la dépendance » s'appliquent.

#### Article 4-3 : Résiliation à la demande du bénéficiaire

Le transfert de gestion peut être résilié avant l'échéance de la présente convention à la demande du bénéficiaire, après accord de l'État. Cette demande devra parvenir au service de la direction départementale des territoires et de la mer quatre mois au moins avant la date souhaitée.

À défaut, la redevance restera due pour l'année suivante.

Cette résiliation produit les mêmes effets que ceux prévus à l'article « remise en état des lieux et reprise de la dépendance ».

### TITRE V : Conditions financières

## Article 5-1 : Redevance domaniale et indemnités dues à l'État

### **Montant de la redevance**

La présente superposition d'affectation du domaine public n'appelle pas d'observation particulière et peut être consentie à titre gratuit par application de l'article L 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

Il est observé que toute nouvelle occupation du site pour une activité à caractère économique doit être soumise à l'agrément du service gestionnaire du domaine public maritime au moins deux mois à l'avance.

Dans l'hypothèse où une taxe foncière serait émise, celle-ci sera à la charge du demandeur.

### **Impôts et taxes**

Le bénéficiaire de l'autorisation s'engage à acquitter tous les impôts et taxes dont il est redevable concernant les terrains, aménagements et installations présents sur le domaine public.

### **Traitement des données à caractère personnel (à faire figurer impérativement dans le titre d'occupation délivré à l'occupant)**

Les données à caractère personnel de l'occupant font l'objet d'un traitement informatisé mis en œuvre par la direction de l'immobilier de l'État de la direction générale des finances publiques (DGFIP), située au 120 rue de Bercy 75772 PARIS, en sa qualité de responsable de traitement, dans le cadre de l'exécution des missions d'intérêt public qu'elle assure.

Elles sont traitées afin de gérer des dossiers d'occupation du domaine de l'État et redevances associées de toute nature.

A ce titre, les catégories de données personnelles traitées sont les suivantes :

- les données liées à son identité et ses coordonnées ;
- les données à caractère économique et financier.

Ces données sont obtenues directement auprès de l'occupant ou le cas échéant auprès du gestionnaire du domaine.

Elles sont transmises aux agents habilités de la DGFIP dans le cadre de leurs missions.

Les données à caractère personnel de l'occupant sont conservées 5 ans à compter de la date de fin du titre d'occupation et 10 ans en archives.

Conformément au règlement général des données (RGPD) n°2016/679 et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative aux fichiers, à l'informatique et aux libertés, l'occupant dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, des données le concernant ainsi que du droit à la limitation du traitement.

Il peut exercer des droits en contactant la boîte mail : [die.support-figaro@dgifp.finances.gouv.fr](mailto:die.support-figaro@dgifp.finances.gouv.fr)

Il a également la possibilité de contacter le délégué à la protection des données du ministère de l'économie, des finances et de la relance par voie électronique ([le-delegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.nouv.fr](mailto:le-delegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.nouv.fr)) ou par voie postale (139 rue de Bercy — Télédocus 332 — 75572 PARIS CEDEX 12).

Il est informé(e) que ces exceptions à l'exercice des droits précités sont susceptibles de s'appliquer, le cas échéant, il en sera dûment averti(e).

S'il estime que le traitement de ses données à caractère personnel n'est pas conforme aux dispositions légales et réglementaires, il dispose, du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale Informatique et Liberté (CNIL).

## Article 5-2 : Frais de construction et d'entretien

Tous les frais de modification et d'entretien de la dépendance ainsi que ceux liés à sa signalisation maritime, et d'enlèvement des divers matériaux sont à la charge du bénéficiaire. Sont également à sa charge les frais des travaux qu'il sera éventuellement autorisé à exécuter sur les ouvrages du domaine public maritime, notamment les raccordements à la voie publique et le rétablissement éventuel des accès à la mer à l'extérieur du transfert de gestion.

## Article 5-3 : Indemnités dues à des tiers

Le bénéficiaire a à sa charge, sauf recours contre qui de droit, toutes les indemnités qui peuvent être dues à des tiers en raison de travaux, de la présence des ouvrages, constructions ou installations, objets de la présente convention.

## Article 5-4 : Impôts

Le bénéficiaire supporte seul la charge de tous les impôts et notamment des taxes foncières, auxquels peut être assujéti le transfert de gestion.

Le bénéficiaire est tenu en outre, le cas échéant, de souscrire lui-même la déclaration des constructions nouvelles prévues à l'article 1406 du code général des impôts pour bénéficier, s'il y a lieu, de l'exonération temporaire des impôts fonciers.

## TITRE VI : Mesures environnementales

## Article 6-1 : Contraintes relatives à la qualité des eaux

Il est interdit de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux superficielles, souterraines ou les eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales, directement ou indirectement, une ou des substances quelconques dont l'action ou les réactions entraînent, même provisoirement, des effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la flore ou à la faune ou des modifications significatives du régime normal d'alimentation en eau ou des limitations d'usage des zones de baignade. Les produits et matériaux anti-fouling utilisés doivent respecter les normes en vigueur. Il est prévu la tenue d'un registre dans lequel le bénéficiaire indique la dénomination des produits utilisés, le nom du fabricant, les quantités utilisées, la composition chimique (avec liste complète des biocides et leur taux de relargage dans le milieu naturel) ainsi que la périodicité et les modalités de pose de ces produits.

#### TITRE VII : Dispositions diverses

##### Article 7-1 : Mesures de police

Les mesures de police qui sont nécessaires dans l'intérêt de la conservation de la dépendance, de la sécurité publique et du bon ordre public sont prises par le préfet ou son représentant, le bénéficiaire entendu.

##### Article 7-2 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### TITRE VIII : Approbation de la convention

##### Article 7 8 : Approbation

La présente convention doit faire l'objet d'un arrêté préfectoral d'approbation, et lui être annexée.

Vu et accepté

A Plougastel-Daoulas, le 29/02/2024

Le maire,

SIGNE

Dominique CAP

A Quimper, le 18/03/2024

Le préfet du Finistère

pour le préfet et par délégation,

le chef du service du littoral

SIGNE

*Philippe LANDAIS*



**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

Direction  
Départementale des  
Territoires et de la Mer

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**POUGASTEL DAOULAS**

**Transfert de gestion Pors  
ar Vil**

**Cale, enrochements et  
chaussée**

**Annexe 2 : Plan de masse**

Vu et accepté, à Quimper, le  
Pour l'Etat, le chef du service littoral,

Philippe LANDAIS

Vu et accepté, à Plougastel-Daoulas, le  
Pour le bénéficiaire, le maire

Dominique CAP

**CADASTRE**

Avertissem  
d'usage ( o )

**Propriétaires de terrains (2022)**

Commune



Annexe 3 : Tableau des coordonnées géo-référencées du transfert de gestion, en projection Lambert 93

Convention de transfert de gestion établie entre l'état et la commune de Plougastel Daoulas sur une dépendance du domaine public maritime destinée à l'accès unique de 5 propriétés et d'une cale de mise à l'eau au lieu dit « PORS AR VIL » sur le littoral de la commune de Plougastel Daoulas.

	X	Y
1	152747,17	6834818,16
2	152739,18	6834817,74
3	152685,046	6834793,36
4	152680,839	6834801,654
5	152687,633	6834817,113
6	152695,697	6834826,142
7	152704,972	6834830,765
8	152718,414	6834831,422
9	152730,266	6834836,358
10	152743,814	6834836,706
11	152758,875	6834845,87
12	152770,385	6834852,136
13	152781,383	6834856,96
14	152797,492	6834861,1
15	152810,146	6834862,911
16	152816,608	6834866,723
17	152818,706	6834864,81
18	152821,95	68348961,765
19	152833,92	6834862,622

Vu et accepté, à Quimper le  
Plougastel Daoulas le  
Pour l'état, le chef du service littoral,  
maire

Philippe LANDAIS

Vu et accepté, à  
Pour le bénéficiaire, le

Dominique CAP



**PLOUGASTEL-DAOULAS**

**Transfert de gestion Ports ar Vil**

**Cale, enrochements et  
chaussée  
Annexe 1 : Plan de  
situation**

Vu et accepté, à Quimper, le  
Pour l'Etat, le chef du service littoral,

Philippe LANDAIS

Vu et accepté,  
à Plougastel-Daoulas, le  
Pour le bénéficiaire, le maire

Dominique CAP

**MARITIME**

**Navigation maritime**

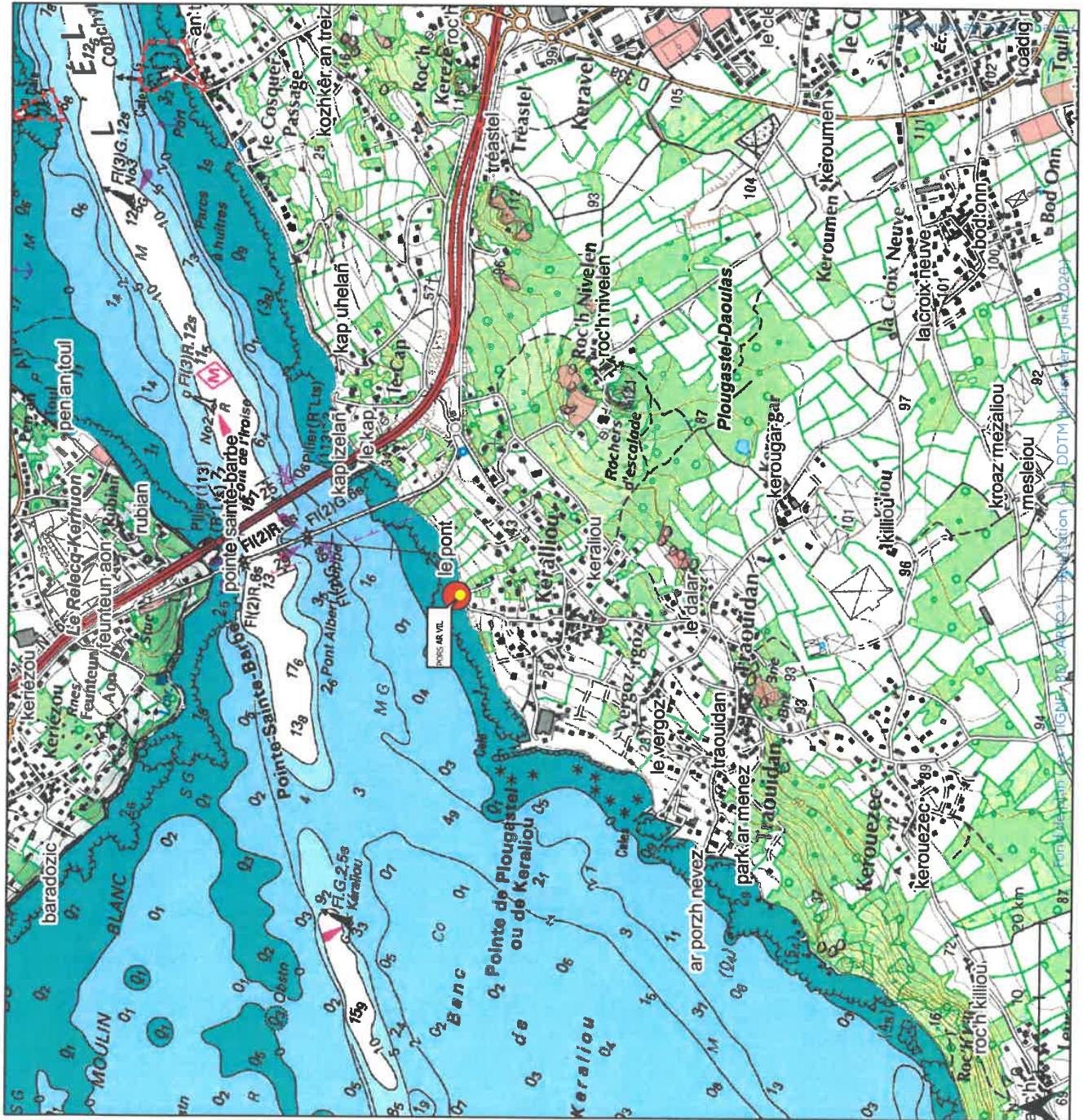
Ports (délimitation)

**CADASTRE**

Propriétaires de terrains (2022)

Commune

Avertissement  
d'usage ( 0)









**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires et de la mer**

**ARRÊTÉ DU 19 FÉVRIER 2024**  
portant dérogation aux dispositions des articles L.411-1 et L.411-2  
du Code de l'environnement

Dérogation pour destruction de sites de reproduction ou d'aires de repos  
d'espèces animales protégées,

dans le cadre des travaux de démolition de bâtiments sur la commune de Brest

**LE PRÉFET DU FINISTÈRE**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le Code de l'environnement, notamment ses articles L.411-1 et suivants et R.411-1 à R.411-14 ;

**VU** l'arrêté interministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L.411-2 du Code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

**VU** l'arrêté interministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**VU** l'arrêté du 17 mai 2018 portant création d'un traitement de données à caractère personnel relatif au versement ou à la saisie de données brutes de biodiversité dénommé « dépôt légal de données de biodiversité » ;

**VU** la demande de dérogation au régime de protection des espèces reçue le 4 juillet 2023, complétée le 19 septembre 2023, de Brest Métropole Habitat, dans le cadre des travaux de renouvellement urbain de l'îlot d'Alembert, 13, rue Mathieu Donnart à Brest ;

**VU** l'avis tacite favorable du Conseil scientifique régional du patrimoine naturel en date du 19 novembre 2023 ;

**VU** l'absence d'observation émise sur le portail internet des services de l'État lors de la procédure de participation du public à l'élaboration des décisions ayant une incidence sur l'environnement qui s'est tenue du 26 janvier au 10 février 2024 inclus ;

**CONSIDÉRANT** que le projet entre dans le cadre des dispositions des 1° et 3° de l'article L.411-1 du Code de l'environnement, interdisant notamment la destruction, l'altération ou la dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'animaux d'espèces animales protégées ;

**CONSIDÉRANT** que le pétitionnaire est, dès lors, tenu de solliciter une dérogation aux interdictions susvisées, sur le fondement du 4° de l'article L.411-2 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que ce projet répond à des raisons impératives d'intérêt public majeur par la nécessité, d'intervenir sur des bâtiments vétustes, dégradés où la présence d'amiante est avérée, qui ne peuvent en l'état être rénovés ;

2, boulevard Finistère  
CS 96018 - 29325 QUIMPER Cedex  
Tél : 02 98 76 52 00  
[www.finistere.gouv.fr](http://www.finistere.gouv.fr)

**CONSIDÉRANT** que le programme de renouvellement urbain, sur une surface actuellement artificialisée contribuera à respecter les obligations de réduction de l'étalement urbain en recyclant une friche industrielle ;

**CONSIDÉRANT** qu'il ressort du dossier dont dispose l'administration qu'aucune solution alternative ne permettrait de répondre de manière plus satisfaisante, à la fois aux enjeux de préservation de la biodiversité et des habitats d'espèces animales protégées concernées ;

**CONSIDÉRANT** l'impossibilité de conserver les nids existants, compte-tenu de la démolition programmée des bâtiments ;

**CONSIDÉRANT** que les travaux présentés dans le dossier, résultent d'une méthodologie basée sur l'évitement et, pour les impacts ne pouvant être évités, sur des mesures réductrices, de compensation et d'accompagnement ;

**CONSIDÉRANT** que la pérennité de ces mesures est garantie par la mise en place d'un suivi de leur réalisation et de leur efficacité ;

**CONSIDÉRANT** dès lors, qu'il y a lieu de délivrer une dérogation portant sur l'espèce Goéland argenté, sous réserve de la mise en œuvre, par le détenteur de la dérogation, de mesures de réduction, de compensation et d'accompagnement, afin de limiter l'impact sur les espèces visées ;

**CONSIDÉRANT** que la présente dérogation ne nuit pas au maintien dans un état de conservation favorable des populations de ces espèces dans leur aire de répartition naturelle, compte-tenu des mesures prescrites dans le présent arrêté ;

**SUR** la proposition du Directeur départemental des territoires et de la mer,

## **ARRÊTE**

### **TITRE I – Objet de la dérogation**

#### **ARTICLE 1 – Identité du bénéficiaire**

Le bénéficiaire de la présente dérogation est Brest Métropole Habitat.

#### **ARTICLE 2 – Objet de l'autorisation**

La présente autorisation pour la réalisation des travaux de démolition des bâtiments constituant l'îlot d'Alembert sur la commune de Brest tient lieu de dérogation aux interdictions de destruction d'habitats d'espèces animales protégées au titre de l'article L.411-2 du Code de l'environnement, ci-après dénommée « dérogation espèces protégées ».

#### **ARTICLE 3– Périmètre de la dérogation**

La dérogation s'applique dans le périmètre défini dans le dossier de demande de dérogation 13, rue Mathieu Donnart sur la commune de Brest.

### **TITRE II – Dispositions générales**

#### **ARTICLE 4 – Conformité au dossier de demande de dérogation « espèces protégées » et modification**

Les travaux, objets de la présente autorisation, sont situés et réalisés conformément aux plans et contenus du dossier de demande de « dérogation espèces protégées » sans préjudice des dispositions

de la présente autorisation, des arrêtés complémentaires et des réglementations en vigueur, notamment celles relatives à l'environnement.

Toute modification substantielle, au sens de l'article R.411-10-1 du Code de l'Environnement, des conditions fixées qui relèvent de la « dérogation espèces protégées » est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute autre modification notable apportée au projet, intervenant dans les mêmes circonstances et pouvant avoir des incidences sur les espèces protégées doit être portée à la connaissance du préfet par le bénéficiaire avant sa réalisation avec tous les éléments d'appréciation.

Le préfet peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions de l'article L.411-2 du Code de l'Environnement à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

#### ARTICLE 5 – Début et fin des travaux

Le présent arrêté cesse de produire effet si les travaux visés à l'article 2 n'ont pas été mis en service ou réalisés dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai.

#### ARTICLE 6 – Durée de la dérogation

La présente dérogation est accordée pour la durée de l'ensemble des travaux et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2026, de façon à permettre de déroger aux interdictions énoncées à l'article 2.

#### ARTICLE 7 – Autres réglementations

La présente « dérogation espèces protégées » ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations ou accords requis par les réglementations autres que celles en application desquelles elle est délivrée.

### TITRE III – Prescriptions relatives à la dérogation au titre des espèces et des habitats d'espèces protégées

#### ARTICLE 8 – Nature de la dérogation

Le bénéficiaire visé à l'article 1 est autorisé, conformément au contenu du dossier de demande de dérogation et sous réserve des dispositions définies dans le présent arrêté, à déroger aux interdictions suivantes :

- destruction de sites de reproduction ou aires de repos d'espèces animales protégées pour l'espèce mentionnée ci-dessous :

*Larus argentatus* (Goéland argenté)

#### ARTICLE 9 – Conditions de la dérogation

La présente dérogation est délivrée sous réserve de la mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues au dossier de demande de « dérogation espèces protégées » et de celles prévues par le présent arrêté :

Une réunion de sensibilisation aux enjeux écologiques des personnels susceptibles d'intervenir sur le chantier est tenue préalablement au début des travaux et rappelée à chaque réunion de chantier.

## Article 9.1 mesures d'évitement / réduction

- **adaptation du calendrier au cycle biologique des espèces**

Les travaux se déroulent en dehors de la période du 1<sup>er</sup> avril au 31 août.

- **travaux de démolition**

Les bâtiments à démolir font l'objet d'une inspection par un écologue avant le début des travaux afin de s'assurer de l'absence d'individus notamment de chiroptères. En cas de présence avérée d'espèces protégées, une demande de dérogation est nécessaire pour la destruction de leur habitat.

## Article 9.2 – Mesures de compensation

- **mise en œuvre de mesures favorables à la biodiversité**

Le projet immobilier, construit ultérieurement sur le site, présentera des toitures et des aménagements favorable à la faune et la flore. Ces espaces sont gérés de façon extensive de manière à reconstituer sur le site des conditions favorables à la nidification des goélands. Les revêtements utilisés, notamment pour les toitures sont adaptés à la nidification des goélands et une rehausse est mise en place afin d'éviter la chute des juvéniles.

- **mise en place d'habitats favorables aux espèces liées au bâti**

Des gîtes artificiels adaptés à l'accueil de la faune du bâti (martinets noir, hirondelles, chiroptères) sont intégrés au projet immobilier.

L'ensemble des dispositifs et leurs emplacements sont validés par un écologue ou une association spécialisée avant leur mise en place qui fait l'objet d'un compte-rendu à la DDTM.

## Article 9.3 – Mesures d'accompagnement

- **proscription des opérations de stérilisations des œufs de Goélands argentés**

Les opérations de stérilisation des œufs de goélands argentés, autorisées jusqu'au 31 juillet 2024 sur l'ensemble du territoire de la commune de Brest par arrêté préfectoral n° 29-2022-01-12-00006 du 12 janvier 2022, sont interdites en 2024 dans un rayon de 200 m autour des bâtiments démolis à compter de la signature du présent arrêté et sur une durée minimale de 3 ans à compter de l'achèvement des travaux.

## Article 9.4– Modalités de suivis et de compte-rendus

Pour évaluer l'évolution de l'occupation du site, un suivi des mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement réalisé par un écologue, est mis en place dès le démarrage des travaux puis un suivi annuel pendant 5 ans.

Afin de vérifier l'efficacité des mesures prises, les suivis rendent compte de la présence, ou des indices de présence, des espèces objet de la présente dérogation et de la fonctionnalité des nouveaux habitats constitués.

Ils font apparaître les indicateurs d'efficacité des mesures.

Si le suivi prévu met en évidence une insuffisance des mesures attendues pour garantir le maintien dans un bon état de conservation des espèces protégées concernées, le bénéficiaire est tenu de proposer des mesures correctives et des mesures compensatoires complémentaires.

Le bénéficiaire de la présente dérogation soumet ces propositions au préfet du Finistère.

Le préfet peut fixer des prescriptions complémentaires.

Le maître d'ouvrage rend compte des mesures mentionnées dans le dossier de demande de dérogation, sous réserve des dispositions définies dans le présent arrêté, par un rapport complet, produit avant le 31 décembre de l'année des suivis mentionnés ci-dessus.

Le premier rapport de la série rend compte des actions réellement mises en œuvre, de leurs coûts, des difficultés rencontrées. Il fait apparaître une comparaison avant/après travaux des populations des espèces concernées par la dérogation.

Les années suivantes, il évalue l'efficacité de ces actions et intègre un récapitulatif des mesures de gestion et des résultats des suivis scientifiques.

Le rapport visé ci-dessus est transmis à :

- DDTM du Finistère – Service eau et biodiversité – Unité nature et forêt - 2 bd du Finistère - CS 96018 - 29325 QUIMPER – [ddtm-seb@finistere.gouv.fr](mailto:ddtm-seb@finistere.gouv.fr)
- DREAL de Bretagne – Service du patrimoine naturel - 10 Rue Maurice Fabre - 35000 Rennes – [spn.dreal-bretagne@developpement-durable.gouv.fr](mailto:spn.dreal-bretagne@developpement-durable.gouv.fr)

#### Article 9.5 – Transmission des données

– Localisation des mesures environnementales :

Le bénéficiaire de la présente dérogation fournit aux services de l'État en charge de la protection des espèces, les éléments nécessaires au respect des dispositions de l'article L.163-5 du code de l'environnement. Il transmet le fichier au format .zip de la mesure compensatoire (incluant la compression des fichiers .shx, .shp, .dbf, .prj, .qj), issu du fichier gabarit QGIS disponible auprès du service instructeur de la DDTM.

Une mise à jour des données de géolocalisation des mesures compensatoires est fournie par le bénéficiaire selon les modalités ci-dessus aux échéances suivantes une fois par an au minimum.

Les actualisations éventuelles relatives à la géolocalisation des sites sont assurées par le bénéficiaire et transmises annuellement avec le rapport de suivi prévu dans le présent arrêté.

– Transmission des données brutes de biodiversité :

Le bénéficiaire de la présente dérogation doit contribuer à l'inventaire du patrimoine naturel. Les résultats des suivis écologiques sont versés au moyen du téléservice mentionné au I de l'article L.411-1-A du Code de l'environnement, dans les conditions prévues par l'arrêté du 17 mai 2018 susvisé. Les jeux de données doivent être distincts selon les méthodes et protocoles d'acquisition de données naturalistes mises en œuvre.

Les données doivent être fournies avec une géolocalisation au point (non dégradée). Elles alimentent le système d'information sur la nature et les paysages (SINP) avec le statut de données publiques.

Le dépôt de ces données et leur publication se fait au plus tard le 31 janvier de l'année suivant l'obtention des données. Le bénéficiaire fournit le certificat de conformité de dépôt légal aux services de l'État en charge de la protection des espèces.

### TITRE IV – Dispositions légales

#### ARTICLE 10 – Droits de recours et informations des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le dossier de demande de dérogation portant sur des espèces protégées est consultable à la DDTM du Finistère, Service eau et biodiversité – Unité nature et forêt, 2 boulevard du Finistère, CS 96018, 29325 Quimper Cedex.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture, conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative.

Dans le même délai de deux mois à compter de sa notification, le bénéficiaire peut présenter un recours gracieux auprès du Préfet. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R.421-2 du Code de justice administrative. Cette décision implicite de rejet peut alors faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois.

La juridiction administrative peut être saisie par voie postale ou par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr>

#### ARTICLE 11 – Déclaration des incidents ou accidents

Dès qu'il en a connaissance, le bénéficiaire est tenu de déclarer au préfet les accidents ou incidents survenus sur le site concerné par la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux espèces protégées ou à leurs habitats.

Sans préjudice des mesures que peut prescrire le préfet, le bénéficiaire est tenu de prendre ou de faire prendre toutes les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire demeure responsable des accidents ou dommages causés par l'activité ou de l'exécution des travaux ou de l'aménagement.

#### ARTICLE 12 – Mesures de contrôles

La mise en œuvre des dispositions du présent arrêté peut faire l'objet de contrôles par les personnels habilités par le Code de l'environnement.

Le bénéficiaire est tenu de laisser accès aux agents chargés du contrôle dans les conditions prévues à l'article L.172-5 du Code de l'environnement.

Les agents peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté conformément à l'article L.172-11 du Code de l'environnement.

#### ARTICLE 13 – Sanctions administratives et pénales

Le non-respect des dispositions du présent arrêté peut donner lieu aux sanctions administratives prévues par les articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement.

Les infractions pénales aux dispositions du présent arrêté sont punies des peines prévues à l'article L.415-3 du Code de l'environnement.

#### ARTICLE 14 – Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires et de la mer, le chef du service départemental de l'Office français de la biodiversité, et la maire de la commune de Brest sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,

Signé

Alain ESPINASSE

ARRÊTÉ DU 21 MARS 2024  
PORTANT DÉROGATION AUX DISPOSITIONS DES ARTICLES L.411-1 ET L.411-2  
DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT.

Dérogation pour capture, enlèvement, perturbation intentionnelle d'espèces animales protégées, destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées dans le cadre des travaux d'aménagement d'un lotissement, des voiries et stationnements associés sur le secteur de Kerlagatu sur la commune de Quimper

LE PRÉFET DU FINISTÈRE  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**VU** le Code de l'environnement, notamment ses articles L.411-1 et suivants et R.411-1 à R.411-14 ;

**VU** l'arrêté interministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4<sup>o</sup> de l'article L.411-2 du Code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

**VU** l'arrêté interministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**VU** l'arrêté interministériel du 23 avril 2007 fixant les listes des mollusques protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**VU** l'arrêté interministériel du 8 janvier 2021 fixant les listes des amphibiens et des reptiles représentés sur le territoire métropolitain protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection ;

**VU** l'arrêté du 17 mai 2018 portant création d'un traitement de données à caractère personnel relatif au versement ou à la saisie de données brutes de biodiversité dénommé « dépôt légal de données de biodiversité » ;

**VU** la demande de dérogation au régime de protection des espèces en date du 28 juin 2023 de la SNC Kerlagatu, représentée par M. CHAUVET Vincent, Directeur associé, concernant les travaux d'aménagement et de lotissement sur le secteur de Kerlagatu à Quimper ;

**VU** l'avis favorable sous conditions du Conseil scientifique régional du patrimoine naturel en date du 16 octobre 2023 ;

**VU** l'avis du Conseil départemental du Finistère, gestionnaire de la route départementale n° 20 en date du 4 mars 2024 ;

**VU** les observations émises sur le portail internet des services de l'État lors de la procédure de participation du public à l'élaboration des décisions ayant une incidence sur l'environnement qui s'est tenue du 16 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2023 inclus ;

**CONSIDÉRANT** que le projet entre dans le cadre des dispositions des 1° et 3° de l'article L.411-1 du Code de l'environnement, interdisant notamment la destruction et la capture d'espèces animales protégées ainsi que la destruction de leurs sites de reproduction ou de leurs aires de repos ;

**CONSIDÉRANT** que le pétitionnaire est, dès lors, tenu de solliciter une dérogation aux interdictions susvisées, sur le fondement du 4° de l'article L.411-2 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la demande répond aux conditions d'octroi d'une dérogation à la protection des espèces de la faune et de la flore protégées ;

**CONSIDÉRANT** que le projet répond à des raisons impératives d'intérêt public majeur de nature sociale et économique en permettant, en continuité de l'urbanisation existante, la création d'une zone de mixité en matière de logements et en contribuant ainsi à satisfaire les besoins de la commune en termes de nouveaux logements sociaux ;

**CONSIDÉRANT** que le projet prévoit la construction de 67 logements dont 20 logements locatifs sociaux soit 30 % des logements construits ;

**CONSIDÉRANT** qu'il ressort du dossier dont dispose l'administration qu'aucune solution alternative ne permettrait de répondre de manière plus satisfaisante, à la fois aux enjeux de préservation de la biodiversité et des habitats d'espèces animales protégées concernées ;

**CONSIDÉRANT** que l'évolution du projet a permis d'intégrer les enjeux environnementaux connus notamment en tenant compte de la zone humide centrale en supprimant un lot pour permettre sa totale préservation ;

**CONSIDÉRANT** que la création de tout nouvel accès sur la route départementale n° 20 est interdite au PLU notamment pour des raisons de sécurité et d'impact environnemental ;

**CONSIDÉRANT** que cet axe routier supporte déjà un trafic de 1800 véhicules/jour dont la vitesse est, pour 85 % des véhicules, mesurée à 74 km/h au droit de l'opération impliquant, en termes de sécurité, une distance de visibilité minimale de 155 mètres pour tout nouvel accès ;

**CONSIDÉRANT** que la configuration en courbe de la voie et la présence de talus induisent une visibilité maximale en direction de Plomelin de 55 mètres et aucune visibilité en direction de Quimper ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions de sécurité sont insuffisantes pour permettre tout nouvel accès sur la route départementale notamment du fait de la configuration actuelle de la voie et de ses abords ;

**CONSIDÉRANT** que les talus et les haies bocagères séparant le projet de la route départementale constituent des éléments à préserver d'un point de vue paysager et d'un point de vue environnemental du fait qu'ils constituent un corridor écologique présentant des enjeux pour les espèces notamment en termes de déplacements en continuité de l'Espace boisé classé présent au sud-est;

**CONSIDÉRANT** que la desserte du programme immobilier est possible à partir du maillage des voies communales existantes « François Falc'hun » et « Jacques Thiézac » et prévue par les documents d'urbanisme opposables en vigueur sur le territoire communal ;

**CONSIDÉRANT** que les travaux présentés dans le dossier, résultent d'une méthodologie basée sur l'évitement et, pour les impacts ne pouvant être évités, sur des mesures réductrices et de compensation ;

**CONSIDÉRANT** que la pérennité de ces mesures est garantie par la mise en place d'un suivi de leur réalisation et de leur efficacité ;



**CONSIDÉRANT** dès lors, qu'il y a lieu de délivrer une dérogation portant sur les espèces visées à l'article 8, sous réserve de la mise en œuvre, par le détenteur de la dérogation, de mesures de réduction et de compensation, afin de limiter l'impact sur les espèces visées ;

**CONSIDÉRANT** que la présente dérogation ne nuit pas au maintien dans un état de conservation favorable des populations desdites espèces protégées dans leur aire de répartition naturelle, compte tenu des mesures prévues par le demandeur et de celles définies dans le présent arrêté,

**SUR** la proposition du directeur départemental des territoires et de la mer,

## **ARRÊTE**

### **TITRE I – Objet de la dérogation**

#### **ARTICLE 1er** – Identité du bénéficiaire

Le bénéficiaire de la présente dérogation est la SNC Kerlagatu, représentée par BATI-AMENAGEMENT.

#### **ARTICLE 2** – Nature de la dérogation

La présente autorisation pour la réalisation des travaux nécessaires à l'aménagement d'un lotissement et des voiries et places de stationnement associées dans le secteur de Kerlagatu à Quimper, tient lieu de dérogation aux interdictions de capture, d'enlèvement, de perturbation intentionnelle ou de destruction de spécimens d'espèces animales protégées et de destruction, d'altération ou de dégradation des sites de reproduction ou aires de repos d'habitats d'espèces animales protégées au titre de l'article L.411-2 du Code de l'environnement, ci-après dénommée « dérogation espèces protégées ».

#### **ARTICLE 3** – Périmètre de la dérogation

La dérogation s'applique dans le périmètre défini dans le dossier de demande de dérogation sur la commune de Quimper.

### **TITRE II – Dispositions générales**

#### **ARTICLE 4** – Conformité au dossier de demande de dérogation « espèces protégées » et modifications

Les travaux, objets de la présente autorisation, sont situés et réalisés conformément aux plans et contenus du dossier de demande de « dérogation espèces protégées » sans préjudice des dispositions de la présente autorisation, des arrêtés complémentaires et des réglementations en vigueur, notamment celles relatives à l'environnement.

Toute modification substantielle, au sens de l'article R.411-10-1 du Code de l'Environnement, des conditions fixées qui relèvent de la « dérogation espèces protégées » est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute autre modification notable apportée au projet, intervenant dans les mêmes circonstances et pouvant avoir des incidences sur les espèces protégées doit être portée à la connaissance du préfet par le bénéficiaire avant sa réalisation avec tous les éléments d'appréciation.

Le préfet peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions de l'article L.411-2 du Code de l'Environnement à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

#### **ARTICLE 5** – Début et fin des travaux

Le présent arrêté cesse de produire effet si les travaux visés à l'article 2 n'ont pas été réalisés dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai.

Un calendrier définitif des travaux et de la mise en place des mesures d'évitement, de réduction, de compensation est adressé par le bénéficiaire à la DDTM avant le démarrage des travaux.

#### ARTICLE 6 – Durée de la dérogation

La présente dérogation est accordée pour la durée de l'ensemble des travaux et au plus tard jusqu'au 31 mars 2027, de façon à permettre de déroger aux interdictions énoncées à l'article 2, sous réserve de la mise en œuvre des mesures compensatoires prévues au dossier de demande de dérogation pendant 30 ans.

#### ARTICLE 7 – Autres réglementations

La présente « dérogation espèces protégées » ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations ou accords requis par les réglementations autres que celles en application desquelles elle est délivrée.

### TITRE III – Prescriptions relatives à la dérogation au titre des espèces et des habitats d'espèces protégées

#### ARTICLE 8 – Nature de la dérogation

Le bénéficiaire visé à l'article 1 est autorisé, conformément au contenu du dossier de demande de dérogation et sous réserve des dispositions définies dans le présent arrêté, à déroger aux interdictions suivantes :

- capture, enlèvement, perturbation intentionnelle ou destruction des espèces animales protégées mentionnées ci-dessous :

#### Chiroptères (11 espèces)

Barbastelle d'Europe ( <i>Barbastella barbastellus</i> )	Pipistrelle commune ( <i>Pipistrellus pipistrellus</i> )
Grand Rhinolophe ( <i>Rhinolophus ferrumequinum</i> )	Pipistrelle de Kuhl ( <i>Pipistrellus kuhlii</i> )
Murin de Natterer ( <i>Myotis nattereri</i> )	Pipistrelle de Nathusius ( <i>Pipistrellus nathusii</i> )
Noctule de Leisler ( <i>Nyctalus leisleri</i> )	Sérotine commune ( <i>Eptesicus serotinus</i> )
Oreillard roux ( <i>Plecotus auritus</i> )	Murin de Bechstein ( <i>Myotis bechsteinii</i> )
Oreillard gris ( <i>Plecotus austriacus</i> )	

#### Mollusques (1 espèce)

Escargot de Quimper (*Elona quimperiana*)

#### Reptiles (1 espèce)

Lézard des murailles (*Podarcis muralis*)

#### Amphibiens (6 espèces)

Grenouille rousse ( <i>Rana temporaria</i> )	Alyte accoucheur ( <i>Alytes obstetricans</i> )
Salamandre tachetée ( <i>Salamandra salamandra</i> )	Grenouille verte ( <i>Pelophylax kl. esculentus</i> )
Crapaud épineux ( <i>Bufo spinosus</i> )	Grenouille agile ( <i>Rana dalmatina</i> )

- Destruction, altération ou dégradation des sites de reproduction ou aires de repos d'espèces animales protégées pour les espèces mentionnées ci-dessous :

#### Chiroptères (11 espèces)

Barbastelle d'Europe ( <i>Barbastella barbastellus</i> )	Pipistrelle commune ( <i>Pipistrellus pipistrellus</i> )
Grand Rhinolophe ( <i>Rhinolophus ferrumequinum</i> )	Pipistrelle de Kuhl ( <i>Pipistrellus kuhlii</i> )
Murin de Natterer ( <i>Myotis nattereri</i> )	Pipistrelle de Nathusius ( <i>Pipistrellus nathusii</i> )
Noctule de Leiler ( <i>Nyctalus leisleri</i> )	Sérotine commune ( <i>Eptesicus serotinus</i> )
Oreillard roux ( <i>Plecotus auritus</i> )	Murin de Bechstein ( <i>Myotis bechsteinii</i> )
Oreillard gris ( <i>Plecotus austriacus</i> )	

#### Mollusques (1 espèce)

Escargot de Quimper (*Elona quimperiana*)

#### Reptiles (1 espèce)

Lézard des murailles (*Podarcis muralis*)

#### Amphibiens (2 espèces)

Alyte accoucheur (*Alytes obstetricans*)                      Grenouille agile (*Rana dalmatina*)

#### ARTICLE 9 – Conditions de la dérogation

La présente dérogation est délivrée sous réserve de la mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues au dossier de demande de « dérogation espèces protégées ».

Toutes les mesures sont vérifiées et suivies par un écologue lors de leur mise en œuvre et au cours de visites sur site durant les travaux. Chaque visite fait l'objet d'un compte-rendu à l'Unité nature et forêt du Service eau et biodiversité de la DDTM (unf-seb-ddtm-29@finistere.gouv.fr)

Une réunion de sensibilisation aux enjeux écologiques des personnels susceptibles d'intervenir sur le chantier est tenue préalablement au début des travaux et ces enjeux sont rappelés à chaque réunion de chantier.

- Article 9.1 – mesures d'évitement, de réduction et de compensation
  - E1 - évitement des espèces protégées connues et de leurs habitats et E2 – conservation des habitats favorables aux populations connues d'espèces protégées

En phase préparatoire de chantier et jusqu'à la fin des travaux, les zones sensibles d'un point de vue écologique et destinées à être préservées, sont identifiées, mises en défens et font l'objet d'un balisage pérenne régulièrement contrôlé de manière à éviter toute atteinte aux espèces et habitats d'espèces présents. L'emprise du chantier est limitée au strict nécessaire. La zone humide est totalement évitée.

En dehors du talus central, les talus existants sont préservés de tout aménagement et sont entretenus, conformément à la demande de dérogation. Les travaux de terrassement respectent un retrait suffisant du pied des arbres pour garantir la préservation de leur système racinaire.

Afin de garantir la préservation des arbres présents sur les talus et les micro-habitats qui y sont recensés, l'écologue mandaté par le pétitionnaire pour le suivi écologique du projet assure une sensibilisation et un accompagnement des acquéreurs pour la préservation des habitats et des espèces.

La transmission du présent arrêté fait l'objet d'un accusé de réception dont une copie est transmise à la DDTM.

L'abattage ultérieur d'arbres préservés pourra être autorisé uniquement pour des raisons sanitaires ou de sécurité, après avis d'expert et après validation par la DDTM.

- E3 – adaptation de la période de travaux au cycle biologique des espèces

Les travaux de terrassement, d'élagage, de coupe d'arbres, de travail des talus et de décapage se déroulent en dehors de la période de reproduction de la faune, au plus tard en mars 2024 ou entre septembre 2024 et mars 2025, ou entre septembre 2025 et mars 2026.

Un contrôle des arbres et arbustes est effectué impérativement avant abattage par l'écologue mandaté par le pétitionnaire afin de s'assurer de l'absence d'espèces protégées.

- R1 – transfert d'individus d'Escargots de Quimper

Le ramassage et le transfert des Escargots de Quimper se fait par un écologue avant les travaux vers le boisement préservé. De nouvelles recherches sont effectuées après débroussaillage des zones occupées identifiées préalablement. Un contrôle systématique de la zone de travaux devra être effectuée avant le redémarrage du chantier en cas d'interruption. Les amphibiens potentiellement présents font également l'objet de cette mesure et sont déplacés vers la zone humide préservée. Un compte-rendu des opérations de ramassage et de transfert, comprenant le protocole mis en œuvre, est transmis à la DDTM ([unf-seb-ddtm29@finistere.gouv.fr](mailto:unf-seb-ddtm29@finistere.gouv.fr)).

- R2 – gestion des espaces naturels

Les espaces verts sont plantés d'espèces arbustives ou arborescentes locales et font l'objet d'une gestion par fauche tardive et raisonnée par les services de la commune. Le plan de gestion à établir fait l'objet d'une transmission à la DDTM avant la mise en service de la zone aménagée.

- R3 – adaptation des systèmes d'éclairages

Les travaux se déroulent uniquement de jour afin d'éviter tout impact sur la faune nocturne.

À l'issue des travaux, seule la voie principale d'accès du lotissement fait l'objet d'un éclairage adapté et limité au strict nécessaire.

- R4 et R7 – suivi de la zone humide et de sa végétation

La zone humide, totalement évitée dans le cadre du projet, fait l'objet d'une élimination des espèces végétales invasives et des déchets anthropiques. Aucun engin lourd n'est autorisé à pénétrer dans cette zone et le ramassage des déchets se fait manuellement.

- R5 – déplacement et aménagement d'habitats favorables aux espèces protégées recensées

Les micro-habitats, supprimés dans le cadre du projet, favorables aux Escargots de Quimper et au Lézard des murailles sont recréés au nord au bord de la zone humide.

L'attestation de maîtrise foncière de la parcelle d'accueil de cette mesure est transmise dans les 3 mois suivant la notification du présent arrêté.

Les dispositifs retenus et leur implantation font l'objet d'une validation par l'écologue mandaté par le pétitionnaire avant leur mise en œuvre. Leur mise en place fait l'objet d'un compte-rendu à transmettre à la DDTM.

- R6 – création d'un amphiduc

L'ouvrage hydraulique mis en place au niveau de l'accès à l'est, allée Jacques Le Thézac, permettant de maintenir une continuité écologique de part et d'autre de la voie, est aménagé de manière à permettre le passage de la petite faune.

- C1 – création ou renaturation d'habitats favorables aux espèces protégées

La trame arbustive est conservée et renforcée au niveau de la haie le long de la route départementale n° 20 à l'ouest. La plantation d'arbres à l'Est permet la jonction entre la zone humide et le ruisseau.

- C2 et C3 – création d’habitats favorables aux espèces

5 hibernaculums favorables à l’Escargot de Quimper sont mis en place dans l’espace boisé classé préservé.

Une partie des produits d’élagage est utilisée pour la fabrication d’habitats de substitution dans l’espace boisé classé et dans la haie bocagère.

4 murets d’une longueur de 3 mètres chacun, de conception identique à ceux existants favorables au Lézard des murailles et à l’Escargot de Quimper, sont mis en place dans l’emprise du projet en dehors des lots privatifs.

L’ensemble de ces mesures est supervisé par un écologue. Les dispositifs retenus et leur implantation font l’objet d’une validation par ce dernier, mandaté par le pétitionnaire, avant leur mise en œuvre. Leur mise en place fait l’objet d’un compte-rendu à transmettre à la DDTM.

- Article 9.2 – mesure d’accompagnement relative à la prévention des invasions végétales

Le projet ne doit pas induire la dispersion des espèces végétales invasives déjà présentes sur le terrain et doit prévoir leur éradication.

Le recensement de ces espèces ou d’autres espèces invasives ou potentiellement invasives présentes sur le site est effectué avant le début des travaux. La liste de référence est, pour la Bretagne, celle publiée par le Conservatoire Botanique National de Brest en 2016.

Le maître d’ouvrage prend toute mesure destinée à éviter l’introduction d’espèces végétales invasives sur le site et hors du site dans le cadre des travaux. Il s’assure notamment de la propreté des engins de toute nature, et des outils de toute nature susceptibles d’être mis en œuvre, au moment de leur arrivée et de leur départ du chantier.

En cas de découverte d’une ou de plusieurs espèces végétales invasives avérées ou potentielles, le bénéficiaire met en œuvre les mesures nécessaires à leur éradication, ou à tout le moins leur confinement. Au besoin, il s’entoure des compétences nécessaires pour ce faire, sans contribuer lui-même à la dispersion des dites plantes.

- Article 9.3 – Modalités de suivis et de compte-rendus

Afin de vérifier l’efficacité des mesures d’évitement et de réduction, l’ensemble des travaux et notamment ceux relatifs à la mise en place de ces mesures, sont supervisés par un écologue et font l’objet de compte-rendus réguliers transmis à la DDTM.

À compter de l’année suivant les travaux et de la mise en œuvre des mesures compensatoires, des suivis naturalistes annuels, réalisés par un écologue mandaté par la SNC Kerlagatu sont mis en place pendant 10 ans afin de rendre compte de la présence, ou des indices de présence, au minimum des espèces objet de la présente dérogation. Ils font apparaître les indicateurs d’efficacité des mesures, voire le cas échéant des propositions de mesures correctives.

Ces suivis permettent d’évaluer d’une part l’évolution des populations et d’autre part la fonctionnalité des habitats préservés et de ceux créés notamment pour l’Escargot de Quimper et le Lézard des murailles. Les trois premières années, un suivi des espèces végétales invasives figurant sur la liste mentionnée à l’article 9.2 est également réalisé.

Le maître d’ouvrage rend compte des mesures mentionnées dans le dossier de demande de dérogation, sous réserve des dispositions définies dans le présent arrêté, par un rapport complet, produit avant le 31 décembre de chaque année de réalisation des suivis mentionnés ci-dessus.

Le premier rapport de la série rend compte des actions réellement mises en œuvre, de leurs coûts, des difficultés rencontrées. Il fait apparaître une comparaison avant/après travaux des populations de chiroptères, de mollusques, d’amphibiens et de reptiles sur le site.

Les années suivantes, les rapports évaluent l’efficacité de ces actions et intègre un récapitulatif des mesures de gestion et des résultats des suivis scientifiques.

Le rapport visé ci-dessus est transmis à la DDTM du Finistère – Service eau et biodiversité – Unité nature et forêt – 2 bd du Finistère – CS 96 018 – 29 325 QUIMPER – [unf-seb-ddtm-29@finistere.gouv.fr](mailto:unf-seb-ddtm-29@finistere.gouv.fr)

- Article 9.4– Mesures correctives et complémentaires

Si le suivi prévu met en évidence une insuffisance des mesures attendues pour garantir le maintien dans un bon état de conservation des espèces protégées concernées, le bénéficiaire est tenu de proposer des mesures correctives et des mesures compensatoires complémentaires.

Le bénéficiaire de la présente dérogation soumet ces propositions au préfet du Finistère.

Le préfet peut fixer des prescriptions complémentaires.

- Article 9.5 - Transmission des données

- Localisation des mesures environnementales

Le bénéficiaire de la présente dérogation fournit aux services de l'État en charge de la protection des espèces, les éléments nécessaires au respect des dispositions de l'article L.163-5 du Code de l'environnement. Il transmet le fichier au format .zip des mesures compensatoire (incluant la compression des fichiers .shx, .shp, .dbf, .prj, .qjp), issu du fichier gabarit QGIS disponible auprès du service instructeur de la DDTM.

Une mise à jour des données de géolocalisation des mesures compensatoires est fournie par le bénéficiaire selon les modalités ci-dessus aux échéances suivantes une fois par an au minimum.

Les actualisations éventuelles relatives à la géolocalisation des sites sont assurées par le bénéficiaire et transmises annuellement avec le rapport de suivi prévu dans le présent arrêté.

- Transmission des données brutes de biodiversité

Le bénéficiaire de la présente dérogation doit contribuer à l'inventaire du patrimoine naturel. Les résultats des suivis écologiques sont versés au moyen du téléservice mentionné au I de l'article L.411-1-A du Code de l'environnement, dans les conditions prévues par l'arrêté du 17 mai 2018 susvisé. Les jeux de données doivent être distincts selon les méthodes et protocoles d'acquisition de données naturalistes mises en œuvre.

Les données doivent être fournies avec une géolocalisation au point (non dégradée). Elles alimentent le système d'information sur la nature et les paysages (SINP) avec le statut de données publiques.

Le dépôt de ces données et leur publication se fait au plus tard le 31 janvier de l'année suivant l'obtention des données. Le bénéficiaire fournit le certificat de conformité de dépôt légal aux services de l'État en charge de la protection des espèces. »

## TITRE IV – Dispositions légales

### ARTICLE 10 – Droits de recours et informations des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le dossier de demande de dérogation portant sur des espèces protégées est consultable à la DDTM du Finistère, Service Eau et Biodiversité – Unité Nature et Forêt, 2 boulevard du Finistère, CS 96018, 29325 Quimper Cedex.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture, conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative.

Dans le même délai de deux mois à compter de sa notification, le bénéficiaire peut présenter un recours gracieux auprès du Préfet. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R.421-2 du Code de justice administrative.

Cette décision implicite de rejet peut alors faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois.

La juridiction administrative peut être saisie par voie postale ou par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr>

#### ARTICLE 11 – Déclaration des incidents ou accidents

Dès qu'il en a connaissance, le bénéficiaire est tenu de déclarer au préfet les accidents ou incidents survenus sur le site concerné par la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux espèces protégées ou à leurs habitats.

Sans préjudice des mesures que peut prescrire le préfet, le bénéficiaire est tenu de prendre ou de faire prendre toutes les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire demeure responsable des accidents ou dommages causés par l'activité ou de l'exécution des travaux ou de l'aménagement.

#### ARTICLE 12 – Mesures de contrôles

La mise en œuvre des dispositions du présent arrêté peut faire l'objet de contrôles par les personnels habilités par le Code de l'environnement.

Le bénéficiaire est tenu de laisser accès aux agents chargés du contrôle dans les conditions prévues à l'article L.172-5 du Code de l'environnement.

Les agents peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté conformément à l'article L.172-11 du code de l'environnement.

#### ARTICLE 13 – Sanctions administratives et pénales

Le non-respect des dispositions du présent arrêté peut donner lieu aux sanctions administratives prévues par les articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement.

Les infractions pénales aux dispositions du présent arrêté sont punies des peines prévues à l'article L.415-3 du Code de l'environnement.

#### ARTICLE 14 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, le directeur départemental des territoires et de la mer et la maire de Quimper sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,

signé

Alain ESPINASSE



**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires et de la mer**

**ARRÊTÉ DU 21 MARS 2023**  
portant dérogation aux dispositions des articles L.411-1 et L.411-2  
du Code de l'environnement

Dérogation pour destruction, dégradation, altération de sites de reproduction ou d'aires de repos  
d'espèces animales protégées,  
Dérogation pour destruction, capture, enlèvement d'espèces animales protégées,  
dans le cadre des travaux de redimensionnement des voiries et de passage de réseaux au droit des voies  
communales 14 et 27 sur la commune de Guipavas

**LE PREFET DU FINISTERE**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du mérite

**VU** le Code de l'environnement, notamment ses articles L.411-1 et suivants et R.411-1 à R.411-14 ;

**VU** l'arrêté interministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L.411-2 du Code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

**VU** l'arrêté interministériel du 23 avril 2007 modifié fixant les listes des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**VU** l'arrêté interministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**VU** l'arrêté interministériel du 8 janvier 2021 modifié fixant les listes des reptiles et mammifères protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**VU** l'arrêté du 17 mai 2018 portant création d'un traitement de données à caractère personnel relatif au versement ou à la saisie de données brutes de biodiversité dénommé « dépôt légal de données de biodiversité » ;

**VU** la demande de dérogation au régime de protection des espèces reçue le 5 juillet 2023, de Brest Métropole Aménagement ;

**VU** l'avis favorable sous conditions du Conseil scientifique régional du patrimoine naturel (CSRPN) en date du 24 janvier 2024 ;

**VU** le mémoire en réponse à l'avis du CSRPN susvisé transmis le 28 février 2024 ;

**VU** l'absence d'observation émise sur le portail internet des services de l'État lors de la procédure de participation du public à l'élaboration des décisions ayant une incidence sur l'environnement qui s'est tenue du 21 février au 7 mars 2024 inclus ;

2, boulevard Finistère  
CS 96018 - 29325 QUIMPER Cedex  
Tél : 02 98 76 52 00  
[www.finistere.gouv.fr](http://www.finistere.gouv.fr)



**CONSIDÉRANT** que le projet entre dans le cadre des dispositions des 1° et 3° de l'article L.411-1 du Code de l'environnement, interdisant notamment la destruction ou la capture d'espèces protégées ainsi que la destruction des sites de reproduction ou des aires de repos d'espèces animales protégées ;

**CONSIDÉRANT** que le pétitionnaire est, dès lors, tenu de solliciter une dérogation aux interdictions susvisées, sur le fondement du 4° de l'article L.411-2 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que le projet d'aménagement des voies communales 14 et 27 répond à des raisons impératives d'intérêt public majeure sociale et de sécurité publique par :

- la nécessité de sécuriser les cheminements doux ;
- le développement des mobilités douces dans le secteur en cohérence avec les ambitions du Schéma Vélo approuvé par Brest Métropole ;
- les besoins identifiés de dimensionner les infrastructures pour accueillir les projets connus ou à venir ;

**CONSIDÉRANT** que le choix du scénario d'aménagement des voies communales existantes 14 et 27 résulte d'une analyse dans le respect du principe de limitation de consommation foncière et de réduction de l'artificialisation des sols ;

**CONSIDÉRANT** qu'il ressort du dossier dont dispose l'administration qu'aucune solution alternative ne permettrait de répondre de manière plus satisfaisante, à la fois aux enjeux de préservation de la biodiversité et des habitats d'espèces animales protégées concernées ;

**CONSIDÉRANT** que les travaux présentés dans le dossier, résultent d'une méthodologie basée sur l'évitement et, pour les impacts ne pouvant être évités, sur des mesures réductrices et de compensation ;

**CONSIDÉRANT** que la pérennité de ces mesures est garantie par la mise en place d'un suivi de leur réalisation et de leur efficacité ;

**CONSIDÉRANT** dès lors, qu'il y a lieu de délivrer une dérogation portant sur les espèces impactées par le projet, sous réserve de la mise en œuvre, par le détenteur de la dérogation, de mesures de réduction et de compensation, afin de limiter l'impact sur les espèces visées ;

**CONSIDÉRANT** que la présente dérogation ne nuit pas au maintien dans un état de conservation favorable des populations de ces espèces dans leur aire de répartition naturelle, compte-tenu des mesures prescrites dans le présent arrêté ;

**SUR** la proposition du Directeur départemental des territoires et de la mer,

## **ARRÊTE**

### **TITRE I – Objet de l'autorisation**

#### **ARTICLE 1 – Identité du bénéficiaire**

Le bénéficiaire de la présente dérogation est la société publique locale Brest métropole aménagement, 9 rue Duquesne 29200 BREST.

#### **ARTICLE 2 – Objet de l'autorisation**

La présente autorisation pour la réalisation des travaux de redimensionnement des voiries et de passage de réseaux au droit des voies communales 14 et 27 sur la commune de Guipavas tient lieu de dérogation aux interdictions de destruction, de capture et d'enlèvement d'espèces animales protégées au titre de

l'article L.411-2 du Code de l'environnement et de destruction d'habitats d'espèces animales protégées, ci-après dénommée « dérogation espèces protégées ».

### ARTICLE 3 – Périmètre de la dérogation

La dérogation s'applique dans le périmètre défini dans le dossier de demande de dérogation sur la commune de Guipavas.

Les travaux sont constitués de :

- la reconfiguration des voies communales 14 et 27 ;
- la création de cheminements doux (voies vertes) ;
- l'adaptation des réseaux d'eau et d'électricité ;
- l'adaptation du plan d'éclairage des voiries ;
- l'adaptation de la signalisation liée aux voiries.

## TITRE II – Dispositions générales

### ARTICLE 4 – Conformité au dossier de demande de dérogation « espèces protégées » et modification

Les travaux, objets de la présente autorisation, sont situés et réalisés conformément aux plans et contenus du dossier de demande de « dérogation espèces protégées » sans préjudice des dispositions de la présente autorisation, des arrêtés complémentaires et des réglementations en vigueur, notamment celles relatives à l'environnement.

Toute modification substantielle, au sens de l'article R.411-10-1 du Code de l'Environnement, des conditions fixées qui relèvent de la « dérogation espèces protégées » est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute autre modification notable apportée au projet, intervenant dans les mêmes circonstances et pouvant avoir des incidences sur les espèces protégées doit être portée à la connaissance du préfet par le bénéficiaire avant sa réalisation avec tous les éléments d'appréciation.

Le préfet peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions de l'article L.411-2 du Code de l'Environnement à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

### ARTICLE 5 – Début et fin des travaux

Le présent arrêté cesse de produire effet si les travaux visés à l'article 3 n'ont pas été réalisés dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai.

Un calendrier définitif des travaux et de la mise en place des mesures d'évitement, de réduction, de compensation est adressé par le bénéficiaire à la DDTM au minimum 15 jours avant le démarrage des travaux.

### ARTICLE 6 – Durée de la dérogation

La présente dérogation est accordée pour la durée de l'ensemble des travaux et au plus tard jusqu'au 30 mars 2027, de façon à permettre de déroger aux interdictions énoncées à l'article 2, sous réserve de la mise en œuvre des mesures compensatoires prévues au dossier de demande de dérogation pendant 30 ans.

## ARTICLE 7 – Autres réglementations

La présente « dérogation espèces protégées » ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations ou accords requis par les réglementations autres que celles en application desquelles elle est délivrée.

### TITRE III – Prescriptions relatives à la dérogation au titre des espèces et des habitats d'espèces protégées

## ARTICLE 8 – Nature de la dérogation

Le bénéficiaire visé à l'article 1 est autorisé, conformément au contenu du dossier de demande de dérogation et sous réserve des dispositions définies dans le présent arrêté, à déroger aux interdictions suivantes :

- destruction, capture, enlèvement des espèces animales protégées mentionnées ci-dessous :

### Amphibiens

*Bufo spinosus* (Crapaud épineux)

*Lissotriton helveticus* (Triton palmé)

*Salamandra salamandra* (Salamandre tachetée)

### Reptiles

*Vipera berus* (Vipère péliade)

*Anguis fragilis* (Orvet fragile)

- destruction des sites de reproduction ou aires de repos des espèces animales protégées mentionnées ci-dessous :

### Reptiles

*Vipera berus* (Vipère péliade)

### Mammifères

*Erinaceus europaeus* (Hérisson d'Europe)

*Sciurus vulgaris* (Écureuil roux)

*Plecotus auritus* (Oreillard roux)

*Plecotus austriacus* (Oreillard gris)

*Eptesicus serotinus* (Sérotine commune)

*Myotis alcathoe* (Murin d'Alcathoé)

*Nyctalus leisleri* (Noctule de Leisler)

*Pipistrellus Kuhl* (Pipistrelle de Kuhl)

*Pipistrellus nathusii* (Pipistrelle de Nathusius)

*Pipistrellus pipistrellus* (Pipistrelle commune)

*Barbastella barbastellus* (Barbastelle d'Europe)

*Rhinopholus ferrumequinum* (Grand rhinolophe)

### Avifaune

*Pyrrhula pyrrhula* (Bouvreuil pivoine)

*Carduelis chloris* (Verdier d'Europe)

*Regulus regulus* (Roitelet huppé)

*Linaria cannabina* (Linotte mélodieuse)

*Carduelis carduelis* (Chardonneret élégant)

## ARTICLE 9 – Conditions de la dérogation

La présente dérogation est délivrée sous réserve de la mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues au dossier de demande de « dérogation espèces protégées » et dans le mémoire en réponse à l'avis du CSRPN transmis le 28 février 2024.

Toutes les mesures sont vérifiées et suivies par un écologue lors de leur mise en œuvre et au cours de visites sur site durant les travaux. Chaque visite fait l'objet d'un compte-rendu à l'Unité nature et forêt du Service eau et biodiversité de la DDTM (unf-seb-ddtm-29@finistere.gouv.fr)

Une réunion de sensibilisation aux enjeux écologiques des personnels susceptibles d'intervenir sur le chantier est tenue préalablement au début des travaux et ces enjeux sont rappelés à chaque réunion de chantier.

- Article 9.1 – mesures d'évitement, de réduction et de compensation

Le nom de l'écologue, assistant à maîtrise d'œuvre, est transmis à la DDTM avant le début des travaux .

En phase préparatoire de chantier et jusqu'à la fin des travaux, les zones sensibles d'un point de vue écologique et destinées à être préservées sont identifiées, mises en défens, et font l'objet d'un balisage pérenne régulièrement contrôlé de manière à éviter toute atteinte aux espèces et habitats d'espèces présents.

Un contrôle des arbres et arbustes est effectué impérativement avant abattage afin de s'assurer de l'absence d'espèces protégées.

L'ensemble des mesures d'évitement et de réduction ci-dessous sont mises en œuvre selon les modalités prévues dans les fiches actions pages 86 à 98 du dossier de demande de dérogation.

La mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues fait l'objet d'un compte-rendu transmis à la DDTM accompagné d'une cartographie précise de leur localisation.

**ME 01** – utilisation des brèches souterraines existantes pour le passage des canalisations ;

**MR 01** – réduction des emprises du projet sur les secteurs identifiés comme d'intérêt écologique ;

**MR 02** – adaptation du planning des travaux aux sensibilités écologiques ;

**MR 03** – assistance environnementale en phase chantier par un écologue ;

**MR 04** – prévention des risques de pollutions accidentelles en phase travaux ;

**MR 05** – balisage des zones à enjeux écologiques à proximité des aménagements ;

**MR 06** – remise en état du site de chantier après la phase travaux ;

**MR 07** – création de deux passages à faune inférieurs pour les mammifères terrestres et semi-aquatiques ;

**MR 08** – gestion des espèces exotiques envahissantes.

- Article 9.2 – mesures de compensation

La stratégie de compensation qui vise à restaurer, sur les parcelles cadastrées G420, G423, G430, G2134 sur la commune de Guipavas, des habitats favorables aux espèces protégées impactées et à la biodiversité en général, est mise en œuvre sur une durée de 30 ans.

L'ensemble des mesures de compensation ci-dessous sont mises en œuvre selon les modalités prévues dans les fiches actions pages 137 à 141 du dossier de demande de dérogation complétées par celles prévues dans le mémoire en réponse transmis le 28 février 2024.

La mise en œuvre de l'ensemble de ces mesures fait l'objet d'un compte-rendu transmis à la DDTM accompagné d'une cartographie précise de leur localisation.

**MC 01** – renforcement du corridor écologique par la création de 265 m de haies dont 141 m de haies arbustives et 72 m de haies multistrates ;

**MC 02** – création et gestion extensive de 332 m<sup>2</sup> de fourrés secs et mésophiles ;

**MC 03** – création et gestion par fauche tardive de 1 740 m<sup>2</sup> de lisières bocagères dont 1 210 m<sup>2</sup> d'habitats de thermorégulation des reptiles et 530 m<sup>2</sup> favorables aux amphibiens ;

La mise en œuvre des mesures sur la parcelle de compensation fait l'objet d'un suivi spécifique selon les modalités prévues page 141 du dossier de demande de dérogation.

En compensation des fossés supprimés, 383 m de fossés sont créés selon les modalités définies au paragraphe 2.13 du mémoire en réponse transmis le 28 février 2024.

- Article 9.3 – mesure d'accompagnement relative à la prévention des invasions végétales

Le projet ne doit pas induire la dispersion des plants d'espèces invasives déjà présents sur le site et doit prévoir une éradication locale totale.

Le recensement de ces espèces ou d'autres espèces invasives ou potentiellement invasives présentes sur le site est effectué avant le début des travaux. La liste de référence est, pour la Bretagne, celle publiée par le Conservatoire Botanique National de Brest en 2016.

Le maître d'ouvrage prend toute mesure destinée à éviter l'introduction d'espèces végétales invasives sur le site et hors du site dans le cadre des travaux. Il s'assure notamment de la propreté des engins de toute nature, et des outils de toute nature susceptibles d'être mis en œuvre, au moment de leur arrivée et de leur départ du chantier.

En cas de découverte d'une ou de plusieurs espèces végétales invasives avérées ou potentielles, le bénéficiaire met en œuvre les mesures nécessaires à leur éradication, ou à tout le moins leur confinement. Au besoin, il s'entoure des compétences nécessaires pour ce faire, sans contribuer lui-même à la dispersion desdites plantes.

- Article 9.4 – Modalités de suivis et de compte-rendus

Pour évaluer l'évolution de l'occupation du site, un suivi des mesures d'évitement, de réduction et de compensation, réalisé par un écologue, est mis en place dès le démarrage des travaux puis un suivi annuel pendant 5 ans et aux échéances 10, 20 et 30 ans qui inclut également les trois premières années le suivi des espèces végétales invasives figurant sur la liste mentionnée à l'article 9.3.

Afin de vérifier l'efficacité des mesures prises, les suivis rendent compte de la présence, ou des indices de présence, au minimum des espèces objet de la présente dérogation et de l'évolution des nouveaux habitats constitués. Ils font apparaître les indicateurs d'efficacité des mesures, voire le cas échéant des propositions de mesures correctives.

Le maître d'ouvrage rend compte des mesures mentionnées dans le dossier de demande de dérogation, sous réserve des dispositions définies dans le présent arrêté, par un rapport complet, produit avant le 31 décembre de chaque année de réalisation des suivis mentionnés ci-dessus.

Le premier rapport de la série rend compte des actions réellement mises en œuvre, de leurs coûts, des difficultés rencontrées. Il fait apparaître une comparaison avant/après travaux des populations des espèces concernées par la dérogation.

Les années suivantes, il évalue l'efficacité de ces actions et intègre un récapitulatif des mesures de gestion et des résultats des suivis scientifiques.

Le rapport visé ci-dessus est transmis à la DDTM du Finistère – Service eau et biodiversité – Unité nature et forêt - 2 bd du Finistère - CS 96018 - 29325 QUIMPER – unf-seb-ddtm-29@finistere.gouv.fr

- Article 9.5 – Mesures correctives et complémentaires

Si le suivi prévu met en évidence une insuffisance des mesures attendues pour garantir le maintien dans un bon état de conservation des espèces protégées concernées, le bénéficiaire est tenu de proposer des mesures correctives et des mesures compensatoires complémentaires.

Le bénéficiaire de la présente dérogation soumet ces propositions au préfet du Finistère.

Le préfet peut fixer des prescriptions complémentaires.

- Article 9.6 – Transmission des données

- Localisation des mesures environnementales :

Le bénéficiaire de la présente dérogation fournit aux services de l'État en charge de la protection des espèces, les éléments nécessaires au respect des dispositions de l'article L.163-5 du Code de l'environnement. Il transmet le fichier au format .zip de la mesure compensatoire (incluant la compression des fichiers .shx, .shp, .dbf, .prj, .qjp), issu du fichier gabarit QGIS disponible auprès du service instructeur de la DDTM.

Une mise à jour des données de géolocalisation des mesures compensatoires est fournie par le bénéficiaire selon les modalités ci-dessus aux échéances suivantes une fois par an au minimum.

Les actualisations éventuelles relatives à la géolocalisation des sites sont assurées par le bénéficiaire et transmises annuellement avec le rapport de suivi prévu dans le présent arrêté.

- Transmission des données brutes de biodiversité :

Le bénéficiaire de la présente dérogation doit contribuer à l'inventaire du patrimoine naturel. Les résultats des suivis écologiques sont versés au moyen du téléservice mentionné au I de l'article L.411-1-A du code de l'environnement, dans les conditions prévues par l'arrêté du 17 mai 2018 susvisé. Les jeux de données doivent être distincts selon les méthodes et protocoles d'acquisition de données naturalistes mises en œuvre.

Les données doivent être fournies avec une géolocalisation au point (non dégradée). Elles alimentent le système d'information sur la nature et les paysages (SINP) avec le statut de données publiques. Le dépôt de ces données et leur publication se fait au plus tard le 31 janvier de l'année suivant l'obtention des données. Le bénéficiaire fournit le certificat de conformité de dépôt légal aux services de l'État en charge de la protection des espèces.

#### TITRE IV – Dispositions légales

##### ARTICLE 10 – Droits de recours et informations des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le dossier de demande de dérogation portant sur des espèces protégées est consultable à la DDTM du Finistère, Service eau et biodiversité – Unité nature et forêt, 2 boulevard du Finistère, CS 96018, 29325 Quimper Cedex.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture, conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative.

Dans le même délai de deux mois à compter de sa notification, le bénéficiaire peut présenter un recours gracieux auprès du Préfet. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R.421-2 du code de justice administrative.

Cette décision implicite de rejet peut alors faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois.

La juridiction administrative peut être saisie par voie postale ou par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr>

##### ARTICLE 11 – Déclaration des incidents ou accidents

Dès qu'il en a connaissance, le bénéficiaire est tenu de déclarer au préfet les accidents ou incidents survenus sur le site concerné par la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux espèces protégées ou à leurs habitats.

Sans préjudice des mesures que peut prescrire le préfet, le bénéficiaire est tenu de prendre ou de faire prendre toutes les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire demeure responsable des accidents ou dommages causés par l'activité ou de l'exécution des travaux ou de l'aménagement.

ARTICLE 12 – Mesures de contrôles

La mise en œuvre des dispositions du présent arrêté peut faire l'objet de contrôles par les personnels habilités par le Code de l'environnement.

Le bénéficiaire est tenu de laisser accès aux agents chargés du contrôle dans les conditions prévues à l'article L.172-5 du Code de l'environnement.

Les agents peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté conformément à l'article L.172-11 du code de l'environnement.

ARTICLE 13 – Sanctions administratives et pénales

Le non-respect des dispositions du présent arrêté peut donner lieu aux sanctions administratives prévues par les articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement.

Les infractions pénales aux dispositions du présent arrêté sont punies des peines prévues à l'article L.415-3 du Code de l'environnement.

ARTICLE 14 – Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le chef du service départemental de l'Office français de la biodiversité, le directeur départemental des territoires et de la mer et le maire de la commune de Guipavas sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,

signé

Alain ESPINASSE



PRÉFET  
DU FINISTÈRE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

ARRETE préfectoral du 20 mars 2024  
portant agrément de parcelles agricoles  
destinées à l'épandage des produits retirés du marché

Le préfet du Finistère  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le règlement (UE) n°1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013, portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n°234/79, (CE) n°1037/2001 et (CE) n°1234/2007 du Conseil ;
  - VU le règlement (UE) n° 543/2011 de la Commission du 7 juin 2011 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil en ce qui concerne les secteurs des fruits et légumes et des fruits et légumes transformés, modifié en dernier lieu par le règlement (UE) n°701/2012 du 30 juillet 2012 ;
  - VU le règlement (UE) n° 2017/891 de la Commission du 13 mars 2017 complétant le règlement (UE) n°1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les secteurs des fruits et légumes et des produits transformés à base de fruits et légumes ainsi que le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les sanctions à appliquer dans ces secteurs et modifiant le règlement d'exécution (UE) n°543/2011 de la Commission ;
  - VU le règlement (UE) n°2017/892 de la Commission du 13 mars 2017 portant modalités d'application du règlement (UE) n°1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les secteurs des fruits et légumes et des fruits et légumes transformés ;
  - VU le décret n°2008-966 du 16 septembre 2008 relatif à la mise en œuvre du régime d'aides spécifiques pour le secteur des fruits et légumes dans le cadre de la politique agricole commune modifié en dernier lieu par le décret n° 2012-63 du 19 janvier 2012 ;
  - VU le décret n°2018-313 du 27 avril 2018 relatif aux organisations de producteurs, aux associations d'organisations de producteurs et aux groupements de producteurs ;
  - VU l'arrêté du 30 septembre 2008 portant modalités de mise en œuvre du règlement d'exécution (UE) n° 543/2011 de la Commission portant modalités d'application du règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement et du Conseil pour le secteur des fruits et légumes dans le cadre de la politique agricole commune, notamment en ce qui concerne les programmes opérationnels et les fonds opérationnels ;
  - VU l'arrêté du 28 mars 2018 portant modalités de mise en œuvre du règlement délégué (UE) 2017/891 de la Commission du 13 mars 2017 et du règlement d'exécution (UE) 2017/892 de la Commission du 13 mars 2017 complétant et portant modalités d'application du règlement (UE) no 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les secteurs des fruits et légumes et des produits transformés à base de fruits et légumes ;
  - VU la demande d'agrément présentée par l'**organisation de producteurs coopérative SICA Saint-Pol-de-Léon** ;
- SUR proposition du Préfet



## ARRETE

### Article 1

Les parcelles agricoles, dont la liste est jointe à la demande de l'organisation, sont agréées pour l'épandage des produits retirés du marché. La liste des parcelles est consultable à la direction départementale des territoires et de la mer du Finistère, 2 boulevard du Finistère à Quimper.

### Article 2

Cet agrément est accordé pour l'année **2024**.

### Article 3

Dans le cadre de ce dispositif, l'Organisation de Producteurs s'engage :

- à respecter les méthodes et seuils d'épandage figurant dans les fiches-produits « Cadre des méthodes de retrait respectueuses de l'environnement » publiées sur le site Internet de FranceAgriMer ;
- à tenir à jour un fichier de tous les sites sur lesquels sont épandus des produits ;
- à répertorier toutes les opérations d'épandage dans une fiche parcellaire d'épandage de produits issus du retrait (annexe n°3 téléchargeable sur le site Internet de FranceAgriMer) signé par le Directeur de l'OP . Ce document est conservé au siège de l'organisation de producteurs et doit pouvoir être présenté, à tout moment, aux services chargés des contrôles.

### Article 4

Le président de l'Organisation de Producteurs SICA Saint-Pol-de-Léon est chargé, en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Le Préfet

signé

**Alain ESPINASSE**

#### Délai et voies de recours :

Cet arrêté peut être contesté dans les deux mois qui suivent sa notification:

- par recours gracieux auprès du directeur départemental des territoires et de la mer, ou hiérarchique adressé au Ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt. L'absence de réponse du Ministre, dans un délai de 2 mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle même être déférée au Tribunal Administratif dans les deux mois suivants.
- par recours contentieux devant le Tribunal Administratif.

PARC/NOM DE STATION	N° ADHERENT	NOM	ADRESSE	CP	VILLE	CP PARCELLE	VILLE PARCELLE	REF CADASTRE	SURFACE
2 IROISE PLOUGONVELIN	0400009	GOURMELON	KERMERGANT	29217	LE CONQUET	29040	LE CONQUET	B 648 A 653 806 A 910	1,69
2 IROISE PLOUGONVELIN	0400009	GOURMELON	KERMERGANT	29217	LE CONQUET	29040	LE CONQUET	A116-107-108-109	0,28
2 IROISE PLOUGONVELIN	0400009	GOURMELON	KERMERGANT	29217	LE CONQUET	29040	LE CONQUET	A270	2,42
2 IROISE PLOUGONVELIN	0400009	GOURMELON	KERMERGANT	29217	LE CONQUET	29040	LE CONQUET	B 654 A 661 666 A 670	1,37
2 IROISE PLOUGONVELIN	0400009	GOURMELON	KERMERGANT	29217	LE CONQUET	29040	LE CONQUET	B 160 162 A 167 175	2,19
2 IROISE PLOUGONVELIN	0400009	GOURMELON	KERMERGANT	29217	LE CONQUET	29040	LE CONQUET	B84 - 108	0,61
2 IROISE PLOUGONVELIN	0400009	GOURMELON	KERMERGANT	29217	LE CONQUET	29040	LE CONQUET	B 609 610	0,7
2 IROISE PLOUGONVELIN	0400009	GOURMELON	KERMERGANT	29217	LE CONQUET	29190	PLOUGONVELIN	ZO47	1,3
2 IROISE PLOUGONVELIN	0400009	GOURMELON	KERMERGANT	29217	LE CONQUET	29190	PLOUGONVELIN	ZN9	0,72
2 IROISE PLOUGONVELIN	0400009	GOURMELON	KERMERGANT	29217	LE CONQUET	29190	PLOUGONVELIN	ZN 25 213	2,74
2 IROISE PLOUGONVELIN	0400009	GOURMELON	KERMERGANT	29217	LE CONQUET	29190	PLOUGONVELIN	ZI 22	0,36
2 IROISE PLOUGONVELIN	0400009	GOURMELON	KERMERGANT	29217	LE CONQUET	29040	LE CONQUET	ZI 26	1,26
2 IROISE PLOUGONVELIN	0400131	M. PODEUR CHRISTIAN	FEUNTEUN DOZ	29217	LE CONQUET	29040	LE CONQUET	A306 - 1002	1,1
2 IROISE PLOUGONVELIN	0400131	M. PODEUR CHRISTIAN	FEUNTEUN DOZ	29217	LE CONQUET	29040	LE CONQUET	A2 - 3 - 4 - 960 - 982	1,5
2 IROISE PLOUGONVELIN	0400131	M. PODEUR CHRISTIAN	FEUNTEUN DOZ	29217	LE CONQUET	29040	LE CONQUET	A323 - 327	1,46
2 IROISE PLOUGONVELIN	0400131	M. PODEUR CHRISTIAN	FEUNTEUN DOZ	29217	LE CONQUET	29040	LE CONQUET	A324	0,65
2 IROISE PLOUGONVELIN	0400131	M. PODEUR CHRISTIAN	FEUNTEUN DOZ	29217	LE CONQUET	29040	LE CONQUET	A325	0,7
2 IROISE PLOUGONVELIN	0400131	M. PODEUR CHRISTIAN	FEUNTEUN DOZ	29217	LE CONQUET	29040	LE CONQUET	A761 - 1036	1
2 IROISE PLOUGONVELIN	0400131	M. PODEUR CHRISTIAN	FEUNTEUN DOZ	29217	LE CONQUET	29040	LE CONQUET	A1044	0,6
2 IROISE PLOUGONVELIN	0400131	M. PODEUR CHRISTIAN	FEUNTEUN DOZ	29217	LE CONQUET	29040	LE CONQUET	B121 - 122 - 123	1,16
2 IROISE PLOUGONVELIN	0400131	M. PODEUR CHRISTIAN	FEUNTEUN DOZ	29217	LE CONQUET	29040	LE CONQUET	B1270 - 1271 - 1272	0,9
2 IROISE PLOUGONVELIN	0400319	EARL PRAT MELOU	PRAT MELOU	29217	LE CONQUET	29190	PLOUGONVELIN	ZK14 - 149 - 151	3,9
2 IROISE PLOUGONVELIN	0400319	EARL PRAT MELOU	PRAT MELOU	29217	LE CONQUET	29190	PLOUGONVELIN	44 47	3,8
2 IROISE PLOUGONVELIN	0400319	EARL PRAT MELOU	PRAT MELOU	29218	LE CONQUET	29040	LE CONQUET	103	1,3
2 IROISE PLOUGONVELIN	0400319	EARL PRAT MELOU	PRAT MELOU	29217	LE CONQUET	29040	LE CONQUET	163 164	1,3
2 IROISE PLOUGONVELIN	0400319	EARL PRAT MELOU	PRAT MELOU	29217	LE CONQUET	29040	LE CONQUET	142 143 144	1,05
2 IROISE PLOUGONVELIN	1900439	EARL DE TREMEUR HUELLAÏ	TREMEUR HUELLAÏ	29217	PLOUGONVELIN	29040	PLOUGONVELIN	110 111 112 115	1,5
2 IROISE PLOUGONVELIN	1900439	EARL DE TREMEUR HUELLAÏ	TREMEUR HUELLAÏ	29217	PLOUGONVELIN	29190	PLOUGONVELIN	ZN69	2,6
2 IROISE PLOUGONVELIN	1900439	EARL DE TREMEUR HUELLAÏ	TREMEUR HUELLAÏ	29217	PLOUGONVELIN	29190	PLOUGONVELIN	ZN239	3,3
2 IROISE PLOUGONVELIN	1900439	EARL DE TREMEUR HUELLAÏ	TREMEUR HUELLAÏ	29217	PLOUGONVELIN	29190	PLOUGONVELIN	ZM63	1,2
2 IROISE PLOUGONVELIN	1900439	EARL DE TREMEUR HUELLAÏ	TREMEUR HUELLAÏ	29217	PLOUGONVELIN	29190	PLOUGONVELIN	ZM62	0,35
2 IROISE PLOUGONVELIN	1900439	EARL DE TREMEUR HUELLAÏ	TREMEUR HUELLAÏ	29217	PLOUGONVELIN	29190	PLOUGONVELIN	ZM78	0,64
2 IROISE PLOUGONVELIN	1900439	EARL DE TREMEUR HUELLAÏ	TREMEUR HUELLAÏ	29217	PLOUGONVELIN	29190	PLOUGONVELIN	ZM77	0,42
2 IROISE PLOUGONVELIN	1900439	EARL DE TREMEUR HUELLAÏ	TREMEUR HUELLAÏ	29217	PLOUGONVELIN	29190	PLOUGONVELIN	ZM97	0,64
2 IROISE PLOUGONVELIN	1900439	EARL DE TREMEUR HUELLAÏ	TREMEUR HUELLAÏ	29217	PLOUGONVELIN	29190	PLOUGONVELIN	ZM51	2,66
2 IROISE PLOUGONVELIN	1900439	EARL DE TREMEUR HUELLAÏ	TREMEUR HUELLAÏ	29217	PLOUGONVELIN	29190	PLOUGONVELIN	ZM163	1,13
2 IROISE PLOUGONVELIN	1900439	EARL DE TREMEUR HUELLAÏ	TREMEUR HUELLAÏ	29217	PLOUGONVELIN	29190	PLOUGONVELIN	ZK125	2,81
2 IROISE PLOUGONVELIN	1900439	EARL DE TREMEUR HUELLAÏ	TREMEUR HUELLAÏ	29217	PLOUGONVELIN	29190	PLOUGONVELIN	ZK124	3,19
2 IROISE PLOUGONVELIN	1900439	EARL DE TREMEUR HUELLAÏ	TREMEUR HUELLAÏ	29217	PLOUGONVELIN	29190	PLOUGONVELIN	ZK119	3,21
2 IROISE PLOUGONVELIN	1900439	EARL DE TREMEUR HUELLAÏ	TREMEUR HUELLAÏ	29217	PLOUGONVELIN	29190	PLOUGONVELIN	ZK120	0,66
2 IROISE PLOUGONVELIN	1900439	EARL DE TREMEUR HUELLAÏ	TREMEUR HUELLAÏ	29217	PLOUGONVELIN	29190	PLOUGONVELIN	ZK170	1,06
2 IROISE PLOUGONVELIN	1900439	EARL DE TREMEUR HUELLAÏ	TREMEUR HUELLAÏ	29217	PLOUGONVELIN	29190	PLOUGONVELIN	ZK115	0,72
2 IROISE PLOUGONVELIN	1900439	EARL DE TREMEUR HUELLAÏ	TREMEUR HUELLAÏ	29217	PLOUGONVELIN	29190	PLOUGONVELIN	ZK114	0,8
2 IROISE PLOUGONVELIN	1900439	EARL DE TREMEUR HUELLAÏ	TREMEUR HUELLAÏ	29217	PLOUGONVELIN	29190	PLOUGONVELIN	ZK185	1,08
2 IROISE PLOUGONVELIN	1900439	EARL DE TREMEUR HUELLAÏ	TREMEUR HUELLAÏ	29217	PLOUGONVELIN	29190	PLOUGONVELIN	ZK187	2
2 IROISE PLOUGONVELIN	1900439	EARL DE TREMEUR HUELLAÏ	TREMEUR HUELLAÏ	29217	PLOUGONVELIN	29190	PLOUGONVELIN	ZO18	3,97
2 IROISE PLOUGONVELIN	1900439	EARL DE TREMEUR HUELLAÏ	TREMEUR HUELLAÏ	29217	PLOUGONVELIN	29190	PLOUGONVELIN	ZL111	2,23
2 IROISE PLOUGONVELIN	1900439	EARL DE TREMEUR HUELLAÏ	TREMEUR HUELLAÏ	29217	PLOUGONVELIN	29190	PLOUGONVELIN	ZL182	0,63
2 IROISE PLOUGONVELIN	1900439	EARL DE TREMEUR HUELLAÏ	TREMEUR HUELLAÏ	29217	PLOUGONVELIN	29190	PLOUGONVELIN	ZL48	7,06
2 IROISE PLOUGONVELIN	1900439	EARL DE TREMEUR HUELLAÏ	TREMEUR HUELLAÏ	29217	PLOUGONVELIN	29190	PLOUGONVELIN	ZL45	0,72
2 IROISE PLOUGONVELIN	1900439	EARL DE TREMEUR HUELLAÏ	TREMEUR HUELLAÏ	29217	PLOUGONVELIN	29190	PLOUGONVELIN	ZL46	0,81
2 IROISE PLOUGONVELIN	1900684	EARL SAINT MATHIEU I'AIN	KEROUJAN	29217	PLOUGONVELIN	29190	PLOUGONVELIN	ZL52	0,31
2 IROISE PLOUGONVELIN	1900685	EARL SAINT MATHIEU I'AIN	KEROUJAN	29217	PLOUGONVELIN	29190	PLOUGONVELIN	ZO 56	0,8
2 IROISE PLOUGONVELIN	1900901	EARL L'HOSTIS ALAIN	ST AOUEN	29217	PLOUGONVELIN	29190	PLOUGONVELIN	ZO 49	1,7
2 IROISE PLOUGONVELIN	1900901	EARL L'HOSTIS ALAIN	ST AOUEN	29217	PLOUGONVELIN	29190	PLOUGONVELIN	ZO 100	0,87
2 IROISE PLOUGONVELIN	1900901	EARL L'HOSTIS ALAIN	ST AOUEN	29217	PLOUGONVELIN	29190	PLOUGONVELIN	ZB 135 A	1,3
2 IROISE PLOUGONVELIN	1900901	EARL L'HOSTIS ALAIN	ST AOUEN	29217	PLOUGONVELIN	29190	PLOUGONVELIN	ZB 115	10
2 IROISE PLOUGONVELIN	2010275	LE HIR	KERBROUJEN	29217	PLOUGONVELIN	29190	PLOUGONVELIN	ZB 105 106	3,63
8 PLOUDALMEZ	1900305	EARL DU BERGUETT	BERGUETT	29840	LANDUNVEZ	29190	PLOUGONVELIN	ZB 114	2,56
8 PLOUDALMEZ	1900305	EARL DU BERGUETT	BERGUETT	29840	LANDUNVEZ	29201	PLOUMOGUER	YD 108	2,96
8 PLOUDALMEZ	1900305	EARL DU BERGUETT	BERGUETT	29840	LANDUNVEZ	29840	LANDUNVEZ	E 149 150 151 168 189 190 191 192 389 TAMTOUR	2,67
8 PLOUDALMEZ	1900305	EARL DU BERGUETT	BERGUETT	29840	LANDUNVEZ	29840	LANDUNVEZ	E 149 800 PARC FROUT	1,08
8 PLOUDALMEZ	1900305	EARL DU BERGUETT	BERGUETT	29840	LANDUNVEZ	29109	LANDUNVEZ	E 348 349 796 PARC GROAS	2,4
8 PLOUDALMEZ	1780090	GAEC JAOUEN	PRATMEUR	29830	PLOUDALMEZEAN	29109	LANDUNVEZ	E 49 51 PARC LEUR	1,23
								E 60 KERGUERIOC	1,6
								Z187	0,92

18	PL OUDALMEZ	2080435	FOURN JOSEPH	KERARBALCH	29830	PL OUDALMEZFEAU	29112	LANLUDT	WE 3	3,5323
18	PRIM ABERS	0550159	M. MORVAN PATRICK	KERGOLESTROC	29820	LE FOI GOEF	29055	LE FOI GOEF	W533/36/57/38/40/41/42/43/44/48	14,48
18	PRIM ABERS	0770396	EARI ARZUR	KERLEACH	29880	GUISSENY	29077	GUISSENY	F0237-244	1,21
18	PRIM ABERS	0770396	EARI ARZUR	KERLEACH	29880	GUISSENY	29077	GUISSENY	F0003	0,6
18	PRIM ABERS	0770396	EARI ARZUR	KERLEACH	29880	GUISSENY	29077	GUISSENY	F0005	0,6
18	PRIM ABERS	0770396	EARI ARZUR	KERLEACH	29880	GUISSENY	29077	GUISSENY	F0139	0,84
18	PRIM ABERS	0770396	EARI ARZUR	KERLEACH	29880	GUISSENY	29077	GUISSENY	F0275	0,16
18	PRIM ABERS	0770396	EARI ARZUR	KERLEACH	29880	GUISSENY	29077	GUISSENY	F0280-281	1,06
18	PRIM ABERS	0770396	EARI ARZUR	KERLEACH	29880	GUISSENY	29077	GUISSENY	F0292	0,53
18	PRIM ABERS	0770396	EARI ARZUR	KERLEACH	29880	GUISSENY	29077	GUISSENY	F0293-294	2,03
18	PRIM ABERS	0770396	EARI ARZUR	KERLEACH	29880	GUISSENY	29077	GUISSENY	F0308-308-309	0,99
18	PRIM ABERS	0770396	EARI ARZUR	KERLEACH	29880	GUISSENY	29077	GUISSENY	F0312	0,48
18	PRIM ABERS	0770396	EARI ARZUR	KERLEACH	29880	GUISSENY	29077	GUISSENY	F0753	0,76
18	PRIM ABERS	0770396	EARI ARZUR	KERLEACH	29880	GUISSENY	29077	GUISSENY	G0594	0,45
18	PRIM ABERS	0770396	EARI ARZUR	KERLEACH	29880	GUISSENY	29077	GUISSENY	G0609-610	0,83
18	PRIM ABERS	0770396	EARI ARZUR	KERLEACH	29880	GUISSENY	29077	GUISSENY	H0303	0,6
18	PRIM ABERS	0770396	EARI ARZUR	KERLEACH	29880	GUISSENY	29077	GUISSENY	H0304	0,4
18	PRIM ABERS	0770396	EARI ARZUR	KERLEACH	29880	GUISSENY	29195	PL OUDALMEZFEAU	G6015-6016-0017	0,96
18	PRIM ABERS	0770396	EARI ARZUR	KERLEACH	29880	GUISSENY	29195	PL OUDALMEZFEAU	G0018-0019-0020	1,18
18	PRIM ABERS	0770396	EARI ARZUR	KERLEACH	29880	GUISSENY	29195	PL OUDALMEZFEAU	G0021-0022	0,89
18	PRIM ABERS	0770396	EARI ARZUR	KERLEACH	29880	GUISSENY	29195	PL OUDALMEZFEAU	G0027-0028	0,43
18	PRIM ABERS	0770396	EARI ARZUR	KERLEACH	29880	GUISSENY	29195	PL OUDALMEZFEAU	G0033	0,53
18	PRIM ABERS	0770396	EARI ARZUR	KERLEACH	29880	GUISSENY	29195	PL OUDALMEZFEAU	G0035-0036	0,74
18	PRIM ABERS	0770396	EARI ARZUR	KERLEACH	29880	GUISSENY	29195	PL OUDALMEZFEAU	G0037-0038	0,77
18	PRIM ABERS	0770396	EARI ARZUR	KERLEACH	29880	GUISSENY	29195	PL OUDALMEZFEAU	G0963	0,3
18	PRIM ABERS	0770396	EARI LE HIR	KERLOLDIC	29880	GUISSENY	29077	GUISSENY	E0023 - 0024 - 0182	1,3
18	PRIM ABERS	0771953	EARI LE HIR	KERLOLDIC	29880	GUISSENY	29077	GUISSENY	E0223 - 0232	1,34
18	PRIM ABERS	0771953	EARI LE HIR	KERLOLDIC	29880	GUISSENY	29077	GUISSENY	H0298	0,57
18	PRIM ABERS	0771953	EARI LE HIR	KERLOLDIC	29880	GUISSENY	29077	GUISSENY	E0217 - 0218	0,71
18	PRIM ABERS	0771953	EARI LE HIR	KERLOLDIC	29880	GUISSENY	29195	PL OUDALMEZFEAU	E317 - 319	0,63
18	PRIM ABERS	0771953	EARI LE HIR	KERLOLDIC	29880	GUISSENY	29195	PL OUDALMEZFEAU	E848 - 849 - 850	0,57
18	PRIM ABERS	0778257	GAEC DE KERVIANGANT	KERVINGANT	29880	GUISSENY	29077	GUISSENY	G611	1,2
18	PRIM ABERS	0778257	GAEC DE KERVIANGANT	KERVINGANT	29880	GUISSENY	29077	GUISSENY	H827/150	0,54
18	PRIM ABERS	0778257	GAEC DE KERVIANGANT	KERVINGANT	29880	GUISSENY	29077	GUISSENY	A194/137/141/850/647	1,83
18	PRIM ABERS	0778257	GAEC DE KERVIANGANT	KERVINGANT	29880	GUISSENY	29077	GUISSENY	E696	1,89
18	PRIM ABERS	0778346	GAEC PASCOET	RANHIR	29880	GUISSENY	29077	GUISSENY	A 424 425 DERRIEN	4,24
18	PRIM ABERS	0778346	GAEC PASCOET	RANHIR	29880	GUISSENY	29077	GUISSENY	G 50 53 80 81 79 82 83 1108 1110 LA CROIX	3,18
18	PRIM ABERS	0778346	GAEC PASCOET	RANHIR	29880	GUISSENY	29077	GUISSENY	A 863 504 DIDANE	1,1
18	PRIM ABERS	0778346	GAEC PASCOET	RANHIR	29880	GUISSENY	29077	GUISSENY	A 510 504 BRE	1,18
18	PRIM ABERS	1010123	STEPHAN	130 ROUTE DE L'ARMORIQUE	29870	LANDEDA	29101	LANDEDA	D 805	0,41
18	PRIM ABERS	1950011	GAEC DE SAINT MICHEL	KELERVEN	29880	PL OUDALMEZFEAU	29195	PL OUDALMEZFEAU	O1136-1648-1658-P199-227-363-428-883-894-372-384-373	9,02
18	PRIM ABERS	1950011	GAEC DE SAINT MICHEL	KELERVEN	29880	PL OUDALMEZFEAU	29195	PL OUDALMEZFEAU	P101-102-188-167-816-953-924-955-1733-881-883-822-423-24	5,18
18	PRIM ABERS	1950011	GAEC DE SAINT MICHEL	KELERVEN	29880	PL OUDALMEZFEAU	29195	PL OUDALMEZFEAU	A7/9 - 186 - L1772 - 1774 - 1776 - 1778 - 178 - 146 - 47 - 50 - 51	3,89
18	PRIM ABERS	1950011	GAEC DE SAINT MICHEL	KELERVEN	29880	PL OUDALMEZFEAU	29195	PL OUDALMEZFEAU	ZA102 - 217 - 2B16 - 17 - 8 - C880	4,85
18	PRIM ABERS	1950011	GAEC DE SAINT MICHEL	KELERVEN	29880	PL OUDALMEZFEAU	29195	PL OUDALMEZFEAU	B1248/1248-1263/1267-2244-2246-2268-1209-1234-2262-2264	4,1
18	PRIM ABERS	1953885	GAEC DE SAINT MICHEL	KELERVEN	29880	PL OUDALMEZFEAU	29195	PL OUDALMEZFEAU	B2238 - 2240	0,73
18	PRIM ABERS	1953885	GAEC DE SAINT MICHEL	KELERVEN	29880	PL OUDALMEZFEAU	29195	PL OUDALMEZFEAU	H107/97/35/71/77/61/1008/1009/792/787/771/770	4
18	PRIM ABERS	1953885	GAEC DE SAINT MICHEL	KELERVEN	29880	PL OUDALMEZFEAU	29195	PL OUDALMEZFEAU	H811/79/77/98/80/1800	2,27
18	PRIM ABERS	1953885	GAEC DE SAINT MICHEL	KELERVEN	29880	PL OUDALMEZFEAU	29195	PL OUDALMEZFEAU	H898/919	1,2
18	PRIM ABERS	1953885	GAEC DE SAINT MICHEL	KELERVEN	29880	PL OUDALMEZFEAU	29195	PL OUDALMEZFEAU	G140	1,1
18	PRIM ABERS	1953885	GAEC DE SAINT MICHEL	KELERVEN	29880	PL OUDALMEZFEAU	29195	PL OUDALMEZFEAU	G335	1
18	PRIM ABERS	1953885	GAEC DE SAINT MICHEL	KELERVEN	29880	PL OUDALMEZFEAU	29195	PL OUDALMEZFEAU	G841/868/867/865/864/856/858	2,4
18	PRIM ABERS	1953885	GAEC DE SAINT MICHEL	KELERVEN	29880	PL OUDALMEZFEAU	29195	PL OUDALMEZFEAU	ZB106 - 107 - 108	2
18	PRIM ABERS	1953885	GAEC DE SAINT MICHEL	KELERVEN	29880	PL OUDALMEZFEAU	29195	PL OUDALMEZFEAU	2B105 - 61	1,8
18	PRIM ABERS	1953885	GAEC DE SAINT MICHEL	KELERVEN	29880	PL OUDALMEZFEAU	29195	PL OUDALMEZFEAU	ZB99	1,5
18	PRIM ABERS	1953885	GAEC DE SAINT MICHEL	KELERVEN	29880	PL OUDALMEZFEAU	29195	PL OUDALMEZFEAU	G9828/827/828	0,9
18	PRIM ABERS	1953885	GAEC DE SAINT MICHEL	KELERVEN	29880	PL OUDALMEZFEAU	29195	PL OUDALMEZFEAU	L749/750/746/745/753/754/755/780/781	3,64
18	PRIM ABERS	1953885	GAEC DE SAINT MICHEL	KELERVEN	29880	PL OUDALMEZFEAU	29195	PL OUDALMEZFEAU	L444	0,64
18	PRIM ABERS	1953885	GAEC DE SAINT MICHEL	KELERVEN	29880	PL OUDALMEZFEAU	29195	PL OUDALMEZFEAU	ZA0028	0,96
18	PRIM ABERS	1951106	M. STEPHAN JACQUES	KERNEVEZ TREMEUR	29880	PL OUDALMEZFEAU	29195	PL OUDALMEZFEAU	ZA0080	0,38
18	PRIM ABERS	1951106	M. STEPHAN JACQUES	KERNEVEZ TREMEUR	29880	PL OUDALMEZFEAU	29195	PL OUDALMEZFEAU	CO204	1,92
18	PRIM ABERS	1951106	M. STEPHAN JACQUES	KERNEVEZ TREMEUR	29880	PL OUDALMEZFEAU	29195	PL OUDALMEZFEAU	CHAMP HAUT YVETTE	0,38
18	PRIM ABERS	1951484	GAEC SANQUER	RAN AR GROAS	29880	PL OUDALMEZFEAU	29195	PL OUDALMEZFEAU	CHAMPS MOBIL HOMME	1,8
18	PRIM ABERS	1951484	GAEC SANQUER	RAN AR GROAS	29880	PL OUDALMEZFEAU	29195	PL OUDALMEZFEAU	GRAND DERRIEN	1,72
18	PRIM ABERS	1951484	GAEC SANQUER	RAN AR GROAS	29880	PL OUDALMEZFEAU	29195	PL OUDALMEZFEAU	BARBARA	4,5
18	PRIM ABERS	1951484	GAEC SANQUER	RAN AR GROAS	29880	PL OUDALMEZFEAU	29195	PL OUDALMEZFEAU	BARBARA	1,5
18	PRIM ABERS	1953524	GAEC LE GOFF FRERES	TREGUESTAN	29880	PL OUDALMEZFEAU	29195	PL OUDALMEZFEAU	lot 7	2,7

18 PRIM ABERES	1953524	GAEC LE GOFF FRERES	TREQUESTAN	29880 PLOUGUERNEAU	29195 PLOUGUERNEAU	lot 85	3,17
18 PRIM ABERES	1953524	GAEC LE GOFF FRERES	TREQUESTAN	29880 PLOUGUERNEAU	29195 PLOUGUERNEAU	lot 24	1,5
18 PRIM ABERES	1953524	GAEC LE GOFF FRERES	TREQUESTAN	29880 PLOUGUERNEAU	29195 PLOUGUERNEAU	lot 36	1,3
18 PRIM ABERES	1953566	GAEC DE LANRIVAN	LANRIVAN	29880 PLOUGUERNEAU	29195 PLOUGUERNEAU	PRAT	1,5
18 PRIM ABERES	1953569	GAEC DE LANRIVAN	LANRIVAN	29880 PLOUGUERNEAU	29195 PLOUGUERNEAU	LEND	2
18 PRIM ABERES	2480042	GAEC DE KERADENNEC	KERADENNEC	29260 SAINT FREGANT	29077 GUISSENY	G 1099 272 273	2,6
48 C.LEGENDES	0210595	M. GUENNOC JEAN-FRANCO	KERGOHEN	29890 PLOUGUERNEAU BRIGNOGAN PLAC	29021 PLOUGUERNEAU BRIGNOGAN PLAC	B155-156	0,41
48 C.LEGENDES	0210595	M. GUENNOC JEAN-FRANCO	KERGOHEN	29890 PLOUGUERNEAU BRIGNOGAN PLAC	29021 PLOUGUERNEAU BRIGNOGAN PLAC	B145	0,16
48 C.LEGENDES	0210595	M. GUENNOC JEAN-FRANCO	KERGOHEN	29890 PLOUGUERNEAU BRIGNOGAN PLAC	29021 PLOUGUERNEAU BRIGNOGAN PLAC	A 6933 699 684 682 701 700 1188 1189 703	2,36
48 C.LEGENDES	0210595	M. GUENNOC JEAN-FRANCO	KERGOHEN	29890 PLOUGUERNEAU BRIGNOGAN PLAC	29021 PLOUGUERNEAU BRIGNOGAN PLAC	B 150 151 152 138 139	1,1
48 C.LEGENDES	0210595	M. GUENNOC JEAN-FRANCO	KERGOHEN	29890 PLOUGUERNEAU BRIGNOGAN PLAC	29021 PLOUGUERNEAU BRIGNOGAN PLAC	B99	0,44
48 C.LEGENDES	0210595	M. GUENNOC JEAN-FRANCO	KERGOHEN	29890 PLOUGUERNEAU BRIGNOGAN PLAC	29203 PLOUGUERNEAU BRIGNOGAN PLAC	F410	0,44
48 C.LEGENDES	0210595	M. GUENNOC JEAN-FRANCO	KERGOHEN	29890 PLOUGUERNEAU BRIGNOGAN PLAC	29203 PLOUGUERNEAU BRIGNOGAN PLAC	F75-76-77-78	0,8
48 C.LEGENDES	0210595	M. GUENNOC JEAN-FRANCO	KERGOHEN	29890 PLOUGUERNEAU BRIGNOGAN PLAC	29203 PLOUGUERNEAU BRIGNOGAN PLAC	F240-241	0,61
48 C.LEGENDES	0210595	M. GUENNOC JEAN-FRANCO	KERGOHEN	29890 PLOUGUERNEAU BRIGNOGAN PLAC	29203 PLOUGUERNEAU BRIGNOGAN PLAC	F416	0,5
48 C.LEGENDES	0640034	GAEC DU CARPONT	CARPONT	29890 GOULVEN	29064 GOULVEN	B 730 812 813 819 821 a 825 828 829 830 911 913 915 916 756	0,03
48 C.LEGENDES	0640034	GAEC DU CARPONT	CARPONT	29890 GOULVEN	29064 GOULVEN	B 596 597 599 606a04 6138615 617a619 868-917	5,25
48 C.LEGENDES	0640034	GAEC DU CARPONT	CARPONT	29890 GOULVEN	29064 GOULVEN	A988	0,83
48 C.LEGENDES	0640034	GAEC DU CARPONT	CARPONT	29890 GOULVEN	29064 GOULVEN	B711-712	1,67
48 C.LEGENDES	0640034	GAEC DU CARPONT	CARPONT	29890 GOULVEN	29064 GOULVEN	B228-229-219-875-873-217-876-223-222-221-220	2,33
48 C.LEGENDES	0640034	GAEC DU CARPONT	CARPONT	29890 GOULVEN	29064 GOULVEN	B682 690	1,06
48 C.LEGENDES	0640034	GAEC DU CARPONT	CARPONT	29890 GOULVEN	29064 GOULVEN	B733	0,63
48 C.LEGENDES	0640034	GAEC DU CARPONT	CARPONT	29890 GOULVEN	29064 GOULVEN	A798	0,89
48 C.LEGENDES	0640034	GAEC DU CARPONT	CARPONT	29890 GOULVEN	29064 GOULVEN	B204 205	0,72
48 C.LEGENDES	0640034	GAEC DU CARPONT	CARPONT	29890 GOULVEN	29064 GOULVEN	C594-546	1,12
48 C.LEGENDES	0640034	GAEC DU CARPONT	CARPONT	29890 GOULVEN	29198 PLOUIDER	B262-263-1513-1511	1,72
48 C.LEGENDES	0640034	GAEC DU CARPONT	CARPONT	29890 GOULVEN	29198 PLOUIDER	H145-147-1241-1242	1,93
48 C.LEGENDES	0640034	GAEC DU CARPONT	CARPONT	29890 GOULVEN	29198 PLOUIDER	H323-324	0,89
48 C.LEGENDES	0640034	GAEC DU CARPONT	CARPONT	29890 GOULVEN	29198 PLOUIDER	B220-225-1507	1,33
48 C.LEGENDES	0640034	GAEC DU CARPONT	CARPONT	29890 GOULVEN	29198 PLOUIDER	HC12-5-6	2,09
48 C.LEGENDES	0640174	GAEC OLLIVIER	KERSEHEN	29890 GOULVEN	29198 PLOUIDER	HB151	2,31
48 C.LEGENDES	0640174	GAEC OLLIVIER	KERSEHEN	29890 GOULVEN	29064 GOULVEN	B1473-1468-314-310-311-1211	3,11
48 C.LEGENDES	0640174	GAEC OLLIVIER	KERSEHEN	29890 GOULVEN	29064 GOULVEN	A601	0,86
48 C.LEGENDES	0640174	GAEC OLLIVIER	KERSEHEN	29890 GOULVEN	29064 GOULVEN	A99	0,34
48 C.LEGENDES	0640174	GAEC OLLIVIER	KERSEHEN	29890 GOULVEN	29064 GOULVEN	A631-632-633-651-652	2,6
48 C.LEGENDES	0640174	GAEC OLLIVIER	KERSEHEN	29890 GOULVEN	29064 GOULVEN	A848	0,86
48 C.LEGENDES	0640174	GAEC OLLIVIER	KERSEHEN	29890 GOULVEN	29064 GOULVEN	B488	0,24
48 C.LEGENDES	0640174	GAEC OLLIVIER	KERSEHEN	29890 GOULVEN	29064 GOULVEN	B986	0,02
48 C.LEGENDES	0640174	GAEC OLLIVIER	KERSEHEN	29890 GOULVEN	29064 GOULVEN	B989	0,37
48 C.LEGENDES	0640174	GAEC OLLIVIER	KERSEHEN	29890 GOULVEN	29064 GOULVEN	B1002	0,41
48 C.LEGENDES	0640174	GAEC OLLIVIER	KERSEHEN	29890 GOULVEN	29064 GOULVEN	B411	0,42
48 C.LEGENDES	0640174	GAEC OLLIVIER	KERSEHEN	29890 GOULVEN	29064 GOULVEN	B882	0,16
48 C.LEGENDES	0640174	GAEC OLLIVIER	KERSEHEN	29890 GOULVEN	29064 GOULVEN	B776	0,32
48 C.LEGENDES	0640174	GAEC OLLIVIER	KERSEHEN	29890 GOULVEN	29064 GOULVEN	B777	0,67
48 C.LEGENDES	0640174	GAEC OLLIVIER	KERSEHEN	29890 GOULVEN	29064 GOULVEN	B747	0,44
48 C.LEGENDES	0640174	GAEC OLLIVIER	KERSEHEN	29890 GOULVEN	29064 GOULVEN	B705	0,45
48 C.LEGENDES	0640174	GAEC OLLIVIER	KERSEHEN	29890 GOULVEN	29064 GOULVEN	B708	0,74
48 C.LEGENDES	0640174	GAEC OLLIVIER	KERSEHEN	29890 GOULVEN	29064 GOULVEN	B715	0,97
48 C.LEGENDES	0640174	GAEC OLLIVIER	KERSEHEN	29890 GOULVEN	29064 GOULVEN	B743	0,47
48 C.LEGENDES	0640174	GAEC OLLIVIER	KERSEHEN	29890 GOULVEN	29064 GOULVEN	B753	0,47
48 C.LEGENDES	0640174	GAEC OLLIVIER	KERSEHEN	29890 GOULVEN	29064 GOULVEN	B757	0,18
48 C.LEGENDES	0640174	GAEC OLLIVIER	KERSEHEN	29890 GOULVEN	29064 GOULVEN	B758	0,34
48 C.LEGENDES	0640174	GAEC OLLIVIER	KERSEHEN	29890 GOULVEN	29064 GOULVEN	B763	0,91
48 C.LEGENDES	0640174	GAEC OLLIVIER	KERSEHEN	29890 GOULVEN	29064 GOULVEN	B769	0,2
48 C.LEGENDES	0640174	GAEC OLLIVIER	KERSEHEN	29890 GOULVEN	29064 GOULVEN	B764	0,62
48 C.LEGENDES	0640174	GAEC OLLIVIER	KERSEHEN	29890 GOULVEN	29064 GOULVEN	B765	0,22
48 C.LEGENDES	0640174	GAEC OLLIVIER	KERSEHEN	29890 GOULVEN	29064 GOULVEN	B730	0,17
48 C.LEGENDES	0640174	GAEC OLLIVIER	KERSEHEN	29890 GOULVEN	29064 GOULVEN	B731	0,83
48 C.LEGENDES	0640174	GAEC OLLIVIER	KERSEHEN	29890 GOULVEN	29064 GOULVEN	B323	0,19
48 C.LEGENDES	0640174	GAEC OLLIVIER	KERSEHEN	29890 GOULVEN	29064 GOULVEN	B646/649/650/651/652/653/1633/1638/1635	4,27
48 C.LEGENDES	0640174	GAEC OLLIVIER	KERSEHEN	29890 GOULVEN	29064 GOULVEN	A630-625	0,9
48 C.LEGENDES	0640174	GAEC OLLIVIER	KERSEHEN	29890 GOULVEN	29198 PLOUIDER	A84	0,21
48 C.LEGENDES	0640174	GAEC OLLIVIER	KERSEHEN	29890 GOULVEN	29198 PLOUIDER	A85	0,33
48 C.LEGENDES	0640174	GAEC OLLIVIER	KERSEHEN	29890 GOULVEN	29198 PLOUIDER	A86	1,01
48 C.LEGENDES	0640174	GAEC OLLIVIER	KERSEHEN	29890 GOULVEN	29198 PLOUIDER	A114	0,34
48 C.LEGENDES	0640174	GAEC OLLIVIER	KERSEHEN	29890 GOULVEN	29198 PLOUIDER	A353	0,56
48 C.LEGENDES	0640174	GAEC OLLIVIER	KERSEHEN	29890 GOULVEN	29198 PLOUIDER	A141	0,29
48 C.LEGENDES	0640174	GAEC OLLIVIER	KERSEHEN	29890 GOULVEN	29198 PLOUIDER	A93	0,21





48 C.LEGENDES	2031965	EARL LE BORGNE LUDOVIC	TREVIIGNY	29203 PLOUINEOUR BRIGNOGAN PLAC	F1148 1151	0,6
48 C.LEGENDES	2031965	EARL LE BORGNE LUDOVIC	TREVIIGNY	29203 PLOUINEOUR BRIGNOGAN PLAC	F 1050-1051-1045-1046	1
48 C.LEGENDES	2031965	EARL LE BORGNE LUDOVIC	TREVIIGNY	29203 PLOUINEOUR BRIGNOGAN PLAC	F 994 986 986	0,7
48 C.LEGENDES	2031965	EARL LE BORGNE LUDOVIC	TREVIIGNY	29203 PLOUINEOUR BRIGNOGAN PLAC	F 1034 1033 1151	1,76
48 C.LEGENDES	2031965	EARL LE BORGNE LUDOVIC	TREVIIGNY	29203 PLOUINEOUR BRIGNOGAN PLAC	F 712 713	0,9
48 C.LEGENDES	2031965	EARL LE BORGNE LUDOVIC	TREVIIGNY	29203 PLOUINEOUR BRIGNOGAN PLAC	F 750 746 743 749	0,96
508 KERNICPRIM	1110411	GAEC GUIVARCH	TREFALEGAN DIDREUX	29111 LANHOUARNEAU	A696	1,2
508 KERNICPRIM	1110411	GAEC GUIVARCH	TREFALEGAN DIDREUX	29111 LANHOUARNEAU	A700	0,86
508 KERNICPRIM	1110411	GAEC GUIVARCH	TREFALEGAN DIDREUX	29111 LANHOUARNEAU	A704	1,44
508 KERNICPRIM	1110411	GAEC GUIVARCH	TREFALEGAN DIDREUX	29111 LANHOUARNEAU	B356	1,26
508 KERNICPRIM	1111256	EARL DE PEN AR GUER (LEM	PEN AR GUER	29111 LANHOUARNEAU	B356	1,28
508 KERNICPRIM	1111256	EARL DE PEN AR GUER (LEM	PEN AR GUER	29111 LANHOUARNEAU	D6118614	1,5
508 KERNICPRIM	1111256	EARL DE PEN AR GUER (LEM	PEN AR GUER	29111 LANHOUARNEAU	D666a668 - 899 - 900	1,9
508 KERNICPRIM	1111256	EARL DE PEN AR GUER (LEM	PEN AR GUER	29111 LANHOUARNEAU	D635	0,97
508 KERNICPRIM	1111256	EARL DE PEN AR GUER (LEM	PEN AR GUER	29111 LANHOUARNEAU	D582	1,3
508 KERNICPRIM	1111256	EARL DE PEN AR GUER (LEM	PEN AR GUER	29111 LANHOUARNEAU	A409 - 408	1
508 KERNICPRIM	1111256	EARL DE PEN AR GUER (LEM	PEN AR GUER	29111 LANHOUARNEAU	Russie	1
508 KERNICPRIM	1111256	EARL DE PEN AR GUER (LEM	PEN AR GUER	29111 LANHOUARNEAU	Keradenoc	1,5
508 KERNICPRIM	1111256	EARL DE PEN AR GUER (LEM	PEN AR GUER	29111 LANHOUARNEAU	Parc ha hoat	2,85
508 KERNICPRIM	1111256	EARL DE PEN AR GUER (LEM	PEN AR GUER	29111 LANHOUARNEAU	Parc ahan	0,8
508 KERNICPRIM	1980181	M. OLLIVIER ALBERT	RUNEVEN	29287 TREFLEZ	C267	0,73
508 KERNICPRIM	1980181	M. OLLIVIER ALBERT	RUNEVEN	29287 TREFLEZ	C277893	0,64
508 KERNICPRIM	1980181	M. OLLIVIER ALBERT	RUNEVEN	29287 TREFLEZ	C561560/657/556	0,64
508 KERNICPRIM	1980181	M. OLLIVIER ALBERT	RUNEVEN	29287 TREFLEZ	C566	1,38
508 KERNICPRIM	1980181	M. OLLIVIER ALBERT	RUNEVEN	29287 TREFLEZ	C499/603/490/655	0,77
508 KERNICPRIM	1980181	M. OLLIVIER ALBERT	RUNEVEN	29287 TREFLEZ	B489	2,09
508 KERNICPRIM	1980181	M. OLLIVIER ALBERT	RUNEVEN	29287 TREFLEZ	C472	0,62
508 KERNICPRIM	1980181	M. OLLIVIER ALBERT	RUNEVEN	29287 TREFLEZ	C489	1,26
508 KERNICPRIM	1980181	M. OLLIVIER ALBERT	RUNEVEN	29287 TREFLEZ	C922/923	0,76
508 KERNICPRIM	1980181	M. OLLIVIER ALBERT	RUNEVEN	29287 TREFLEZ	C647648/649/650/651	1,45
508 KERNICPRIM	1980181	M. OLLIVIER ALBERT	RUNEVEN	29287 TREFLEZ	C261/262	3,16
508 KERNICPRIM	1980181	M. OLLIVIER ALBERT	RUNEVEN	29287 TREFLEZ	C275/274	1,36
508 KERNICPRIM	1980181	M. OLLIVIER ALBERT	RUNEVEN	29287 TREFLEZ	B265	1,89
508 KERNICPRIM	1980181	M. OLLIVIER ALBERT	RUNEVEN	29287 TREFLEZ	B254	0,66
508 KERNICPRIM	1980181	M. OLLIVIER ALBERT	RUNEVEN	29287 TREFLEZ	C487	0,8
508 KERNICPRIM	2060175	EARL DENIEL	KERJEGU	29206 PLOUINEVEZ LOCHRIST	E 561 563 564 727 569 570	1,09
508 KERNICPRIM	2060175	EARL DENIEL	KERJEGU	29206 PLOUINEVEZ LOCHRIST	E 269 270 271 272 274 275	3,08
508 KERNICPRIM	2060175	EARL DENIEL	KERJEGU	29206 PLOUINEVEZ LOCHRIST	E 361 362 364	2,64
508 KERNICPRIM	2060175	EARL DENIEL	KERJEGU	29206 PLOUINEVEZ LOCHRIST	E 30 31	0,99
508 KERNICPRIM	2060175	EARL DENIEL	KERJEGU	29206 PLOUINEVEZ LOCHRIST	E 76 88 90 918 919 921 922 924	1,89
508 KERNICPRIM	2060175	EARL DENIEL	KERJEGU	29206 PLOUINEVEZ LOCHRIST	E 292 832	2,77
508 KERNICPRIM	2060175	EARL DENIEL	KERJEGU	29206 PLOUINEVEZ LOCHRIST	E 108 109 110 111 112 115	1,69
508 KERNICPRIM	2060175	EARL DENIEL	KERJEGU	29206 PLOUINEVEZ LOCHRIST	H 1155	2,26
508 KERNICPRIM	2060183	GAEC DE KERGONGAR	KERJEGU	29206 PLOUINEVEZ LOCHRIST	H 88 99 115 a 119	0,7
508 KERNICPRIM	2060284	GAEC L S M	KERJEGU	29206 PLOUINEVEZ LOCHRIST	E 418-419-420-984-986-987-989	2,2
508 KERNICPRIM	2062062	EARL AR LAND	LANDEGUIACH	29206 PLOUINEVEZ LOCHRIST	A 756 746 741 747 748 749 751 752 754 753	1,7
508 KERNICPRIM	2062062	EARL AR LAND	LANDEGUIACH	29206 PLOUINEVEZ LOCHRIST	A 954	0,3
508 KERNICPRIM	2062062	EARL AR LAND	LANDEGUIACH	29206 PLOUINEVEZ LOCHRIST	H1081/1084	2,2
508 KERNICPRIM	2062062	EARL AR LAND	LANDEGUIACH	29206 PLOUINEVEZ LOCHRIST	H1082/1083/1087/109	3,22
508 KERNICPRIM	2062062	EARL AR LAND	LANDEGUIACH	29206 PLOUINEVEZ LOCHRIST	H1147/1142/1143	1,73
508 KERNICPRIM	2062062	EARL AR LAND	LANDEGUIACH	29206 PLOUINEVEZ LOCHRIST	H1146/1147	2,22
508 KERNICPRIM	2062062	EARL AR LAND	LANDEGUIACH	29206 PLOUINEVEZ LOCHRIST	D519/520	3,68
508 KERNICPRIM	2062062	EARL AR LAND	LANDEGUIACH	29206 PLOUINEVEZ LOCHRIST	D535/543	1,63
508 KERNICPRIM	2062062	EARL AR LAND	LANDEGUIACH	29206 PLOUINEVEZ LOCHRIST	E511/512/513/516	2,37
508 KERNICPRIM	2062062	EARL AR LAND	LANDEGUIACH	29206 PLOUINEVEZ LOCHRIST	E869/891	0,94
508 KERNICPRIM	2062062	EARL AR LAND	LANDEGUIACH	29206 PLOUINEVEZ LOCHRIST	D949/950/951/952	0,9
508 KERNICPRIM	2062062	EARL AR LAND	LANDEGUIACH	29206 PLOUINEVEZ LOCHRIST	D7650a1555 370a374 403a407	7,05
508 KERNICPRIM	2062062	EARL AR LAND	LANDEGUIACH	29206 PLOUINEVEZ LOCHRIST	D873/1426	0,93
508 KERNICPRIM	2062062	EARL AR LAND	LANDEGUIACH	29206 PLOUINEVEZ LOCHRIST	D610/612	0,43
508 KERNICPRIM	2062062	EARL AR LAND	LANDEGUIACH	29206 PLOUINEVEZ LOCHRIST	H1105/1106/1107	2,94
508 KERNICPRIM	2062429	M. LE BRAS MICHEL	BREHICHEN	29206 PLOUINEVEZ LOCHRIST	H1149/1151/1960/1982	1,97
508 KERNICPRIM	2062429	M. LE BRAS MICHEL	BREHICHEN	29206 PLOUINEVEZ LOCHRIST	A9266-1532-AC1a	0,9
508 KERNICPRIM	2062429	M. LE BRAS MICHEL	BREHICHEN	29206 PLOUINEVEZ LOCHRIST	H 524	0,38
508 KERNICPRIM	2062430	M. LE BRAS MICHEL	BREHICHEN	29206 PLOUINEVEZ LOCHRIST	H 2586	0,41
508 KERNICPRIM	2062430	M. LE BRAS MICHEL	BREHICHEN	29206 PLOUINEVEZ LOCHRIST	H 330 2252 2254 2256	3,07
511 KERNICPRIM	2062432	M. LE BRAS MICHEL	BREHICHEN	29206 PLOUINEVEZ LOCHRIST	H 482	0,6
512 KERNICPRIM	2062433	M. LE BRAS MICHEL	BREHICHEN	29210 PLOUINEVEZ LOCHRIST	H 2480	0,52

513	KERNICPRIM	M.	LE BRAS MICHEL	2062434	BREHICHEN	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	29211	PLOUNEVEZ LOCHRIST	H 2506 2508	1,19
514	KERNICPRIM	M.	LE BRAS MICHEL	2062435	BREHICHEN	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	29212	PLOUNEVEZ LOCHRIST	H 2510	1,75
515	KERNICPRIM	M.	LE BRAS MICHEL	2062436	BREHICHEN	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	29213	PLOUNEVEZ LOCHRIST	H 1657 1658 533	1,62
516	KERNICPRIM	M.	LE BRAS MICHEL	2062437	BREHICHEN	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	29214	PLOUNEVEZ LOCHRIST	H 2512	0,44
517	KERNICPRIM	M.	LE BRAS MICHEL	2062438	BREHICHEN	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	29215	PLOUNEVEZ LOCHRIST	H 1654 594	0,81
518	KERNICPRIM	M.	LE BRAS MICHEL	2062439	BREHICHEN	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	29216	PLOUNEVEZ LOCHRIST	H 105 1648 0,81	0,81
519	KERNICPRIM	M.	LE BRAS MICHEL	2062440	BREHICHEN	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	29217	PLOUNEVEZ LOCHRIST	H 1760 1763	1,23
520	KERNICPRIM	M.	LE BRAS MICHEL	2062441	BREHICHEN	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	29218	PLOUNEVEZ LOCHRIST	H 1782	0,8
521	KERNICPRIM	M.	LE BRAS MICHEL	2062442	BREHICHEN	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	29219	PLOUNEVEZ LOCHRIST	H 1785	1,01
508	KERNICPRIM	M.	LE BRAS MICHEL	2062429	BREHICHEN	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	29206	PLOUNEVEZ LOCHRIST	H547-548a-538a	0,95
508	KERNICPRIM	M.	LE BRAS MICHEL	2062428	BREHICHEN	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	29205	PLOUNEVEZ LOCHRIST	D567-58a-1389	1,5
508	KERNICPRIM	M.	LE BRAS MICHEL	2062429	BREHICHEN	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	H93-94-95-96			2,56
508	KERNICPRIM	M.	LE BRAS MICHEL	2062428	BREHICHEN	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	H35/-1784			0,91
508	KERNICPRIM	M.	LE BRAS MICHEL	2062429	BREHICHEN	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	H351-362-354			0,8
508	KERNICPRIM	M.	LE BRAS MICHEL	2062428	BREHICHEN	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	H382			0,94
508	KERNICPRIM	M.	LE BRAS MICHEL	2062429	BREHICHEN	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	H518-485-484-AC37-38-36-			1,74
508	KERNICPRIM	M.	LE BRAS MICHEL	2062428	BREHICHEN	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	H1205			1,46
508	KERNICPRIM	M.	LE BRAS MICHEL	2062429	BREHICHEN	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	H162 153 155			1,9
508	KERNICPRIM	M.	LE BRAS MICHEL	2062428	BREHICHEN	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	H167			1,53
508	KERNICPRIM	M.	LE BRAS MICHEL	2062429	BREHICHEN	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	H2867 163 162			0,2
508	KERNICPRIM	M.	LE BRAS MICHEL	2062430	BREHICHEN	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	H 523			0,36
508	KERNICPRIM	M.	LE BRAS MICHEL	2062427	BREHICHEN	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	H 40/41/42			1,79
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	H 87/91/1628/1629			2,71
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	D0013 - 0014 - 0015 - 0149 - 0150 - 0157 - H1712			2,6
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	A0728			0,24
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	A0744			0,28
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	A0799			0,64
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	A1198			0,12
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	A1198			0,66
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	A1133			0,25
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	A1746			0,54
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	A2078			0,54
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	A2080			0,25
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	29287 TREHIEZ		B0420 - 0587 - 1025 - 1043	1,67
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	29287 TREHIEZ		B0403 - 0404 - 0405	1,04
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	29189 PLOUESCAT			0,4
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	29208			2,04
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	29206			1,3
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	29206			1,22
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	29206			0,55
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	29206			0,5
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	H78/79			0,6
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	H86			0,58
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	H381			1,5
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	H398			0,9
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	E819			2,6
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	E710			1,6
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	E26			1,1
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	E37			0,95
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	H400/401			0,5
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	D949			1,7
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	D967/1301/85/49/55			1,7
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	D910/911			1,1
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	AC48			1,12
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	B494 485 486 487			3,26
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	B502 583			1,35
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	B502 589			1,35
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	B502 593 601			1,12
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	B1423 638 639 640 641			3,33
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	6396 937 942 1001			1,92
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	E911 914 916 917 919 920 95 93			3,8
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	E94 99 923 928 933			2,06
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	D1452 1455 1457			1,5
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	D672 1163 1166 1167 1169			1,59
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	B144			0,32
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	A687 688 691 693 695			0,51
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	A579 580 581 582			1,78
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	C 99 99 155 157 1446 1784 1786 1788			2,44
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	PARC AR GUEAIR			3,75
508	KERNICPRIM	M.	MARREC PATRICK	2063328	KERLEA	29430	PLOUNEVEZ LOCHRIST	MEC HOU GOUEL			2,21

508	KERNICPRIM	2064073	M BELLEC MARC	KERMOGUENE	29430	PLOUENEVEZ LOCHRIST	29206	PLOUENEVEZ LOCHRIST	CHAMP BERROU ILOT 22	1,67
508	KERNICPRIM	2064073	M BELLEC MARC	KERMOGUENE	29430	PLOUENEVEZ LOCHRIST	29206	PLOUENEVEZ LOCHRIST	CHAMP BERROU ILOT 23	0,41
508	KERNICPRIM	2064073	M BELLEC MARC	KERMOGUENE	29430	PLOUENEVEZ LOCHRIST	29206	PLOUENEVEZ LOCHRIST	B 261 282	0,63
508	KERNICPRIM	2064073	M BELLEC MARC	KERMOGUENE	29430	PLOUENEVEZ LOCHRIST	29206	PLOUENEVEZ LOCHRIST	B 181 139	0,46
508	KERNICPRIM	2064073	M BELLEC MARC	KERMOGUENE	29430	PLOUENEVEZ LOCHRIST	29206	PLOUENEVEZ LOCHRIST	B 1499	0,4
508	KERNICPRIM	2064073	M BELLEC MARC	KERMOGUENE	29430	PLOUENEVEZ LOCHRIST	29206	PLOUENEVEZ LOCHRIST	CHAMP DE LA FONTAINE	0,93
508	KERNICPRIM	2064073	M BELLEC MARC	KERMOGUENE	29430	PLOUENEVEZ LOCHRIST	29206	PLOUENEVEZ LOCHRIST	PARC AR BER	0,69
508	KERNICPRIM	2064073	M BELLEC MARC	KERMOGUENE	29430	PLOUENEVEZ LOCHRIST	29213	PLOUZEVEDE	CHAMP DE LA MAISON	1,03
508	KERNICPRIM	2064073	M BELLEC MARC	KERMOGUENE	29430	PLOUENEVEZ LOCHRIST	29213	PLOUZEVEDE	PARC PENZE	3,16
508	KERNICPRIM	2064073	M BELLEC MARC	KERMOGUENE	29430	PLOUENEVEZ LOCHRIST	29213	PLOUZEVEDE	ILOT SAINT LAURENT	5,27
508	KERNICPRIM	2870185	GAEC DE GUERNEVEZ	GUERNEVEZ	29430	PLOUENEVEZ LOCHRIST	29287	TREFLEZ	COCKAGNE	5,26
508	KERNICPRIM	2870185	GAEC DE GUERNEVEZ	GUERNEVEZ	29430	TREFLEZ	29287	TREFLEZ	ILOT DE LA MAISON	1
508	KERNICPRIM	2870185	GAEC DE GUERNEVEZ	GUERNEVEZ	29430	TREFLEZ	29287	TREFLEZ	B770	1
508	KERNICPRIM	2870541	EARL GUIVARCH	RUE DE LA MAIRIE	29430	TREFLEZ	29287	TREFLEZ	B771 - 1046	0,5
508	KERNICPRIM	2870576	GAEC DE KERVETLOC	KERVETLOC	29430	TREFLEZ	29287	TREFLEZ	B766	0,5
508	KERNICPRIM	2870576	GAEC DE KERVETLOC	KERVETLOC	29430	TREFLEZ	29287	TREFLEZ	C708	0,5
508	KERNICPRIM	2870576	GAEC DE KERVETLOC	KERVETLOC	29430	TREFLEZ	29287	TREFLEZ	C6970	0,5
508	KERNICPRIM	2870576	GAEC DE KERVETLOC	KERVETLOC	29430	TREFLEZ	29198	PLOUIDER	C993-934-935-938-961	1,4
508	KERNICPRIM	2870576	GAEC DE KERVETLOC	KERVETLOC	29430	TREFLEZ	29198	PLOUIDER	C964	0,38
508	KERNICPRIM	2870576	GAEC DE KERVETLOC	KERVETLOC	29430	TREFLEZ	29198	PLOUIDER	D171-172-1153	0,68
508	KERNICPRIM	2870576	GAEC DE KERVETLOC	KERVETLOC	29430	TREFLEZ	29198	PLOUIDER	D191-192-193-196-1139-1140	3,31
508	KERNICPRIM	2870576	GAEC DE KERVETLOC	KERVETLOC	29430	TREFLEZ	29287	TREFLEZ	C608-610-611-612	4,27
508	KERNICPRIM	2870576	GAEC DE KERVETLOC	KERVETLOC	29430	TREFLEZ	29287	TREFLEZ	C264-265	0,99
508	KERNICPRIM	2870576	GAEC DE KERVETLOC	KERVETLOC	29430	TREFLEZ	29287	TREFLEZ	C284-285-286-287-289	1,71
508	KERNICPRIM	2870576	GAEC DE KERVETLOC	KERVETLOC	29430	TREFLEZ	29287	TREFLEZ	C302-315	2,66
508	KERNICPRIM	2870576	GAEC DE KERVETLOC	KERVETLOC	29430	TREFLEZ	29287	TREFLEZ	C328-328	2,12
508	KERNICPRIM	2870576	GAEC DE KERVETLOC	KERVETLOC	29430	TREFLEZ	29287	TREFLEZ	C479	0,4
508	KERNICPRIM	2870576	GAEC DE KERVETLOC	KERVETLOC	29430	TREFLEZ	29287	TREFLEZ	C554-555-558	2,34
508	KERNICPRIM	2870576	GAEC DE KERVETLOC	KERVETLOC	29430	TREFLEZ	29287	TREFLEZ	C563	0,7
508	KERNICPRIM	2870576	GAEC DE KERVETLOC	KERVETLOC	29430	TREFLEZ	29287	TREFLEZ	C564-565-573-574-575-577	3,63
508	KERNICPRIM	2870576	GAEC DE KERVETLOC	KERVETLOC	29430	TREFLEZ	29287	TREFLEZ	C582-583	0,86
508	KERNICPRIM	2870576	GAEC DE KERVETLOC	KERVETLOC	29430	TREFLEZ	29287	TREFLEZ	A364	1,06
508	KERNICPRIM	2870576	GAEC DE KERVETLOC	KERVETLOC	29430	TREFLEZ	29287	TREFLEZ	B496-497	1,63
508	KERNICPRIM	2870576	GAEC DE KERVETLOC	KERVETLOC	29430	TREFLEZ	29287	TREFLEZ	B650	0,31
508	KERNICPRIM	2870576	GAEC DE KERVETLOC	KERVETLOC	29430	TREFLEZ	29287	TREFLEZ	B779	0,33
508	KERNICPRIM	2870576	GAEC DE KERVETLOC	KERVETLOC	29430	TREFLEZ	29287	TREFLEZ	C19-20-22-225-226-834	4,39
508	KERNICPRIM	2870576	GAEC DE KERVETLOC	KERVETLOC	29430	TREFLEZ	29287	TREFLEZ	C30-198-846-847	3,15
508	KERNICPRIM	2870576	GAEC DE KERVETLOC	KERVETLOC	29430	TREFLEZ	29287	TREFLEZ	C229-230-232-233	2,08
508	KERNICPRIM	2870576	GAEC DE KERVETLOC	KERVETLOC	29430	TREFLEZ	29287	TREFLEZ	C240-242-244-887-888	1,8
508	KERNICPRIM	2061821	MILBEO FRANCOIS	KERVETLOC	29430	TREFLEZ	29287	TREFLEZ	C251-252-253	1,54
508	KERNICPRIM	2061821	MILBEO FRANCOIS	KERVETLOC	29430	TREFLEZ	29287	TREFLEZ	PARC MEUR 121	1
508	KERNICPRIM	2061821	MILBEO FRANCOIS	KERVETLOC	29430	PLOUENEVEZ LOCHRIST	29206	PLOUENEVEZ LOCHRIST	PARC AR CHAPEL 115	1
508	KERNICPRIM	2061821	MILBEO FRANCOIS	KERVETLOC	29430	PLOUENEVEZ LOCHRIST	29206	PLOUENEVEZ LOCHRIST	PAR AR PORSC 109	1
508	KERNICPRIM	2061821	MILBEO FRANCOIS	KERVETLOC	29430	PLOUENEVEZ LOCHRIST	29206	PLOUENEVEZ LOCHRIST	PARC NEVEZ 88	2,1
508	KERNICPRIM	2064014	GAEC DE KERVINOT	KERVINOT	29430	PLOUENEVEZ LOCHRIST	29206	PLOUENEVEZ LOCHRIST	PAR J BOSSARD 208 209 210	1,8
508	KERNICPRIM	2064014	GAEC DE KERVINOT	KERVINOT	29430	PLOUENEVEZ LOCHRIST	29206	PLOUENEVEZ LOCHRIST	108A 123 COAT KERGARADEC	2,5
508	KERNICPRIM	2064014	GAEC DE KERVINOT	KERVINOT	29430	PLOUENEVEZ LOCHRIST	29030	CLEDER	C03433456349	0,69
508	KERNICPRIM	2064014	GAEC DE KERVINOT	KERVINOT	29430	PLOUENEVEZ LOCHRIST	29206	PLOUENEVEZ LOCHRIST	B1657667692672688/4731474	0,7
508	KERNICPRIM	2064014	GAEC DE KERVINOT	KERVINOT	29430	PLOUENEVEZ LOCHRIST	29206	PLOUENEVEZ LOCHRIST	B31	0,54
508	KERNICPRIM	2064014	GAEC DE KERVINOT	KERVINOT	29430	PLOUENEVEZ LOCHRIST	29206	PLOUENEVEZ LOCHRIST	B383976/7980	2,3
508	KERNICPRIM	2064014	GAEC DE KERVINOT	KERVINOT	29430	PLOUENEVEZ LOCHRIST	29206	PLOUENEVEZ LOCHRIST	C429/428/427/426/418/417/414	5,56
508	KERNICPRIM	2064014	GAEC DE KERVINOT	KERVINOT	29430	PLOUENEVEZ LOCHRIST	29206	PLOUENEVEZ LOCHRIST	C101/47037	2,45
508	KERNICPRIM	2064014	GAEC DE KERVINOT	KERVINOT	29430	PLOUENEVEZ LOCHRIST	29206	PLOUENEVEZ LOCHRIST	C593/694	0,97
508	KERNICPRIM	2064014	GAEC DE KERVINOT	KERVINOT	29430	PLOUENEVEZ LOCHRIST	29206	PLOUENEVEZ LOCHRIST	C385/686/687	0,78
508	KERNICPRIM	1870165	GAEC LANNEUVEIT	LANNEUVEIT	29430	PLOUENEVEZ LOCHRIST	29271	SAINT VOUGAY	C199	0,85
508	KERNICPRIM	1870165	GAEC LANNEUVEIT	LANNEUVEIT	29440	POUGAR	29167	POUGAR	B957057/067/07	2
508	KERNICPRIM	1870165	GAEC LANNEUVEIT	LANNEUVEIT	29440	POUGAR	29167	POUGAR	C1263 - 236	1,11
508	KERNICPRIM	1870165	GAEC LANNEUVEIT	LANNEUVEIT	29440	POUGAR	29167	POUGAR	D786 - 785 - 784 - 1111	1,69
508	KERNICPRIM	1870165	GAEC LANNEUVEIT	LANNEUVEIT	29440	POUGAR	29167	POUGAR	B7082 - 1077	1
508	KERNICPRIM	1870165	GAEC LANNEUVEIT	LANNEUVEIT	29440	POUGAR	29167	POUGAR	B216 - 217 - 219	1,75
508	KERNICPRIM	1870165	GAEC LANNEUVEIT	LANNEUVEIT	29440	POUGAR	29213	POUZEVEDE	B231 - 232 - 233 - 249	1,63
508	KERNICPRIM	1870165	GAEC LANNEUVEIT	LANNEUVEIT	29440	POUGAR	29213	POUZEVEDE	B261 - 262 - 263	1,89
517	VILAR GREN	1486384	EARL DES SOURCES IBOULCH	BENVOAS	29420	MESPAUL	29148	MESPAUL	B 942/1015	0,8
517	VILAR GREN	1842160	SCEA LE BOULCH	GAMER	29420	POUENAN	29210	POUENAN	A2 239	0,5
517	VILAR GREN	1842160	SCEA LE BOULCH	GAMER	29420	POUENAN	29194	POUENAN	A165-635	7,64
517	VILAR GREN	1842160	SCEA LE BOULCH	GAMER	29420	POUENAN	29192	POUENAN	AZ 255-256	1,13
517	VILAR GREN	1842160	SCEA LE BOULCH	GAMER	29420	POUENAN	29192	POUENAN	BC 128-165	1,93
517	VILAR GREN	1842160	SCEA LE BOULCH	GAMER	29420	POUENAN	29192	POUENAN	BC2939-240	1,33



517	VILAR GREN	1942160	SCEA LE BOULCH	GAMIER	29420	PL.QUEMAN	29192	PL.UGOULM	BC143-137-138	1,07
517	VILAR GREN	1942160	SCEA LE BOULCH	GAMIER	29420	PL.QUEMAN	29192	PL.UGOULM	BC280-73	2,11
517	VILAR GREN	1921878	GAEC DES RIVES	RAMBLOUCH	29250	PL.UGOULM	29148	MESPALL	B 13 14	0,6
517	VILAR GREN	1921878	GAEC DES RIVES	RAMBLOUCH	29250	PL.UGOULM	29192	PL.UGOULM	AV 258	1,31
517	VILAR GREN	1928643	GAEC AUTRET	RAMBLOUCH	29250	PL.UGOULM	29192	PL.UGOULM	AV 259/48/9	8,33
517	VILAR GREN	1928643	GAEC AUTRET	RAMBLOUCH	29250	PL.UGOULM	29192	PL.UGOULM	BC 11/21/31/6	4,4
517	VILAR GREN	1928643	GAEC AUTRET	RAMBLOUCH	29250	PL.UGOULM	29276	SIBIRIL	PN 84	0,84
517	VILAR GREN	2102722	GAEC DE KEREVER (MADEC)	KERUZORET	29420	PL.OUVORN	29210	PL.OUVORN	PEN BA TRAON	6
517	VILAR GREN	2102722	GAEC DE KEREVER (MADEC)	KERUZORET	29420	PL.OUVORN	29210	PL.OUVORN	A685-686-687	1,71
517	VILAR GREN	2102722	GAEC DE KEREVER (MADEC)	KERUZORET	29420	PL.OUVORN	29210	PL.OUVORN	A958-659-660	1,76
517	VILAR GREN	2102722	GAEC DE KEREVER (MADEC)	KERUZORET	29420	PL.OUVORN	29210	PL.OUVORN	A1714-1687	1,21
517	VILAR GREN	2102722	GAEC DE KEREVER (MADEC)	KERUZORET	29420	PL.OUVORN	29210	PL.OUVORN	A618-820	0,47
517	VILAR GREN	2102722	GAEC DE KEREVER (MADEC)	KERUZORET	29420	PL.OUVORN	29276	SIBIRIL	A545-546-547	1,17
517	VILAR GREN	2761769	GAEC DES FRERES GUILLERM	LE PETIT CLOITRE	29250	SIBIRIL	29276	SIBIRIL	A639-640-641-642-643-644	3,66
517	VILAR GREN	2761769	GAEC DES FRERES GUILLERM	LE PETIT CLOITRE	29250	SIBIRIL	29276	SIBIRIL	AR 103/28/29/30	2,83
517	VILAR GREN	2761769	GAEC DES FRERES GUILLERM	LE PETIT CLOITRE	29250	SIBIRIL	29276	SIBIRIL	AP447 AR 404 405 366 369	2,43
517	VILAR GREN	2761789	GAEC DES FRERES GUILLERM	LE PETIT CLOITRE	29250	SIBIRIL	29276	SIBIRIL	AP 141 140 160	4,08
517	VILAR GREN	2761789	GAEC DES FRERES GUILLERM	LE PETIT CLOITRE	29250	SIBIRIL	29276	SIBIRIL	AP 353	0,9
517	VILAR GREN	2850648	SCEA DU MOULIN	LEURQUER	29440	TREFLAOUENAN	29276	SIBIRIL	AR28 29 30 31 102 103 390 386 98 389	3,82
517	VILAR GREN	2850648	SCEA DU MOULIN	LEURQUER	29440	TREFLAOUENAN	29148	MESPALL	AR21 170 171 176	2,22
517	VILAR GREN	2850923	GAEC LAOUEU	KERDANET	29440	TREFLAOUENAN	29030	CL.EDER	A489-470-483-484	1,17
517	VILAR GREN	2850923	GAEC LAOUEU	KERDANET	29440	TREFLAOUENAN	29030	CL.EDER	BN 144 145	2,68
517	VILAR GREN	2850923	GAEC LAOUEU	KERDANET	29440	TREFLAOUENAN	29030	CL.EDER	BN 32 33 34	0,6
517	VILAR GREN	2850923	GAEC LAOUEU	KERDANET	29440	TREFLAOUENAN	29285	TREFLAOUENAN	PARC KEROUANTON	4
533	VILAR GREN	2761653	GAEC QEMMENEUR GUILLERM	KERHULLEC	29250	SIBIRIL	29030	CL.EDER	1LOT 14 NC 46 47 48 49 50 TERKEIN	2,3
533	VILAR GREN	2761653	GAEC QEMMENEUR GUILLERM	KERHULLEC	29250	SIBIRIL	29030	CL.EDER	BK 500 114 111 112 113	3,21
533	VILAR GREN	2761653	GAEC QEMMENEUR GUILLERM	KERHULLEC	29250	SIBIRIL	29276	SIBIRIL	BK 1211 121K 122 123	1,97
533	VILAR GREN	2761653	GAEC QEMMENEUR GUILLERM	KERHULLEC	29250	SIBIRIL	29276	SIBIRIL	AT 212 215 173 176 271 304	3,89
533	VILAR GREN	2761653	GAEC QEMMENEUR GUILLERM	KERHULLEC	29250	SIBIRIL	AW 97 98 127		AW 97 98 127	3,16
533	VILAR GREN	2761653	GAEC QEMMENEUR GUILLERM	KERHULLEC	29250	SIBIRIL	AW 166		AW 166	0,46
533	VILAR GREN	0300586	GAEC TANGUY	LANNESFELD	29233	CL.EDER	29276	SIBIRIL	AP 5	1,42
533	VILAR GREN	0300586	GAEC TANGUY	LANNESFELD	29233	CL.EDER	29276	SIBIRIL	BK 137 140 167 164 142 165 167 143	0,81
533	VILAR GREN	0300586	GAEC TANGUY	LANNESFELD	29233	CL.EDER	29030	CL.EDER	AS 59 AT 149 164	4,04
533	VILAR GREN	0300586	GAEC TANGUY	LANNESFELD	29233	CL.EDER	29276	SIBIRIL	AT 151 159 166 168	4,17
533	VILAR GREN	0300586	GAEC TANGUY	LANNESFELD	29233	CL.EDER	29030	CL.EDER	BP 74 BR 53 55 56 57	4,2
533	VILAR GREN	0300586	GAEC TANGUY	LANNESFELD	29233	CL.EDER	29030	CL.EDER	BP 44 45 46 47 48 49 51 52 57 58 59 60 61	7,3
533	VILAR GREN	0300586	GAEC TANGUY	LANNESFELD	29233	CL.EDER	29210	PL.OUVORN	A 100 101 102 98 97 98 99 73 74 75 76 79	4,5
533	VILAR GREN	0300586	GAEC TANGUY	LANNESFELD	29233	CL.EDER	29210	PL.OUVORN	A 937 938 119 939 125 126 810 942 909 127	10,0
533	VILAR GREN	1920812	EARI CASTEL	KERVEYER	29250	PL.UGOULM	29192	PL.UGOULM	AW20	0,6
533	VILAR GREN	1920812	EARI CASTEL	KERVEYER	29250	PL.UGOULM	29192	PL.UGOULM	AW20	0,75
533	VILAR GREN	1920812	EARI CASTEL	KERVEYER	29250	PL.UGOULM	29192	PL.UGOULM	AW26	0,8
533	VILAR GREN	1920812	EARI CASTEL	KERVEYER	29250	PL.UGOULM	29192	PL.UGOULM	AW26	0,75
533	VILAR GREN	1920812	EARI CASTEL	KERVEYER	29250	PL.UGOULM	29192	PL.UGOULM	AW26	0,8
533	VILAR GREN	1920812	EARI CASTEL	KERVEYER	29250	PL.UGOULM	29192	PL.UGOULM	AW26	0,8
533	VILAR GREN	1920812	EARI CASTEL	KERVEYER	29250	PL.UGOULM	29192	PL.UGOULM	BE356	1
533	VILAR GREN	1921472	EARI EDERN JEAN-YVES	KERVINGANT	29250	PL.UGOULM	29192	PL.UGOULM	CHAMP MAISON	2
533	VILAR GREN	1921472	EARI EDERN JEAN-YVES	KERVINGANT	29250	PL.UGOULM	29192	PL.UGOULM	CHAMP MAISON	2
533	VILAR GREN	2399041	M. LE BIAN JEAN-MICHEL	KERJUSTIN	29680	ROS.COFF	29192	PL.UGOULM	AW11 -12	1
533	VILAR GREN	2399041	M. LE BIAN JEAN-MICHEL	KERJUSTIN	29680	ROS.COFF	29192	PL.UGOULM	AW11 -12	1,3476
533	VILAR GREN	2399041	M. LE BIAN JEAN-MICHEL	KERJUSTIN	29680	ROS.COFF	29192	PL.UGOULM	A29 - 49 - 50 - 51	0,6
533	VILAR GREN	2399041	M. LE BIAN JEAN-MICHEL	KERJUSTIN	29680	ROS.COFF	29192	PL.UGOULM	A191	0,8537
533	VILAR GREN	2399041	M. LE BIAN JEAN-MICHEL	KERJUSTIN	29680	ROS.COFF	29192	PL.UGOULM	AW328 - 334	0,7535
533	VILAR GREN	2760363	GAEC STEPHAN	BOURG	29250	SIBIRIL	29276	SIBIRIL	AO74/233/234	1,91
533	VILAR GREN	2760363	GAEC STEPHAN	BOURG	29250	SIBIRIL	29276	SIBIRIL	AP18/19/22/23/10/8/10/9	5,66
533	VILAR GREN	2760363	GAEC STEPHAN	BOURG	29250	SIBIRIL	29276	SIBIRIL	AL36/34/102/99/95/99	2,61
533	VILAR GREN	2760363	GAEC STEPHAN	BOURG	29250	SIBIRIL	29276	SIBIRIL	AM37	1
533	VILAR GREN	2760363	GAEC STEPHAN	BOURG	29250	SIBIRIL	29276	SIBIRIL	AO 64/67/66/65/82/83	5,38
533	VILAR GREN	2760363	GAEC STEPHAN	BOURG	29250	SIBIRIL	29276	SIBIRIL	AX95/164	2,4
533	VILAR GREN	2760363	GAEC STEPHAN	BOURG	29250	SIBIRIL	29276	SIBIRIL	AX22/24/189/191/194/348/349	3,68
533	VILAR GREN	2760363	GAEC STEPHAN	BOURG	29250	SIBIRIL	29276	SIBIRIL	BC207/224/225/273	3,68
533	VILAR GREN	2761441	M. EDERN JACQUES	GUERNEVEZ	29250	SIBIRIL	29276	SIBIRIL	AO 159/162	0,66
533	VILAR GREN	2761441	M. EDERN JACQUES	GUERNEVEZ	29250	SIBIRIL	29276	SIBIRIL	AP 263/281/303/307 AR 25	5,77
533	VILAR GREN	2761441	M. EDERN JACQUES	GUERNEVEZ	29250	SIBIRIL	29276	SIBIRIL	AO 99/100 AR 23/169/184/185	3,27
533	VILAR GREN	2761441	M. EDERN JACQUES	GUERNEVEZ	29250	SIBIRIL	29276	SIBIRIL	AS 4 AT 102/153 AP 268/310	2,12
533	VILAR GREN	2761441	M. EDERN JACQUES	GUERNEVEZ	29250	SIBIRIL	29276	SIBIRIL	BC 104/110/111/112/113/114/274	3,13

533	VILAR GREN	2761441	M. EDERN JACQUES	GUERNEVEZ	29250 SIBIRIL	29276 SIBIRIL	AT 135	0,23
533	VILAR GREN	2761441	M. EDERN JACQUES	GUERNEVEZ	29250 SIBIRIL	29276 SIBIRIL	AR 340/342/343	0,7
533	VILAR GREN	2761653	GAEQ OEUENEUR GUILLERM	KERHUILLEC	29250 SIBIRIL	29276 SIBIRIL	AR 254 242 243 259	3
533	VILAR GREN	2761653	GAEQ OEUENEUR GUILLERM	KERHUILLEC	29250 SIBIRIL	29276 SIBIRIL	AS 39 à 42	4
533	VILAR GREN	2761653	GAEQ OEUENEUR GUILLERM	KERHUILLEC	29250 SIBIRIL	29276 SIBIRIL	AS 78 79	3 29
533	VILAR GREN	2761770	GAEQ DU BAND	TROHEON	29250 SIBIRIL	29030 CLEDER	CK 178	0,8
533	VILAR GREN	2761770	GAEQ DU BAND	TROHEON	29250 SIBIRIL	29030 CLEDER	CD 140	0,74
533	VILAR GREN	2761770	GAEQ DU BAND	TROHEON	29250 SIBIRIL	29276 SIBIRIL	AX 61 199 207 88 204 203	4
533	VILAR GREN	2761858	GAEQ COUSQUER NEDELEC	KEROUZERN	29250 SIBIRIL	29276 SIBIRIL	AS0073	0,4
533	VILAR GREN	2761858	GAEQ COUSQUER NEDELEC	KEROUZERN	29250 SIBIRIL	29276 SIBIRIL	AS0111	0,27
533	VILAR GREN	2761858	GAEQ COUSQUER NEDELEC	KEROUZERN	29250 SIBIRIL	29276 SIBIRIL	AR225	0,55
533	VILAR GREN	2761858	GAEQ COUSQUER NEDELEC	KEROUZERN	29250 SIBIRIL	29276 SIBIRIL	AR229	0,71
533	VILAR GREN	2761858	GAEQ COUSQUER NEDELEC	KEROUZERN	29250 SIBIRIL	29276 SIBIRIL	AR301	1,08
533	VILAR GREN	2761858	GAEQ COUSQUER NEDELEC	KEROUZERN	29250 SIBIRIL	29276 SIBIRIL	AS0075	1,45
533	VILAR GREN	2761912	M GUILLERM HERVE	KEROUZERN	29250 SIBIRIL	29276 SIBIRIL	AS0109	0,69
533	VILAR GREN	2761912	M GUILLERM HERVE	KERHUILLEC	29250 SIBIRIL	29276 SIBIRIL	AS110	0,24
533	VILAR GREN	2761912	M GUILLERM HERVE	KERHUILLEC	29250 SIBIRIL	29276 SIBIRIL	AP 333	1,06
533	VILAR GREN	2761912	M GUILLERM HERVE	KERHUILLEC	29250 SIBIRIL	29276 SIBIRIL	AT 126	0,97
540	VILAR GREN	2761912	M GUILLERM HERVE	KERHUILLEC	29250 SIBIRIL	29276 SIBIRIL	AT 138	0,88
540	VILAR GREN	1840282	EARL LE BIHAN	KERBALANEC	29420 PLOUENAN	29276 SIBIRIL	AT 10 11	0,64
540	VILAR GREN	1840282	EARL LE BIHAN	KERBALANEC	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	D 429	0,7
540	VILAR GREN	1844202	MME ARGOUACH FLORENCE	MINGAM HUELLA	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	D 538	0,7
540	VILAR GREN	1844202	MME ARGOUACH FLORENCE	MINGAM HUELLA	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	D 538	0,7
540	VILAR GREN	1844202	MME ARGOUACH FLORENCE	MINGAM HUELLA	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	C267	0,48
540	VILAR GREN	1844202	MME ARGOUACH FLORENCE	MINGAM HUELLA	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	C478	1,21
540	VILAR GREN	1844202	MME ARGOUACH FLORENCE	MINGAM HUELLA	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	B1212	2,31
540	VILAR GREN	1844202	MME ARGOUACH FLORENCE	MINGAM HUELLA	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	C1416	1,1
540	VILAR GREN	1844202	MME ARGOUACH FLORENCE	MINGAM HUELLA	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	C506	0,5
540	VILAR GREN	1844202	MME ARGOUACH FLORENCE	MINGAM HUELLA	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	C493	1,55
540	VILAR GREN	1841106	GAEQ TANGUY	KERGOZ	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	C305	0,46
540	VILAR GREN	1841106	GAEQ TANGUY	KERGOZ	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	B240/241/242	3,08
540	VILAR GREN	1841106	GAEQ TANGUY	KERGOZ	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	C561	1
540	VILAR GREN	1841106	GAEQ TANGUY	KERGOZ	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	C576	2,6
540	VILAR GREN	1841106	GAEQ TANGUY	KERGOZ	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	C121	2,55
540	VILAR GREN	1841106	GAEQ TANGUY	KERGOZ	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	C570	6,34
540	VILAR GREN	1841106	GAEQ TANGUY	KERGOZ	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	D741	1,46
540	VILAR GREN	1841106	GAEQ TANGUY	KERGOZ	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	C545	0,59
540	VILAR GREN	1841106	GAEQ TANGUY	KERGOZ	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	C816	0,73
540	VILAR GREN	1841106	GAEQ TANGUY	KERGOZ	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	C826	0,99
540	VILAR GREN	1841106	GAEQ TANGUY	KERGOZ	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	C827	0,84
540	VILAR GREN	1841297	GAEQ JAOUEN	KERBIRIOU	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	C928	0,64
540	VILAR GREN	1841297	GAEQ JAOUEN	KERBIRIOU	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	B 1132	5,18
540	VILAR GREN	1841297	GAEQ JAOUEN	KERBIRIOU	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	B 1138	0,34
540	VILAR GREN	1841297	GAEQ JAOUEN	KERBIRIOU	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	AY33	1,83
540	VILAR GREN	1841297	GAEQ JAOUEN	KERBIRIOU	29420 PLOUENAN	29192 PLOUGOULM	AY33	0,35
540	VILAR GREN	1842846	EARL TANGUY JMICHEL	KERVOAS	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	AY159	1,5
540	VILAR GREN	1842846	EARL TANGUY JMICHEL	KERVOAS	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	AY24	1
540	VILAR GREN	1842846	EARL TANGUY JMICHEL	KERVOAS	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	D164	1,66
540	VILAR GREN	1842846	EARL TANGUY JMICHEL	KERVOAS	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	D893	1
540	VILAR GREN	1842846	EARL TANGUY JMICHEL	KERVOAS	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	B262	1,41
540	VILAR GREN	1842897	M. COCAIGN THIERRY	COSTY	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	B347	1,58
540	VILAR GREN	1842897	M. COCAIGN THIERRY	COSTY	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	E453	1,28
540	VILAR GREN	1842897	M. COCAIGN THIERRY	COSTY	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	E0894 EN PARTIE	2,15
540	VILAR GREN	1843028	GAEQ DE RADENNEC	RADENNEC	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	E885 EN PARTIE	1,8
540	VILAR GREN	1843028	GAEQ DE RADENNEC	RADENNEC	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	E885	0,73
540	VILAR GREN	1843028	GAEQ DE RADENNEC	RADENNEC	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	B176	1
540	VILAR GREN	1843028	GAEQ DE RADENNEC	RADENNEC	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	B237	0,8
540	VILAR GREN	1843125	EARL QUERE PHILIPPE	KERGOZ	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	B 210 216	1
540	VILAR GREN	1843125	EARL QUERE PHILIPPE	KERGOZ	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	F220-1017-1019-856	2,4
540	VILAR GREN	1843125	EARL QUERE PHILIPPE	KERGOZ	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	F211-1003-1005-1007	2,71
540	VILAR GREN	1843125	EARL QUERE PHILIPPE	KERGOZ	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	F1008-1011	1,8
540	VILAR GREN	1843273	M. MADEC STEPHANE	PENFRAT	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	F277-297-300-301	1,23
540	VILAR GREN	1843273	M. MADEC STEPHANE	PENFRAT	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	F 621 622 623 624	3,5
540	VILAR GREN	1843273	M. MADEC STEPHANE	PENFRAT	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	F 989 607 608 609 610	4,2
540	VILAR GREN	1843737	EARL DU DAIL	LANVADEN	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	F468	1,13
540	VILAR GREN	1843737	EARL DU DAIL	LANVADEN	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	F593	2,27
540	VILAR GREN	1843737	EARL DU DAIL	LANVADEN	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	F978	1,13
540	VILAR GREN	1843737	EARL DU DAIL	LANVADEN	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	F530	0,77
540	VILAR GREN	1843737	EARL DU DAIL	LANVADEN	29420 PLOUENAN	29184 PLOUENAN	F530	0,95

540	VILAR GREN	1843737	EARL DU DAIL	LAVADEN	29420	PLOUENAN	29184	PLOUENAN	F531	1,44
540	VILAR GREN	1843737	EARL DU DAIL	LAVADEN	29420	PLOUENAN	29184	PLOUENAN	F529	1,44
540	VILAR GREN	1843737	EARL DU DAIL	LAVADEN	29420	PLOUENAN	29184	PLOUENAN	F525	1,24
540	VILAR GREN	1843737	EARL DU DAIL	LAVADEN	29420	PLOUENAN	29184	PLOUENAN	F526	1,61
540	VILAR GREN	1844355	GAREC DE LA ROCADE	KERVAYS	29420	PLOUENAN	29184	PLOUENAN	F104 509	1,6
540	VILAR GREN	1848241	M. JAOUEN GILBERT	KERLEVERIEN	29420	PLOUENAN	29184	PLOUENAN	F0345	0,92
540	VILAR GREN	1848241	M. JAOUEN GILBERT	KERLEVERIEN	29420	PLOUENAN	29184	PLOUENAN	F0110	1,33
540	VILAR GREN	1921436	GAREC DE POULESQUE	POULESQUET	29250	PLONGULM	29192	PLONGULM	AZ0024	0,97
540	VILAR GREN	1921436	GAREC DE POULESQUE	POULESQUET	29250	PLONGULM	29192	PLONGULM	AW 178 187 189 192 193 188	3,4
540	VILAR GREN	1930745	GAREC LES RAFALES	COATIVELLEC	29400	PLONGOURVEST	29193	PLONGOURVEST	AW 179 176 178 177	3,37
540	VILAR GREN	1930745	GAREC LES RAFALES	COATIVELLEC	29400	PLONGOURVEST	29193	PLONGOURVEST	A 950	1,2
540	VILAR GREN	1930745	GAREC LES RAFALES	COATIVELLEC	29400	PLONGOURVEST	29193	PLONGOURVEST	A 99 100	0,5
540	VILAR GREN	1930745	GAREC LES RAFALES	COATIVELLEC	29400	PLONGOURVEST	29193	PLONGOURVEST	A 292 293 226 187 304	1,8
540	VILAR GREN	1930745	GAREC LES RAFALES	COATIVELLEC	29400	PLONGOURVEST	29193	PLONGOURVEST	A 312 313	0,7
540	VILAR GREN	1930745	GAREC LES RAFALES	COATIVELLEC	29400	PLONGOURVEST	29193	PLONGOURVEST	A 855 957	0,5
540	VILAR GREN	2593637	GAREC DU PONT DE LA CORDE	KERNEVEZ GUTIRE	29250	SAINTE POL DE LEON	29259	SAINTE POL DE LEON	AX 144 RUNNING	1,5
540	VILAR GREN	2593637	GAREC DU PONT DE LA CORDE	KERNEVEZ GUTIRE	29250	SAINTE POL DE LEON	29259	SAINTE POL DE LEON	AX 171 213 MAISON	1,16
540	VILAR GREN	2593637	GAREC DU PONT DE LA CORDE	KERNEVEZ GUTIRE	29250	SAINTE POL DE LEON	29259	SAINTE POL DE LEON	AY0110 HANGAR	0,6
540	VILAR GREN	2593637	GAREC DU PONT DE LA CORDE	KERNEVEZ GUTIRE	29250	SAINTE POL DE LEON	29259	SAINTE POL DE LEON	AX155 156 TRIANGLE PU	1,03
540	VILAR GREN	2593637	GAREC DU PONT DE LA CORDE	KERNEVEZ GUTIRE	29250	SAINTE POL DE LEON	29259	SAINTE POL DE LEON	AX 136 DOLMEN	1,66
540	VILAR GREN	2593637	GAREC DU PONT DE LA CORDE	KERNEVEZ GUTIRE	29250	SAINTE POL DE LEON	29259	SAINTE POL DE LEON	AX 40 P JACQ.	2,2
540	VILAR GREN	2593637	GAREC DU PONT DE LA CORDE	KERNEVEZ GUTIRE	29250	SAINTE POL DE LEON	29259	SAINTE POL DE LEON	AX 1316 SEVERE	0,9
540	VILAR GREN	2593637	GAREC DU PONT DE LA CORDE	KERNEVEZ GUTIRE	29250	SAINTE POL DE LEON	29259	SAINTE POL DE LEON	AX595/567/62/63/64 DOLMEN J	1
540	VILAR GREN	2593637	GAREC DU PONT DE LA CORDE	KERNEVEZ GUTIRE	29250	SAINTE POL DE LEON	29259	SAINTE POL DE LEON	AY144 ROUTE LA GROIS	0,5
540	VILAR GREN	2593637	GAREC DU PONT DE LA CORDE	KERNEVEZ GUTIRE	29250	SAINTE POL DE LEON	29259	SAINTE POL DE LEON	AZ 213 273 288 289 JERUSALEM	2,64
540	VILAR GREN	2593637	GAREC DU PONT DE LA CORDE	KERNEVEZ GUTIRE	29250	SAINTE POL DE LEON	29259	SAINTE POL DE LEON	AW 344 KERIVEN	0,8
540	VILAR GREN	2593637	GAREC DU PONT DE LA CORDE	KERNEVEZ GUTIRE	29250	SAINTE POL DE LEON	29259	SAINTE POL DE LEON	AW 209 KERIVEN	0,89
540	VILAR GREN	2593637	GAREC DU PONT DE LA CORDE	KERNEVEZ GUTIRE	29250	SAINTE POL DE LEON	29259	SAINTE POL DE LEON	AW 212 217 KERIVEN	0,6
540	VILAR GREN	2593637	GAREC DU PONT DE LA CORDE	KERNEVEZ GUTIRE	29250	SAINTE POL DE LEON	29259	SAINTE POL DE LEON	AX 32 33 34 LA CROIX	1,26
540	VILAR GREN	2593637	GAREC DU PONT DE LA CORDE	KERNEVEZ GUTIRE	29250	SAINTE POL DE LEON	29259	SAINTE POL DE LEON	AX 147 LEUSNEMEUR	3,89
540	VILAR GREN	2593637	GAREC DU PONT DE LA CORDE	KERNEVEZ GUTIRE	29250	SAINTE POL DE LEON	29259	SAINTE POL DE LEON	AX 150 239 240 PARC AR RAOUL	1,07
540	VILAR GREN	2593637	GAREC DU PONT DE LA CORDE	KERNEVEZ GUTIRE	29250	SAINTE POL DE LEON	29259	SAINTE POL DE LEON	AX 134 PARC A GOAS	0,54
540	VILAR GREN	2593637	GAREC DU PONT DE LA CORDE	KERNEVEZ GUTIRE	29250	SAINTE POL DE LEON	29259	SAINTE POL DE LEON	AX 134 135 136 PARC THIERRY	0,54
540	VILAR GREN	2593637	GAREC DU PONT DE LA CORDE	KERNEVEZ GUTIRE	29250	SAINTE POL DE LEON	29259	SAINTE POL DE LEON	AX 151 154 RECT PU	1,5
540	VILAR GREN	2593637	GAREC DU PONT DE LA CORDE	KERNEVEZ GUTIRE	29250	SAINTE POL DE LEON	29259	SAINTE POL DE LEON	AX 132 133 RVOALLOIN	0,77
540	VILAR GREN	2593637	GAREC DU PONT DE LA CORDE	KERNEVEZ GUTIRE	29250	SAINTE POL DE LEON	29259	SAINTE POL DE LEON	AY 108 109 WARM BRAS	1,36
540	VILAR GREN	2792109	EARI STEPHAN	TY GUEN	29670	TAULE	29184	PLOUENAN	D 553/453	1,41
540	VILAR GREN	2792109	EARI STEPHAN	TY GUEN	29670	TAULE	29184	PLOUENAN	D 1098/1036/1120	2,15
540	VILAR GREN	2792109	EARI STEPHAN	TY GUEN	29670	TAULE	29184	PLOUENAN	D 521/522/523/524/525/526/527	4,6
540	VILAR GREN	2792109	EARI STEPHAN	TY GUEN	29670	TAULE	29184	PLOUENAN	D 598/699/700	1,66
540	VILAR GREN	2792109	EARI STEPHAN	TY GUEN	29670	TAULE	29184	PLOUENAN	F 966 604 603	1,6
540	VILAR GREN	2792109	EARI STEPHAN	TY GUEN	29670	TAULE	29184	PLOUENAN	D 532 540 643	1,5
540	VILAR GREN	2792109	EARI STEPHAN	TY GUEN	29670	TAULE	29270	PLOUVORN	F 364 367	0,8
540	VILAR GREN	2792109	EARI STEPHAN	TY GUEN	29670	TAULE	29270	PLOUVORN	C 51/62	1,48
540	VILAR GREN	2792109	EARI STEPHAN	TY GUEN	29670	TAULE	29279	TAULE	F 291 292 293 294 295 308	7,49
540	VILAR GREN	2792109	EARI STEPHAN	TY GUEN	29670	TAULE	29279	TAULE	F 315 281 282 273 284 791 792	5,51
540	VILAR GREN	2792109	EARI STEPHAN	TY GUEN	29670	TAULE	29279	TAULE	D 107 122	1,22
540	VILAR GREN	2792109	EARI STEPHAN	TY GUEN	29670	TAULE	29279	TAULE	COZ PLUZ	3,8
540	VILAR GREN	2792109	EARI STEPHAN	TY GUEN	29670	TAULE	29279	TAULE	GRONJELIARD	2,2
540	VILAR GREN	2792109	EARI STEPHAN	TY GUEN	29670	TAULE	29279	TAULE	RHOLLO	2,2
540	VILAR GREN	2793555	GAREC DE PORSLAND	PORSLAND	29670	TAULE	29184	PLOUENAN	B 117 118	1,82
540	VILAR GREN	0791067	PAUL MICHELE	KERANTREIS	29670	HENNIC	29079	HENNIC	A 89	0,82
540	VILAR GREN	2790491	EARI DE KERASSEL	KERASSEL	29670	TAULE	29079	HENNIC	B247	0,5
540	VILAR GREN	2790491	EARI DE KERASSEL	KERASSEL	29670	TAULE	29079	HENNIC	B340	0,2
540	VILAR GREN	2790491	EARI DE KERASSEL	KERASSEL	29670	TAULE	29079	HENNIC	B341	0,89
540	VILAR GREN	2790491	EARI DE KERASSEL	KERASSEL	29670	TAULE	29079	HENNIC	B342	0,32
540	VILAR GREN	2790491	EARI DE KERASSEL	KERASSEL	29670	TAULE	29079	HENNIC	B758	0,47
540	VILAR GREN	2790491	EARI DE KERASSEL	KERASSEL	29670	TAULE	29079	HENNIC	B761	0,18
540	VILAR GREN	2790491	EARI DE KERASSEL	KERASSEL	29670	TAULE	29079	HENNIC	B765	0,18
540	VILAR GREN	2790491	EARI DE KERASSEL	KERASSEL	29670	TAULE	29279	TAULE	A3-4-1205	0,67
540	VILAR GREN	2790491	EARI DE KERASSEL	KERASSEL	29670	TAULE	29279	TAULE	A21	1,08
540	VILAR GREN	2790491	EARI DE KERASSEL	KERASSEL	29670	TAULE	29279	TAULE	A958	2,41
540	VILAR GREN	2790491	EARI DE KERASSEL	KERASSEL	29670	TAULE	29279	TAULE	A961	1,38
540	VILAR GREN	2790491	EARI DE KERASSEL	KERASSEL	29670	TAULE	29279	TAULE	A1203	0,94
540	VILAR GREN	2790491	EARI DE KERASSEL	KERASSEL	29670	TAULE	29279	TAULE	D2	5,72

540	VILAR GREN	2790491	EARL DE KERASSEL	KERASSEL	29670 TAULE	29279 TAULE	D3	1,07
540	VILAR GREN	2790491	EARL DE KERASSEL	KERASSEL	29670 TAULE	29279 TAULE	D4	0,64
540	VILAR GREN	2790491	EARL DE KERASSEL	KERASSEL	29670 TAULE	29279 TAULE	D6	1,78
540	VILAR GREN	2790491	EARL DE KERASSEL	KERASSEL	29670 TAULE	29279 TAULE	D7	0,67
540	VILAR GREN	2790491	EARL DE KERASSEL	KERASSEL	29670 TAULE	29279 TAULE	D9	3,42
540	VILAR GREN	2790491	EARL DE KERASSEL	KERASSEL	29670 TAULE	29279 TAULE	D10	0,16
540	VILAR GREN	2790491	EARL DE KERASSEL	KERASSEL	29670 TAULE	29279 TAULE	D25	3,52
540	VILAR GREN	2790491	EARL DE KERASSEL	KERASSEL	29670 TAULE	29279 TAULE	E1686	0,84
540	VILAR GREN	2790491	EARL DE KERASSEL	KERASSEL	29670 TAULE	29279 TAULE	E1697	1,09
540	VILAR GREN	2790491	EARL DE KERASSEL	KERASSEL	29670 TAULE	29279 TAULE	E1698	0,6
540	VILAR GREN	2790491	EARL DE KERASSEL	KERASSEL	29670 TAULE	29279 TAULE	E1699	0,06
540	VILAR GREN	2790491	EARL DE KERASSEL	KERASSEL	29670 TAULE	29279 TAULE	E1700	0,06
540	VILAR GREN	2790491	EARL DE KERASSEL	KERASSEL	29670 TAULE	29279 TAULE	E2486	1,08
540	VILAR GREN	2790491	EARL DE KERASSEL	KERASSEL	29670 TAULE	29279 TAULE	E2490	1,13
540	VILAR GREN	2790491	EARL DE KERASSEL	KERASSEL	29670 TAULE	29279 TAULE	E133	1,2
540	VILAR GREN	2790491	EARL DE KERASSEL	KERASSEL	29670 TAULE	29279 TAULE	E134	3,2
540	VILAR GREN	2790491	EARL DE KERASSEL	KERASSEL	29670 TAULE	29279 TAULE	E135	1
540	VILAR GREN	2790491	EARL DE KERASSEL	KERASSEL	29670 TAULE	29279 TAULE	E138	0,8
540	VILAR GREN	2790491	EARL DE KERASSEL	KERASSEL	29670 TAULE	29279 TAULE	E139	1,57
540	VILAR GREN	2790491	EARL DE KERASSEL	KERASSEL	29670 TAULE	29279 TAULE	E2269	0,38
540	VILAR GREN	2790491	EARL DE KERASSEL	KERASSEL	29670 TAULE	29279 TAULE	E2271	0,02
540	VILAR GREN	2790491	EARL DE KERASSEL	KERASSEL	29670 TAULE	29279 TAULE	F1175	1,32
540	VILAR GREN	2790491	EARL DE KERASSEL	KERASSEL	29670 TAULE	29279 TAULE	F1177	0,44
540	VILAR GREN	0231118	BEGUEL ERIC	GOJEZOU	29023 CARANTEC	29023 CARANTEC	B211	1
540	VILAR GREN	0231118	BEGUEL ERIC	GOJEZOU	29023 CARANTEC	29023 CARANTEC	B210	1
540	VILAR GREN	0231118	BEGUEL ERIC	GOJEZOU	29023 CARANTEC	29023 CARANTEC	B92-91	1
558	CLEDER	1850407	M. MILIN GILBERT	KERVOA	29185 PLOUESCAT	29185 PLOUESCAT	B94-95-96	0,75
558	CLEDER	1850407	M. MILIN GILBERT	KERVOA	29185 PLOUESCAT	29185 PLOUESCAT	AS0127-0126-0125-0124	0,66
558	CLEDER	1850407	M. MILIN GILBERT	KERVOA	29185 PLOUESCAT	29185 PLOUESCAT	AW0811	0,28
558	CLEDER	1850407	M. MILIN GILBERT	KERVOA	29185 PLOUESCAT	29185 PLOUESCAT	AS065-066	0,5
558	CLEDER	1850407	M. MILIN GILBERT	KERVOA	29185 PLOUESCAT	29185 PLOUESCAT	AS0064-0065	0,47
558	CLEDER	1850407	M. MILIN GILBERT	KERVOA	29185 PLOUESCAT	29185 PLOUESCAT	AS0137	0,41
558	CLEDER	1850407	M. MILIN GILBERT	KERVOA	29185 PLOUESCAT	29185 PLOUESCAT	AW0814-0815	0,28
558	CLEDER	1850407	M. MILIN GILBERT	KERVOA	29185 PLOUESCAT	29185 PLOUESCAT	AR082	0,25
558	CLEDER	1850407	M. MILIN GILBERT	KERVOA	29185 PLOUESCAT	29185 PLOUESCAT	AR0181	0,49
558	CLEDER	1850407	M. MILIN GILBERT	KERVOA	29185 PLOUESCAT	29185 PLOUESCAT	AS0028	0,33
558	CLEDER	1850407	M. MILIN GILBERT	KERVOA	29185 PLOUESCAT	29185 PLOUESCAT	AS0375-0378	0,36
558	CLEDER	1850407	M. MILIN GILBERT	KERVOA	29185 PLOUESCAT	29185 PLOUESCAT	AR087	0,26
558	CLEDER	1850407	M. MILIN GILBERT	KERVOA	29185 PLOUESCAT	29185 PLOUESCAT	AS0174	0,15
558	CLEDER	1850407	M. MILIN GILBERT	KERVOA	29185 PLOUESCAT	29185 PLOUESCAT	AT0443-0481	0,26
558	CLEDER	1850407	M. MILIN GILBERT	KERVOA	29185 PLOUESCAT	29185 PLOUESCAT	AS0422	0,23
558	CLEDER	1851039	M. CUIEC JEAN LUC	GOASVIAN	29185 PLOUESCAT	29185 PLOUESCAT	AW810	0,28
558	CLEDER	1851039	M. CUIEC JEAN LUC	GOASVIAN	29185 PLOUESCAT	29185 PLOUESCAT	AV399	0,7
558	CLEDER	1851039	M. CUIEC JEAN LUC	GOASVIAN	29185 PLOUESCAT	29185 PLOUESCAT	AV048	0,5
558	CLEDER	1851039	M. CUIEC JEAN LUC	GOASVIAN	29185 PLOUESCAT	29185 PLOUESCAT	AV579	0,5
558	CLEDER	1851039	M. CUIEC JEAN LUC	GOASVIAN	29185 PLOUESCAT	29185 PLOUESCAT	AV567	0,4
558	CLEDER	1851039	M. CUIEC JEAN LUC	GOASVIAN	29185 PLOUESCAT	29185 PLOUESCAT	AV55	0,4
558	CLEDER	1851039	M. CUIEC JEAN LUC	GOASVIAN	29185 PLOUESCAT	29185 PLOUESCAT	AW184	0,4
558	CLEDER	1851039	M. CUIEC JEAN LUC	GOASVIAN	29185 PLOUESCAT	29185 PLOUESCAT	AW163 - 164	0,5
558	CLEDER	0300772	JAOUEN GILLES	KERLIVRY	29030 CLEDER	29030 CLEDER	AV587	0,4
558	CLEDER	0300772	JAOUEN GILLES	KERLIVRY	29030 CLEDER	29030 CLEDER	BS 127	0,3
558	CLEDER	0300772	JAOUEN GILLES	KERLIVRY	29030 CLEDER	29030 CLEDER	BS 41	0,6
558	CLEDER	0300772	JAOUEN GILLES	KERLIVRY	29030 CLEDER	29030 CLEDER	BS 124	1,1
558	CLEDER	0301965	GAEC DE KERONQUEDOC	KERONQUEDOC	29233 CLEDER	29233 CLEDER	BS 27	1,41
558	CLEDER	0301965	GAEC DE KERONQUEDOC	KERONQUEDOC	29233 CLEDER	29233 CLEDER	BS 45	0,42
558	CLEDER	0301965	GAEC DE KERONQUEDOC	KERONQUEDOC	29233 CLEDER	29233 CLEDER	AV45	0,42
558	CLEDER	0301965	GAEC DE KERONQUEDOC	KERONQUEDOC	29233 CLEDER	29233 CLEDER	AV55	3,41
558	CLEDER	0301965	GAEC DE KERONQUEDOC	KERONQUEDOC	29233 CLEDER	29233 CLEDER	BV51-55-56-57-58	0,97
558	CLEDER	0309834	GAEC DE KERONQUEDOC	KERONQUEDOC	29233 CLEDER	29233 CLEDER	BZ295-297-300-301	2,14
558	CLEDER	0309834	GAEC DE KERONQUEDOC	KERONQUEDOC	29233 CLEDER	29233 CLEDER	BZ276-277-279	2,14
558	CLEDER	1850407	M. MILIN GILBERT	KERVOA	29185 PLOUESCAT	29185 PLOUESCAT	ILOT 2	1,15
558	CLEDER	1850407	M. MILIN GILBERT	KERVOA	29185 PLOUESCAT	29185 PLOUESCAT	AS0225	0,85
558	CLEDER	1853716	EARL KERMOAL YVON	627 BRENEVALAN	29185 PLOUESCAT	29185 PLOUESCAT	AS262	0,38
558	CLEDER	1853716	EARL KERMOAL YVON	627 BRENEVALAN	29185 PLOUESCAT	29185 PLOUESCAT	AD0614	0,67
558	CLEDER	1851039	M. CUIEC JEAN LUC	GOASVIAN	29430 PLOUESCAT	29185 PLOUESCAT	AH0262	0,39
558	CLEDER	1851039	M. CUIEC JEAN LUC	GOASVIAN	29430 PLOUESCAT	29185 PLOUESCAT	AV777	0,4
558	CLEDER	1851039	M. CUIEC JEAN LUC	GOASVIAN	29430 PLOUESCAT	29185 PLOUESCAT	AV405	0,6
558	CLEDER	1851063	GAEC QUIOC	LANNURIEN	29430 PLOUESCAT	29185 PLOUESCAT	AW 864 305 866 867 302 303 307 a309	1,89



558	CLEDER	1853252	EARL DE L'ISLE EN GALL	L'ISLE EN GALL	29430	PL.QUESCAT	29186	PL.QUESCAT	AK26a28 17a19 23 342 341 337 322 Lande	4,9
558	CLEDER	1853252	EARL DE L'ISLE EN GALL	L'ISLE EN GALL	29430	PL.QUESCAT	29186	PL.QUESCAT	47 - 183 - 184 Lantrei	3,9
558	CLEDER	1853252	EARL DE L'ISLE EN GALL	L'ISLE EN GALL	29430	PL.QUESCAT	29206	PL.QUEVEZ LOCHRIST	G206 -207 - 216 - 217 - 218 Kermoquene	2,65
558	CLEDER	1853422	M. PRIGENT JEAN	GUERVIAN	29430	PL.QUESCAT	29185	PL.QUESCAT	AC 418 419	0,41
558	CLEDER	1853457	M. VOURCH PASCAL	LANDERNE VIAN	29430	PL.QUESCAT	29185	PL.QUESCAT	AV 227 233	0,47
558	CLEDER	1853457	M. VOURCH PASCAL	LANDERNE VIAN	29430	PL.QUESCAT	29185	PL.QUESCAT	CD198 - 199 - 198 - 189	1,16
558	CLEDER	1853457	M. VOURCH PASCAL	LANDERNE VIAN	29430	PL.QUESCAT	29206	PL.QUEVEZ LOCHRIST	AK149 - 178 - 179 - 339 - 340 - 341	4,17
558	CLEDER	1854879	M. VOURCH PASCAL	LANDERNE VIAN	29430	PL.QUESCAT	29206	PL.QUEVEZ LOCHRIST	C983 - 918	0,32
558	CLEDER	1854879	M. VOURCH PASCAL	LANDERNE VIAN	29430	PL.QUESCAT	29185	PL.QUESCAT	B958	0,6
558	CLEDER	1854879	GAEC DE FORBAN	FORBAN	29430	PL.QUESCAT	29185	PL.QUESCAT	ZAN	1,2
558	CLEDER	1854879	GAEC DE FORBAN	FORBAN	29430	PL.QUESCAT	29185	PL.QUESCAT	JACKIG	0,85
558	CLEDER	1854879	GAEC DE FORBAN	FORBAN	29430	PL.QUESCAT	29185	PL.QUESCAT	SAIC AR GOENIC	0,6
558	CLEDER	1854879	GAEC DE FORBAN	FORBAN	29430	PL.QUESCAT	29185	PL.QUESCAT	RHUN	0,6
558	CLEDER	1854879	GAEC DE FORBAN	FORBAN	29430	PL.QUESCAT	29185	PL.QUESCAT	RHUN	1,1
558	CLEDER	1854879	GAEC DE FORBAN	FORBAN	29430	PL.QUESCAT	29185	PL.QUESCAT	SAPINIERE	4,17
558	CLEDER	1854879	GAEC DE FORBAN	FORBAN	29430	PL.QUESCAT	29185	PL.QUESCAT	MONRI	0,9
558	CLEDER	1854879	GAEC DE FORBAN	FORBAN	29430	PL.QUESCAT	29185	PL.QUESCAT	PIQUON	0,6
558	CLEDER	1854879	GAEC DE FORBAN	FORBAN	29430	PL.QUESCAT	29185	PL.QUESCAT	PARC A JOLY	0,85
558	CLEDER	1854879	GAEC DE FORBAN	FORBAN	29430	PL.QUESCAT	29185	PL.QUESCAT	GUINEL	1,8
558	CLEDER	1854879	GAEC DE FORBAN	FORBAN	29430	PL.QUESCAT	29185	PL.QUESCAT	RHUN	0,4
558	CLEDER	1854879	GAEC DE FORBAN	FORBAN	29430	PL.QUESCAT	29185	PL.QUESCAT	PULLUSTAN	1,1
558	CLEDER	1854879	GAEC DE FORBAN	FORBAN	29430	PL.QUESCAT	29185	PL.QUESCAT	MANER	1,9
558	CLEDER	2061953	SCEA GUIL LERM-CAROFF	KERVERN	29430	PL.QUEVEZ LOCHRIST	29206	PL.QUEVEZ LOCHRIST	GUERS AN AD	0,5
558	CLEDER	2061953	SCEA GUIL LERM-CAROFF	KERVERN	29430	PL.QUEVEZ LOCHRIST	29206	PL.QUEVEZ LOCHRIST	A1282	0,1
558	CLEDER	2061953	SCEA GUIL LERM-CAROFF	KERVERN	29430	PL.QUEVEZ LOCHRIST	29206	PL.QUEVEZ LOCHRIST	A1286	0,59
558	CLEDER	2063417	GAEC DE KERDELANT	12 KERLEDANT	29430	PL.QUEVEZ LOCHRIST	29206	PL.QUEVEZ LOCHRIST	H708 700 722 723	0,75
558	CLEDER	0300403	EARL CADOU JEAN PHILIPP	VERN MESPALU	29233	CLEDER	29030	CLEDER	29030 CLEDER	1,02
558	CLEDER	0300403	EARL CADOU JEAN PHILIPP	VERN MESPALU	29233	CLEDER	29030	CLEDER	BK188-189 LANNISTEFL	0,6
558	CLEDER	0300403	EARL CADOU JEAN PHILIPP	VERN MESPALU	29233	CLEDER	29030	CLEDER	BK244 GRAND PRE DU TIAS DE FUMIER	0,6
558	CLEDER	0300535	GAEC DE GUIL	GUIL AR VROJAN	29233	CLEDER	29030	CLEDER	BY 440	0,9
558	CLEDER	0300535	GAEC DE GUIL	GUIL AR VROJAN	29233	CLEDER	29030	CLEDER	BY 439	0,42
558	CLEDER	0300535	GAEC DE GUIL	GUIL AR VROJAN	29233	CLEDER	29030	CLEDER	BK 22	0,53
558	CLEDER	0300721	GAEC ARGOUACH	KERBUZIGUET	29233	CLEDER	29030	CLEDER	BK 22	0,39
558	CLEDER	0300721	GAEC ARGOUACH	KERBUZIGUET	29233	CLEDER	29030	CLEDER	BK193 CROAS DELIOU	0,92
558	CLEDER	0300721	GAEC ARGOUACH	KERBUZIGUET	29233	CLEDER	29030	CLEDER	CE135/136 PARC BRAZ	2,06
558	CLEDER	0300721	GAEC ARGOUACH	KERBUZIGUET	29233	CLEDER	29030	CLEDER	CE109/147/152/86 PARC MARGOT	1,7
558	CLEDER	0300721	GAEC ARGOUACH	KERBUZIGUET	29233	CLEDER	29030	CLEDER	C196 PENASTIC	0,49
558	CLEDER	0300721	GAEC ARGOUACH	KERBUZIGUET	29233	CLEDER	29030	CLEDER	C197/192/408 CLEVERIGOU	4,44
558	CLEDER	0300721	GAEC ARGOUACH	KERBUZIGUET	29233	CLEDER	29185	PL.QUESCAT	GORO DE ROUTE AD 376 A 38	0,47
558	CLEDER	0300721	GAEC ARGOUACH	KERBUZIGUET	29233	CLEDER	29185	PL.QUESCAT	BURCH A LAND AD 404 405	1,16
558	CLEDER	0300721	GAEC ARGOUACH	KERBUZIGUET	29233	CLEDER	29185	PL.QUESCAT	JARDIN AD 375	0,4
558	CLEDER	0300721	GAEC ARGOUACH	KERBUZIGUET	29233	CLEDER	29185	PL.QUESCAT	LSSIN AD 422 A 430	1,35
558	CLEDER	0300721	GAEC ARGOUACH	KERBUZIGUET	29233	CLEDER	29185	PL.QUESCAT	RAIL HAUT AD 736 737	0,57
558	CLEDER	0300721	GAEC ARGOUACH	KERBUZIGUET	29233	CLEDER	29185	PL.QUESCAT	RAIL BAS AD 431 433 A 437	0,26
558	CLEDER	0300721	GAEC ARGOUACH	KERBUZIGUET	29233	CLEDER	29185	PL.QUESCAT	TOR CLEUZ AD 381 382 384 385 A 387 389 391 A 393 726	1,1
558	CLEDER	0300721	GAEC ARGOUACH	KERBUZIGUET	29233	CLEDER	29259	SAINI POL DE LEON	BI217 HADET	4,3
558	CLEDER	0300721	GAEC ARGOUACH	KERBUZIGUET	29233	CLEDER	29259	SAINI POL DE LEON	BI43 PORS	2,62
558	CLEDER	0300721	GAEC ARGOUACH	KERBUZIGUET	29233	CLEDER	29259	SAINI POL DE LEON	BI80/45 ROZ	2,33
558	CLEDER	0300721	GAEC ARGOUACH	KERBUZIGUET	29233	CLEDER	29259	SAINI POL DE LEON	BI89/89/40 LAN AR COAT	2,98
558	CLEDER	0300721	GAEC ARGOUACH	KERBUZIGUET	29233	CLEDER	29259	SAINI POL DE LEON	BI218 LEDAN	1,06
558	CLEDER	0300721	GAEC ARGOUACH	KERBUZIGUET	29233	CLEDER	29276	SIBRIL	AS68 GOANNONARCH	1,05
558	CLEDER	0300721	GAEC ARGOUACH	KERBUZIGUET	29233	CLEDER	29276	SIBRIL	AS276 OLLIER	1,17
558	CLEDER	0300721	GAEC ARGOUACH	KERBUZIGUET	29233	CLEDER	29276	SIBRIL	AS30/31 KERMEINGUY	0,8
558	CLEDER	0300721	GAEC ARGOUACH	KERBUZIGUET	29233	CLEDER	29276	SIBRIL	AB355 MENHIR	0,68
558	CLEDER	0300721	GAEC ARGOUACH	KERBUZIGUET	29233	CLEDER	29276	SIBRIL	AR244	0,65
558	CLEDER	0300721	GAEC ARGOUACH	KERBUZIGUET	29233	CLEDER	29276	SIBRIL	AS276	1,17
558	CLEDER	0300721	GAEC ARGOUACH	KERBUZIGUET	29233	CLEDER	29276	SIBRIL	AS76	1,17
558	CLEDER	0300721	GAEC ARGOUACH	KERBUZIGUET	29233	CLEDER	29276	SIBRIL	AS77	1,6
558	CLEDER	0301094	COCAGNE DAVID	KERRIEN	29233	CLEDER	29030	CLEDER	ILOT 4 PONT RIOU	3
558	CLEDER	0301094	COCAGNE DAVID	KERRIEN	29233	CLEDER	29030	CLEDER	AI 173 A 175 177 A 181 184 185	1,74
558	CLEDER	0305014	SEITE NICOLAS	8 LOTISSEMENT MILLIN PUIVER	29233	CLEDER	29030	CLEDER	LE GORZ	5,14
558	CLEDER	0305014	SEITE NICOLAS	8 LOTISSEMENT MILLIN PUIVER	29233	CLEDER	29030	CLEDER	AC 50 51 52	1,5
558	CLEDER	0305014	SEITE NICOLAS	8 LOTISSEMENT MILLIN PUIVER	29233	CLEDER	29030	CLEDER	BC147	0,36
558	CLEDER	0305014	SEITE NICOLAS	8 LOTISSEMENT MILLIN PUIVER	29233	CLEDER	29030	CLEDER	C116	0,74
558	CLEDER	0301485	GAEC SALAUN	POUL SCAVENNOU	29233	CLEDER	29030	CLEDER	BI21	0,67
558	CLEDER	0301485	GAEC SALAUN	POUL SCAVENNOU	29233	CLEDER	29030	CLEDER	AY550	0,7
558	CLEDER	0301485	GAEC SALAUN	POUL SCAVENNOU	29233	CLEDER	29030	CLEDER	BE118 PARC MESTOUALL	0,84
558	CLEDER	0301485	GAEC SALAUN	POUL SCAVENNOU	29233	CLEDER	29030	CLEDER	CH0224 PARC AN HIR	0,47
558	CLEDER	0301485	GAEC SALAUN	POUL SCAVENNOU	29233	CLEDER	29030	CLEDER	CH0153 COAT MOULACH	0,25

558	CLEDER	0301485	GAEC SALAUN	POULSCAVENNOU	29233	CLEDER	29030	CLEDER	CH0211	PARC COMBOT	0,88
558	CLEDER	0301485	GAEC SALAUN	POULSCAVENNOU	29233	CLEDER	29030	CLEDER	CE0051	STREAT DOUN	0,83
558	CLEDER	0301485	GAEC SALAUN	POULSCAVENNOU	29233	CLEDER	29030	CLEDER	CE0219	CHAMPS A LEO	1,16
558	CLEDER	0301485	GAEC SALAUN	POULSCAVENNOU	29233	CLEDER	29030	CLEDER	BY0082	CHAMPS A JOJO	1,17
558	CLEDER	0301485	GAEC SALAUN	POULSCAVENNOU	29233	CLEDER	29030	CLEDER	CH48-49-51-53	GRAND CHAMPS	3,46
558	CLEDER	0301485	GAEC SALAUN	POULSCAVENNOU	29233	CLEDER	29030	CLEDER	CH227	PARC AR VERGES	0,56
558	CLEDER	0301485	GAEC SALAUN	POULSCAVENNOU	29233	CLEDER	29030	CLEDER	CH226	PARC AR VERGES	0,12
558	CLEDER	0301485	GAEC SALAUN	POULSCAVENNOU	29233	CLEDER	29030	CLEDER	CH020	PARC BEGAVEL	1,39
558	CLEDER	0301485	GAEC SALAUN	POULSCAVENNOU	29233	CLEDER	29030	CLEDER	BY037	GARENNE	0,6
558	CLEDER	0301485	GAEC SALAUN	POULSCAVENNOU	29233	CLEDER	29030	CLEDER	CE0186	PARC A PUS	0,48
558	CLEDER	0301485	GAEC SALAUN	POULSCAVENNOU	29233	CLEDER	29030	CLEDER	CE0195	PARC A CARROUN	0,51
558	CLEDER	0301485	GAEC SALAUN	POULSCAVENNOU	29233	CLEDER	29030	CLEDER	CD356		0,28
558	CLEDER	0301485	GAEC SALAUN	POULSCAVENNOU	29233	CLEDER	29030	CLEDER	CH346	BENURT 2	1
558	CLEDER	0301485	GAEC SALAUN	POULSCAVENNOU	29233	CLEDER	29030	CLEDER	BD52	KERSAINT	0,8
558	CLEDER	0301485	GAEC SALAUN	POULSCAVENNOU	29233	CLEDER	29030	CLEDER	BW60	LAMVEUR	0,55
558	CLEDER	0301485	GAEC SALAUN	POULSCAVENNOU	29233	CLEDER	29030	CLEDER	AD 26	BOUTOU J.Y	0,56
558	CLEDER	0301515	EARL DE MESPAULIOU	MESPAULIOU	29233	CLEDER	29030	CLEDER	BN 230		0,84
558	CLEDER	0301515	EARL DE MESPAULIOU	MESPAULIOU	29233	CLEDER	29030	CLEDER	BN 232		3
558	CLEDER	0301515	EARL DE MESPAULIOU	MESPAULIOU	29233	CLEDER	29030	CLEDER	BN 233		2,02
558	CLEDER	0301515	EARL DE MESPAULIOU	MESPAULIOU	29233	CLEDER	29030	CLEDER	BT 205		0,54
558	CLEDER	0301647	BERROU JC	FEUNTEUN AR CHEFFELLEC	29233	CLEDER	29030	CLEDER	BP 182		0,43
558	CLEDER	0302058	M. CORRE DANIEL	KERLOUDANO	29233	CLEDER	29030	CLEDER	BX 95		1,13
558	CLEDER	0302058	M. CORRE DANIEL	KERLOUDANO	29233	CLEDER	29030	CLEDER	CH25	POULSCAVENNOU	0,4
558	CLEDER	0302058	M. CORRE DANIEL	KERLOUDANO	29233	CLEDER	29030	CLEDER	CH 30		1,59
558	CLEDER	0302058	M. CORRE DANIEL	KERLOUDANO	29233	CLEDER	29030	CLEDER	CH 73 369	KERLOUDANO	0,84
558	CLEDER	0302058	M. CORRE DANIEL	KERLOUDANO	29233	CLEDER	29030	CLEDER	CH 291		1,1
558	CLEDER	0302058	M. CORRE DANIEL	KERLOUDANO	29233	CLEDER	29030	CLEDER	CK 63		0,47
558	CLEDER	0302058	M. CORRE DANIEL	KERLOUDANO	29233	CLEDER	29030	CLEDER	CH 292		0,74
558	CLEDER	0302058	M. CORRE DANIEL	KERLOUDANO	29233	CLEDER	29030	CLEDER	CH259	TRONJOLY	0,43
558	CLEDER	0302058	M. CORRE DANIEL	KERLOUDANO	29233	CLEDER	29030	CLEDER	CH284	TRONJOLY	1,1
558	CLEDER	0302317	FAVE	PEREN	29233	CLEDER	29030	CLEDER	CH 83		0,82
558	CLEDER	0302325	M ROSEC FRANCOIS	COAT QUEROC	29233	CLEDER	29030	CLEDER	ILOT 7		2,2
558	CLEDER	0302325	M ROSEC FRANCOIS	KERHALLO	29233	CLEDER	29030	CLEDER	KERVEYER		2,92
558	CLEDER	0302325	M ROSEC FRANCOIS	KERHALLO	29233	CLEDER	29030	CLEDER	KERMAOUEZAN		0,8
558	CLEDER	0302325	M ROSEC FRANCOIS	KERHALLO	29233	CLEDER	29030	CLEDER	CLEYERIGOU		5,63
558	CLEDER	0302325	M ROSEC FRANCOIS	KERHALLO	29235	CLEDER	29030	CLEDER	CLOS TREZ		1,36
558	CLEDER	0303968	GAEC DE COAT QUEROC	COAT QUEROC	29233	CLEDER	29030	CLEDER	KERVAOU		1
558	CLEDER	0309508	GAEC KERHALLO (CLOAREC)	KERHALLO	29233	CLEDER	29030	CLEDER	BT 22 & 25	KERVOALENET	2
558	CLEDER	0309508	GAEC KERHALLO (CLOAREC)	KERHALLO	29233	CLEDER	29030	CLEDER	AT67		0,4
558	CLEDER	0309508	GAEC KERHALLO (CLOAREC)	KERHALLO	29233	CLEDER	29030	CLEDER	AT 111		1,68
558	CLEDER	0309508	GAEC KERHALLO (CLOAREC)	KERHALLO	29233	CLEDER	29030	CLEDER	AW 141		0,67
558	CLEDER	0309508	GAEC KERHALLO (CLOAREC)	KERHALLO	29233	CLEDER	29030	CLEDER	AW 259		1,01
558	CLEDER	0309508	GAEC KERHALLO (CLOAREC)	KERHALLO	29233	CLEDER	29030	CLEDER	AY 355		3,38
558	CLEDER	0309834	EARL DE KERRIEN	KERRIEN	29233	CLEDER	29030	CLEDER	AL 33/143	CREACH OALEC	0,84
558	CLEDER	0309834	EARL DE KERRIEN	KERRIEN	29233	CLEDER	29030	CLEDER	AK 160/161/162/168	PRAIRIE CREAM OALEC	0,4
558	CLEDER	0309834	EARL DE KERRIEN	KERRIEN	29233	CLEDER	29030	CLEDER	AK98 - 94 - 95 - 96	LESTAN	0,65
558	CLEDER	0309834	EARL DE KERRIEN	KERRIEN	29233	CLEDER	29030	CLEDER	ILOT 4		0,89
558	CLEDER	0309834	EARL DE KERRIEN	KERRIEN	29233	CLEDER	29030	CLEDER	ILOT 5		0,43
558	CLEDER	2762005	GAEC DE TROHEON	TROHEON	29233	CLEDER	29030	CLEDER	BAIRRE CLEDER		1,5
558	CLEDER	2762005	GAEC DE TROHEON	TROHEON	29250	SIBIRIL	29276	SIBIRIL	KERZINGAR		0,6
558	CLEDER	2762005	GAEC DE TROHEON	TROHEON	29250	SIBIRIL	29276	SIBIRIL	TROUZIC		3
558	CLEDER	2762005	GAEC DE TROHEON	TROHEON	29250	SIBIRIL	29276	SIBIRIL	AX 60 61 199 200 203		1,4
558	CLEDER	2762005	GAEC DE TROHEON	TROHEON	29250	SIBIRIL	29276	SIBIRIL	AX 39 196 204 207		3
558	CLEDER	2762005	GAEC DE TROHEON	TROHEON	29250	SIBIRIL	29276	SIBIRIL	AX 203 200 199		3,2
558	CLEDER	2762005	GAEC DE TROHEON	TROHEON	29250	SIBIRIL	29276	SIBIRIL	AX 94 61		1,7
558	CLEDER	2768682	GAEC FAUJOUR	LE GOLHEN	29250	SIBIRIL	29276	SIBIRIL	AW 12 372 375 376		1,8
558	CLEDER	2768682	GAEC FAUJOUR	LE GOLHEN	29250	SIBIRIL	29276	SIBIRIL	CHAMP PAT		0,9
558	CLEDER	2768682	GAEC FAUJOUR	LE GOLHEN	29250	SIBIRIL	29276	SIBIRIL	GARENNE KERHUEL		2,4
558	CLEDER	2768682	GAEC FAUJOUR	LE GOLHEN	29250	SIBIRIL	29276	SIBIRIL	KERLISSIN GARENNE		1,5
558	CLEDER	0302317	EARL FAVE	PEREN	29250	SIBIRIL	29276	SIBIRIL	PARC AR LAPIN		2,4
558	CLEDER	0302317	EARL FAVE	PEREN	29233	CLEDER	29213	PILOUZEVEDE	KEROUZERN		1,86
558	CLEDER	0302317	EARL FAVE	PEREN	29233	CLEDER	29213	PILOUZEVEDE	C2 381-380		1,09
558	CLEDER	0302317	EARL FAVE	PEREN	29233	CLEDER	29213	PILOUZEVEDE	B2 701		1,4
558	CLEDER	0302317	EARL FAVE	PEREN	29233	CLEDER	29213	PILOUZEVEDE	B2 458		1
558	CLEDER	0301639	GAEC KERZILIN	KERZILIN	29233	CLEDER	29030	CLEDER	ILOT 14		1,5
558	CLEDER	0301639	GAEC KERZILIN	KERZILIN	29233	CLEDER	29030	CLEDER	CE 53 54 65		2,31

5581 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	BY 670	0,29
559 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	BY 282	0,45
559 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	CE 218	0,4
559 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	BY 232 234 243 244	3,02
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	BY 007	0,7
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	BY 425 510	1,21
559 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	BY 537-535-534	1,14
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	BY 247	0,54
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	BZ077-078	0,99
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	BX007-053	1,4
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	BY 223	0,6
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	BY 223	0,44
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	CE052-053	0,6
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	CE210-271-273	0,34
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	CE220-225	1,25
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	CE248	1,35
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	AL 51 52 53 58	3,99
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	AL 140 369	3,14
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	S214	0,3
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	C214 731 733 735	2
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	C0638/0238/0055	1,65
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	C0050/0246/0013/0247/0235/0232/0245	6,17
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	C728 730 732	2
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	C627 630 631	3,8
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	C179 173 174	2,4
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	C175 176	0,9
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	B89	0,9
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	A88 89 90 91 92 93 94	3
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	PARC HIR 987 58 984 ILOT 6	2,48
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	PENAR FEUNTEUN 819 790 792 35 26 ILOTS	2,48
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	PARC GUEDONNE 38 798 840 842 ILOT 5	1,26
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	KERVEGUEN 2 842 846 ILOT 5	2,1
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	KERVEGUEN 848 848 852 858 ILOT 5	1,2
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	KERVEGUEN BIAN 480 ILOT 17	0,8
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	PARC HUELLA 861 116 ILOT 8	0,25
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	PARC HUELLA BRAU 863 860 ILOT 12	1,4
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	ROCH VERN 46 ILOT 18	0,25
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	MENSALUT HUELLA 407 406 1070 1072 ILOT 19	0,5
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	PONT KERROULANT 400 1198 1197 ILOT 9	1,4
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	KERROULANT IZELLA 1194 580 ILOT 10	0,8
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	KERROULANT 1187 ILOT 10	1,8
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	PARC FREUSE 850 879 43 ILOT 14	0,6
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	PARC LEQUER BRAS 43 42 41 ILOT 14	2,2
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	PARC BISQUILLOU 1489 ILOT 14	0,7
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	MENSALUT 486 794 41 879 ILOT 14	0,6
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	ROCH VERN 46 ILOT 18	1,8
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	MENSALUT 486 794 41 879 ILOT 14	0,5
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	CHAPPELENDY 504 ILOT 24	0,5
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	CHAPPELENDY 1 1417 ILOT 23	1
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	PRAT FRANCO 1 6 913 ILOT 20	1
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	PRAT AL LENNICOU 509 ILOT 1	0,4
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	KERROT 765 761 ILOT 2	1,7
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	TROMELUS 277 ILOT 21	0,85
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	c 711	1,5
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	c588 - 689 - 572	2,5
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	c721 - 722	1,5
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	c631 - 6404	1,7
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	c495 - 504	4,2
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	c414	0,8
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	c424 - 425	4,6
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	c402 - 927	1
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	c46	2
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	c356 - 355	4,2
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	c411	1
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	c62	0,4
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	f102 - 103	1
558 CLEDER	0301639	GAEC KERZLIN	KERZLIN	29233 CLEDER	29030 CLEDER	899 - 100 - 927	3

562	TAULE	0791156	LE ROLLAND	BENOIT	CASTELLENNEC	29670	HENVIC	29079	HENVIC	B 662	3
562	TAULE	0791156	LE ROLLAND	BENOIT	CASTELLENNEC	29670	HENVIC	29079	HENVIC	B 358 368	4
562	TAULE	0791156	LE ROLLAND	BENOIT	CASTELLENNEC	29670	HENVIC	29079	HENVIC	B 874	6 49
562	TAULE	0791156	LE ROLLAND	BENOIT	CASTELLENNEC	29670	HENVIC	29079	HENVIC	B 857	3
562	TAULE	2540304	M. PAUGAM	CLAUDE	LE PUITS	29670	HENVIC	29079	HENVIC	B 773	3
562	TAULE	2540304	M. PAUGAM	CLAUDE	LE PUITS	29600	SAINT MARTIN DES CHAMPS	29188	PLOUGASNOU	YB75	2 6
562	TAULE	2540304	M. PAUGAM	CLAUDE	LE PUITS	29600	SAINT MARTIN DES CHAMPS	29188	PLOUGASNOU	YAR2	1 47
562	TAULE	2540312	MME PAUGAM	DENISE	LE PUITS	29600	SAINT MARTIN DES CHAMPS	29188	PLOUGASNOU	YA91	1
562	TAULE	2540312	MME PAUGAM	DENISE	LE PUITS	29600	SAINT MARTIN DES CHAMPS	29254	SAINT MARTIN DES CHA	AC48	1
562	TAULE	2540312	MME PAUGAM	DENISE	LE PUITS	29600	SAINT MARTIN DES CHAMPS	29254	SAINT MARTIN DES CHA	C85	0 3
562	TAULE	2790301	EARL JACOB	EARL JACOB	VILLAR	29670	TAULE	29279	TAULE	C79	0 3
562	TAULE	2790301	EARL JACOB	EARL JACOB	VILLAR	29670	TAULE	29279	TAULE	E14	1 39
562	TAULE	2790301	EARL JACOB	EARL JACOB	VILLAR	29670	TAULE	29279	TAULE	E15	1 42
562	TAULE	2790301	EARL JACOB	EARL JACOB	VILLAR	29670	TAULE	29279	TAULE	E173-180-181-182-183-184	3 94
562	TAULE	2790301	EARL JACOB	EARL JACOB	VILLAR	29670	TAULE	29279	TAULE	E171-172-2438-2441-2443	2 65
562	TAULE	2790301	EARL JACOB	EARL JACOB	VILLAR	29670	TAULE	29279	TAULE	E151-159	1 35
562	TAULE	2790301	EARL JACOB	EARL JACOB	VILLAR	29670	TAULE	29279	TAULE	E163-169	2
562	TAULE	2790301	EARL JACOB	EARL JACOB	VILLAR	29670	TAULE	29279	TAULE	E164	2
562	TAULE	2790301	EARL JACOB	EARL JACOB	VILLAR	29670	TAULE	29279	TAULE	E167-167	2
562	TAULE	2790301	EARL JACOB	EARL JACOB	VILLAR	29670	TAULE	29279	TAULE	E168-169-170-175	2
562	TAULE	2791455	M. TANGUY	PASCAL	KERREREC	29670	TAULE	29279	TAULE	E504	1 97
562	TAULE	2791455	M. TANGUY	PASCAL	KERREREC	29670	TAULE	29023	CARANITEC	C1276-613-1029-1277-1235	1 78
562	TAULE	2791455	M. TANGUY	PASCAL	KERREREC	29670	TAULE	29079	HENVIC	B 150 A 404 405	1 91
562	TAULE	2791587	M. MERRET	JACKY	KERGADJOU HUELLA	29670	TAULE	29279	TAULE	A 854-857-1466-147	2 49
562	TAULE	2791587	M. MERRET	JACKY	KERGADJOU HUELLA	29670	TAULE	29023	CARANITEC	C495	3 31
562	TAULE	2791587	M. MERRET	JACKY	KERGADJOU HUELLA	29670	TAULE	29279	TAULE	A1088-1089	2 47
562	TAULE	2791587	M. MERRET	JACKY	KERGADJOU HUELLA	29670	TAULE	29279	TAULE	A0082	0 7
562	TAULE	2791587	M. MERRET	JACKY	KERGADJOU HUELLA	29670	TAULE	29279	TAULE	A0084	1 88
562	TAULE	2791587	M. MERRET	JACKY	KERGADJOU HUELLA	29670	TAULE	29279	TAULE	A0086	0 65
562	TAULE	2791587	M. MERRET	JACKY	KERGADJOU HUELLA	29670	TAULE	29279	TAULE	A0137	4 3
562	TAULE	2791587	M. MERRET	JACKY	KERGADJOU HUELLA	29670	TAULE	29279	TAULE	A0140	1 2
562	TAULE	2791587	M. MERRET	JACKY	KERGADJOU HUELLA	29670	TAULE	29279	TAULE	A0141	1 37
562	TAULE	2791587	M. MERRET	JACKY	KERGADJOU HUELLA	29670	TAULE	29279	TAULE	A0276	1 74
562	TAULE	2791587	M. MERRET	JACKY	KERGADJOU HUELLA	29670	TAULE	29279	TAULE	B1425-1427	0 36
562	TAULE	2791943	EARL DE KERANROUX	BERNA	PRAT LOAS	29670	TAULE	29279	TAULE	A0274	1 44
562	TAULE	2791943	EARL DE KERANROUX	BERNA	PRAT LOAS	29670	TAULE	29068	GUICLAN	B1395	1 72
562	TAULE	2791943	EARL DE KERANROUX	BERNA	PRAT LOAS	29670	TAULE	29279	TAULE	E33-56	1 1
562	TAULE	2791943	EARL DE KERANROUX	BERNA	PRAT LOAS	29670	TAULE	29279	TAULE	F174/175/193/194	0 8
562	TAULE	2791943	EARL DE KERANROUX	BERNA	PRAT LOAS	29670	TAULE	29279	TAULE	F362-363-366	2 2
562	TAULE	2791943	EARL DE KERANROUX	BERNA	PRAT LOAS	29670	TAULE	29279	TAULE	F1140	2 11
562	TAULE	2791943	EARL DE KERANROUX	BERNA	PRAT LOAS	29670	TAULE	29279	TAULE	F388	1 17
562	TAULE	2791943	EARL DE KERANROUX	BERNA	PRAT LOAS	29670	TAULE	29279	TAULE	F406/169/1173	1 7
562	TAULE	2791943	EARL DE KERANROUX	BERNA	PRAT LOAS	29670	TAULE	29279	TAULE	F942/1108	1 77
562	TAULE	2791943	EARL DE KERANROUX	BERNA	PRAT LOAS	29670	TAULE	29279	TAULE	F1165	0 91
562	TAULE	2791943	EARL DE KERANROUX	BERNA	PRAT LOAS	29670	TAULE	29279	TAULE	F1022/1023	0 26
562	TAULE	2791943	EARL DE KERANROUX	BERNA	PRAT LOAS	29670	TAULE	29279	TAULE	F449/1044/1045	1 7
562	TAULE	2791943	EARL DE KERANROUX	BERNA	PRAT LOAS	29670	TAULE	29279	TAULE	F435/632	1 28
562	TAULE	2791943	EARL DE KERANROUX	BERNA	PRAT LOAS	29670	TAULE	29279	TAULE	F442/1183	3 35
562	TAULE	2791943	EARL DE KERANROUX	BERNA	PRAT LOAS	29670	TAULE	29279	TAULE	F664	1 02
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS	IHAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	F686	0 79
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS	IHAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	F1046/1056/1059	1 6
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS	IHAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	A482	0 87
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS	IHAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	A486	0 64
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS	IHAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	A488	1 59
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS	IHAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	A550	1 04
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS	IHAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	A851	0 68
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS	IHAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	A980	1 08
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS	IHAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	A983	0 9
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS	IHAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	B487	1 28
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS	IHAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	B490	1 6
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS	IHAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	A500	0 68
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS	IHAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	A505	0 68
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS	IHAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	B289	1 71
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS	IHAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	B1214	0 69
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS	IHAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	B673	0 88
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS	IHAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	B674	0 72



562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	B688	0,82
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	B690	0,47
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	A491	0,84
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	A525	0,4
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	A528	0,6
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	A1283	0,97
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	A1286	0,58
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	A1287	0,36
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	A1289	0,7
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	A1293	0,58
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	A487	1,05
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	A498	0,4
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	A499	0,4
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	00177	1,76
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	3015/07/60/435	2,4
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	90/436/0437/0438/0446	2,42
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	F0629	1,96
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	D435	1,65
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	E23 24 26 27	1,89
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	PARC AR HOAT	1,5
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	B1 86 3 92 100 3 104 105 719 720	8,39
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	QUERVEZ	2,12
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	B1 1283 1281 1289 913 ENTRE 2 ROUTES	2,12
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	B 766 1363 1365 945 942 1257 938 COTE MAISON GARE	1,66
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	B 96 LESOREACH	2,87
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	F 613 PARC GOARINSEC	6
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	F 614 PARC KERIVEN	7
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	F 630 PARC TREGUERER	1,47
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	F 160 PARC GOACHEVAEL	5,85
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	B 485 487 1276 1278 1133 TY COZ	7,21
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	B 1118	0,6
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	B 223 224 225	3
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	D87/493	2,02
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	KERBLEAS 1	1
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	KERBLEAS 2	0,54
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	PEN AR MEEN 1	0,95
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	PEN AR MEEN 2	0,52
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	C1-12-13	0,76
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	C2-122-23	0,76
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	C1-2-24-26-27-28	2,89
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	C3-4-5-6-8-9-34	2,73
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	A108281097 -1121-1122-2388-2391-2395	1,41
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	A1130-1133-1124-1125	4,92
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	A1132-1133-1134-1147-1148	4,14
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	B6-7-8-9	4,4
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	B8-7-8-9	3,16
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	AN112 - 113 - 114 - 138	1,25
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	BM 143	0,96
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	BM 60	0,41
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	BM 63	0,5
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	BM 61	0,67
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	C728	2,31
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	C207	3,07
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	B0286	1,29
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	ID 692 693	1,34
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	ANZ34	0,76
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	PARC AR PORZ B203	1,43
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	KERDUDAL B402	0,8
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	PARC AR PORZ (ANNAICK)	0,65
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	B 424	0,55
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	B42	1,07
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	TOUL A HOAT Et 195	1
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	AN0010	1,8
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	BI0011/0012	2,3
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	BD 6	1,5
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	BD 7	1,5
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	BD 9	1,5
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	BD 10	1,5
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	LE VUR AO 47 49 50 51	4
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	A1 190	0,8
562	TAULE	2792052	EARL DES PEUPLIERS (HAMO	CASTEL MEN	29670	TAULE	29279	TAULE	29279	TAULE	AN 484 487	1

568 VILAR GREN	1921762	GAEC DE RUPLOUENAN	RUPLOUENAN	29250 PLOUGOULM	29184 PLOUENAN	B0289	1,13
568 VILAR GREN	1921762	GAEC DE RUPLOUENAN	RUPLOUENAN	29250 PLOUGOULM	29184 PLOUENAN	B0014	1,32
568 VILAR GREN	1921762	GAEC DE RUPLOUENAN	RUPLOUENAN	29250 PLOUGOULM	29184 PLOUENAN	B0007-0008	0,87
568 VILAR GREN	1921762	GAEC DE RUPLOUENAN	RUPLOUENAN	29250 PLOUGOULM	29184 PLOUENAN	B0804	0,23
568 VILAR GREN	1921762	GAEC DE RUPLOUENAN	RUPLOUENAN	29250 PLOUGOULM	29192 PLOUGOULM	AX0159-0160	0,64
568 VILAR GREN	1921762	GAEC DE RUPLOUENAN	RUPLOUENAN	29250 PLOUGOULM	29192 PLOUGOULM	AX0163-0164	1,33
568 VILAR GREN	1921762	GAEC DE RUPLOUENAN	RUPLOUENAN	29250 PLOUGOULM	29192 PLOUGOULM	AX0148-0150	1,39
568 VILAR GREN	1921762	GAEC DE RUPLOUENAN	RUPLOUENAN	29250 PLOUGOULM	29192 PLOUGOULM	AX0152-0153-0154	0,76
568 VILAR GREN	1921762	GAEC DE RUPLOUENAN	RUPLOUENAN	29250 PLOUGOULM	29192 PLOUGOULM	AX0270-0271-0272-0273	1,02
568 VILAR GREN	1921762	GAEC DE RUPLOUENAN	RUPLOUENAN	29250 PLOUGOULM	29259 SAINT POL DE LEON	AC0071-0042	1,63
568 VILAR GREN	1921762	GAEC DE RUPLOUENAN	RUPLOUENAN	29250 PLOUGOULM	29259 SAINT POL DE LEON	BD0191-0223-0224	1,34
568 VILAR GREN	1921762	GAEC DE RUPLOUENAN	RUPLOUENAN	29250 PLOUGOULM	29259 SAINT POL DE LEON	BD0217	0,25
568 VILAR GREN	1921762	GAEC DE RUPLOUENAN	RUPLOUENAN	29250 PLOUGOULM	29259 SAINT POL DE LEON	BD0266-0268	0,73
568 VILAR GREN	1921762	GAEC DE RUPLOUENAN	RUPLOUENAN	29250 PLOUGOULM	29259 SAINT POL DE LEON	BE0156	0,82
568 VILAR GREN	1921762	GAEC DE RUPLOUENAN	RUPLOUENAN	29250 PLOUGOULM	29192 SAINT POL DE LEON	BD0212-0214	0,86
568 VILAR GREN	1921762	GAEC DE RUPLOUENAN	RUPLOUENAN	29250 PLOUGOULM	29192 PLOUGOULM	AW196	1,66
568 VILAR GREN	1921835	EARL DE MEZAREUN	MEZAREUN	29250 PLOUGOULM	29192 PLOUGOULM	AW198	0,45
568 VILAR GREN	1921835	EARL DE MEZAREUN	MEZAREUN	29250 PLOUGOULM	29192 PLOUGOULM	AW161	0,18
568 VILAR GREN	1921835	EARL DE MEZAREUN	MEZAREUN	29250 PLOUGOULM	29192 PLOUGOULM	AX231	0,8
568 VILAR GREN	1921835	EARL DE MEZAREUN	MEZAREUN	29250 PLOUGOULM	29192 PLOUGOULM	AW174/175	1,24
568 VILAR GREN	1921835	EARL DE MEZAREUN	MEZAREUN	29250 PLOUGOULM	29192 PLOUGOULM	AW151	0,8
568 VILAR GREN	1921835	EARL DE MEZAREUN	MEZAREUN	29250 PLOUGOULM	29192 PLOUGOULM	AW159	0,8
568 VILAR GREN	1921835	EARL DE MEZAREUN	MEZAREUN	29250 PLOUGOULM	29192 PLOUGOULM	AX69	1,55
568 VILAR GREN	1921835	EARL DE MEZAREUN	MEZAREUN	29250 PLOUGOULM	29192 PLOUGOULM	AW175	0,54
568 VILAR GREN	1921867	GAEC DE KERVIAN	KERVIAN	29250 PLOUGOULM	29192 PLOUGOULM	AN 172 173 380 381	0,8
568 VILAR GREN	1922068	GAEC CASTEL	KERANVEYER	29250 PLOUGOULM	29192 PLOUGOULM	AV 104 136	3,76
568 VILAR GREN	2391163	MR POISSON OLIVIER	CREACH KERAVEL	29680 ROSCOFF	29239 ROSCOFF	AR11/13	1,5
568 VILAR GREN	2391163	MR POISSON OLIVIER	CREACH KERAVEL	29680 ROSCOFF	29259 SAINT POL DE LEON	BK94/96	0,92
568 VILAR GREN	2391163	MR POISSON OLIVIER	CREACH KERAVEL	29680 ROSCOFF	29239 SAINT POL DE LEON	BM280/281	1,5
568 VILAR GREN	2391287	GAEC DU MANOIR (MOAL)	KERESTAT	29680 ROSCOFF	29239 ROSCOFF	AT 701 702	1,7
568 VILAR GREN	2391368	EARL LE MENGLEUZ	CARRIERE KERAVEL	29680 ROSCOFF	29239 ROSCOFF	AM0056	0,62
568 VILAR GREN	2391368	EARL LE MENGLEUZ	CARRIERE KERAVEL	29680 ROSCOFF	29239 ROSCOFF	AN0204	0,29
568 VILAR GREN	2391368	EARL LE MENGLEUZ	CARRIERE KERAVEL	29680 ROSCOFF	29239 ROSCOFF	AT0672	0,34
568 VILAR GREN	2391368	EARL LE MENGLEUZ	CARRIERE KERAVEL	29680 ROSCOFF	29239 ROSCOFF	AB0506	0,52
568 VILAR GREN	2391368	EARL LE MENGLEUZ	CARRIERE KERAVEL	29680 ROSCOFF	29239 ROSCOFF	AT0780	0,4
568 VILAR GREN	2391864	GAEC MARCHALAND	CARRIERE KERAVEL	29680 ROSCOFF	29259 SAINT POL DE LEON	AC0045	0,81
568 VILAR GREN	2391864	GAEC MARCHALAND	KERJUSTIN	29680 ROSCOFF	29239 ROSCOFF	BI0097	0,28
568 VILAR GREN	2391864	GAEC MARCHALAND	KERJUSTIN	29680 ROSCOFF	29239 ROSCOFF	AT116-117-118	0,58
568 VILAR GREN	2391872	GAEC MARCHALAND	KERJUSTIN	29680 ROSCOFF	29259 SAINT POL DE LEON	BI0360	0,68
568 VILAR GREN	2391872	GAEC MARCHALAND	KERJUSTIN	29680 ROSCOFF	29259 SAINT POL DE LEON	AB448	0,73
568 VILAR GREN	2391872	GAEC MARCHALAND	KERJUSTIN	29680 ROSCOFF	29239 SANTEC	AM100	0,65
568 VILAR GREN	2391872	GAEC MARCHALAND	KERJUSTIN	29680 ROSCOFF	29239 ROSCOFF	AC00143	0,57
568 VILAR GREN	2391872	GAEC MARCHALAND	KERJUSTIN	29680 ROSCOFF	29239 ROSCOFF	AC00072	0,33
568 VILAR GREN	2391872	GAEC MARCHALAND	KERJUSTIN	29680 ROSCOFF	29239 ROSCOFF	BD0222	0,42
568 VILAR GREN	2391872	GAEC MARCHALAND	KERJUSTIN	29680 ROSCOFF	29259 SAINT POL DE LEON	BM497-498	0,55
568 VILAR GREN	2391872	GAEC MARCHALAND	KERJUSTIN	29680 ROSCOFF	29259 SAINT POL DE LEON	AB0274-211-212	0,64
568 VILAR GREN	2391872	GAEC MARCHALAND	KERJUSTIN	29680 ROSCOFF	29259 SAINT POL DE LEON	BK 210	0,75
568 VILAR GREN	2391872	GAEC MARCHALAND	KERJUSTIN	29680 ROSCOFF	29184 PLOUENAN	D711	0,8
568 VILAR GREN	2391996	M GUIVARCH JEAN JACQUES	PERENNES	29680 ROSCOFF	29239 ROSCOFF	AB103-104	0,44
568 VILAR GREN	2391996	M GUIVARCH JEAN JACQUES	PERENNES	29680 ROSCOFF	29259 SAINT POL DE LEON	AB474	0,15
568 VILAR GREN	2391996	M GUIVARCH JEAN JACQUES	PERENNES	29680 ROSCOFF	29259 SAINT POL DE LEON	AB117-118-132	1,6
568 VILAR GREN	2391996	M GUIVARCH JEAN JACQUES	PERENNES	29680 ROSCOFF	29259 SAINT POL DE LEON	AK62	0,75
568 VILAR GREN	2391996	M GUIVARCH JEAN JACQUES	PERENNES	29680 ROSCOFF	29259 SAINT POL DE LEON	BL 218	1
568 VILAR GREN	2392003	M GUIVARCH JEAN JACQUES	PERENNES	29680 ROSCOFF	29259 SAINT POL DE LEON	AT 25 26	0,83
568 VILAR GREN	2392003	M GUIVARCH JEAN JACQUES	PERENNES	29680 ROSCOFF	29259 SAINT POL DE LEON	AC 30 53	0,95
568 VILAR GREN	2392003	M GUIVARCH JEAN JACQUES	PERENNES	29680 ROSCOFF	29259 SAINT POL DE LEON	F0836	0,23
568 VILAR GREN	2392003	M GUIVARCH JEAN JACQUES	PERENNES	29680 ROSCOFF	29184 PLOUENAN	D0812	0,42
568 VILAR GREN	2392003	M GUIVARCH JEAN JACQUES	PERENNES	29680 ROSCOFF	29184 PLOUENAN	D1085	0,42
568 VILAR GREN	2392003	M GUIVARCH JEAN JACQUES	PERENNES	29680 ROSCOFF	29184 PLOUENAN	D1087	1,09
568 VILAR GREN	2392003	M GUIVARCH JEAN JACQUES	PERENNES	29680 ROSCOFF	29184 PLOUENAN	D1089	0,45
568 VILAR GREN	2392003	M GUIVARCH JEAN JACQUES	PERENNES	29680 ROSCOFF	29184 PLOUENAN	D1091	1,14
568 VILAR GREN	2392003	M GUIVARCH JEAN JACQUES	PERENNES	29680 ROSCOFF	29184 PLOUENAN	F0149	0,15
568 VILAR GREN	2392003	M GUIVARCH JEAN JACQUES	PERENNES	29680 ROSCOFF	29184 PLOUENAN	F0159	0,33
568 VILAR GREN	2392003	M GUIVARCH JEAN JACQUES	PERENNES	29680 ROSCOFF	29184 PLOUENAN	F0160	0,33
568 VILAR GREN	2392003	M GUIVARCH JEAN JACQUES	PERENNES	29680 ROSCOFF	29184 PLOUENAN	F0167	0,82
568 VILAR GREN	2392003	M GUIVARCH JEAN JACQUES	PERENNES	29680 ROSCOFF	29184 PLOUENAN	F0711	0,02
568 VILAR GREN	2392003	M GUIVARCH JEAN JACQUES	PERENNES	29680 ROSCOFF	29184 PLOUENAN	F0711	0,01







5681 VILAR GREIN	2739763	GAEC DE KERBRUZUNEC	309,RUE DE KERBRUZUNEC	29750	SANTEC	29273	SANTEC	A888-90AN121-122AX173-AT178-AD28-401	2,3
5681 VILAR GREIN	2739763	GAEC DE KERBRUZUNEC	309,RUE DE KERBRUZUNEC	29250	SANTEC	29273	SANTEC	A666-AT531-899A2226	1,51
577 COP PLOVRN	2131218	EARL LE SAINT	GOLLEN	29440	PIOUZEVEDE	29210	PIOUVRN	A843 - 844 - 845 - 846	1,5
577 COP PLOVRN	2131218	EARL LE SAINT	GOLLEN	29440	PIOUZEVEDE	29210	PIOUVRN	H163-219-220-225-226-227-228-229-230-233-270-272	5,8
577 COP PLOVRN	2131218	EARL LE SAINT	GOLLEN	29440	PIOUZEVEDE	29213	PIOUZEVEDE	E00 - 83 - 84 - 85 - 86 - 61 - 60	1,94
577 COP PLOVRN	2131218	EARL LE SAINT	GOLLEN	29440	PIOUZEVEDE	29213	PIOUZEVEDE	E28 - 730	2,05
577 COP PLOVRN	2131218	EARL LE SAINT	GOLLEN	29440	PIOUZEVEDE	29213	PIOUZEVEDE	E711	0,94
577 COP PLOVRN	2131218	EARL LE SAINT	GOLLEN	29440	PIOUZEVEDE	29213	PIOUZEVEDE	A1709-2413a2415-2516a2519-1049-1050-1058-1053	3
577 COP PLOVRN	1488012	TREVIEN ERIC	PRAT MEUR	29420	MESPAUL	29148	MESPAUL	A2520-2521-2522-2523-2524-2525-2526-2527-2528-2529-2530	4
577 COP PLOVRN	1488012	TREVIEN ERIC	PRAT MEUR	29420	MESPAUL	29210	PIOUVRN	MAISON	16
577 COP PLOVRN	1488012	TREVIEN ERIC	PRAT MEUR	29420	MESPAUL	29210	PIOUVRN	GRAND CHAMP	3,6
577 COP PLOVRN	1488012	TREVIEN ERIC	PRAT MEUR	29420	MESPAUL	29210	PIOUVRN	KERGUDON	2,4
577 COP PLOVRN	1488012	TREVIEN ERIC	PRAT MEUR	29420	MESPAUL	29210	PIOUVRN	HANGAR	2
577 COP PLOVRN	1930222	F A R L PRIGENT MEUDEC	KERSALOU	29400	PIOUZURVEST	29400	PIOUZURVEST	Kersalou	3,5
577 COP PLOVRN	1930508	GAEC DE QUISTILLIC	QUISTILLIC	29400	PIOUZURVEST	29213	PIOUZEVEDE	D186 191(partie)	0,8
577 COP PLOVRN	1930508	GAEC DE QUISTILLIC	QUISTILLIC	29400	PIOUZURVEST	29213	PIOUZEVEDE	PARTIE DU 171 COATVELLEC	0,5
577 COP PLOVRN	1930508	GAEC DE QUISTILLIC	QUISTILLIC	29401	PIOUZURVEST	29213	PIOUZEVEDE	PARC AR LEUR	0,7
577 COP PLOVRN	1930508	GAEC DE QUISTILLIC	QUISTILLIC	29401	PIOUZURVEST	29213	PIOUZEVEDE	KERGUEDAL	0,75
577 COP PLOVRN	1930508	GAEC DE QUISTILLIC	QUISTILLIC	29401	PIOUZURVEST	29183	PIOUZURVEST	KEROLLE	0,6
577 COP PLOVRN	1930711	M. CLOAREC JOEL	SPERNEN	29400	PIOUZURVEST	29183	PIOUZURVEST	B 801 802 805	1,9
577 COP PLOVRN	1930711	M. CLOAREC JOEL	SPERNEN	29400	PIOUZURVEST	29193	PIOUZURVEST	B 1295 1296 231 Goastravalen	2,2
577 COP PLOVRN	2100118	GAEC ALAIN CARRIER	POULRAN	29420	PIOUVRN	29210	PIOUVRN	ILLOT 23	18
577 COP PLOVRN	2100118	GAEC ALAIN CARRIER	POULRAN	29420	PIOUVRN	29210	PIOUVRN	ILLOT 125	5,09
577 COP PLOVRN	2100941	M. ARGOUJACH PATRICK	LANNARIN	29420	PIOUVRN	29210	PIOUVRN	B1152-1032	1,59
577 COP PLOVRN	2100941	M. ARGOUJACH PATRICK	LANNARIN	29420	PIOUVRN	29210	PIOUVRN	B1023-1034-1029-1028-1027	3,4
577 COP PLOVRN	2100941	M. ARGOUJACH PATRICK	LANNARIN	29420	PIOUVRN	29210	PIOUVRN	B1015-1014-1016-1017-1018	2,9
577 COP PLOVRN	2100941	M. ARGOUJACH PATRICK	LANNARIN	29420	PIOUVRN	29210	PIOUVRN	B1204	1,54
577 COP PLOVRN	2100941	M. ARGOUJACH PATRICK	LANNARIN	29420	PIOUVRN	29210	PIOUVRN	B1202-1200	1,6
577 COP PLOVRN	2100941	M. ARGOUJACH PATRICK	LANNARIN	29420	PIOUVRN	29210	PIOUVRN	B593-595	1,75
577 COP PLOVRN	2100941	M. ARGOUJACH PATRICK	LANNARIN	29420	PIOUVRN	29210	PIOUVRN	B583-584-588	1,86
577 COP PLOVRN	2102129	E A R L B H A N J M	GUERNEMIRY	29420	PIOUVRN	29210	PIOUVRN	C 636 634 635 636 637 1566 1568	3,9089
577 COP PLOVRN	2102129	E A R L B H A N J M	GUERNEMIRY	29420	PIOUVRN	29210	PIOUVRN	C 636 637 649 650 1570	2,1437
577 COP PLOVRN	2102129	E A R L B H A N J M	GUERNEMIRY	29420	PIOUVRN	29210	PIOUVRN	C 1296 1297	3,4283
577 COP PLOVRN	2102129	E A R L B H A N J M	GUERNEMIRY	29420	PIOUVRN	29210	PIOUVRN	C 1131 1132 1134 1136 1138	2,8353
577 COP PLOVRN	2102129	E A R L B H A N J M	GUERNEMIRY	29420	PIOUVRN	29210	PIOUVRN	G 478/479	2,1
577 COP PLOVRN	2102773	LE GALL DOMINIQUE	KERZIOLOU	29420	PIOUVRN	29068	GUICLAN	B 882 879 1180 1188	1,7
577 COP PLOVRN	2102773	LE GALL DOMINIQUE	KERZIOLOU	29420	PIOUVRN	29210	PIOUVRN	B 1195	0,7
577 COP PLOVRN	2102773	LE GALL DOMINIQUE	KERZIOLOU	29420	PIOUVRN	29068	GUICLAN	A 1257 1116 920 1117	1,53
577 COP PLOVRN	2102773	LE GALL DOMINIQUE	KERZIOLOU	29420	PIOUVRN	29210	PIOUVRN	A 924	1,82
577 COP PLOVRN	2102838	M. CREACH DAVID	KERGUEDAL	29420	PIOUVRN	29210	PIOUVRN	B 259 260 1433 1440	1,25
577 COP PLOVRN	2102838	M. CREACH DAVID	KERGUEDAL	29420	PIOUVRN	29210	PIOUVRN	D107-109-1571-1510-1505-110-1465	3,2
577 COP PLOVRN	2102838	M. CREACH DAVID	KERGUEDAL	29420	PIOUVRN	29210	PIOUVRN	D440-1137-441-442	3,2
577 COP PLOVRN	2102838	M. CREACH DAVID	KERGUEDAL	29420	PIOUVRN	29210	PIOUVRN	D443 444 445	1,8
577 COP PLOVRN	2102864	M. MEAR	40 OROAS TREMEL	29420	PIOUVRN	29210	PIOUVRN	D1636	1,4
577 COP PLOVRN	2131111	M. RINGOAT	BESMEN	29440	PIOUZEVEDE	29213	PIOUZEVEDE	A2689	0,61
577 COP PLOVRN	2131111	M. RINGOAT	BESMEN	29440	PIOUZEVEDE	29213	PIOUZEVEDE	E 1173 598 602 820 821 801 800 599	4,5
577 COP PLOVRN	2138123	M. RIVOALLON ANNE	BRODREZIOU	29440	PIOUZEVEDE	29213	PIOUZEVEDE	E 1183 1181 1179 1177 875 1175 562 561 504	5,3
577 COP PLOVRN	2138123	M. RIVOALLON ANNE	BRODREZIOU	29440	PIOUZEVEDE	29213	PIOUZEVEDE	E328-329-330-331-332-333-334-335-336	3,33
577 COP PLOVRN	2138123	M. RIVOALLON ANNE	BRODREZIOU	29440	PIOUZEVEDE	29213	PIOUZEVEDE	ILLOT 1	3,43
577 COP PLOVRN	2138123	M. RIVOALLON ANNE	BRODREZIOU	29440	PIOUZEVEDE	29213	PIOUZEVEDE	ILLOT 3 E 702 704 708 709	3,33
577 COP PLOVRN	2138123	M. RIVOALLON ANNE	BRODREZIOU	29440	PIOUZEVEDE	29193	PIOUZURVEST	ILLOT DACHENA 143 & 146	1,92
577 COP PLOVRN	2138123	M. RIVOALLON ANNE	BRODREZIOU	29440	PIOUZEVEDE	29193	PIOUZURVEST	ILLOT BRANDENA 616 & 618 642 643	2,4
580 LANMEUR UN	0730165	GAEC DE KERQUEUREL	KERQUEUREL	29620	GUIMAE	29073	GUIMAE	C4/5	2,7
580 LANMEUR UN	0730165	GAEC DE KERQUEUREL	KERQUEUREL	29620	GUIMAE	29073	GUIMAE	C4/5	1,58
580 LANMEUR UN	0730165	GAEC DE KERQUEUREL	KERQUEUREL	29620	GUIMAE	29073	GUIMAE	C4/5	1,72
580 LANMEUR UN	0730165	GAEC DE KERQUEUREL	KERQUEUREL	29620	GUIMAE	29073	GUIMAE	C5/2/623/624/625/633/634/635/636/575/638/639/620/621	10,1
580 LANMEUR UN	0730165	GAEC DE KERQUEUREL	KERQUEUREL	29620	GUIMAE	29073	GUIMAE	B287/288/293/1191/120	1,11
580 LANMEUR UN	0730165	GAEC DE KERQUEUREL	KERQUEUREL	29620	GUIMAE	29073	GUIMAE	B92/803/804/805	1,84
580 LANMEUR UN	0730165	GAEC DE KERQUEUREL	KERQUEUREL	29620	GUIMAE	29073	GUIMAE	B71/87/89/807/81	2,12
580 LANMEUR UN	0730165	GAEC DE KERQUEUREL	KERQUEUREL	29620	GUIMAE	29073	GUIMAE	C73/343-346-347-478-477	0,5
580 LANMEUR UN	0730165	GAEC DE KERQUEUREL	KERQUEUREL	29620	GUIMAE	29113	LANMEUR	C42/0-271-272-274-275-276-295-296-297-298-289-849-300-301	6
580 LANMEUR UN	1130439	GAEC LA VILLENEUVE	LA VILLENEUVE	29620	LANMEUR	29182	PIOUZGAT GUERRAND	C308-309-872-328-329-327-323-351-352-325-353	8,5
580 LANMEUR UN	1130439	GAEC LA VILLENEUVE	LA VILLENEUVE	29620	LANMEUR	29182	PIOUZGAT GUERRAND	D386 987 389 389 385 386 397 398 389	6,16
580 LANMEUR UN	1130471	M. GEFROY JEAN LUC	KERVIDOU	29620	LANMEUR	29113	LANMEUR	D429 430 431 432 433 440 443 444 445 480 459	3,65
580 LANMEUR UN	1130471	M. GEFROY JEAN LUC	KERVIDOU	29620	LANMEUR	29113	LANMEUR	C105	0,8
580 LANMEUR UN	1130471	M. GEFROY JEAN LUC	KERVIDOU	29620	LANMEUR	29113	LANMEUR	C41	0,65
580 LANMEUR UN	1130471	M. GEFROY JEAN LUC	KERVIDOU	29620	LANMEUR	29113	LANMEUR	C44 55	0,9

560	LANMEUR UN	1130471	M. GEFROY JEAN LUC	KERVIDOU	29620 LANMEUR	29113 LANMEUR	B 56 57 56 60 61 62 91 1110	3,2
560	LANMEUR UN	1130498	EARL BOURHIS	LE POULDU	29620 LANMEUR	29113 LANMEUR	A302 - 303 - 304 - 305 - 306 - 307 - 308 - 309	2,23
560	LANMEUR UN	1130498	EARL BOURHIS	LE POULDU	29620 LANMEUR	29113 LANMEUR	A811	1,6
560	LANMEUR UN	1130498	EARL BOURHIS	LE POULDU	29620 LANMEUR	29113 LANMEUR	D71	0,79
560	LANMEUR UN	1130889	M. QUENECH DE QUILVILLY	TRAOEN BEZEDEN	29620 LANMEUR	29113 LANMEUR	C360-361-797-928-982-984	1,39
560	LANMEUR UN	1130889	M. QUENECH DE QUILVILLY	TRAOEN BEZEDEN	29620 LANMEUR	29113 LANMEUR	C32-93	3,69
560	LANMEUR UN	1130889	M. QUENECH DE QUILVILLY	TRAOEN BEZEDEN	29620 LANMEUR	29113 LANMEUR	C388-391	0,68
560	LANMEUR UN	1130889	M. QUENECH DE QUILVILLY	TRAOEN BEZEDEN	29620 LANMEUR	29113 LANMEUR	C872-673-674-676-677-678-679-680	2,18
560	LANMEUR UN	1131311	M. BERTHOU GERARD	RUGREGEN	29620 LANMEUR	29073 GUIMAEAC	B139-143-145-144-146-157-188	2,66
560	LANMEUR UN	1131311	M. BERTHOU GERARD	RUGREGEN	29620 LANMEUR	29073 GUIMAEAC	B338	5,02
560	LANMEUR UN	1131311	M. BERTHOU GERARD	RUGREGEN	29620 LANMEUR	29073 GUIMAEAC	B339	0,44
560	LANMEUR UN	1131311	M. BERTHOU GERARD	RUGREGEN	29620 LANMEUR	29073 GUIMAEAC	B341	0,74
560	LANMEUR UN	1131311	M. BERTHOU GERARD	RUGREGEN	29620 LANMEUR	29073 GUIMAEAC	B344	0,34
560	LANMEUR UN	1131311	M. BERTHOU GERARD	RUGREGEN	29620 LANMEUR	29073 GUIMAEAC	C7	0,39
560	LANMEUR UN	1131311	M. BERTHOU GERARD	RUGREGEN	29620 LANMEUR	29073 GUIMAEAC	C8	0,65
560	LANMEUR UN	1131311	M. BERTHOU GERARD	RUGREGEN	29620 LANMEUR	29073 GUIMAEAC	C10	0,4
560	LANMEUR UN	1131311	M. BERTHOU GERARD	RUGREGEN	29620 LANMEUR	29073 GUIMAEAC	B789	0,38
560	LANMEUR UN	1131311	M. BERTHOU GERARD	RUGREGEN	29620 LANMEUR	29113 LANMEUR	AC108	0,47
560	LANMEUR UN	1131311	M. BERTHOU GERARD	RUGREGEN	29620 LANMEUR	29113 LANMEUR	AC109	0,36
560	LANMEUR UN	1131311	M. BERTHOU GERARD	RUGREGEN	29620 LANMEUR	29113 LANMEUR	AC112	0,43
560	LANMEUR UN	1131311	M. BERTHOU GERARD	RUGREGEN	29620 LANMEUR	29113 LANMEUR	B1701	0,13
560	LANMEUR UN	1131311	M. BERTHOU GERARD	RUGREGEN	29620 LANMEUR	29113 LANMEUR	B1709	0,77
560	LANMEUR UN	1131311	M. BERTHOU GERARD	RUGREGEN	29620 LANMEUR	29113 LANMEUR	B1711	0,67
560	LANMEUR UN	1131311	M. BERTHOU GERARD	RUGREGEN	29620 LANMEUR	29113 LANMEUR	C397	0,6
560	LANMEUR UN	1131311	M. BERTHOU GERARD	RUGREGEN	29620 LANMEUR	29113 LANMEUR	C940	0,77
560	LANMEUR UN	1131311	M. BERTHOU GERARD	RUGREGEN	29620 LANMEUR	29113 LANMEUR	C942	0,94
560	LANMEUR UN	1131311	M. BERTHOU GERARD	RUGREGEN	29620 LANMEUR	29113 LANMEUR	C945	0,63
560	LANMEUR UN	1131311	M. BERTHOU GERARD	RUGREGEN	29620 LANMEUR	29113 LANMEUR	C946	0,53
560	LANMEUR UN	1131311	M. BERTHOU GERARD	RUGREGEN	29620 LANMEUR	29113 LANMEUR	C965	0,36
560	LANMEUR UN	1131311	M. BERTHOU GERARD	RUGREGEN	29620 LANMEUR	29113 LANMEUR	C966	0,06
560	LANMEUR UN	1131311	M. BERTHOU GERARD	RUGREGEN	29620 LANMEUR	29113 LANMEUR	AC102	1,67
560	LANMEUR UN	1131311	M. BERTHOU GERARD	RUGREGEN	29620 LANMEUR	29113 LANMEUR	D216	0,23
560	LANMEUR UN	1131311	M. BERTHOU GERARD	RUGREGEN	29620 LANMEUR	29113 LANMEUR	D217	0,77
560	LANMEUR UN	1131311	M. BERTHOU GERARD	RUGREGEN	29620 LANMEUR	29113 LANMEUR	D1353	0,5
560	LANMEUR UN	1131311	M. BERTHOU GERARD	RUGREGEN	29620 LANMEUR	29113 LANMEUR	D1360	0,12
560	LANMEUR UN	1131311	M. BERTHOU GERARD	RUGREGEN	29620 LANMEUR	29113 LANMEUR	AC100	0,62
560	LANMEUR UN	1131311	M. BERTHOU GERARD	RUGREGEN	29620 LANMEUR	29113 LANMEUR	B103	1,16
560	LANMEUR UN	1131311	M. BERTHOU GERARD	RUGREGEN	29620 LANMEUR	29113 LANMEUR	B112	0,1
560	LANMEUR UN	1131311	M. BERTHOU GERARD	RUGREGEN	29620 LANMEUR	29113 LANMEUR	B113	0,17
560	LANMEUR UN	1131311	M. BERTHOU GERARD	RUGREGEN	29620 LANMEUR	29113 LANMEUR	B114	0,54
560	LANMEUR UN	1131311	M. BERTHOU GERARD	RUGREGEN	29620 LANMEUR	29113 LANMEUR	B124	0,65
560	LANMEUR UN	1131311	M. BERTHOU GERARD	RUGREGEN	29620 LANMEUR	29113 LANMEUR	B125	0,21
560	LANMEUR UN	1131311	M. BERTHOU GERARD	RUGREGEN	29620 LANMEUR	29113 LANMEUR	B126	0,56
560	LANMEUR UN	1131311	M. BERTHOU GERARD	RUGREGEN	29620 LANMEUR	29113 LANMEUR	B1699	0,83
560	LANMEUR UN	1131311	M. BERTHOU GERARD	RUGREGEN	29620 LANMEUR	29113 LANMEUR	C848	0,25
560	LANMEUR UN	1131311	M. BERTHOU GERARD	RUGREGEN	29620 LANMEUR	29182 PLOJEGAT GUERRAND	C848	0,83
560	LANMEUR UN	1131311	M. BERTHOU GERARD	RUGREGEN	29620 LANMEUR	29182 PLOJEGAT GUERRAND	A386	0,56
560	LANMEUR UN	1131311	M. BERTHOU GERARD	RUGREGEN	29620 LANMEUR	29182 PLOJEGAT GUERRAND	A387	0,63
560	LANMEUR UN	1131311	M. BERTHOU GERARD	RUGREGEN	29620 LANMEUR	29182 PLOJEGAT GUERRAND	A573	1,14
560	LANMEUR UN	1131311	M. BERTHOU GERARD	RUGREGEN	29620 LANMEUR	29182 PLOJEGAT GUERRAND	B389	0,39
560	LANMEUR UN	1131311	M. BERTHOU GERARD	RUGREGEN	29620 LANMEUR	29182 PLOJEGAT GUERRAND	B395	0,96
560	LANMEUR UN	1131311	M. BERTHOU GERARD	RUGREGEN	29620 LANMEUR	29182 PLOJEGAT GUERRAND	B871	0,06
560	LANMEUR UN	1131401	M. LE JEUNE REMY	RUPULVEN	29620 LANMEUR	29113 LANMEUR	B872	0,82
560	LANMEUR UN	1131702	M. LE JEUNE JOHANNICK	KERGOAN	29620 LANMEUR	29113 LANMEUR	A 308	0,88
560	LANMEUR UN	1131702	M. LE JEUNE JOHANNICK	KERGOAN	29620 LANMEUR	29113 LANMEUR	C 137	0,72
560	LANMEUR UN	1131702	M. LE JEUNE JOHANNICK	KERGOAN	29620 LANMEUR	29113 LANMEUR	C 147 148 149	1,15
560	LANMEUR UN	1136267	EARL SILLIAU	KEROHAN VEN	29620 LANMEUR	29113 LANMEUR	200 201 202 203 125	1
560	LANMEUR UN	1136267	EARL SILLIAU	KEROHAN VEN	29620 LANMEUR	29073 GUIMAEAC	C271 273 274 275 901 1112	3,74
560	LANMEUR UN	1136267	EARL SILLIAU	KEROHAN VEN	29620 LANMEUR	29073 GUIMAEAC	C276/284/286/1074	3,67
560	LANMEUR UN	1136267	EARL SILLIAU	KEROHAN VEN	29620 LANMEUR	29113 LANMEUR	A575-576-577-578	2,66
560	LANMEUR UN	1136267	EARL SILLIAU	KEROHAN VEN	29620 LANMEUR	29113 LANMEUR	A593-594-595-596	2,53
560	LANMEUR UN	1136267	EARL SILLIAU	KEROHAN VEN	29620 LANMEUR	29251 SAINT JEAN DU DOIGT	ZB 41 44	2,03
560	LANMEUR UN	1330306	MME JAOUEN DANIELLE	3 RUE DE KERREST	29241 LOCOUIREC	29073 GUIMAEAC	B400	0,7
560	LANMEUR UN	1330306	MME JAOUEN DANIELLE	3 RUE DE KERREST	29241 LOCOUIREC	29073 GUIMAEAC	B402	0,45
560	LANMEUR UN	1330306	MME JAOUEN DANIELLE	3 RUE DE KERREST	29241 LOCOUIREC	29073 GUIMAEAC	B404	0,73
560	LANMEUR UN	1330306	MME JAOUEN DANIELLE	3 RUE DE KERREST	29241 LOCOUIREC	29073 GUIMAEAC	B363 345 364 394	0,95
560	LANMEUR UN	1330306	MME JAOUEN DANIELLE	3 RUE DE KERREST	29241 LOCOUIREC	29133 LOCOUIREC	A364	1,08
560	LANMEUR UN	1330306	MME JAOUEN DANIELLE	3 RUE DE KERREST	29241 LOCOUIREC	29133 LOCOUIREC	A375	0,63
560	LANMEUR UN	1330306	MME JAOUEN DANIELLE	3 RUE DE KERREST	29241 LOCOUIREC	29133 LOCOUIREC	A377	0,25





580	LANMEUR UN	1131664	SCEA GOURVIL	KEROIGNANT	29620 LANMEUR	29188 PLOUGASNOU	ZM61	0,21
580	LANMEUR UN	1131664	SCEA GOURVIL	KEROIGNANT	29620 LANMEUR	29188 PLOUGASNOU	ZM31	1,64
580	LANMEUR UN	1131664	SCEA GOURVIL	KEROIGNANT	29620 LANMEUR	29188 PLOUGASNOU	ZM12	0,86
580	LANMEUR UN	1131664	SCEA GOURVIL	KEROIGNANT	29620 LANMEUR	29188 PLOUGASNOU	ZM13	1,64
580	LANMEUR UN	1131664	SCEA GOURVIL	KEROIGNANT	29620 LANMEUR	29188 PLOUGASNOU	ZM15	0,82
580	LANMEUR UN	1131664	SCEA GOURVIL	KEROIGNANT	29620 LANMEUR	29188 PLOUGASNOU	ZM145	3,4
580	LANMEUR UN	1131664	SCEA GOURVIL	KEROIGNANT	29620 LANMEUR	29188 PLOUGASNOU	ZR4	0,64
580	LANMEUR UN	1131664	SCEA GOURVIL	KEROIGNANT	29620 LANMEUR	29188 PLOUGASNOU	ZN21	1,31
580	LANMEUR UN	1131664	SCEA GOURVIL	KEROIGNANT	29620 LANMEUR	29188 PLOUGASNOU	ZP86	1,2
580	LANMEUR UN	1131664	SCEA GOURVIL	KEROIGNANT	29620 LANMEUR	29188 PLOUGASNOU	ZM32	0,6
580	LANMEUR UN	1131664	SCEA GOURVIL	KEROIGNANT	29620 LANMEUR	29188 PLOUGASNOU	ZM66A	0,77
580	LANMEUR UN	1131664	SCEA GOURVIL	KEROIGNANT	29620 LANMEUR	29251 SAINT JEAN DU DOIGT	ZP47	0,87
580	LANMEUR UN	1131664	SCEA GOURVIL	KEROIGNANT	29620 LANMEUR	29251 SAINT JEAN DU DOIGT	ZO 8	1,34
580	LANMEUR UN	1131664	SCEA GOURVIL	KEROIGNANT	29620 LANMEUR	29251 SAINT JEAN DU DOIGT	ZR 319	3,02
580	LANMEUR UN	1131664	SCEA GOURVIL	KEROIGNANT	29620 LANMEUR	29251 SAINT JEAN DU DOIGT	ZR64	4,88
580	LANMEUR UN	1881728	EARL LA CROIX	LA CROIX	29630 PLOUGASNOU	29188 PLOUGASNOU	Z172	2,16
580	LANMEUR UN	1881728	EARL LA CROIX	LA CROIX	29630 PLOUGASNOU	29188 PLOUGASNOU	ZB 92 94 95	5,68
580	LANMEUR UN	1881728	EARL LA CROIX	LA CROIX	29630 PLOUGASNOU	29188 PLOUGASNOU	ZB 109 121	2,2
580	LANMEUR UN	1881728	EARL LA CROIX	LA CROIX	29630 PLOUGASNOU	29188 PLOUGASNOU	YA 90	1,2
580	LANMEUR UN	1881668	GAEC DE RUMAIN	RUMAIN	29630 PLOUGASNOU	29188 PLOUGASNOU	YA 92	1
580	LANMEUR UN	1881668	GAEC DE RUMAIN	RUMAIN	29630 PLOUGASNOU	29188 PLOUGASNOU	ZY 81 LE ROHOU	4,83
580	LANMEUR UN	1881668	GAEC DE RUMAIN	RUMAIN	29630 PLOUGASNOU	29188 PLOUGASNOU	ZY82 PENALLAN	5,01
580	LANMEUR UN	1881668	GAEC DE RUMAIN	RUMAIN	29630 PLOUGASNOU	29188 PLOUGASNOU	ZY138 KERVENY	2,3
580	LANMEUR UN	1881668	GAEC DE RUMAIN	RUMAIN	29630 PLOUGASNOU	29188 PLOUGASNOU	ZY139 KERVENY	10,5
580	LANMEUR UN	1881668	GAEC DE RUMAIN	RUMAIN	29630 PLOUGASNOU	29188 PLOUGASNOU	ZX 11 KERNY	2,3
580	LANMEUR UN	1882828	EARL DU MERDY	RUMAIN	29630 PLOUGASNOU	29188 PLOUGASNOU	ZX 96 RUMAIN	4,5
580	LANMEUR UN	1882828	EARL DU MERDY	660 RTE DE KERNIZAN	29630 PLOUGASNOU	29188 PLOUGASNOU	BB40 RUMAIN	3,6
580	LANMEUR UN	2510251	GAEC DE KERUZAOUEN	KERUZAOUEN	29630 PLOUGASNOU	29188 PLOUGASNOU	ZC92	2
580	LANMEUR UN	2510251	GAEC DE KERUZAOUEN	KERUZAOUEN	29630 PLOUGASNOU	29188 PLOUGASNOU	ZL160	1,3
580	LANMEUR UN	2510251	GAEC DE KERUZAOUEN	KERUZAOUEN	29630 PLOUGASNOU	29251 SAINT JEAN DU DOIGT	li01	4
580	LANMEUR UN	2510251	GAEC DE KERUZAOUEN	KERUZAOUEN	29630 PLOUGASNOU	29251 SAINT JEAN DU DOIGT	li02	16
580	LANMEUR UN	2510251	GAEC DE KERUZAOUEN	KERUZAOUEN	29630 PLOUGASNOU	29251 SAINT JEAN DU DOIGT	li03	2,5
580	LANMEUR UN	2510251	GAEC DE KERUZAOUEN	KERUZAOUEN	29630 PLOUGASNOU	29251 SAINT JEAN DU DOIGT	li04	3,6
580	LANMEUR UN	2510251	GAEC DE KERUZAOUEN	KERUZAOUEN	29630 PLOUGASNOU	29251 SAINT JEAN DU DOIGT	li05	6
580	LANMEUR UN	2510251	GAEC DE KERUZAOUEN	KERUZAOUEN	29630 PLOUGASNOU	29251 SAINT JEAN DU DOIGT	li06	5
580	LANMEUR UN	2510588	GAEC DE KERUZAOUEN	KERUZAOUEN	29630 PLOUGASNOU	29251 SAINT JEAN DU DOIGT	li010	2,7
580	LANMEUR UN	2510588	M. MERCIER GILLES	PEN AR CHRA	29630 PLOUGASNOU	29186 PLOUEZCOH	C403	2,38
580	LANMEUR UN	2510588	M. MERCIER GILLES	PEN AR CHRA	29630 PLOUGASNOU	29186 PLOUEZCOH	C393	3,04
580	LANMEUR UN	2510588	M. MERCIER GILLES	PEN AR CHRA	29630 PLOUGASNOU	29186 PLOUEZCOH	C402	3,17
580	LANMEUR UN	2510588	M. MERCIER GILLES	PEN AR CHRA	29630 PLOUGASNOU	29188 PLOUGASNOU	ZR148	0,8
580	LANMEUR UN	2510588	M. MERCIER GILLES	PEN AR CHRA	29630 PLOUGASNOU	29188 PLOUGASNOU	ZR8	2,69
580	LANMEUR UN	2510588	M. MERCIER GILLES	PEN AR CHRA	29630 PLOUGASNOU	29188 PLOUGASNOU	ZR122a	2,01
580	LANMEUR UN	2510588	M. MERCIER GILLES	PEN AR CHRA	29630 PLOUGASNOU	29251 SAINT JEAN DU DOIGT	ZT57	0,79
580	LANMEUR UN	2510588	M. MERCIER GILLES	PEN AR CHRA	29630 PLOUGASNOU	29251 SAINT JEAN DU DOIGT	ZS17	4,9
508	KERNICPRIM	2061821	MILBEO FRANCOIS	KERGARDEC	29430 PLOUNEVEZ LOCHRIST	29206 PLOUNEVEZ LOCHRIST	A870 COAT MOULIN CHATEL	1
568	VILAR GREN	2590301	SCEA DE KERASPLAM	KERASPLAM	29250 SAINT POL DE LEON	29259 SAINT POL DE LEON	PARC VERT 89	1
568	VILAR GREN	2590301	SCEA DE KERASPLAM	KERASPLAM	29250 SAINT POL DE LEON	29259 SAINT POL DE LEON	AX 209 211	1
568	VILAR GREN	2590301	SCEA DE KERASPLAM	KERASPLAM	29250 SAINT POL DE LEON	29259 SAINT POL DE LEON	AX 212 213 214	1
568	VILAR GREN	2590301	SCEA DE KERASPLAM	KERASPLAM	29250 SAINT POL DE LEON	29259 SAINT POL DE LEON	AX 183	1
568	VILAR GREN	2590301	SCEA DE KERASPLAM	KERASPLAM	29250 SAINT POL DE LEON	29259 SAINT POL DE LEON	AX 184	0,8
568	VILAR GREN	2590301	SCEA DE KERASPLAM	KERASPLAM	29250 SAINT POL DE LEON	29259 SAINT POL DE LEON	AX 186 197	1,2
568	VILAR GREN	2590301	SCEA DE KERASPLAM	KERASPLAM	29250 SAINT POL DE LEON	29259 SAINT POL DE LEON	AX 10 13	1,8
568	VILAR GREN	2590301	SCEA DE KERASPLAM	KERASPLAM	29250 SAINT POL DE LEON	29259 SAINT POL DE LEON	AX 236	2,2
568	VILAR GREN	2590301	SCEA DE KERASPLAM	KERASPLAM	29250 SAINT POL DE LEON	29259 SAINT POL DE LEON	AX 218	0,9
568	VILAR GREN	2590301	SCEA DE KERASPLAM	KERASPLAM	29250 SAINT POL DE LEON	29259 SAINT POL DE LEON	AX 182	1,5
568	VILAR GREN	2590301	SCEA DE KERASPLAM	KERASPLAM	29250 SAINT POL DE LEON	29259 SAINT POL DE LEON	AX 188	1
568	VILAR GREN	2590301	SCEA DE KERASPLAM	KERASPLAM	29250 SAINT POL DE LEON	29259 SAINT POL DE LEON	AX 199 200	0,7
568	VILAR GREN	2590301	SCEA DE KERASPLAM	KERASPLAM	29250 SAINT POL DE LEON	29259 SAINT POL DE LEON	AX 205 204 203 202 225 224	1,2
568	VILAR GREN	2590301	SCEA DE KERASPLAM	KERASPLAM	29250 SAINT POL DE LEON	29259 SAINT POL DE LEON	AW 253	0,5
568	VILAR GREN	2590301	SCEA DE KERASPLAM	KERASPLAM	29250 SAINT POL DE LEON	29259 SAINT POL DE LEON	AW 249	0,5
568	VILAR GREN	2590301	SCEA DE KERASPLAM	KERASPLAM	29250 SAINT POL DE LEON	29259 SAINT POL DE LEON	AW 251	0,7
568	VILAR GREN	2590301	SCEA DE KERASPLAM	KERASPLAM	29250 SAINT POL DE LEON	29259 SAINT POL DE LEON	AW 233	0,65
568	VILAR GREN	2590301	SCEA DE KERASPLAM	KERASPLAM	29250 SAINT POL DE LEON	29259 SAINT POL DE LEON	AW 237	0,5







**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

ARRETE préfectoral du 20 mars 2024  
portant agrément de parcelles agricoles  
destinées à l'épandage des produits retirés du marché

Le préfet du Finistère  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le règlement (UE) n°1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013, portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n°234/79, (CE) n°1037/2001 et (CE) n°1234/2007 du Conseil ;
- VU le règlement (UE) n° 543/2011 de la Commission du 7 juin 2011 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil en ce qui concerne les secteurs des fruits et légumes et des fruits et légumes transformés, modifié en dernier lieu par le règlement (UE) n°701/2012 du 30 juillet 2012 ;
- VU le règlement (UE) n° 2017/891 de la Commission du 13 mars 2017 complétant le règlement (UE) n°1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les secteurs des fruits et légumes et des produits transformés à base de fruits et légumes ainsi que le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les sanctions à appliquer dans ces secteurs et modifiant le règlement d'exécution (UE) n°543/2011 de la Commission ;
- VU le règlement (UE) n°2017/892 de la Commission du 13 mars 2017 portant modalités d'application du règlement (UE) n°1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les secteurs des fruits et légumes et des fruits et légumes transformés ;
- VU le décret n°2008-966 du 16 septembre 2008 relatif à la mise en œuvre du régime d'aides spécifiques pour le secteur des fruits et légumes dans le cadre de la politique agricole commune modifié en dernier lieu par le décret n° 2012-63 du 19 janvier 2012 ;
- VU le décret n°2018-313 du 27 avril 2018 relatif aux organisations de producteurs, aux associations d'organisations de producteurs et aux groupements de producteurs ;
- VU l'arrêté du 30 septembre 2008 portant modalités de mise en œuvre du règlement d'exécution (UE) n° 543/2011 de la Commission portant modalités d'application du règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement et du Conseil pour le secteur des fruits et légumes dans le cadre de la politique agricole commune, notamment en ce qui concerne les programmes opérationnels et les fonds opérationnels ;
- VU l'arrêté du 28 mars 2018 portant modalités de mise en œuvre du règlement délégué (UE) 2017/891 de la Commission du 13 mars 2017 et du règlement d'exécution (UE) 2017/892 de la Commission du 13 mars 2017 complétant et portant modalités d'application du règlement (UE) no 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les secteurs des fruits et légumes et des produits transformés à base de fruits et légumes ;
- VU la demande d'agrément présentée par **l'organisation de producteurs coopérative La Bretonne**
- SUR proposition du Préfet

## ARRETE

### Article 1

Les parcelles agricoles, dont la liste est jointe à la demande de l'organisation, sont agréées pour l'épandage des produits retirés du marché. La liste des parcelles est consultable à la direction départementale des territoires et de la mer du Finistère, 2 boulevard du Finistère à Quimper.

### Article 2

Cet agrément est accordé pour **l'année 2024**.

### Article 3

Dans le cadre de ce dispositif, l'Organisation de Producteurs s'engage :

- à respecter les méthodes et seuils d'épandage figurant dans les fiches-produits « Cadre des méthodes de retrait respectueuses de l'environnement » publiées sur le site Internet de FranceAgriMer ;
- à tenir à jour un fichier de tous les sites sur lesquels sont épandus des produits ;
- à répertorier toutes les opérations d'épandage dans une fiche parcellaire d'épandage de produits issus du retrait (annexe n°3 téléchargeable sur le site Internet de FranceAgriMer) signé par le Directeur de l'OP. Ce document est conservé au siège de l'organisation de producteurs et doit pouvoir être présenté, à tout moment, aux services chargés des contrôles.

### Article 4

Le président de l'Organisation de Producteurs coopérative La Bretonne est chargé, en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Le Préfet

signé

**Alain ESPINASSE**

#### Délai et voies de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture, conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative.

Dans le même délai de deux mois à compter de sa notification, le bénéficiaire peut présenter un recours gracieux auprès du Préfet. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R.421-2 du Code de justice administrative. Cette décision implicite de rejet peut alors faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois.

La juridiction administrative peut être saisie par voie postale ou par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr>

LA BRETONNE  
 ZI DE KERVENT  
 29250 SAINT POL DE LEON

Tél 02 98 69 19 78  
 Fax 02 98 69 08 88

LISTE DES PARCELLES SUSCEPTIBLES DE RECEVOIR LES  
 CHOUX FLEURS - BROCOLIS - ARTICHAUTS RETIRES 2024

SITE SAINT POL DE LEON

<i>Commune</i>	<i>Références cadastrales</i>	<i>Surface en ha</i>	<i>Tonnage maximum</i>	<i>Exploitant</i>
PLOUGOULM	AB 58	0,3715	37,15	Gaec Arvor
	AB 193	0,2726	27,26	
	AB 192	0,2954	29,54	
	AB 191	0,4645	46,45	
ST POL DE LEON	BH 71-73-74-75-76	3,3000	330,00	Gaec Eloen
	BH 69	1,6000	160,00	
	BK 174	0,5000	50,00	
	BK 116	0,9000	90,00	
	BT 46-47-236-237-239	3,4000	340,00	
	BK 50	0,7000	70,00	
	BL 26-27	1,1000	110,00	
	AW 256-281	2,0000	200,00	
PLOUGOULM	AW 131-135-139-140-141-142-143	2,5000	250,00	
PLOUGOULM	AN 25-26	2,4000	240,00	
PLOUGOULM	AB 233 - 234	2,2100	221,00	Earl Marc Laurent
	AK 143 - 144	0,6900	69,00	
PLOUENAN	B 939	0,0547	5,47	Gaec de Toul-Ran
	B 104	0,1078	10,78	
ST POL DE LEON	AT 50	0,9600	96,00	Rousseau Jean-Claude
ST POL DE LEON	AZ 4-9-109-5-11	2,2000	220,00	Gaec Kerprim
	AZ 214-15-16	2,0000	200,00	
	AZ - 26	2,3800	238,00	
	AX 178-177	2,1500	215,00	

**ARRETE**  
**modifiant la composition nominative du conseil de surveillance  
du Centre Hospitalier Régional et Universitaire de BREST (Finistère)**

La directrice générale de l'Agence Régionale de Santé de Bretagne

**Vu** le code de la santé publique et notamment ses articles L.6143-5, L.6143-6, R.6143-1 à R.6143-4 et R.6143-12 ;

**Vu** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

**Vu** le décret n° 2010-361 du 8 avril 2010 relatif aux Conseils de Surveillance des Établissements Publics de Santé ;

**Vu** le décret du 1<sup>er</sup> février 2023 portant nomination de la directrice générale de l'Agence Régionale de Santé de Bretagne – Madame Elise NOGUERA ;

**VU** l'arrêté du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Bretagne fixant la composition nominative du Conseil de Surveillance du Centre Hospitalier Régional et Universitaire de Brest en date du 21 octobre 2020, modifié ;

**VU** la décision en date du 1<sup>er</sup> janvier 2024 portant délégation de signature de la directrice générale de l'agence régionale de santé de Bretagne à Monsieur Raphaël LAGARDE, directeur de la délégation départementale du Finistère ;

**Considérant** les réponses des personnes physiques ou morales appelées à siéger ou à désigner des représentants au sein du Conseil de Surveillance ;

**arrête :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le conseil de surveillance du du Centre Hospitalier Régional et Universitaire de BREST, 2 avenue Foch - 29609 Brest Cedex (Finistère), n° FINESS 290000017, établissement public de santé de ressort régional, est composé comme suit :

<b>MEMBRES AVEC VOIX DELIBERATIVE</b>	
<b>NOM</b>	<b>QUALITE</b>
<b>Collège des représentants des collectivités territoriales :</b>	
M. Fragan VALENTIN-LEMENI	Représentant la Ville de Brest

M. François CUILLANDRE	Maire de Brest. Président de "Brest Métropole"
Mme Véronique BOURBIGOT	Conseillère départementale du Finistère
M. Alain GUEGUEN	Conseiller départemental des Côtes-d'Armor
Mme Emilie KUCHEL	Conseillère régionale de Bretagne
<b>Collège des personnels :</b>	
Mme le Dr Yasmina DEJEAN-MAZOUNIE	Représentant la commission médicale d'établissement.
M. le Dr Sylvain JAFFUEL	Représentant la commission médicale d'établissement.
Mme Chrystelle CORDON	Représentant la commission des soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques
Mme Marie-Françoise PATINEC	Représentant des organisations syndicales (CFDT)
M. Thomas BOURHIS	Représentant des organisations syndicales (CGT)
<b>Collège des personnalités qualifiées et des représentants des usagers :</b>	
M. Pascal OLIVARD	Président de l'UBO, Personnalité qualifiée désignée par le directeur général de l'agence régionale de santé
Docteur Jean-François Conrad	Personnalité qualifiée désignée par le directeur général de l'agence régionale de santé
M. Frédéric MARTIN	Personnalité qualifiée, représentant des usagers (UDAF), désignée par le Préfet du Finistère
M. René DRIVET	Personnalité qualifiée, représentant des usagers (FNAR), désignée par le Préfet du Finistère
M. Christian TROADEC	Maire de Carhaix. Personnalité qualifiée désignée par le Préfet du Finistère

#### **MEMBRES AVEC VOIX CONSULTATIVE**

Le vice-président du directoire
La directrice générale de l'agence régionale de santé ou son représentant
Le représentant de la structure chargée de la réflexion d'éthique
Le directeur de la caisse d'assurance maladie ou son représentant
Pour les centres hospitaliers universitaires, le directeur de l'unité de formation et de recherche médicale ou le président du comité de coordination de l'enseignement médical
Dans les établissements délivrant des soins de longue durée ou gérant un établissement d'hébergement pour personnes âgées, un représentant des familles de personnes accueillies participe, avec voix consultative, aux réunions du conseil de surveillance.

#### **MEMBRES POUVANT PARTICIPER AVEC VOIX CONSULTATIVE**

Le député de la circonscription où est situé le siège de l'établissement principal
Un sénateur désigné par la commission permanente chargée des affaires sociales du Sénat
Le maire de la commune où est situé un établissement public de santé ayant fusionné ou ayant été mis en direction commune avec l'établissement principal, ou son représentant

**ARTICLE 2 :** La durée des fonctions des membres du conseil de surveillance est fixée à cinq ans sous réserve des dispositions particulières prévues aux articles R. 6143-12 et R. 6143-13 du code de la santé publique.

**ARTICLE 3 :** Un recours contre le présent arrêté peut être formé auprès du Tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa notification. A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication de l'arrêté au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région de Bretagne.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**ARTICLE 4 :** Le directeur de la délégation départementale du Finistère de l'agence régionale de santé de Bretagne et la directrice générale du Centre Hospitalier Régional et Universitaire de BREST sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région de Bretagne.

Fait à Quimper, le 19/03/2024

P/La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé de Bretagne,  
et par délégation,  
La Responsable du département Animation Territoriale,

Signé

Gwenola PRIME-COTTO



**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Académie de Rennes  
Direction des services départementaux  
de l'Éducation nationale du Finistère**

**Arrêté portant création  
du collège public Charles de Gaulle à LANDERNEAU**

**Le préfet du Finistère,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

- Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L 213-1 et suivants et L 421-1 ;
- Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- Vu la loi n° 95-115 du 4 février 1995 modifiée, d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire et notamment l'article 29 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Alain ESPINASSE en qualité de préfet du Finistère ;
- Vu la délibération de l'assemblée plénière du conseil départemental du Finistère relative à l'ouverture d'un nouveau collège public à Landerneau en date du 18 octobre 2018 ;
- Vu la délibération de l'assemblée plénière du conseil départemental du Finistère relative au schéma pluriannuel des travaux dans les collèges publics 2019-2026 ;
- Vu l'avis favorable du maire de Landerneau en date du 13 mars 2019 ;
- Vu les avis du conseil départemental de l'Éducation nationale du Finistère en date du 15 janvier 2019 et du 21 novembre 2023 ;
- Vu la demande du président du conseil départemental du Finistère en date du 24 octobre 2023 relative à la création d'un établissement public local d'enseignement à Landerneau ;
- Vu L'avis de la Directrice Académique des Services de l'Éducation Nationale du Finistère, Directrice des Services Départementaux de l'Éducation Nationale, favorable à l'ouverture d'un nouveau collège public à Landerneau ;
- Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère,



## ARRETE

### Article 1<sup>er</sup> :

Un collège public est créé sur la commune de Landerneau à effet de la date de publication du présent arrêté. L'ouverture aux élèves se fera à compter de la rentrée scolaire 2024.

### Article 2 :

Dans l'attente de la réunion du premier conseil d'administration, le premier budget de l'établissement devient exécutoire par règlement conjoint du président du conseil départemental du Finistère et de la directrice académique des services de l'Education nationale du Finistère.

### Article 3 :

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, la directrice académique des services de l'Education nationale du Finistère, le président du Conseil Régional, le président du conseil départemental du Finistère et le maire de Landerneau sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

### Cet arrêté sera notifié :

- au président du conseil régional de Bretagne,
- au président du conseil départemental du Finistère,
- au recteur de la région académique Bretagne, recteur de l'académie de Rennes,
- au sous-préfet de l'arrondissement de Brest
- au maire de Landerneau

Fait à Quimper, le 22 mars 2024

Le préfet,

Signé

Alain ESPINASSE